

L'Assemblée  
du Conseil de l'Europe  
débat de la suspension  
de la Turquie

LIRE PAGE 6

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA : Maroc, 3,50 dr. : Tunisie, 300 m. : Allemagne, 1,80 DM : Autriche, 18 sch. : Belgique, 26 fr. : Canada, 1,10 \$ : Chine d'Europe, 240 F CFA : Danemark, 8,50 Kr. : Espagne, 100 pes. : E.-U., 85 c. : G.-B., 60 p. : Grèce, 55 dr. : Irlande, 75 p. : Italie, 1.200 L. : Japon, 360 ¥ : Liban, 0,350 L. : Luxembourg, 27 L. : Norvège, 8,00 kr. : Pays-Bas, 1,75 fl. : Portugal, 60 esc. : Suède, 325 F. : Suisse, 7,75 fr. : Thaïlande, 1,401 : Yougoslavie, 65 c.

Tarif des abonnements page 10  
5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
C.C.P. 4287 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## M. Mitterrand au Maroc

Le conflit saharien sera au centre  
des entretiens

Un double réalisme

M. Mitterrand, serait-il de-  
venir, sinon « pro-marocain », du  
moins beaucoup moins hostile au  
régime chérifien que le parti so-  
cialiste ? Sa visite à Rabat a été  
préparée avec minutie, et tout a  
été mis en œuvre pour qu'elle se  
solde par un succès. La délégation  
qui l'accompagne est plus impor-  
tante que ne l'exigeait le protocole.  
Elle ne comporte, en effet, pas  
moins de six ministres et de  
nombreuses personnalités, dont le  
général Sautier, chef d'état-major  
particulier du président, que la  
mort du général Dillmi vient de  
priver de son interlocuteur principal,  
et qui s'entretient avec le roi Hassan  
II, le président de la République  
française avec tous les responsables  
des forces armées royales.

Tout en proclamant sa vo-  
lonté de mener au Maghreb une  
politique « équilibrée », M. Mit-  
terrand pouvait difficilement  
faire sentir avec plus de netteté  
qu'il accorde au Maroc, tou-  
jours en guerre avec le Front  
polissario et éprouvé par le poids  
du conflit, des égards et une at-  
tention de nature exceptionnelle.  
On se désole pas dans son attitude  
le moindre reflet des positions  
du P.S. ou du P.C., favorables  
aux Sahraouis en lutte et fort  
critiques à l'égard du régime  
du roi Hassan II. La ten-  
sion que crée entre Paris et Ra-  
bat la vive réaction du parti  
socialiste lors de l'arrestation de  
M. Bonahid semble révolue.

Aux critiques, d'ailleurs en-  
core bien discrètes, que pour-  
raient lui adresser pour sa  
« complaisance » à l'égard du  
souverain marocain des mem-  
bres de la majorité, le président  
de la République riposte sans  
aucun doute en insistant sur le  
partage entre l'Etat et un parti des  
tâches, des prérogatives et des  
responsabilités. L'argument ne  
vaut pas seulement pour le  
Maghreb et a été largement uti-  
lisé à propos de l'Afrique, no-  
amment lorsque fut reçu à  
Paris le président ghanéen.  
M. Mitterrand entend bien ne  
jamais perdre de vue le problème  
des droits de l'homme, mais le  
soutenir à sa façon et ne pas le  
faire peser sur des rapports  
d'Etat à l'Etat, où les considéra-  
tions morales n'interviennent  
que par la bande.

Le Maroc, le plus ancien Etat  
constitué de la région, occupant  
une position stratégique de pre-  
mier plan, habité par un peuple  
homogène et de haute et longue  
tradition, ne peut être ni ignoré  
ni boudé longtemps par la  
France, qui a su rééquilibrer  
dans un sens positif ses relations  
avec l'Algérie.

M. Mitterrand estime que si  
Paris entend faire de la Méditerra-  
née un « lac de paix », il lui  
faut d'abord entretenir de bons  
rapports avec ses rivaux. Sans  
cela, ce soit exprimé de façon  
aussi nette, le souci de faire  
pièce à une influence américaine  
croissante sur Rabat joue cer-  
tainement dans sa politique un rôle  
non négligeable. Passé maître  
dans une Realpolitik sans le  
moindre complexe, le roi Has-  
san II joue adroitement de cette  
cravate française.

Cette convergence dans le  
« réalisme » se traduit d'ailleurs  
par l'ampleur des questions d'in-  
térêt commun : en matière cul-  
turelle Paris doit ménager le  
« troisième pays francophone du  
monde ». Au-delà même du  
Maghreb, Hassan II est par-  
venu, en tant que président du  
sommet de Fès, à s'assurer un  
rôle-clé dans toute négociation  
sur le problème palestinien.  
Face à un interlocuteur aussi  
bien armé, la France réaffirme  
certes son vœu de voir respecté  
le droit à l'autodétermination de  
la population sahraouie mais,  
pragmatique elle aussi, la froide lo-  
gique des intérêts nationaux.

C'est en compagnie de six mi-  
nistres que M. Mitterrand, était  
attendu, ce jeudi 27 janvier, à  
12 h 15, à l'aéroport de Rabat,  
où devait l'accueillir le roi Has-  
san II. La France entend donner,  
par l'importance de cette déléga-  
tion, un éclat particulier à ce  
voyage de trois jours. Le chef de  
l'Etat prononcera, dans l'après-  
midi, un discours devant le Cham-  
bre des représentants réunie en  
session extraordinaire. Dans la  
soirée, le président de la Républi-  
que devait s'entretenir, en tête-  
à-tête, avec le souverain.

M. Mitterrand est accompagné de  
MM. Claude Cheysson, ministre des  
relations extérieures, Michel Jobert,  
ministre du commerce extérieur,  
Pierre Bérégovoy, ministre des af-  
faires sociales et de la solidarité na-  
tionale, Jacques Delors, ministre de  
l'économie et des finances, Alain Sa-  
vary, ministre de l'éducation natio-  
nale et Christian Nucci, ministre  
chargé de la coopération et du dé-  
veloppement. M. Mitterrand ne por-  
te pas son voyage. Outre la coopé-  
ration bilatérale, le problème du  
Sahara occidental devrait être au  
centre des entretiens entre les deux  
chefs d'Etat. Dans une interview so-  
ignée avant son voyage à la radio-  
télévision marocaine, M. Mitterrand a  
renouvelé son appui à l'organisation  
d'un référendum en déclarant : « Je  
continue de penser que c'est la  
bonne méthode. Les initiatives qui  
s'en écarteront ne feront que compli-  
quer le problème ». Le chef de l'Etat  
a, d'autre part, souligné l'implication  
l'Afrique dans les rapports Est-Ouest  
« c'est une grave erreur ».

Lire page 4 l'article de P. Baiz :  
Le conflit saharien dans l'irrespirable.

### AU JOUR LE JOUR

#### Souvenirs

Il y a des jours où, à chaque  
pas, on bute sur le passé. Où les  
souvenirs s'ajoutent au malaise  
du présent, déjà terni.

La mort de Georges Bidault  
nous rappelle quelques périodes  
sombres. L'arrestation de Klaus  
Barbie fait resurgir le plus hor-  
rible. Les ennuis de M. Ben  
Bello en font ressortir une autre,  
et la mort du général Dillmi ra-  
vive la honte de l'affaire Ben  
Barka.

Et il y a pour nous servir  
encore la fable du bon vieux  
temps !

Br. F.

## La mévente de l'Airbus

Le président de l'Aérospatiale  
met en cause l'Allemagne fédérale

Dans une lettre qu'il vient d'adresser à diverses autorités gouver-  
nementales, le président-directeur général de la Société nationale indus-  
trielle aérospatiale (SNIAS), le général Jacques Mitterrand, attire  
l'attention de ses interlocuteurs sur le caractère « préoccupant » de la  
commercialisation de l'avion européen Airbus. « Le bilan de l'année 1982  
est, en fait, négatif », écrit-il après avoir observé que les commandes  
aériennes qui ont annulé ou reporté leurs contrats sont plus nombreuses  
que celles qui ont conclu des commandes fermes. A la fin de 1983, il  
restera vingt et un avions à vendre, sur une production de deux cent  
quatre-vingt-deux Airbus, et probablement soixante-dix-huit, à la fin de  
1985, sur une production totale de quatre cent sept avions.

Le général Mitterrand estime que la République fédérale d'Alle-  
magne « dont les banques ne veulent pas « prendre de risques sur des  
compagnies ou des pays de santé financière précaire » - porte l'essentiel  
de la responsabilité de « l'effondrement », en 1982, de la situation  
commerciale du programme Airbus. Il propose la constitution d'un  
groupe de travail tripartite - France, République fédérale d'Allemagne  
et Royaume-Uni - « de sorte que soient prises d'urgence les mesures  
propres à assurer l'écoulement commercial des avions pendant cette  
période critique dont on peut espérer qu'elle se durera pas longtemps ».

Destinataire de ce document, le ministre des transports, M. Charles  
Fitermeso, a rappelé, mercredi  
26 janvier, qu'il était partisan du  
lancement de la version Airbus A-  
320. Dans sa lettre de trois feuillets,  
accompagnée de plusieurs annexes  
totalisant dix-huit feuillets, le  
président-directeur général de la  
SNIAS note que « la situation au  
début de l'année 1983 est préoccupante » et qu'« on peut craindre  
qu'elle ne se prolonge jusqu'à la fin  
de 1983 et, peut-être même, au  
début de 1984 ».

Pour la première fois en douze  
années d'existence du programme  
Airbus A-300, le carnet de com-  
mandes fermes, arrêté à la fin de  
1982, est inférieur de deux avions à

(Lire la suite page 12.)

### PERSONNAGE-CLÉ DE LA RÉSISTANCE ET DE L'APRÈS-GUERRE

## Georges Bidault est mort

Georges Bidault est mort dans la nuit du 26 au  
27 janvier dans une clinique de Cambo-les-Bains où il  
était en convalescence, à la suite d'une congestion  
cérébrale. Professeur d'histoire, éditeur du journal  
démocrate-chrétien « l'Aube », il avait la guerre, il avait  
succédé à Jean Moulin, après l'arrestation et l'exécution  
de celui-ci par les Allemands, à la tête du Conseil  
national de la Résistance, Ministre des affaires étran-  
gères à la Libération, fondateur du Mouvement républi-  
cain populaire (M.R.P.), il avait en 1946 présidé le  
gouvernement provisoire. Président du conseil d'octo-  
bre 1949 à juin 1950, il avait occupé, jusqu'en

1954, plusieurs postes ministériels. Violentement opposé  
à la décolonisation, il avait combattu Pierre Mendes  
France pour sa politique en Indochine et en Afrique du  
Nord. Après avoir soutenu de Gaulle au moment de  
son retour au pouvoir, il avait rompu avec lui aussitôt  
qu'il était devenu clair qu'il allait donner l'indépen-  
dance à l'Algérie. Il avait appuyé l'Organisation de  
l'armée secrète (O.A.S.). Déchu de son mandat parle-  
mentaire, pour avoir, en 1958, pris la tête de ce  
qu'il appelait « une autre Résistance ». Il était rentré  
en France, après l'amnistie de 1968, sans rien nier  
de ses convictions.

### Un intellectuel réfractaire

par ANDRÉ FONTAINE

Lorsque le général de Gaulle, au  
lendemain de la Libération, descen-  
dit les Champs-Élysées, un petit  
homme en civil marchait à côté de

de Foch et ce qu'il en avait coûté de  
ne pas les suivre.

(Lire la suite page 8.)

### Elections aux chambres d'agriculture

## « Un test pour les syndicats »

(Lire page 29)

l'article de J. GRALL

MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite page 28.)

### À "APOSTROPHES" LE 28 JANVIER

## LE PREMIER ROMAN D'UN GRAND ÉCRIVAIN



Photo Michèle Pellerin - Lottis - Gammie

### L'ÉTAT VA AIDER LA BANDE DESSINÉE

## Un plan pour les « bulles »

M. Jack Lang vient de met-  
tre au point un plan d'aide à la  
bande dessinée française, com-  
portant quinze mesures, et  
revenu public à la veille de  
l'ouverture, à Angoulême, du  
Salon international de la B.D.,  
qui a lieu du 28 au 30 janvier.

A force de le répéter, tout le  
monde a fini par l'admettre : le  
bande dessinée est une activité de  
création qui a atteint, en France, sa  
maturité au cours des vingt dernières  
années. Seule la puissance publique  
ne s'en était jamais avisée. Aucun  
ministre de la culture n'avait voulu,  
avant M. Jack Lang, s'occuper de  
ces « enfantillages » qui n'en étaient  
plus depuis longtemps. Pas même  
André Malraux à qui, pourtant, de  
Gaulle avait dit un jour : « Mon seul  
rival international, c'est Tintin ». Mais  
aujourd'hui la France est fière de  
sa B.D., le montre par ce plan, et  
le proclame par la voix de M. Mit-  
terrand, qui déclarait à Antenne 2, le  
2 janvier : « Je suis un lecteur assidu  
de bandes dessinées ».

Il n'est pas le seul. Le Salon inter-  
national de la B.D. à Angoulême, se  
prépare à accueillir, à l'occasion de  
son dixième anniversaire, 100 000  
personnes. Le « plan  
B.D. » préparé par le ministre de la

culture illustre, si l'on peut dire, une  
consécration officielle, aussi tardive  
que nécessaire.

Pour la première fois on a réuni et  
entendu, depuis avril 1982, sous les  
plafonds dorés des palais nationaux,  
les professionnels de la B.D. : dessi-  
nateurs, scénaristes, éditeurs. Sous  
le houlette de M. Claude Mollard,  
délégué aux arts plastiques, ils ont eu  
de multiples occasions d'exprimer  
leurs doléances, leurs revendications  
et leurs propositions pour un « chan-  
gement » au royaume des bulles. Ils  
ont été largement entendus.

Est-il bien raisonnable, diront les  
grincheux, en ces temps de rigueur,  
de consacrer tant d'énergie - et de  
l'argent - à cet art subalterne qui se  
porte très bien sans l'Etat ?

BRUNO FRAPPAT.

(Lire la suite page 22.)

Dene « le Monde des livres »

### Une semaine avec Borgès

(Lire page 13 l'article de  
FRANÇOIS-MARIE BANIER.)



Le Monde

# idées

## Une philosophie de la personne

par CHRISTIAN DELACAMPAGNE

Lectique de Sartre, sur les « psychi-  
atres antipsychiâtres » - Laing et  
Cooper - qui se sont particulière-  
ment intéressés au problème de la  
personne et à l'analyse des condi-  
tions logiques qui fondent les rela-  
tions interpersonnelles.

Seconde objection : celle que  
constitue, en elle-même, toute la  
philosophie anglo-saxonne du lan-  
gage, surtout dans son élan le plus  
récent, marquée par l'essor d'une  
discipline nouvelle : la pragmatique.  
Celle-ci n'est autre que l'étude du  
langage « en contact », c'est-à-dire  
dans son usage pratique. Elle revient  
à privilégier, dans le discours, la  
fonction communicationnelle.  
Qu'est-ce en effet qu'un échange de  
signes linguistiques, sinon un acte de  
communication entre deux sujets  
parlants ? Mais quels sont les méca-  
nismes logiques d'un tel acte ? Que  
faut-il présupposer, chez chacun des  
deux locuteurs, pour que l'acte soit  
réussi, pour que le message passe ?  
Et comment se fait-il que, si sou-  
vent, il ne passe pas ?

### Une réévaluation de la notion de sujet

Qu'est-ce que le malentendu, le  
mensonge, l'indiscret ? Quels  
sont les rapports entre dire et  
vouloir dire, entre « acte de parole »  
(speech-act pour reprendre l'expres-  
sion de J.-R. Searle) et « intention  
de signification » ? Entre langage et  
désir ? De telles questions s'atta-  
chent les uns aux autres comme en  
une trame serrée. Et depuis Witt-  
genstein jusqu'aux spécialistes de la  
communication regroupés dans  
l'école de Palo-Alto (2), elles n'ont  
cessé de faire l'objet d'une flucida-  
tion théorique, à l'égard de laquelle  
les philosophes français sont trop  
souvent restés indifférents.

Tel n'est pas le cas de Francis  
Jacques. Celui-ci conjugue, précie-  
ment, un intérêt ancien pour la phé-  
noménologie - pour Martin Heidegger,  
entre autres - avec une connais-  
sance extrêmement précise des re-  
cherches logico-linguistiques actuel-  
lement en cours dans le domaine

anglo-saxon. Et c'est la conjonction  
de cette double formation, si rare  
chez un chercheur hexagonal, qui  
rend passionnante la lecture de son  
dernier livre, *Différence et subjectivité* (3).

Ce volumineux travail, plein de  
détours et de reprises, qui avance au  
rythme de la conversation plus qu'à  
celui de l'exposé dogmatique, pro-  
pose en effet une réévaluation de la  
notion de sujet qui, on s'en doute,  
n'implique aucun retour en direction  
d'un humanisme désuet ou d'un sub-  
jectivisme étroit. En fait, Jacques  
substitue progressivement - au fil  
d'un parcours dont il serait impos-  
sible de résumer tous les méandres -  
la notion de personne à celle de sub-  
jectivité.

Mais sa « personne » n'est pas  
non plus celle du personnalisme. Il  
s'agit, en fait, d'une construction re-  
lationnelle. L'idée centrale du livre  
est que le sujet ne se constitue que  
par la relation parlante à l'autre, c'est-à-dire par le dialogue : que  
c'est l'échange linguistique seul qui  
permet aux êtres de définir ce qui  
les différencie - positivement - les  
uns par rapport aux autres. Il n'est  
pas de je sans tu, ni de relation  
dualité sans un tiers - un il - qui en  
garantisse la fermeture. Bref, c'est  
la communication qui crée les diffé-  
rences, et celles-ci qui à leur tour  
créent la personne - par-delà les il-  
lusions du cogito cartésien, enfoncé  
dans sa solennité théorique.

Appuyée sur des descriptions pré-  
cises et concrètes, conduite dans  
l'esprit de la philosophie analytique,  
une telle démarche pourrait faci-  
lement avoir quelque chose de for-  
maliste ou de stérile - comme c'est le  
cas chez de nombreux auteurs. S'il  
n'en est rien, fort heureusement,  
c'est parce qu'on sent que le cœur,  
lui aussi, est présent derrière les ré-  
flexions de Francis Jacques. Le cœur  
et la raison : deux instances  
dont on ne peut trop souvent, qu'elles  
soient incompatibles, qu'elles  
soient toutes les deux constitutives de  
la personne humaine, chacune avec  
ses exigences et sa mémoire.

- (1) PUF, 1979.
- (2) Cf. mon article sur « L'héritage  
de Grigori Batoum » dans le *Monde* du  
11 août 1981.
- (3) Aubier Montaigne, 1982, 424 p.

## Antonio Negri, lecteur de Spinoza

### Pour une « désutopie »

par CHRISTIAN DESCAMPS

« SPINOZA est tellement  
crucial pour la philoso-  
phie moderne qu'on  
peut dire qu'on a le choix entre le spi-  
nozisme ou pas de philosophie du  
tout ». Que Hegel, qui ne l'aime  
guère, soit amené à ce constat, bou-  
leverser Toni Negri. Ce professeur de  
Padoue, théoricien de l'autonomie  
ouvrière, avait écrit un *Descartes po-  
litique*. Le présent ouvrage est d'une  
autre nature. Il fut conçu en prison  
d'où - depuis 1979 - son auteur  
attend d'être jugé en compagnie des  
inculpés du « procès du 7 avril ».  
Mais ce grand livre écrit n'est au-  
cunement une œuvre de circonstance,  
même si on peut supposer que la  
force, la joie spinozistes ont recon-  
forté le prisonnier.

La Hollande du dix-septième siè-  
cle, cette terre du Nord, est un pays  
en rupture qui perçoit les expé-  
riences révolutionnaires de la Renais-  
sance. Là, Spinoza, l'écuyer de sa  
communauté, réalise une véritable  
coup de force ontologique : il joue la  
puissance contre le pouvoir. S'in-  
vente alors une philosophie de la plé-  
nitude, de la multiplicité, de la liberté  
qui, sans partir de la réduction des  
appétits, parle sur l'épanouissement.  
Le penseur artisan - qui refuse les  
modèles - réfléchit dans un temps  
de crise. La Maison d'Orange prône  
une politique guerrière, un Etat cen-  
tralisateur ; le parti républicain, qu'anime  
Jean De Witt, prône une politique  
de paix, une organisation théo-  
cratique. Pourtant l'intolérance, le bel-  
lisme, l'amour de la servitude, sont  
vivaces ; et quand notre philosophe  
hautain et solitaire clame, au nom de  
la raison, son entreprise de démysti-  
fication, le tollé est général. Jamais  
- sauf peut-être contre les Epico-  
réens - la haine ne fut aussi féroce  
l'antagonisme, aux révolutions de  
l'histoire de la philosophie, on peut  
opposer l'autonomie, la constitution de  
l'être ensemble. La puissance est  
possibilité de liberté, d'expansion des  
corps, recherche de la meilleure  
constitution. Question d'aujourd'hui,  
d'un dix-septième siècle encore vi-  
vant. Negri souligne : « Spinoza  
n'annonce pas la philosophie des Lu-  
mières, il la vit et la déploie intégrale-  
ment ».

Negri interroge cette unité  
savante et trébuchée, la métaphysique  
spinoziste avait-elle articulé -  
comme le souligne Deleuze à qui  
l'auteur doit beaucoup (1) - une li-  
bération cohérente, une politique de la  
multitude ; une pensée série d'ordre au-  
térieur à l'Etat. Spinoza proposait de  
rompre avec la vieille idée de l'ap-  
propriation liée à la médiation d'un pou-  
voir. Dans ses études monades, le  
philosophe du « Dieu ou la Nature »  
élabora une conception de la puis-  
sance de l'Être. Même de rien, ses  
bombes douces font exploser la tran-  
scendance, la hiérarchie. A un  
horizon de pensée centré sur la mar-  
ché, aux philosophies politiques du  
pouvoir et de la suggestion, l'auteur  
de l'*Ethique* oppose, méticuleuse-  
ment, des concepts qui rendent pos-  
sible une existence consciente du  
collectif. Mon bonheur, mon enten-  
dement, mes désirs, peuvent - s'il s'  
de la nature une connaissance suffi-

sante - s'articuler à ceux des autres.  
La guerre de tous contre tous n'est  
pas indéfectible, j'ai mieux à faire qu'à  
devenir un loup.

De fait, si l'Être est puissance, le  
sujet capable d'y puiser la force  
d'échapper à la médiation politique  
de ceux qui parlent à mi-voix, à la  
conscience malheureuse des arrière-  
mondes, aux angélices du négatif.  
Partir de la puissance, de la vie, ré-  
concilier passion et raison, c'est mieu-  
x contre la haine et le rancœur. Fra-  
triser, c'est métaphysique, se fait  
aussi politique. Le *Tractatus*  
théologico-politicus insiste sur l'ac-  
tuel.

Carles - et honnêtement Negri le  
souligne - il arrive que Spinoza se  
reprie. Devant les coups de boutoir  
de l'histoire concrète il accepte - un  
moment - des positions oligarchi-  
ques. Ici l'auteur reprend l'hypo-  
thèse de deux Spinozas dont il fait les  
ans de notre univers. Le premier  
baigné de la lumière de Rembrandt,  
se met au sein de la révolution  
scientifique, de la Renaissance, du  
génie de son temps. L'autre propose  
une philosophie de notre avenir, de  
notre crise. Car de « démon » qui  
ferraillerait contre la fantasmagorie et la  
superstition, contre les sautes d'igno-  
rance, s'appuie sur le désir, cet é-  
pistémologue de lui-même. Avec  
des connaissances aussi bien  
rangées que ses instruments, il se  
saigne la déontologie. Pas de pro-  
gramme, de grande pensée : un pro-  
jet de déplacement mille fois plus  
fort. Sortir de l'ignorance, jouer l'Être  
contre le moralisme de devoir être,  
ce n'est pas rêver, d'âge d'or. Il  
s'agit, au contraire, de s'appuyer ef-  
fectivement sur les désirs, les appé-  
tits. Difficile ? Oui, car « nous ne  
pouvons reconnaître aucune diffé-  
rence entre les désirs qui proviennent  
de la raison et ceux qui d'autres  
causes engendrent en nous ».

Pourtant la violence immédiate  
peut s'échapper d'un ordre, fait de  
grands succès de perfection, tissé  
dans l'Être. Une liberté joyeuse est  
possible qui tire sa force du droit et  
non pas de la loi de la puissance et  
non pas de la peur. Aux figures de  
l'antagonisme, aux révolutions  
folles de la dialectique, on peut  
opposer l'autonomie, la constitution de  
l'être ensemble. La puissance est  
possibilité de liberté, d'expansion des  
corps, recherche de la meilleure  
constitution. Question d'aujourd'hui,  
d'un dix-septième siècle encore vi-  
vant. Negri souligne : « Spinoza  
n'annonce pas la philosophie des Lu-  
mières, il la vit et la déploie intégrale-  
ment ».

- (1) *L'Anomalie sauvage* est précédé  
de préfaces de Gilles Deleuze, Pierre  
Macherey et Alexandre Matheron.
- *L'Anomalie sauvage*, d'Antonio  
Negri. PUF, 350 pages, 145 F.

## L'homme

Parlons aujourd'hui  
de l'homme,  
« la plus calamiteuse  
et frêle de toutes  
les créatures », disait  
Montaigne, et aussi  
« la plus orgueilleuse ».

D'un livre  
de Francis Jacques,  
Christian Delacampagne  
retient cette idée  
fondamentale que la  
personne ne peut se  
constituer  
que par le dialogue avec  
l'autre. Déjà Spinoza,  
comme le montre  
Christian Descamps  
à propos d'un ouvrage  
d'Antonio Negri, ne  
concevait le bonheur  
que s'articulant  
à celui des autres.  
Tandis que  
Patrice Leclercq  
résume le cheminement  
de l'attitude  
inverse : cet orgueil  
que le Christ a  
voulu  
abolir et qui continue  
d'exercer partout  
ses ravages.

## LES CHEMINS DE L'ORGUEIL

par PATRICE LECLERCQ (\*)

tit d'entre les miens. C'est à moi que  
vous le faites ? » Comment plaider  
les Croisades, quand Jésus  
dit : « Mon royaume n'est pas de ce  
monde » ? Mais le prêtre orgueil-  
leux se prétendait propriétaire de  
lieux saints et de la vérité théologi-  
que.

A la suite de Jésus viennent aussi  
les rois, successeurs de Constantin,  
qui se proclament rois de droit di-  
vin ; viennent aussi les hommes, qui  
croient le sexe masculin supérieur  
parce que Dieu l'a choisi pour se  
manifeste aux humains. Des géné-  
rations de petits garçons chrétiens  
vont être imprégnés d'orgueil mas-  
culin en voyant le Dieu masculin do-  
miner du haut de la Croix le cœur  
des saintes femmes éplorées. Maho-  
met refusa cette image, comme  
toute image de Dieu.

### Luther

L'orgueil du prêtre sera brisé par  
Luther, révéla en particulier par  
la vente des indulgences pour assurer  
la construction de Saint-Pierre de  
Rome, destiné à la gloire du pape,  
mais non à celle de Dieu, car Dieu  
n'a pas besoin d'une église immense.  
Là où le protestantisme ne s'est pas  
implanté, dans les pays latins de  
l'Europe occidentale, les cadres  
communistes recueillirent plus tard  
l'héritage spirituel de l'orgueil du  
prêtre : par contre, là où le protes-  
tantisme a brisé l'orgueil du prêtre  
(Angleterre, Hollande, pays scandi-  
naves), le parti communiste ne s'im-  
plantera pas d'une façon significa-  
tive.

L'orgueil du roi de droit divin et  
de l'aristocratie sera brisé en France  
par la grande Révolution de 1789 ;  
mais sur les coudes de l'orgueil du  
roi naîtra d'abord l'orgueil du soldat  
de la Révolution, qui entraîne les bé-  
catombes napoléoniennes. En effet,  
aucun schéma marxiste ne peut ex-  
pliquer valablement comment les  
paysans et les bourgeois français ont  
couru si nombreux à l'abattoir sous  
l'empereur, pour envahir l'Europe ;  
mais l'orgueil est contagieux dans la  
société, du haut vers le bas, de Na-  
poles vers le dernier gogard. Par  
contre, les mères de famille fran-  
çaises avaient fort bien désigné  
« l'Ogre de Corse », avec son orgueil  
monstrueux.

A l'orgueil du soldat de la Révolu-  
tion, brisé à Waterloo, a succédé  
l'orgueil du capitaliste européen, qui  
a inspiré les conquêtes coloniales,  
jusqu'à la guerre de 1914.

L'hécatombe de 1914-1918 a  
causé la révolte du prolétaire, et  
d'abord du prolétaire russe, contre  
l'orgueil du tsar et de l'aristocratie  
russe, avec Kerensky, puis contre  
l'orgueil du capitalisme russe, allié au  
capitalisme ouest-européen, avec Lé-  
nine. Mais bientôt devait naître l'or-  
gueil du bureaucrate communiste,  
du cadre du parti, de l'apparatchik ;  
et Lénine a eu le temps d'en déceler  
les premiers signes alarmants. Sous  
Staline, l'orgueil du bureaucrate  
communiste a produit les hécatom-  
bes que l'on sait, avec une bonne  
conscience d'aussi plus tard que  
le cadre communiste a hérité en  
Russie de l'orgueil et du caractère  
sacré du prêtre, non aboli dans ce  
pays par le protestantisme. Les der-  
niers avatars de l'orgueil du bureau-  
crate communiste, allié à l'orgueil  
du soldat russe, l'ont conduit en  
Tchécoslovaquie et en Afghanistan,  
pour prêcher à coups de canon la  
cause du socialisme réel. Et pour-  
tant il suffisait d'écouter Robes-  
pierre : personne n'aime les misé-  
rismes, ils causeront la perte  
de la Révolution.

### Le nazisme

Entre-temps, on a vu en Allem-  
agne émerger l'orgueil racial, rassem-  
blant sous l'étendard nazi l'orgueil  
du bobereau prussien, qui n'avait été  
entamé dans ce pays par aucune ré-  
volution décisive, et l'orgueil du sol-  
dat allemand, laissé intact par le  
« coup de poignard dans le dos » de  
la révolte socialiste de 1918. L'or-  
gueil racial allemand a pris le fait,  
le peuple élu de Dieu, comme boue  
émissaire, selon un processus sacré-  
ciel, victimaire, bien connu dans  
l'histoire avant l'Evangile (3). C'est  
pourquoi l'idéologie nazie, profondé-  
ment antiévangélique, s'efforçait de  
ressusciter les vieux mythes germa-  
niques préchrétiens. Pour rassem-  
bler le peuple allemand, avant de le  
jeter sur ses voisins, Hitler devait lui  
désigner une victime : ce fut le juif,  
obstacle à l'orgueil allemand. A  
contrario, les Italiens, sous Musso-  
lini, furent très peu antisémites et  
faiblement envahisseurs.

L'orgueil allemand fut entamé  
par la défaite de 1945, et aussi par  
la révélation d'Auschwitz : les Alle-  
mands se sentent coupables au-  
jourd'hui encore ; et l'homme d'Oc-  
cident, après Auschwitz et


(\*) Maître de recherches à l'INRA  
(Institut national de la recherche agro-  
nomique).

Hiroshima, a senti vaciller ses cer-  
titudes morales, car le nazisme, la  
bête monstrueuse, s'était larguée  
dans l'Occident colonialiste ; la prière du  
plaisir n'était plus possible (4).

L'orgueil du soldat a été battu en  
brèche par Hiroshima, par la décolo-  
nisation, infligée même au soldat  
américain au Vietnam.  
Lénine avait donné pour mission  
aux communistes de lutter contre le  
capitalisme fauteur de guerres colo-  
niales et de guerres mondiales impé-  
rialistes pour le repartage du  
monde (5). Mais la guerre mondiale  
est venue, la bombe a détruit la puis-  
sance de l'Être. Même de rien, ses  
bombes douces font exploser la tran-  
scendance, la hiérarchie. A un  
horizon de pensée centré sur la mar-  
ché, aux philosophies politiques du  
pouvoir et de la suggestion, l'auteur  
de l'*Ethique* oppose, méticuleuse-  
ment, des concepts qui rendent pos-  
sible une existence consciente du  
collectif. Mon bonheur, mon enten-  
dement, mes désirs, peuvent - s'il s'  
de la nature une connaissance suffi-

La France au moins, après 1940,  
Dieu-Bien-Phu et la fin de la guerre  
d'Algérie, a-t-elle appris à vivre sans  
orgueil ? On pouvait l'espérer en  
voyant le peuple français voter à  
gauche en 1981, car la gauche est un  
mouvement humain qui veut abolir  
l'orgueil des puissants : la meilleure  
défense et illustration en est donnée  
par l'Evangile : « Heureux ceux qui  
ont faim et soif de justice, car ils se-  
ront rassasiés ». Mais M. Hecqu  
nous propose de participer à la  
course à l'armement atomique, y  
compis la bombe à neutrons, et il  
maintient le service militaire à un  
an. En regardant la Tchécoslova-  
quie, le Chili, l'Afghanistan, la Polo-  
gne, sans oublier la France de 1940,  
ne comprend-il pas que l'armée ré-  
gime n'est plus le rempart de l'in-  
dépendance nationale ? Ce fils de  
militaire de carrière n'est-il pas por-  
teur des derniers vestiges de l'or-  
gueil du soldat français ? N'est-ce  
pas contradictoire avec la fierté de  
l'homme de gauche, qui veut rendre  
aux désertés la parole et l'espé-  
rance ? Cet orgueil et cette fierté ne  
sont-ils pas incompatibles, aussi bien  
dans l'esprit que dans l'économie ?

- (1) Ovide, *les Métamorphoses*, Li-  
vre I.
- (2) Maria Gimbutas, « la fin de  
l'Europe ancienne », la Recherche, mars  
1978.
- (3) René Girard, *Des choses cachées  
depuis le commencement du monde*,  
Grasset.
- (4) Évangile de Luc : XVIII-9, 14.
- (5) Lénine, *l'Impérialisme, stade  
supérieur du capitalisme*, Éditions so-  
cialistes.



## BD SUCHET

**A LOUER  
ÉTAT NEUF,  
TRÈS BEL  
HOTEL  
PARTICULIER**

à usage de  
**HABITATION  
BUREAUX D'AMBASSADE  
LOGEMENT D'AMBASSADEUR**

S'adresser à M. BING  
9, rond-point des Champs-Élysées, Paris-8  
tél. 359.14.70

---

## Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE  
**UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE**  
spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande



Le Monde

# étranger

## EUROPE

### Hongrie

#### L'état se resserre autour de l'opposition tolérée depuis trois ans

L'état se resserre autour des opposants hongrois, profondément divisés et coupés de la population, alors que leurs activités étaient largement tolérées depuis 1979. Divers signes en témoignent depuis un an. Ainsi, le mercredi 26 janvier, la police a expulsé László Rajk de son appartement du centre de Budapest, dans la rue Galán, et y a apposé des scellés après l'avoir vidé de son contenu. C'est dans cet appartement que se tenait chaque mardi, depuis trois ans, une boutique samizdat. Le pouvoir montre ainsi que le fils de l'ancien ministre de l'intérieur (exécuté en 1949 après un procès préfabriqué et réhabilité depuis) n'est plus à présent intouchable. La « boutique » va démembrer dans l'autre appartement dont M. Rajk dispose dans un quartier moins central de Budapest depuis la mort, l'an dernier, de sa mère.

Les mesures policières visent essentiellement les cent à deux cents intellectuels de l'opposition démocratique, regroupés autour de l'association d'aide aux pauvres Szets (fondée en novembre 1979), de la revue *Besszelo* (créée en octobre 1981), de l'édition A.B., qui publie des *samizdats* depuis décembre 1981, et des « universités volantes », qui ont provisoirement interrompu leurs cours.

En revanche, le Mouvement de paix indépendant, les « groupes de base » catholiques, les méthodistes et les militants juifs du rabbin Schreiber, qui tous disent « penser autrement », mais refusent le terme d'« opposition », n'ont, jusqu'à présent, pas été inquiétés par les autorités.

Sans programme, l'opposition démocratique n'a trouvé qu'une plateforme minimum d'action : « Nous avons adopté un point de vue défensif et critique de l'action gouvernementale », affirme M. Gaspar Miklos Tamas, philosophe et l'un des théoriciens du mouvement. « L'opposition démocratique aspire au pluralisme syndical et régional, mais ne met guère en cause le régime actuel », ajoute cet ancien professeur de l'université de Budapest, interdit d'enseigner et de publier en Hongrie en 1982.

Les écrivains existant s'expriment notamment par l'origine intellectuelle des membres du mouvement. Pour le courant de gauche, dont fait partie M. Miklos Haraszti, la deuxième génération des disciples de Lukacs, le philosophe marxiste hongrois décédé en 1971, tel que le théoricien Janos Kis, est « trop à droite ». Les sociologues regroupés autour du mouvement Szets, qui viennent du marxisme mais l'ont délaissé, se veulent plus pragmatiques. Enfin, les représentants des courants nationaux, tel le poète et écrivain Sandor Csorot, lauréat du Prix Herder en 1981, mettent davantage l'accent sur la défense des minorités hongroises en Roumanie et en Tchécoslovaquie.

D'après Miklos Haraszti, qui dirige la revue *Besszelo*, l'essentiel est de « maintenir la liberté de parole » et de « diffuser des idées nouvelles ». Conscient du fossé entre l'intelligentsia d'opposition et la classe ouvrière, il estime que « diriger des ouvriers qui ne le désirent pas serait un leurre ». Pour Janos Kis, l'établissement de liens avec les « masses » pourrait se faire notamment grâce aux « communautés de base » catholiques, qui sont en contact permanent avec les paysans et les ouvriers hongrois.

Les opposants attribuent le comportement des autorités soit à un durcissement général dans le bloc de l'Est, soit à la reprise en main économique ou à une réaction, sous les pressions roumaines et tchécoslovaques, aux actions engagées en faveur des minorités hongroises. Seul un vif opposant de 1956, emprisonné jusqu'en 1963, M. Gyorgy Krasso, voit là un « mouvement naturel dans le système totalitaire du bloc de l'Est », car, avec l'accession de M. Andropov au pouvoir à Moscou, « ce n'est pas la Hongrie qui sera un modèle pour l'U.R.S.S., mais le contraire ». — (A.F.P.)

### Espagne

#### LA POPULATION SE PRONONCERA PAR RÉFÉRENDUM SUR LA « FORME DE LA CONTRIBUTION DU PAYS A LA DÉFENSE OCCIDENTALE »

Madrid (A.F.P.). — Le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Fernando Morán, a indiqué mercredi 26 janvier que les Espagnols seront appelés à se prononcer sur « la forme de contribution de l'Espagne à la défense du monde occidental », et non pas seulement à dire « oui ou non » à l'OTAN. M. Morán a réaffirmé qu'une intégration de l'Espagne à la structure militaire de l'OTAN était exclue actuellement.

« L'Espagne doit pouvoir conserver une marge d'autonomie. Si on exerce des pressions sur nous ou si nous ne disposons pas de cette autonomie, nous en tirerons les conséquences », a-t-il ajouté. M. Morán a également indiqué que le référendum sera organisé « quand les circonstances seront les meilleures pour l'Espagne et pour les intérêts du monde occidental, auquel nous appartenons ».

### Pologne

#### M. Walesa est réintégré sur la liste du personnel des chantiers navals de Gdansk

Varsovie (A.F.P.). — M. Lech Walesa a été réintégré sur la liste du personnel des chantiers navals de Gdansk, mais n'a pas encore été autorisé à reprendre son travail en sa qualité d'électricien. Joint par téléphone par l'A.F.P. à son appartement à Gdansk, M. Walesa a indiqué qu'il s'était présenté mercredi 26 janvier aux chantiers sur une convocation que lui avait adressée la veille la direction de l'établissement.

« Le chef du personnel des chantiers, a-t-il dit, m'a fait savoir que j'étais réintégré sur la liste du personnel à compter du 17 janvier dernier et qu'à partir de cette date l'établissement me versera des appointements. Il m'a cependant demandé de ne pas me présenter au travail jusqu'à nouvel ordre ». Le chef du personnel lui a demandé, entre autres, quelle attitude il adopterait « en cas d'éventuelles manifestations ».

Après sa libération le 14 novembre, M. Walesa avait obtenu un congé de deux mois. Il n'était présent aux chantiers navals le 17 janvier pour demander sa réintégration au poste qu'il occupait avant de devenir président du syndicat de Solidarité. Mais, pour le réembaucher,

on lui avait réclamé un certificat de son ancien employeur, le syndicat. Un tel document ne pouvait être délivré que par le commissaire chargé de la liquidation des biens du syndicat mis hors la loi. M. Walesa s'y est refusé et a menacé de porter le conflit devant le tribunal du travail. Il n'exclut pas, à présent, que, après cette réintégration sur les feuilles de paie, il puisse être licencié ultérieurement.

D'autre part, à Genève, le directeur du centre de l'ONU pour les droits de l'homme a indiqué que les autorités de Varsovie ont refusé un visa d'entrée à M. Hugo Gubbi, rapporteur de la commission d'enquête des Nations unies sur les droits de l'homme en Pologne.

Enfin, à Paris, M. Jean-Paul Lahu, président du Comité français d'aide à la Pologne (1), qui a rencontré M. Walesa le 13 janvier dernier à Gdansk, a rendu publique, au cours d'une conférence de presse, mercredi 26 janvier, une lettre de remerciements du dirigeant syndical à « tous ceux qui aident » son pays.

(1) 5, rue du Sergent-Hoff, 75017 Paris. Tél. : 755-95-70.

« Deux Polonais ont fui leur pays le mercredi 26 janvier à bord d'un avion de tourisme monomoteur qu'ils ont posé sur l'aérodrome militaire américain de Berlin-Ouest-Tempelhof. Les deux hommes, âgés de vingt-quatre et vingt-six ans, étaient membres d'un aéroclub. Le mécanicien de bord, qui n'était pas parti pressant dans l'opération, a fait part de son intention de retourner en Pologne. — (A.F.P.)

### Grande-Bretagne

#### LES AUTEURS DE L'ATTENTAT CONTRE L'AMBASSADEUR D'ISRAËL PASSENT EN JUGEMENT

(De notre correspondant.)

Londres. — Le procès des trois ressortissants arabes accusés d'avoir tenté d'assassiner M. Shlomo Argov, ambassadeur d'Israël à Londres, a commencé, le mercredi 26 janvier, devant le tribunal de l'Old Bailey. C'est cet attentat, le 3 juin 1982, qui fut utilisé comme prétexte, par M. Begin pour faire marcher les troupes israéliennes sur Beyrouth. Hussein Salid, vingt-trois ans, étudiant en Jordanie, Marwan Al-Banna, vingt et un ans, également étudiant d'origine jordanienne, et Nawoff Rosan, trente-six ans, commerçant irakien, plaident tous les trois non-coupable.

Selon l'accusation, ils étaient membres du Mouvement de libération nationale de la Palestine, une petite organisation dissidente de l'O.L.P. Ils auraient fait partie d'une équipe qui cherchait des cibles israéliennes ou juives à Londres, et ils auraient finalement décidé d'assassiner M. Argov. Toujours selon le procureur, Hussein Salid a tiré à bout portant une balle de 9 mm dans la tête de l'ambassadeur d'Israël, qui sortait d'un dîner officiel dans un grand hôtel du centre de Londres. M. Argov, qui est toujours soigné dans un hôpital de Tel-Aviv, devra passer le reste de ses jours dans une chaise roulante.

Hussein Salid a été pris en chasse par un garde du corps britannique de l'ambassadeur et, après un échange de coups de feu, il a été atteint d'une balle dans la nuque. Il était armé d'un pistolet mitrailleur WZ-63, de fabrication polonaise. Ses deux compagnons ont été arrêtés quelques instants plus tard, dans une voiture, alors qu'ils rentraient à leur domicile dans la banlieue sud.

Avant d'ouvrir la première audience, le président du tribunal a averti les jurés qu'ils ne devaient pas siéger s'ils avaient des opinions très tranchées dans un sens ou dans un autre sur le conflit israélo-arabe.

Le procès pourrait durer trois ou quatre semaines.

DANIEL VERNET.

### Grèce

« LE PARLEMENT GREC a adopté, le mardi 25 janvier, un projet de loi qui établit l'égalité des droits entre l'homme et la femme pour toutes les questions familiales. Le texte rend également possible le divorce par consentement mutuel, ou pour incompatibilité, après quatre ans de séparation. Il prévoit certaines mesures de protection des mères célibataires et des enfants naturels. Le texte a été adopté à l'unanimité. »

## AFRIQUE

### Maroc

#### Le général Dlimi a été inhumé au cimetière des Martyrs à Rabat

De nos envoyés spéciaux

Rabat. — Quarante-huit heures après l'annonce de la disparition tragique du général Dlimi, le Maroc est encore, ce jeudi 27 janvier, en état de choc. Le roi est, dit-on, profondément affecté. Le général a été enterré mercredi 26 janvier dans l'après-midi, à Rabat. La cérémonie a revêtu un caractère exceptionnel. En effet, elle s'est déroulée dans la grande mosquée de la capitale, en présence du prince héritier Sidi Mohamed, du prince Moulay Abdallah, frère du roi, des membres du gouvernement, de nombreux députés et d'une foule considérable, au milieu d'une intense émotion.

La dépouille du général a été inhumée ensuite au cimetière des Martyrs, situé près de la casbah des Oudayas, où reposent déjà des soldats marocains tués au Sahara, ainsi que des grands chefs nationalistes, comme Allal El-Fassi.

Mercredi soir, les circonstances de l'accident dans lequel a péri le général Dlimi n'étaient encore que partiellement éclaircies. Un camionnette aurait heurté de plein fouet la voiture du général dans une voie traversant la palmeraie de Marra-

kech et en aurait provoqué l'incendie. Le général aurait été éjecté et éparpillé ensuite sous les roues du camion fou. Le chauffeur du général a péri brûlé vif. Un passager qui avait pris place à l'arrière de la voiture a été grièvement blessé. Le conducteur du camion, lequel pourrait être un véhicule volé, se serait enfui. L'accident s'est produit dans la soirée du mardi 25 janvier, vers 20 heures, au moment où le général, de retour du palais royal, regagnait son domicile.

Le communiqué officiel ne donne aucun détail, l'accident a aussi été donné lieu à beaucoup de rumeurs et de spéculations, notamment dans les milieux politiques marocains. Selon certaines d'entre elles, le général aurait été victime d'un attentat. Selon d'autres, il aurait été tué il y a quelques jours, et l'accident n'aurait été qu'une mise en scène montée à la veille de la visite du président Mitterrand, dans l'espoir que cette dernière ferait diversion. En fait, aucune de ces spéculations n'a jusqu'ici trouvé un début de confirmation. Au contraire s'oppose à ces rumeurs le fait, par exemple, que, le matin même de sa mort, le général Dlimi avait encore téléphoné à l'Élysée ; d'autre part, des accidents mortels de la circulation causés par des camions sont fréquemment enregistrés au Maroc, et dernièrement un officier supérieur avait trouvé la mort de cette manière sur la route.

La succession d'Ahmed Dlimi pose en tout cas au pouvoir un problème délicat, car le général Dlimi cumulait les fonctions de commandant des théâtres d'opération du Sahara, de directeur des services de renseignements et de chef des aides de camp du roi. En outre, investi de la confiance du souverain, il jouait un rôle à la fois militaire et politique. C'est à lui qu'on reconnaît généralement le mérite d'avoir surmonté les épreuves épineuses ou politiques à l'intérieur de l'armée et d'avoir redressé la situation au Sahara.

Enfin, la mort du général Dlimi entraînera quelques modifications dans la visite du président Mitterrand. L'homme de confiance de Hassan II devait en effet s'entretenir longuement, avec le général Saunier de l'aide militaire française.

PAUL BALTA et ROLAND DELCOUR.

## A TRAVERS LE MONDE

### Angola

« UNE DELEGATION DU COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE (C.I.C.R.), conduite par M. Jean-Pierre Hocké, chef des opérations de cet organisme, a rencontré en Angola des responsables de l'UNITA, dont M. Jonas Savimbi. A la suite de cet entretien les six délégués du C.I.C.R., basés à Huambo, pourront reprendre leurs activités humanitaires en espérant pour la liberté d'action nécessaire. Au cours des pourparlers, la délégation du C.I.C.R. a exigé la libération de ses quatre délégués angolais ainsi que des religieux détenus par l'UNITA et la liberté de visiter tous les prisonniers sans témoin. — (Corresp.)

### El Salvador

« EXTENSION DES COMBATS. — Les guérilleros ont ouvert un troisième front dans la province d'Usulután, une région clé, et ont après mercredi 26 janvier, de source militaire, qui fait état d'une violente attaque des insurgés à Alegria. Ceux-ci ont réussi jusqu'à présent à contenir plus de cinq mille soldats de l'ar-

mée régulière dans le Chalatenango et le Morazan, deux provinces du Nord. — (Reuters.)

### Liban

« UN NOUVEL AMBASSADEUR A PARIS. — Le conseil des ministres libanais vient de nommer au poste d'ambassadeur à Paris l'émir Farouk Abillaha, en remplacement de M. Bouras Dib.

(Fils de l'émir Raïf, né en 1934 à Beyrouth, le nouvel ambassadeur appartient, comme son prédécesseur, à la communauté maronite. Ancien élève des Jésuites, titulaire de la licence de droit de l'université Saint-Joseph de Beyrouth, l'émir Abillaha a été avocat jusqu'en 1977, date à laquelle il fut nommé directeur de la sûreté générale par le président Sarkis. Il avait exercé cette fonction jusqu'en septembre 1982.)

### Somalie

« CINQ SOLDATS ont été fusillés, mercredi 26 janvier, après avoir été condamnés à mort pour meurtre, vol, vol à main armée et coups et blessures à des civils, rapporte, ce jeudi, le quotidien *October Star*. — (Reuters.)

# LA RECHERCHE

L'orientation des pigeons  
L'origine de l'atmosphère  
La maladie des légionnaires  
Le muon sonde la matière  
L'épave de La Méduse  
La naissance de la bombe française

OFFRE SPÉCIALE D'ABONNEMENT  
Un an : 160 F au lieu de 220 F\*

Nom : \_\_\_\_\_ Je règle par : (à l'ordre de la Recherche)  
 Profession : \_\_\_\_\_ | | |  
 Adresse : \_\_\_\_\_ | | |  
 Code postal : \_\_\_\_\_ | | |

A retourner, accompagné de votre règlement à la RECHERCHE - 57, rue de Seine, 75006 Paris  
 Abonnement Belgique : Soumilion S.P.R.L. avenue Massenet 28 - 1190 Bruxelles

**ID SUCHET**  
**A LOUER**  
**TRES BEL**  
**HOTEL**  
**PARTICULIER**

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.



# AFRIQUE

## LA VISITE DE M. MITTERRAND AU MAROC

### Le conflit saharien dans l'impasse

Jamais le conflit du Sahara occidental n'aura été aussi manifestement dans l'impasse malgré une accalmie de plusieurs mois sur le terrain. Toutes les initiatives prises depuis un an par la plupart des parties intéressées sont empreintes d'ambiguïté, et il n'est pas aisé de démêler le vrai du faux entre les proclamations publiques et les arrière-pensées. En outre, l'intervention massive des États-Unis aux côtés du Maroc et leur hostilité au colonel Kadafi, qui a contribué à empêcher la tenue du dix-neuvième sommet de l'O.A.U. à Tripoli, ont incontestablement donné un répit à Hassan II et modifié l'équilibre des forces dans la région. Mais cette intervention, loin de contribuer au règlement du problème, l'aurait plutôt compliqué.

Forum idéal pour une solution « à l'africaine », l'O.A.U. est paralysée par un imbroglio juridique et par les jeux politiques : la majorité simple (vingt-neuf États) a admis, le 25 février 1982, la République arabe sahraïenne démocratique comme cinquante et unième État membre, et la majorité des deux tiers, à une ou deux voix près, semble plutôt favorable au Front Polisario, mais une forte minorité d'un tiers soutient le Maroc. Des questions se posent : si cette admission est irrévocable, quel serait alors le sens du référendum d'autodétermination préconisé par l'O.A.U. ? Ou bien la majorité a-t-elle voulu forcer la main de Hassan II pour l'inciter à négocier une solution politique avec les dirigeants sahraïens, qui rendrait inutile le référendum ou en ferait une simple formalité ? En tout cas, d'ici au prochain sommet ordinaire cet été, probablement à Addis-Abeba, l'O.A.U. se trouve hors jeu.

Actuellement, le souverain marocain refuse, plus que jamais, tout contact avec la R.A.S.D. ou le Front Polisario. Il est vrai qu'il a administrativement joué ses cartes pour redresser une situation qui n'avait cessé de se détériorer au fil des ans. Militairement, le « mur » protégeant le triangle utile « El Atoun-Smara-Bou-Craa », où se trouvent concentrés les phosphates et les populations, gêne à coup sûr, le Front Polisario. Sur le plan diplomatique, le roi, au moment fort isolé, s'est assuré de précieux appuis en occupant de bons « créneaux ».

Président de la commission Al Qods (Jérusalem) et fort du succès du sommet arabe de Fès en septembre dernier, il apparaît comme le défenseur de la cause arabe et musulmane, qu'il a fortement infléchi dans le sens de la modération. Parallèlement, il cultive les discrets contacts avec les dirigeants israéliens, grâce auxquels avait eu lieu le voyage de Sadate à Jérusalem. Toutes ces raisons et la position stratégique du Maroc lui ont valu l'aide que l'on sait de l'administration Reagan.

De même, le souverain s'est assuré le soutien de plusieurs chefs d'État arabes, et africains, notamment ceux des Émirats arabes unis et du Gabon, dont la sécurité est confiée à des agents marocains (probablement formés par les Français) qui participent aussi à la défense des lieux saints de La Mecque. L'on ne peut ignorer que, du temps où il était prince, le roi Fahd avait acquis des résidences au Maroc et qu'il aime y prendre des vacances, de sorte qu'il est très lié personnellement à Hassan II. Une union serait même envisagée entre les enfants des deux monarques.

#### Consentir un geste

Mais la médaille a son revers, et l'adversaire, ses atouts. Confrontée à la crise pétrolière, l'Arabie Saoudite commence à trouver pesante l'aide financière sans laquelle le Maroc aurait du mal à faire face à certaines échéances. En outre, la guerre du Golfe est devenue pour elle prioritaire : la monarchie wahabite redoute qu'une victoire de la révolution iranienne s'ajoutant à la poursuite du conflit israélo-arabe n'affecte son avenir. En cessant pratiquement d'aider l'Irak, ne cherche-t-elle pas à accélérer le remplacement du président Saddam Hussein par une autre personnalité bassiste plus acceptable pour l'imam Khomeiny ? Encore fallait-il que quelqu'un transmette le message à Téhéran et rapporte une réponse.

On comprend dès lors pourquoi le roi Fahd a réservé sa première visite officielle à l'Algérie : de tous les médiateurs, elle est le seul qui ait poursuivi un dialogue sérieux. De tels services méritent une contrepartie. Le souverain, qui a toujours estimé, en privé, que le conflit saharien passe par l'autodétermination, a donc préconisé l'application de cette formule dans un communiqué commun publié à Alger, au risque d'irriter son ami Hassan II. Et, s'il a suggéré au président Chadli de se montrer plus souple, il a également conseillé au souverain marocain de consentir un geste. Ce geste, c'est le Parlement marocain qui le ferait en discutant la ratification du traité

d'Israël de 1972 fixant la frontière définitive entre les deux pays et mettant fin aux revendications de Rabat sur l'indouf.

Connaissant parfaitement le dossier du Sahara - c'est lui qui avait négocié secrètement avec le conseiller du roi, M. Guadira, en 1978 puis en 1980, - le Dr Ahmed Taleb Ibrahimi, ministre algérien des affaires étrangères, a représenté son pays au sommet de Fès, et il fait partie de la mission des sept chargés de présenter le plan de paix arabe pour le Proche-Orient, ce qui lui permet de rencontrer souvent son homologue marocain. Les contacts se sont également multipliés à d'autres niveaux et dans d'autres secteurs entre les deux pays.

En réalité, les Algériens entendent ainsi démontrer qu'ils n'ont pas de problèmes avec Rabat et que le conflit oppose Sahraouis et Marocains. Ces derniers cherchent à prouver, de leur côté, qu'Alger évolue dans un sens positif ; ainsi laissent-ils périodiquement entendre qu'une rencontre entre le président Chadli et le roi Hassan II est en vue et qu'elle permettra, enfin, de sortir de l'impasse. Mais finalement elle n'a jamais lieu. A ce propos, le Dr Taleb Ibrahimi nous a redit ce qu'il répète depuis trois ans (le Monde du 10 avril 1981) : « Une telle rencontre n'aura pas lieu sans ordre du jour et tant que le Maroc persistera à nier l'existence du Front Polisario ».

#### « La patrie ou le martyre »

Cela étant, l'Algérie - de même que la Mauritanie - est très inquiète de la pénétration américaine dans la région et elle a conscience que le conflit accélère le mouvement. Certains de ses dirigeants reprochent à la France sa « passivité » : « Le discours ne remplace pas l'action. Les gaullistes se battaient ou couleurent face aux Américains en Afrique », nous a dit l'un d'eux. Mais ils se rendent compte aussi que Paris joue une partie difficile, toute maladroite risquant d'aggraver le rapprochement entre Rabat et Washington. L'Algérie, elle-même, fait preuve d'une grande prudence et elle aurait conseillé aux Sahraouis d'éviter les gestes qui pourraient être interprétés par l'administration Reagan comme des « provocations » dont elle profiterait pour renforcer son emprise.

Depuis la prise de Guelta-Zemmour en octobre 1981, le Polisario n'a plus entrepris d'opération aussi spectaculaire. S'empara-t-il de Dakhla, capitale du Quadi-Eddahab (Rio de Oro) isolée et ravitaillée par mer par les Marocains ? Les Sahraouis déclarent que ce petit port de cinq mille habitants n'est pas une position stratégique comme Guelta-Zemmour, qui permet de contrôler les voies d'accès au « mur ». Ils rappellent qu'ils étaient restés plusieurs mois apparemment inactifs avant d'attaquer avec succès cette localité et ajoutent avec conviction : « Le « mur » tombera à son tour ».

Cette détermination correspond aux décisions du cinquième congrès du Front (12-16 octobre 1982) dont le slogan était : « Toute la patrie ou le martyre ! ». Mais toute attaque d'importance, de fusée sol-sol d'une portée de 60 à 80 km, voire de chars, il semble que l'engagement américain ait, pour le moment, dissuadé les Sahraouis et leurs fournisseurs d'armes, de procéder à une telle escalade. Les Sahraouis se contentent donc de harceler l'ennemi, et il n'est pas exclu qu'ils s'en tiennent à cette tactique jusqu'aux élections américaines de novembre. Il faut dire que ces harcèlements suffisent à contraindre les FAR (Forces armées royales) à une vigilance de tous les instants et que leurs effectifs ont été portés à deux cent mille hommes, soit trois fois plus qu'au début des hostilités.

La guerre, qui a permis au roi de mobiliser la nation autour de sa personne et de neutraliser l'opposition, constitue désormais une hémorragie permanente. Le Maroc se vide chaque jour un plus de sa substance, comme ce fut le cas de la Mauritanie, laquelle, il est vrai, n'a pas les mêmes ressources. Le Front Polisario semble beaucoup parler sur une explosion populaire encore plus ample que les émeutes de Casablanca en juin 1981, voire sur un putsch militaire au terme duquel les chefs de l'armée accepteraient de faire la paix, à l'instar des officiers de Nouakchott, pour se consacrer au redressement du pays.

Malgré leur faible nombre, les Sahraouis, comme les autres nomades du désert, pourraient résister plusieurs dizaines d'années. Mais, comme tous les mouvements de libération en période de moindre activité, le Polisario n'est pas guéni par des divisions internes ? Ainsi, le renouveau ministériel qui a vu, au cinquième congrès, M. Mahmoud Ali Beiba devenir premier ministre,

chargé de la culture et de l'information, en remplacement de M. Mohamed Lamine, serait-il considéré comme une victoire des pro-algériens sur les pro-marocains. Les Sahraouis le nient en soulignant que M. Lamine demeure en troisième position au comité exécutif. Sans doute, mais scissions et découragements ne sont pas moins des menaces réelles.

Les dirigeants sahraouis éprouvent « une grande déception » à l'égard du gouvernement socialiste : « La France, disent-ils avec amertume, n'a rien fait de fondamental pour favoriser un contact entre le Polisario et le Maroc ». M. Mitterrand avait été, certes, très prudent pendant la campagne électorale, mais, rappelait-il, « le P.S. et le P.C. avaient et ont toujours des positions claires et sans ambiguïté ». Ils soulignent que Hassan II en visite en France était plaint du voyage entre Le Mans et Haouz le 10 janvier 1982 et constatent que, depuis, l'Élysée a bloqué plusieurs initiatives.

A Paris, on estime que certaines initiatives « relèvent de l'aggravation », mais qu'elles pouvaient s'expliquer quand « le gouvernement de droite pratiquait une politique qui n'était pas neutre ». On souligne que la France se doit d'avoir de bons rapports avec l'ensemble des États du Maghreb, l'intérêt de tous étant d'assurer la stabilité dans la région. C'est à cette condition que la France peut jouer un rôle utile : c'est d'ailleurs sur les pressants conseils du gouvernement socialiste que Hassan II s'est rendu au sommet de Nairobi et a accepté le principe de l'autodétermination qu'il avait refusé jusqu'alors. Il est vrai qu'il espère toujours, au prix de concessions mineures, organiser un « référendum de confirmation », alors que pour Paris il ne s'agit pas de « l'importance quel référendum », la consultation devant offrir toutes les garanties.

A la question de savoir si, du strict point de vue de ses intérêts stratégiques, économiques et culturels, la France « préfère » un Sahara indépendant ou marocain, on répond à Paris que les deux solutions comportent - comme pour les autres parties - leurs avantages et leurs inconvénients, et qu'il convient donc de permettre aux populations intéressées de s'exprimer librement, conformément aux principes. On souligne aussi que la France est hostile à tout règlement qui se ferait au détriment de la Mauritanie. On précise, enfin, que Paris accepterait d'être médiateur à condition que Marocains, Algériens et Sahraouis le lui demandent. On constate toutefois que « les esprits ne sont pas encore mûrs pour une négociation ».

Pour le moment, en dehors de la guerre d'usure, toutes les procédures susceptibles de mettre un terme au conflit saharien paraissent bel et bien bloquées.

PAUL BALTA.

### Sérénité à Alger

De notre correspondant

en faisant former en U.R.S.S. des cadres nationaux susceptibles d'assurer entièrement la relève.

Apparemment instruits par les mauvaises performances du matériel soviétique pendant la guerre du Liban, les Algériens se sont discrètement enquis de ce que leur collègue, certains commandants à l'Occident et comparent actuellement ces informations.

#### Diversifier

les équipements militaires

Hors des deux superpuissances, l'Europe pourrait constituer un bon partenaire pour une diversification des moyens de défense. Sans être le seul fournisseur, la France devrait figurer en bonne place dans ces marchés. Du côté français, on observe une extrême discrétion sur ces perspectives, mais elles entrent probablement en ligne de compte dans la conception d'une politique d'équilibre entre Rabat et Alger.

Un gage de cette volonté d'équilibre a été donné par le bon accueil fait au président Chadli lors de sa courte visite de travail à Paris, le 17 décembre, et par les nombreux voyages de ministres français en Algérie ces derniers mois.

M. Chadli s'était rendu à l'Élysée bien décidé à obtenir des apaisements au sujet des retards de voyages algériens à leur arrivée en France. Ces retards étaient dus à l'absence de l'ensemble des Maghrébins, mais l'Algérie avait réagi avec une vivacité particulière. Aujourd'hui, elle considère ce contentieux comme réglé.

Ses ressortissants ne sont plus obligés de présenter un certificat d'hébergement en France. Mais des mesures sont appliquées au départ d'Algérie pour refouler d'éventuels chercheurs d'emploi clandestins, notamment parmi les jeunes de moins de vingt-cinq ans. Des experts français sont allés cette semaine à Alger pour la mise en œuvre d'une nouvelle réglementation. L'effet de visa est abandonné. Une autre fait son chemin, celle d'une carte de débarquement à double volet, dont le second permettrait de vérifier que le visiteur est effectivement sorti de France au terme de son séjour légal.

En revanche, de nouvelles difficultés apparaissent dans la question de la vente des biens des Français installés de longue date en Algérie. Ce problème avait été présenté comme réglé le mois dernier. En fait, une instruction interministérielle complique les choses plutôt qu'elle ne les facilite. Les ventes déjà conclues entre un propriétaire étranger et un acquéreur algérien peuvent être annulées en vertu d'un

droit de préemption de l'État algérien, au prix fixé par lui. En plus de ce droit rétroactif, l'État algérien, désormais, peut seul procéder aux rachats des biens mis en vente par des étrangers par procédure d'« acquisitions amiables ».

A l'origine de ce texte, il y a, semble-t-il, la volonté d'éviter les transferts illégitimes de capitaux par le biais d'un rapatriement de fonds consenti à une vente dont le prix réel aurait été inférieur au prix déclaré. Le résultat, pour le moment, est que, malgré les promesses antérieures, aucun pied-nez resté en Algérie n'a pu rapatrier son capital, tous les actes de vente signés ces derniers mois étant soumis à un réexamen.

Ce que la partie française, du côté officiel, paraît considérer comme des pesanteurs administratives dont on viendrait à bout à force de patience n'empêche pas la signature d'accords de coopération auxquels chaque ministre de passage à Alger veut attacher son nom. Certains experts tempèrent discrètement le climat d'optimisme créé par ces accords.

A l'occasion de la récente visite de M. Edith Cresson, les Algériens ont suggéré qu'une somme équivalant à 2 % du montant d'éventuelles commandes de denrées alimentaires soit affectée par la France au financement de la coopération agricole. C'était la première fois qu'un lien était ainsi établi entre la prise en charge du coût de la coopération et le montant des marchés. Comme la partie française a réservé sa réponse, mais certains se demandent s'il n'est pas temps de montrer ces promesses et d'évaluer avec précision les moyens de Paris en matière de coopération.

D'autres questions se posent en ce qui concerne les taux réduits de crédits à l'occasion de certains marchés. La signature de chaque contrat sectoriel est suivie, comme un succès, mais l'expérience fait parfois baisser les enthousiasmes. En matière d'habitat, par exemple, les entreprises françaises se heurtent à la difficulté de trouver de la main-d'œuvre qualifiée sur place.

Avant de bonnes relations à la fois avec Alger et avec Rabat, semble possible en raison de la volonté de dialogue qui se dessine à l'heure entre les frères ennemis du Maghreb et, aussi, à cause des rapports de confiance existant entre M. Chadli et Mitterrand. Ce n'est pas Alger contre l'entente franco-algérienne, tout va bien, les réalités, que de soulever plus de clarté et de rigueur dans la conclusion de certains accords ou contrats, sous peine de s'exposer un jour aux griefs du partenaire algérien si tous les engagements ne sont pas tenus.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

#### « LA PAROLE CONFISQUÉE »

### Un témoignage sur les prisons marocaines

Dès l'annonce de la visite de M. Mitterrand au Maroc, ont commencé à affluer les appels des organisations humanitaires, syndicales et politiques en faveur des prisonniers d'opinion marocains : divers groupes d'Amnesty International, Comité de lutte contre la répression au Maroc, Association des parents de disparus au Maroc, Association des travailleurs marocains en France... Les données se recoupent : 129 prisonniers d'opinion condamnés depuis plusieurs années et, depuis juin 1981, 200 militants politiques et syndicaux. Il faut y ajouter quelque 400 disparus, dont 3 Français, les frères Bourquies, 130 Sahraouis et plus de 100 militaires condamnés en 1972, après le coup d'État, dont beaucoup ont pourtant purgé leur peine.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Pourtant, le vrai problème n'est pas d'ordre quantitatif. Dans le monde, le Maroc est loin de détenir le palme d'or de la répression. Ce qui choque, c'est le décalage entre la réalité et la volonté du régime de se donner un visage libéral et même démocratique.

Le meilleur plaidoyer en faveur de la liberté - et donc de la libération des détenus - c'est encore ce petit livre qui vient de paraître : la Parole confisquée (1).

Au total, vingt-neuf noms. Les auteurs - lycéens, étudiants, enseignants - sont presque tous nés entre 1949 et 1956. Ils ont obtenu d'être jugés en janvier

février 1977, après une grève de la faim, ils avaient moins de trente ans. Ils ont été condamnés à des peines allant de cinq à trente ans de prison...

Dans un témoignage précis et sans grandiloquence, Nouredine Saoudi explique ce qu'il a vu et entendu à l'époque. La plupart appartenait à des organisations du mouvement marxiste-léniniste, qui étaient devenues, en 1972, majoritaires au sein de l'UNEM (Union nationale des étudiants marocains). Ils avaient été accusés d'« atteinte à la sûreté de l'État ». Les preuves : essentiellement des brochures et des tracts. En fait, on leur reprochait surtout d'être favorables à l'autodétermination des Sahraouis. Or, en 1981, au sommet de Nairobi, le roi Hassan II en a lui-même accepté le principe.

Poèmes, lettres, récits, de vent la beauté et la diversité de ces textes et en pensant au poète Abdellatif Laabi, qui a été libéré, à Abraham Serfaty, qui se veut « juif arabe », au mathématicien Sion Aseïdon, à tant d'autres, on ne peut s'empêcher de se demander : comment le Maroc, pays de traditions et de culture, mais aussi pays du tiers-monde, peut-il maintenir sous les verrous tant d'intelligence et de sensibilité ?

P.B.

(1) Editions L'Harmattan, collection Écritures arabes, Paris, décembre 1982, 200 pages, 65 F.

#### S.A. DES TRANSPORTS

# MADAR

## LE TRAIT D'UNION ENTRE LE

# MAROC

## & L'EUROPE

### PAR CAMIONS CHAQUE SEMAINE

S.A. des Transports MADAR MADAR MAGHREB S.A.  
PARIS MARSEILLE CASABLANCA  
(1) 826-87-38 (31) 12-25 (212) 302-463

MADAR PORTUGUESA LDA MADAR GMBH R.F.A.  
NORTE PORTO SULLISBOA KEPL. RHEIN  
67-62-67 82-40-76 (49) 7851-5273

BELGIQUE - GRANDE-BRETAGNE - HOLLANDE - ITALIE  
ROUMANIE - HONGRIE - POLOGNE - GRECE - ESPAGNE



Alger

## AMÉRIQUES

Colombie

### La tentative de pacification du gouvernement Betancur est menacée par une relance de la violence armée

Les actions attribuées à des organisations de guérilla se multiplient depuis une semaine en Colombie, alors que l'amnistie décrétée en novembre par le gouvernement de M. Betancur, au pouvoir depuis le 7 août 1982, a modifié le climat politique et suscité un débat au sein même des mouvements insurrectionnels armés. Deux éleveurs ont été tués le samedi

22 janvier dans la région de Medellin pendant l'occupation d'une bourgade par des insurgés, et un groupe armé s'est emparé de plusieurs avions et a pris une vingtaine de personnes en otages dans une plantation du département de Cauca.

La volonté du gouvernement Betancur de prendre ses distances à l'égard des Etats-Unis

et de faire entrer la Colombie dans le Mouvement des non-alignés est, d'autre part, considérée avec intérêt par le gouvernement français. M. Blanca, ambassadeur itinérant pour l'Amérique latine, s'est rendu la semaine dernière à Bogota pour préparer le voyage, prévu en février, de M. Cheysson, ministre des relations extérieures.

La tentative de pacification entreprise par le gouvernement de M. Betancur est menacée par une relance de la violence armée, deux mois après l'approbation d'une importante loi d'amnistie par le Parlement colombien. L'expérience, originale et courageuse, du gouvernement Betancur, qui a, d'autre part, officiellement demandé l'adhésion de la Colombie au Mouvement des non-alignés, risque d'être remise en cause.

Embassades, coups de main de la guérilla et occupations de villages isolés, enlèvements, assassinats de paysans, sévices exercés par des policiers sur des détenus, exécutions sommaires camouflées en « délits de fuite » : les incidents, traditionnels dans ce pays ardent, ont été marqués par la violence depuis des décennies, n'ont jamais tout à fait cessé depuis l'offre de dialogue lancée solennellement le 7 août 1982 par M. Betancur aux différents mouvements de guérilla. Ce même 7 août, Florentino Changuendo, un militant de gauche, était fusillé dans une caserne de Popayan. Son cadavre était rendu le surlendemain par les autorités sans explication. A Pereira, le même jour, trois jeunes garçons, accusés d'avoir participé à des opérations de guérilla, étaient torturés, puis fusillés par des policiers.

#### Quelque chose a bougé

Le 10 août, Camilo Restrepo Valencia était assassiné à Cali. Condamné à deux ans de prison en 1980 pour « rébellion », il venait d'être libéré. Enlevé chez lui par des membres du MAS (1), conduit dans une caserne pour interrogatoire, il était abattu par un inconnu à la sortie de cette caserne en présence de sa mère venue l'attendre. C'est à cet événement que fait référence M. Betancur : « Quelques heures seulement après votre appel pour que plus une seule goutte de sang ne soit versée, ni par l'armée ni par la guérilla, mon fils Camilo a été criblé de balles sous mes yeux. Comment expliquer que les ravisseurs de mon fils se soient présentés comme des membres du MAS et qu'ensuite Camilo ait été conduit et maintenu prisonnier pendant deux jours dans une caserne de la police... ? »

Jusqu'en octobre 1982, le rythme brutal et sinistre de la violence s'est à peu près maintenu. En août, une vingtaine de paysans étaient assassinés dans la vallée de la Magdalena. Selon Amnesty International et d'autres organisations humanitaires, soixante-quinze personnes ont été exécutées par des groupes paramilitaires d'août à octobre. Ces organisations recassaient encore vingt-trois « disparitions » et près de six cents arrestations. Pour la plupart, les victimes étaient des étudiants, des professeurs, d'anciens prisonniers politiques, des militants du M-19 (2) ou des dirigeants syndicaux ayant participé à des grèves. A la fin novembre, à Bogota, M<sup>me</sup> Lara de Echeverri, une ancienne parlementaire du parti libéral, enlevée au mois de juin précédent, était retrouvée assassinée. Ses ravisseurs se réclamaient de l'Organisation révolutionnaire du peuple d'extrême gauche. Motif de l'exécution : M<sup>me</sup> de Echeverri, épouse de l'ancien président du Congrès de Bogota, était une « représentante de la bourgeoisie ».

Pourtant, malgré ces bavures dramatiques, le climat politique a radi-

calement changé en Colombie depuis l'arrivée au pouvoir de M. Betancur. Dès son installation au palais Narino, ce conservateur modéré et généreux proposait un programme énergique pour un retour à la paix intérieure. Les mesures envisagées (dialogue entre le gouvernement et les différents mouvements de guérilla, amnistie générale pour tous les prisonniers politiques, participation active des mouvements de guérilla à la politique nationale, démilitarisation des zones rurales affectées par la violence) étaient saluées avec satisfaction par la quasi-totalité des forces politiques du pays.

Le prédécesseur de M. Betancur, le libéral Turbay Ayala, avait bien, lui aussi, tenté de pacifier un pays qui n'a pas encore vraiment surmonté toutes les séquelles de la véritable guerre civile que se sont livrés libéraux et conservateurs de 1948 à 1953. Il avait fait des gestes, des propositions d'amnistie et accepté la formation d'une « commission de paix », composée d'éminentes personnalités politiques et religieuses. Mais le « plan Betancur » représentait, en août 1982, l'effort le plus résolu depuis trois décennies pour en finir avec la violence politique. Homme de compromis, décidé à surmonter les antagonismes anachroniques, M. Betancur est apparu, à juste titre, comme le président « de tous les Colombiens ». Il a demandé et obtenu le concours des conservateurs comme des libéraux.

L'approbation de la loi d'amnistie, en novembre, par le Parlement a déclenché un processus positif. Le dialogue, réel malgré les arrières-pensées des secteurs « durs » de la guérilla et des adversaires institutionnels ou clandestins de la « pacification » (militaires et policiers ultras, groupes paramilitaires plus ou moins liés au MAS), s'est engagé. Pour la première fois depuis longtemps, quelque chose a bougé.

#### Une trêve de six mois

De nombreux prisonniers politiques ont été libérés. Non sans risques, puisque certains d'entre eux ont été pourchassés et parfois tués par les hommes du MAS. Certains militants et des dirigeants du M-19 ont accepté les conditions de l'amnistie. Et une délégation officielle du M-19 a même assisté à une séance du Parlement. Spectacle insolite et révélateur. L'événement de la capitale du département de Cauca (3), Mgr José Luis Serna, a été mandaté par le président Betancur pour rencontrer M. Jaime Bateman, commandant en chef du M-19. Un forum national, qui pourrait avoir lieu en février, est préparé par les comités colombiens pour la défense des droits de l'homme, sous la présidence de l'ancien ministre conservateur des affaires étrangères, M. Vasquez Carrizosa. Thème du forum : « Pour l'ouverture démocratique, la paix et le droit à la vie ».

Récemment, une commission internationale (4), soucieuse d'enquêter sur les applications de la loi d'amnistie, a reçu toutes les facilités des autorités civiles et militaires colombiennes, y compris dans le département de Cauca.

An 1<sup>er</sup> janvier 1983, on estimait que près de quatre cents guérilleros avaient demandé à bénéficier de l'amnistie. C'est beaucoup et peu à la fois si l'on considère que la loi d'amnistie s'applique théoriquement à quelque six mille guérilleros dans

tout le pays. Plusieurs centaines de prisonniers politiques ont été libérés, mais le ministre de la justice a indiqué lui-même que l'on comptait encore « 25 000 détenus dans les prisons colombiennes ».

Un débat s'est engagé au sein du M-19 entre partisans et adversaires de la pacification. Un secteur est manifestement tenté d'imiter l'exemple des guérilleros vénézuéliens, qui ont déposé les armes à la faveur d'une loi d'amnistie dans les années 70 et se sont depuis intégrés à la vie politique légale du Venezuela. Mais d'autres responsables du M-19 bésitent. Le mouvement de lutte armée le mieux structuré et le plus actif de Colombie est revenu sur sa première acceptation de principe de l'offre d'amnistie. Il s'est donné un délai de six mois, assorti d'une trêve de fait pour évaluer les « changements sociaux » proposés par M. Betancur.

De leur côté, les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie), considérées comme le « bras armé » du parti communiste, se sont publiquement déclarées favorables au retour de la paix civile tout en posant des conditions. Elles ont accepté les termes de l'amnistie sans toutefois admettre de rendre les armes et demandent des preuves de la « bonne volonté » officielle, imitant le point de vue officiel du M-19. Les autres organisations de guérilla, il est vrai moins importantes, semblent encore plus réticentes. L'Armée populaire de libération (de tendance marxiste) et l'Armée de libération nationale, séculières des groupes qui se réclament du marxisme, ainsi que le Mouvement d'autodéfense ouvrière (ADO, trotskiste) ont repoussé l'amnistie et affirmé leur volonté de poursuivre la lutte armée.

Une situation complexe et ambiguë prévaut alors que le banditisme classique et les règlements de comptes liés au trafic de la drogue ne contribuent déjà pas à faciliter la tâche de tous ceux qui aspirent à bâtir une Colombie plus paisible.

La lutte contre la subversion, affirme M. Betancur, se confond avec le combat contre le sous-développement. Selon le commandant en chef des forces armées, cinquante personnes ont été tuées par la guérilla depuis l'entrée en vigueur de l'amnistie, le 20 novembre 1982. Depuis une semaine, les « incidents » graves se multiplient. Deux patrouilles militaires sont tombées dans des embuscades et deux villes du Nord ont été attaquées, et brièvement occupées, par des groupes de guérilla. Un député, M. Félix Tovar, et plusieurs hommes d'affaires ont été enlevés. Enlevés également le président du club de football de Bucaramanga et le propriétaire d'un grand hôtel de Bogota. De leur côté, les organisations de défense des droits de l'homme accusent le MAS de nombreuses exactions dans le but de saboter la pacification amorcée. Une lutte sourde est engagée par les ultras de tous bords pour maintenir et relancer une violence qui a été, jusqu'à présent, la toile de fond de tous les débats politiques.

MARCEL NIEDERGAANG.

(1) MAS : « Muerte a los sequestradores » (Mort aux ravisseurs). Mouvement clandestin créé, selon certaines informations, par les « parrains » de la mafia de la drogue pour riposter aux enlèvements avec demandes de rançon. Le MAS a exécuté de nombreux militants du M-19 et, selon Amnesty International, il est lié aux secteurs ultras de l'armée.


(2) Le M-19 (Mouvement du 19 avril) a été créé par des dissidents de l'Alliance nationale populaire (ANAP), dirigée par une fille de l'ancien dictateur Rojas Pinilla. Formation composite au départ, le M-19 a évolué vers une ligne révolutionnaire de gauche et anti-impérialiste.

(3) Dans le Cauca, le plus grand département colombien, situé aux confins amazoniens, le M-19 a installé une « base de guérilla » que les forces armées ne sont pas parvenues à réduire.

(4) Elle était composée entre autres de représentants de la Ligue des droits de l'homme, du parti socialiste autrichien et de mouvements religieux helvétiques.

Jusqu'au 31 janvier

**NEUBAUER met en vente ses PEUGEOT et TALBOT d'exposition (0 km) et de démonstration**



Le meilleur prix - le meilleur service

**NEUBAUER**

M. GÉRARD 821.60.21

### S.O.S. SAHEL

Le désert avance de 5 km par an

A Saha, dans le nord de la Haute-Volta :  
- 1 enfant sur 2 n'atteint pas l'âge de 5 ans ;  
- moins de 2 femmes sur 10 arrivent à l'âge de 60 ans ;  
- espérance de vie moyenne : 50 ans.

L'objectif de l'Association S.O.S.-SAHEL International n'est pas d'envoyer des vivres ni de l'argent, mais d'aider les populations à

### DOUBLER LA RÉCOLTE AU SAHEL

#### QUE FAIRE ?

- conserver les eaux
- régénérer les sols
- acheter et éliminer le matériel indispensable, ce qui est l'objet de notre action

#### QUELLES TECHNIQUES ?

- fossés d'infiltration
- assolement - fumures
- cultures attelées
- REBOISEMENT
- retenues d'eau

1 ha régénéré = 1 tonne de blé = 1 an de nourriture pour une famille. Pour l'opération-test de 20 000 ha en cours au YATENGA, grâce au courage et au travail des paysans des villages sahéliens, S.O.S.-SAHEL International veut apporter son appui en formation et en outillage pour :

- Sauver la terre de la DÉSERTIFICATION
- DOUBLER les récoltes.

Bon à renvoyer à :

S.O.S. - SAHEL International, 37, rue de Paron  
BP 99 91370 Verrières-le-Buisson

M.

Adresse

Soutien l'action de S.O.S. - SAHEL International et vous envoie :

- ☐ 200 F
- ☐ 500 F
- ☐ 1 000 F
- ☐ autre

libellé à l'ordre de

S.O.S. - SAHEL International France  
(C.C.P. La Source 35-999-99 H)

LE NOUVEL

# ECONOMISTE

SAVOIR POUR DÉCIDER, MAÎTRISER POUR AGIR.

## CRÉATION D'ENTREPRISE : L'ARGENT EST-IL CAPITAL ?

Vous rêvez de créer votre entreprise, alors foncez ! Oui mais, sans argent, comment faire ? Où trouver plus d'un million de francs pour démarrer ? Quels sont les secteurs à éviter et ceux qui montent en flèche ? Quelles sont les méthodes à employer et les produits à développer ? Où trouver des fonds propres ? Par qui se faire parrainer ? Le Nouvel Economiste vous donne des conseils, des idées, des adresses et vous livre des expériences sur ce qu'il faut faire et ne pas faire. Une grande enquête qui donne envie d'entreprendre.

Au même sommaire :

Les socialistes et les professions libérales.

Mines d'or : le placement est-il encore bon ?


Immobilier : les sièges sociaux des entreprises.

Vendredi chez votre marchand de journaux

**FIRST TIME**

**SOLDES**

20% à 50% sur canapés, tables, luminaires, tapis.



27 RUE MAZARINE PARIS 6<sup>e</sup>. TÉL. : 325.55.00. PARKING.

officiel



# AMÉRIQUES

## Etats-Unis

### DROGUE, CHANTAGES, POTS-DE-VIN

#### La mort d'un «financier» de la pègre

De notre correspondant

New-York. — Le dandisme de belles de calibres 22 qui ont mis fin, le 20 janvier, dans la banlieue huppée de Chicago, à la brillante carrière d'Allen Dorfman, a prouvé à la police américaine que, ce qu'elle appelle pudiquement «le crime organisé», se porte toujours très bien. C'était le mille quatre-vingt-unième meurtre de ce genre enregistré à Chicago depuis 1919, date à laquelle la commission criminelle de la ville a commencé à tenir ses statistiques.

Allen Dorfman, cinquante-neuf ans, était en effet l'un des «financiers» les plus célèbres de la haute pègre. Il appartenait d'ailleurs à une véritable dynastie puisque son père avait été à l'origine de la fortune de Jimmy Hoffa, le fameux président du Syndicat des camionneurs, disparu en 1975 sans laisser de trace.

Les raisons pour lesquelles Allen Dorfman a été abattu — sans que son compagne, M. Irwin Weiner, autre «mafioso» bien connu des services de police, ne doive la moindre égratignure — peuvent être nombreuses. La plus vraisemblable est que certains de ses relations craignaient qu'il ne se mette à table. Dorfman risquait, en effet, cinquante-cinq ans de prison après avoir été convaincu, en décembre, avec quatre autres hommes, dont le président actuel du Syndicat des camionneurs, M. Roy Williams, de tentative de corruption de l'ancien sénateur

démocrate du Nevada, M. Howard Cannon. M. Cannon s'était vu proposer l'achat à bas prix d'un terrain à Las Vegas, la capitale des jeux américains, en échange de son aide pour empêcher la vote, par le Sénat de Washington, d'une loi qui risquait de porter préjudice au monopole de fait du Syndicat des camionneurs sur le transport de fret.

Comme son grand «oncle» qui vient de mourir, Mayer Lansky, Allen Dorfman avait presque toujours réussi à passer au travers des mailles de la justice. Plusieurs fois condamné pour des affaires toujours très compliquées, mais généralement liées aux trafics des fonds de pension du Syndicat, dont il était le «conseiller financier», il n'avait, en tout et pour tout, purgé que neuf mois de prison. Il est vrai qu'en 1967 il avait échappé de justesse à un attentat.

La spécialité de Dorfman, dont la raison sociale officielle, était une prospère compagnie d'assurances, était l'utilisation du fonds de pension du Syndicat pour des transferts illégitimes des casinos de Las Vegas dans lesquels la pègre de Chicago, de Kansas-City et de Milwaukee a de très importants intérêts. Accessoirement, ces masses considérables d'argent servent aussi à financer divers trafics, dont celui de la drogue, et à acheter fonctionnaires, policiers et hommes politiques pas trop regardants.

#### Des relations flâteuses

Pour faire «tomber» ce personnage important qui, s'il n'était pas un vrai «parrain», n'en possédait pas moins des relations puissantes et flâteuses, le F.B.I. n'a pas lésiné sur les moyens : une trentaine d'agents spécialement détachés ont enregistré plus de quatre mille heures de conversations téléphoniques entre Dorfman et divers interlocuteurs. C'est par ce moyen, pas tout à fait orthodoxe [mais dès 1958, le patron du F.B.I. de l'époque, Edgar Hoover, autorisait l'installation de micros dans les salles de jeux et les lieux fréquentés par la pègre], que le Bureau fédéral d'investigation a réussi, depuis deux ans, à faire condamner d'importantes membres de la Mafia dans quatorze villes américaines, notamment à La Nouvelle-Orléans et à New-York où il n'y a pas de casinos, mais où la drogue et la prostitution, sans parler des industries pornographiques, rapportent, allas aussi, de coquettes sommes.

Malgré la concurrence très active de New-York et, maintenant, de Miami, Chicago reste la capitale de la Mafia américaine. Commencée au siècle dernier, sa sanglante histoire a culminé avec la prohibition. Elle se poursuit aujourd'hui avec les jeux : selon les estimations du F.B.I., les détournements de fonds des innombrables salles de jeux de Las Vegas rapportent quelque 20 millions de dollars par an à la «famille» de Chicago et à ses «cousins» de Milwaukee et de Kansas-City.

Le F.B.I. sait parfaitement que les jeux constituent l'une des

principales ressources — aujourd'hui avec la drogue — de la Mafia. Mais comment faire lorsqu'un Etat décide, pour radorer son blason, d'ouvrir des casinos ? C'est ce qui s'est passé, il y a trois ans, à Atlantic-City, une station balnéaire du New-Jersey, qui avait connu son heure de gloire dans les années 30 mais qui vivait chichement, depuis la dernière guerre, d'une large population de retraités aux ressources limitées. Aujourd'hui, Atlantic-City connaît un nouveau boom, assés d'une fièvre de la criminalité. Plusieurs règlements de comptes au parfum indiscutablement Cosa Nostra ont déjà eu lieu.

La Nevada, l'un des Etats les plus pauvres de l'Union, vit de trois ressources : ses montages, ses casinos et surtout ses jeux qui bouclent la moitié de son budget. Le Wall Street Journal, qu'on ne peut guère soupçonner de écrire au sensationnel, a obtenu la copie d'une lettre adressée au président Nixon par M. Paul Laxalt, alors qu'il n'était pas encore sénateur républicain du Nevada, pour demander la libération de Jimmy Hoffa qui purgait une peine de prison. Dans cette lettre, M. Laxalt, aujourd'hui l'un des conseillers les plus écoutés du président Reagan, expliquait qu'il avait «travaillé étroitement» avec Allen Dorfman auquel, selon lui, la presse avait fait une réputation injustifiée de malchanceux. En son nom, il demandait la libération du «prisonnier politique» Jimmy Hoffa.

NICOLE BERNHEIM.

## Haïti

### Une organisation d'exilés menace de «compromettre la sécurité» du pape pendant son séjour à Port-au-Prince

Port-au-Prince (A.F.P.). — Des menaces contre le pape Jean-Paul II ont été lancées, mercredi 26 janvier, en Haïti par le groupe terroriste auteur de l'attentat du 1<sup>er</sup> janvier à Port-au-Prince. Dans une lettre adressée au nonce apostolique en Haïti, Mgr Luigi Conti, la Brigade Hector-Ribé annonce qu'elle n'hésitera pas «un instant à compromettre la sécurité» du pape, ainsi que celle du nonce, si Jean-Paul II «s'écarte de ses devoirs de chef de l'Eglise catholique et s'avisait de se mettre au service de la famille Duvalier lors de son voyage en Haïti». Ce voyage est prévu le 9 mars.

La Brigade Hector-Ribé, du nom d'un opposant haïtien tué en 1963 lors d'un affrontement avec les forces duvaliéristes, est une organisation d'exilés haïtiens basés à Miami. Elle a revendiqué l'explosion d'une voiture piégée le 1<sup>er</sup> janvier dans le centre de Port-au-Prince qui

avait fait trois morts et neuf blessés, selon un bilan officiel.

On apprend, d'autre part, que M<sup>me</sup> Marie-France Claude, fille de M. Sylvio Claude, président-fondateur du parti démocrate-chrétien haïtien, et un membre de cette formation se sont réfugiés à l'ambassade du Venezuela, à Port-au-Prince, mercredi. Quatre autres militants du même parti, dont on ignore l'identité, ont, de leur côté, trouvé asile à l'ambassade du Mexique à Port-au-Prince. M<sup>me</sup> Marie-France Claude avait, dans la nuit du 8 au 9 janvier, quitté avec son père, qui se trouve toujours dans la clandestinité à Port-au-Prince, son domicile au sud de la ville, où elle était en résidence surveillée depuis sa libération, le 22 septembre dernier, par le président Duvalier à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du régime.

# ASIE

## DIX ANS APRÈS LA SIGNATURE DE L'ACCORD DE PARIS

### L'Indochine demeure un grave foyer de tension

Que reste-t-il aujourd'hui de ce syndrome vietnamien qui, pendant une décennie, remua le monde entier, et qui fit de la guerre — américaine — en Indochine le conflit dont on a le plus parlé depuis la seconde guerre mondiale ? Aux Etats-Unis, cette guerre coûta le pouvoir à Johnson. Dix ans après la signature, le 27 janvier 1973 à Paris, de l'accord sur le Vietnam — qui prévoyait la coexistence au Sud de deux régimes ennemis, — seule se raccrochent à ce symbole les nostalgiques d'une guerre perdue, autour de M. Reagan, et les derniers inconditionnels de Hanoi.

Pourtant, qui ne se souvient de ces manifestations qui, parfois, s'achevaient dans le sang comme à l'université de Kent, aux Etats-Unis ? Tandis que les diplomates tentaient de concilier l'inconciliable, la majorité de la jeunesse occidentale avait pris fait et cause pour le Vietnam, petit pays luttant pour préserver son indépendance menacée par la première des «superpuissances». Et d'imaginer un pays idéal, dont les défauts passés seraient été couverts par le fer rouge de la guerre, une Yougoslavie de l'Asie, indépendante de Moscou et de Pékin, un exemple de développement économique et d'ouverture politique pour le tiers-monde. Les illusions sont retombées, avec l'exode des réfugiés de la mer, le Cambodge... L'écologie ou la nucléaire perlent plus à la jeunesse. Le Vietnam a basculé dans le camp du Kremlin.

Au lendemain de l'accord de 1973, Hanoi et la G.R.P. sud-vietnamien manifestèrent leur joie. Les Américains ne cachaient pas leur soulagement. Se sentant déjà les dindons de la force, les dirigeants de Saigon ne dissimulèrent pas leur inquiétude. A Paris, Georges Pompidou télégraphiait à M. Nixon son «intense satisfaction» devant «cette importante contribution à l'atténuation de la situation internationale (qui) constitue un grand motif d'orgueil pour les peuples après dix ans de paix». «Soulagement et satisfaction», «Paix fragile», titrait alors le Monde, tandis que son correspondant à Saigon écrivait : «Saigon se devait d'habituer à la présence des communistes». Les deux négociateurs de Paris, MM. Le Duc Tho et Kissinger, recevaient le prix Nobel de la paix.

Que reste-t-il de l'accord et de ses quatre protocoles ? Guère plus que de ceux de Genève de 1954, ou de 1962 sur le Laos. Au Vietnam, le pouvoir de Hanoi s'étend depuis le 30 avril 1975 jusqu'au sud. Au Laos, la coalition issue de l'accord du 21 février 1975 a cédé la place, le 2 décembre, à une République démocratique et populaire à l'ombre de Hanoi. Les Khmers rouges, qui avaient refusé toute négociation en 1973, ont été remplacés par d'autres communistes pro-vietnamiens.

Car l'Asie du Sud-Est, dix ans après, ne ressemble guère à celle que l'on imaginait alors. Le «paix vietnamite» n'en finit pas de se consolider sur l'Indochine, qui a la triste privation d'avoir été le théâtre de guerres entre régimes communistes. Vietnamiens contre Khmers rouges, Chinois contre Vietnamiens.

Mais, au-delà des périodes d'une histoire coloniale dont l'accord de Paris et sa conséquence logique, la victoire de Hanoi, ont marqué le terme, l'Indochine a repris le fil — un fil interrompu — d'une évolution qui se poursuit depuis près d'un millénaire. La «marche vers le Sud» entamée par les Vietnamiens après qu'ils eurent, au dixième siècle, secoué le joug chinois, s'est achevée avec la création d'un «bloc» indo-chinois, allié d'un pot de fer et de deux pots de terre.

#### Le destin du Vietnam

Curieux destin que celui du Vietnam réalisé après deux siècles de division. Pétri de culture chinoise, nourri au lait du confucianisme, il en a tiré sa force pour affirmer son identité face à l'Empire du milieu. Survivant, lui aussi empire, à la plèbe des relations avec ses voisins décadents du Laos et du Cambodge le modèle des liens de suzerain à vassal qui l'avait attaché à la Chine.

Les stratégies chinoises n'avaient pas attendu Clausewitz pour glisser sur l'art de la guerre. L'adage «Dang-tan-tan» (littéralement «Frappes, frappe, parler, parler») illustre bien la méthode qui avait permis aux Vietnamiens, lorsqu'ils tentèrent de se libérer de Saigon en 1968, de forcer les Américains à négocier, puis, en reprenant l'offensive en 1972, de les contraindre à une paix qui leur procurait un «intervalle d'obscurité» entre leur départ et l'effacement de leurs protégés. M. Kissinger avait bien, lui aussi, tenté d'utiliser les mêmes armes, écrivait Hanoi avec ses 62 en décembre 1972, pour un armistice.

PATRICE DE BEER.

# DIPLOMATIE

## EN VISITE A WASHINGTON

### M. Genscher réaffirme la volonté de son gouvernement de mettre en œuvre le programme d'euro-missiles

M. Genscher, ministre des Affaires étrangères d'Allemagne fédérale, après s'être entretenu avec le président Reagan et avec le secrétaire d'Etat américain, M. Shultz, a rappelé, mercredi 26 janvier à Washington, que, faute d'un accord américano-soviétique à Genève, le déploiement des cinq cent soixante-douze Pershing-2 et missiles «de croisière» commencent à l'automne prochain en Europe, comme le prévoit le plan adopté par l'OTAN en décembre 1979. «Le gouvernement de Bonn n'a laissé aucun doute depuis 1979 sur sa volonté de respecter le calendrier de déploiement (des euro-missiles) si on ne parvient pas à l'option zéro». Cette position n'a pas été modifiée avec le changement de gouvernement à Bonn», a dit M. Genscher.

Soulignant que le gouvernement de Bonn considérait toujours comme idéale l'option zéro — (démantèlement des SS-4, SS-5 et des SS-20 soviétiques contre le non-déploiement des Pershing-2 et des missiles «de croisière» de l'OTAN), M. Genscher a cependant laissé entendre que des solutions intermédiaires étaient envisageables.

A Washington, un projet de résolution préconisant un «gel» des armes nucléaires entre les Etats-Unis et l'Union soviétique a été introduit, mercredi 26 janvier au Sénat, par un groupe de trente-quatre démocrates. La même résolution avait été introduite à la Chambre des représentants par les démocrates. L'été dernier, une recommandation similaire avait été repoussée tant au Sénat qu'à la Chambre des représentants. A la Chambre basse, le vote avait été très serré : 204 contre 202 voix. Comme le nombre des représentants démocrates a augmenté depuis les dernières élections, le nouveau projet pourrait, cette fois-ci, être adopté par la Chambre basse.

## TASS :

### La France est illogique

A Moscou, l'agence Tass a vivement critiqué, mercredi, le discours sur l'état de l'Union prononcé mardi par le président Reagan et a affirmé que l'administration américaine n'avait pas tiré les leçons des deux années écoulées. Pour l'agence soviétique, le président Reagan est «résolu à poursuivre obstinément sa politique de dépenses militaires et de réductions simultanées des programmes sociaux».

Enfin, la même agence Tass a qualifié, mercredi, d'«illogique» la position française en matière d'ar-

mements nucléaires. Cette position consiste, d'une part, à se proclamer l'«allié fidèle» des Etats-Unis et, d'autre part, à «donner l'impression qu'en cas de conflit militaire entre les deux blocs les forces nucléaires françaises pourront rester de côté», écrit l'agence. Sans «restreindre l'importance» de l'accord de coopération nucléaire franco-soviétique, poursuit Tass, l'Union soviétique «ne peut ignorer le fait qu'il augmente l'armement des autres pays de l'OTAN et est dirigé contre l'U.R.S.S. et ses alliés».

(A.F.P.-A.P.)

### L'Assemblée du Conseil de l'Europe débat de la suspension de la Turquie

De notre correspondant

Strasbourg. — L'adoption d'une Constitution n'a pas encore ramené la démocratie en Turquie ; les libertés demeurent trop précaires et menacées, même dans la perspective d'élections législatives à l'automne prochain. Tel fut le thème du débat commencé mercredi 26 janvier, à Strasbourg, devant l'Assemblée du Conseil de l'Europe sur la situation politique dans un des Etats membres. Il doit se terminer ce jeudi par une mise en garde au pouvoir militaire d'Ankara, lui enjoignant d'ordonner les conditions d'un retour à la démocratie, notamment par la levée de la loi martiale.

Un projet de résolution envisage pour la première fois un recours du comité des ministres en vue de l'application de la procédure de suspension de la Turquie du Conseil de l'Europe. Ce pourrait être le premier pas dans la voie de l'exclusion. En attendant, le texte proposé par un démocrate-chrétien autrichien, M. Steiner, au nom de la commission politique, demande, de façon pressante au gouvernement turc de limiter lui-même son action au sein du Conseil de l'Europe en s'abstenant «de faire usage de son droit de vote au comité des ministres, jusqu'à ce que la démocratie parlementaire soit pleinement établie, et jusqu'à ce que la Turquie soit à nouveau représentée au sein de l'organe parlementaire du Conseil de l'Europe».

Ce projet est combattu par les conservateurs britanniques et une partie des démocrates-chrétiens, qui veulent voir comment la nouvelle Constitution, plus démocratique que l'ancienne, disant-ils, sera appliquée. Certains socialistes allemands, au contraire, pour la mise en œuvre immédiate de la procédure de suspension, voire pour une suspension immédiate provisoire.

Des militants d'extrême gauche turcs ont manifesté dans les tribunes, en jetant des tracts fustigeant les emprisonnements et les procès de masse intentés en particulier contre sept cent quarante personnes de la commune de Fatsa. — J.-C.H.

● ERRATUM. — Deux erreurs d'impression ont déformé le sens de l'article de Michel Tatu dans le Monde du 27 janvier. Le projet de M. Nitze prévoyait une limitation des bombardiers nucléaires en Europe à 150 unités (et non pas 1 500). D'autre part, M. Huntzinger avait dit que «dix à quinze SS 20 (et non pas : «zéro à quinze», comme il a été écrit) suffiraient largement à équilibrer la force française».

### Tokyo s'inquiète d'un transport de missiles nucléaires soviétiques vers l'Extrême-Orient

De notre correspondant

Tokyo. — Le Japon a formellement protesté, mardi 25 janvier, après de l'ambassade soviétique à Tokyo contre un éventuel transfert de missiles nucléaires SS-20 depuis le théâtre européen jusqu'aux confins extrême-orientaux de l'U.R.S.S. C'est des renseignements fiables à ce sujet que M. M. Genscher — lors de sa visite en R.F.A. — et Andropov, le vice-ministre nippon des affaires étrangères, M. Nakajima, a souligné, devant l'ambassadeur d'U.R.S.S., M. Pavlov, les préoccupations du Japon et les risques d'une aggravation de la tension que de tels transferts provoqueraient en Asie.

L'Union soviétique est mécontente de l'évolution de la politique de défense du Japon, surtout depuis l'arrivée au pouvoir de M. Nakasone. Les propos musclés du nouveau premier ministre, sa volonté de réviser la Constitution pacifique et ses intentions affirmées de renforcer le potentiel et le rôle militaire de Tokyo dans la région, en étroite coopération avec les Etats-Unis, ont suscité diverses réactions de la part des Soviétiques.

Moscou s'était déjà irritée, en octobre dernier, de la décision des autorités japonaises de peaufiner en 1983 l'ouverture d'une nouvelle base aérienne américaine sur le sol japonais et de la doter de chasseurs-bombardiers F-16 capables d'emporter des charges nucléaires et disposant d'un rayon d'action leur permettant de «couvrir» la base aéronavale soviétique de Vladivostok. Ils se sont depuis régulièrement alarmés des propos, jugés «militaristes» de M. Nakasone, et de ce qu'ils considéraient comme une «réinvention du chrysanthème» nippon.

Plus récemment, la visite du premier ministre en Corée du Sud n'a pas manqué d'être interprétée à Moscou comme la marque d'une évolution vers une alliance militaire tripartite de facto (Etats-Unis, Corée du Sud et Japon) dirigée contre l'Union soviétique. Enfin, et surtout, certains propos tenus la semaine dernière par M. Nakasone à Washington, tout particulièrement l'exposé de sa vision d'un Japon transformé en un «pays-avant-garde» et assurant le contrôle de plusieurs détroits maritimes, ont conduit Moscou à lancer une forte mise en garde de tels développements, a affirmé l'agence Tass, ne manquant pas de faire du Japon «une cible probable pour des représailles nucléaires» en cas de conflit. On brandit ainsi le spectre d'un nouvel Hiroshima.

Aux arguments japonais, M. Pavlov aurait répondu, selon la presse, que dans ses projets de réduction de missiles SS-20 en Europe, Moscou doit prendre en considération l'existence d'armes nucléaires dirigées contre des régions périphériques de l'U.R.S.S.

Moscou paraît vouloir jouer de la menace d'un redéploiement nucléaire en Sibérie orientale pour freiner le réarmement nippon et l'engagement, de plus en plus prononcé, de Tokyo dans le dispositif anti-soviétique des Etats-Unis en Asie. Chaque nouveau développement de type militaire apparaît inévitablement une contre-mesure de même nature de la part de l'adversaire, l'agence de la tension, visible en arrière-plan, dans une série de nouvelles, dans cette partie de l'Asie.

R.-P. PARIBAGALIX.

préparation  
**CFPA**  
centre formation professionnelle avancée  
janvier à juin  
20 août - 20 septembre  
**CEPES**  
formation professionnelle  
67, Z. Ch. Laffont, 92 - Neuilly  
722-94-94 - 745-09-19



Le Monde

# politique

DEUX BANQUETS, UN CONGRÈS

## Le P.R., le C.D.S. et les radicaux considèrent les municipales comme un « hors-d'œuvre »

Pour lancer leur propre campagne municipale, trois des composantes de l'U.D.F. - le C.D.S., le P.R. et le parti radical - organisent, en l'espace de trois jours, des manifestations dans la capitale et en banlieue. La fédération de Paris du C.D.S. devait ouvrir les festivités jeudi 27 janvier en organisant un « dîner démocratique », réunissant, outre leurs élus parisiens, les principaux responsables nationaux du parti et son ancien président M. Jean Lecanuet. M. Jacques Chirac, invité en tant que maire de Paris, devait intervenir en fin de soirée.

Vendredi, le parti républicain a choisi de donner le coup d'envoi de sa campagne nationale dans l'arrondissement « le plus symbolique », le treizième, où n'affranchit pas MM. Jacques Toubon, député R.P.R., et Paul Quilès, député P.S. : un « gigantesque » banquet est prévu avec choeur, chaussonnier et fantaisiste. Pour les nourritures intellectuelles, sur le thème des libertés, interviendront un chef d'entreprise, un membre de l'Association des parents de l'enseignement

libre, le professeur Debré, président de Solidarité médicale, et en dissident soviétique, M. Ivanov. M. François Léotard clôturera la soirée en insistant sur l'image que veulent se donner les « nouveaux républicains ».

De son côté, le parti radical, réuni au vendredi au dimanche, son quatre-vingt-deuxième congrès. Le thème reste le même : les municipales, mais, pour ces trois partis, il peut être considéré un peu comme un « hors-d'œuvre », une première étape dans la voie de la reconquête du pouvoir.

Depuis son élection à la tête du P.R., le 23 septembre 1982, M. François Léotard n'a pas ménagé sa peine pour « reconstruire » un parti encore mal remis du 10 mai 1981. Portant ses efforts sur tous les fronts, il a multiplié les prises de positions publiques, sillonné la province - plus de soixante départements - organisé son état-major, réveillé et comploté ses troupes, distribué des munitions et proposé des hymnes.

Cette activité débordante lui a valu d'être distingué, parmi d'autres leaders de l'opposition, comme l'« homme de l'année » par la première chaîne de télévision. De quoi satisfaire les stratégies de la communication qui s'efforcent avec lui de faire du parti républicain une « véritable machine de guerre ».

Pour mener à bien une telle entreprise, le secrétaire général a vite sacrifié à certaines règles d'efficacité qui veulent, selon lui, que, dans la vie politique française, « c'est celui qui affirme ou crie le plus fort qui a le plus de chances d'être entendu ». Et si, lors de son élection, M. Michel Poniatowski, président d'honneur du P.R., eut pu lui ravir un moment la vedette en raison de l'outrance de ses propos, M. Léotard a su depuis ne plus se laisser déborder ; même s'il regrette parfois que l'opposition ne sache pas « gérer son silence » et essaie de « s'en tirer » avec « des affirmations simples ».

Ses attaques sont vives - les com-

munistes restent le cibin privilégié le ton est particulièrement ferme. Si ferme que l'image du P.R. - que ses dirigeants le veulent ou non - paraît de plus en plus marquée à droite.

A-t-il pour autant trouvé sa voie ? « Nous y réfléchissons encore, même si nous sentons quel il doit être », affirme M. Léotard, qui se soumettant à une mode ou à une nécessité, s'est assuré les services d'un important institut de sondage et d'une agence de publicité pour l'aider à distinguer ce que peut être la « problématique » du P.R.

« Je crois que dans le passé, pour diverses raisons et notamment parce que nous étions dans la majorité, nous n'avons pas fait suffisamment cette démarche analytique sans laquelle il ne peut y avoir de succès politique », estime-t-il. Un succès qui passe inévitablement, selon lui, par la défense d'un « libéralisme moderne, axé sur la jeunesse ».

C'est déjà la stratégie du P.R. pour les élections législatives qui se met en place. Elle sera l'objet des réflexions du conseil national réuni à Paris samedi 29 janvier. Non pas que le P.R. se désintéresse des élections municipales. M. Léotard regrette seulement de n'avoir pu les préparer suffisamment longtemps à l'avance. « La réorganisation du parti s'est un peu télescopée avec la préparation des municipales », explique-t-il. C'est très difficile de gérer des élections de cette impor-

tance et en même temps de piloter la reconstruction d'un parti.

Une affirmation qui pourrait, semble-t-il, reprendre M. Pierre Méhaignerie, élu à la présidence du C.D.S. au mois de mai 1982. S'il reconnaît que le C.D.S. a un « problème d'organisation » qui va de pair avec des difficultés financières - et qu'il lui faut « renouveler » ses cadres dans une trentaine de départements », il ne compte véritablement s'atteler à cette tâche qu'au lendemain des élections municipales.

### Le C.D.S. et l'« agitation »

Il a bon espoir que les résultats obtenus par son parti lui permettront de prouver, de manière définitive, que le rapport de forces entre le C.D.S. et le P.R. s'établit de manière égale. Ce sont ces résultats qu'il opposera à ceux qui, au sein de son parti, peuvent lui reprocher de laisser la part trop belle dans le débat à M. Léotard.

Il est vrai que depuis son élection, M. Méhaignerie est resté très discret et avec lui le C.D.S. se dote son coup d'éclat du mois d'août concernant la stratégie de l'U.D.F., la C.D.S. a très peu fait parler de lui, même s'il n'entreprend un travail de réflexion, notamment sur la politique industrielle, l'Europe, la défense, le logement et l'enseignement.

Tandis que M. Léotard semblait caracoler à la tête de ses troupes, le président du C.D.S. paraissait choisir les visites de sympathie, rajustant çà et là un galon sur une vareuse !

« Je ne succomberai pas à la tentation de l'agitation politique, ce qui ne pourrait qu'appauvrir davantage le débat », souligne-t-il. Il se dit « fatigué de voir le pays vivre au rythme des slogans de droite ou de gauche » et affirme, non sans fierté : « En ce domaine, le C.D.S. ne court jamais aussi vite que d'autres ». Il en viendrait presque à dénoncer l'agitation du « microcosme politique », comme a pu le faire un ancien premier ministre, M. Raymond Barre, vers lequel semble se tourner l'affection d'une grande partie du C.D.S.

La démarche se veut différente : au C.D.S., dans un premier temps, l'action locale passe avant l'élaboration d'une stratégie nationale. Sans tomber toutefois dans l'activisme, M. Méhaignerie aurait pu cependant insuffler un certain dynamisme à son parti. Il n'a pas donné l'impression d'y parvenir, plus préoccupé peut-être de trouver un style à sa présidence et de conduire le débat en province dans la mesure où, selon lui, il y est plus riche et plus sain.

Cette absence de charisme au plus haut niveau a paru provoquer un certain flottement au sein de son état-major parisien et de l'équipe exécutive qu'il avait réunie autour de lui. Faute de pouvoir se mettre au service d'une nouvelle ambition, chacun a semblé retourner à ses propres réflexions dans l'attente peut-être que son président se révèle.

Les municipales marqueront une étape dans la stratégie de reconquête du P.R. comme du C.D.S. Pour l'étape suivante un préalable semble inévitable : conduire à son terme la réflexion sur le rôle de l'U.D.F. Amorçé au cours de l'état, ce débat avait été provisoirement mis entre parenthèses après que le

C.D.S. eut sacrifié au rite du meeting unitaire lors du congrès U.D.F. de Pontoise couronné par l'intervention de M. Giscard d'Estaing.

Pour M. Léotard, « c'est clair et cela ira très vite » : ou le volant de continuer le chemin ensemble existe chez nos partenaires, ou elle n'existe pas. « Au P.R. nous avons cette volonté », affirme-t-il. Reste à savoir quelles seront ses exigences et dans quelle mesure elles pourront coïncider avec celles du C.D.S.

« J'aurais des propositions à faire », a récemment annoncé M. Méhaignerie, qui devrait réunir les principaux responsables de son parti au cours d'un week-end de réflexion dans la deuxième moitié du mois de mars. Il est peu probable toutefois qu'une éventuelle discordance sur les objectifs aboutisse à l'écoulement de l'U.D.F., au lendemain d'élections qui se seront déroulées sous sa bannière.

### Trois comptes ouverts

Une nouvelle donne ne manquera pas non plus d'influer sur cette deuxième étape : l'organisation des rapports entre trois leaders de l'opposition, MM. Chirac, Barre et Giscard d'Estaing. « Déformait, estime M. Jean-Pierre Soisson, député P.R. de l'Yonne, à la banque de l'opposition, les trois comptes sont ouverts, cela va nous rendre la vie très difficile. Ne serait-ce que pour éviter que le débat au sein de l'opposition ne se réduise à un match au sommet dont il n'est pas sûr qu'elle retire un grand bénéfice.

Déjà le C.D.S. pour mieux marquer son indépendance vis-à-vis de l'ancien président de la République ne manque pas, quand l'occasion se présente, de souligner les qualités de rigueur de vérité, l'authenticité de M. Barre. Il est un point cependant sur lequel le P.R. et le C.D.S. se rejoignent. Il concerne les déjeuners réunissant MM. Chirac et Giscard d'Estaing. « Cela commence à faire beaucoup », disent les uns. « Nous obtenons des résultats concrets », disent les autres. Quant au scénario des élections législatives anticipées, M. Léotard comme M. Méhaignerie affichent une certaine prudence.

Le secrétaire général du P.R. affirme qu'il faut avoir « le courage d'envisager l'hypothèse la plus longue : une des nécessités de l'opposition [étant] de se forger la carrière ». Le président du C.D.S. plaide pour la « durée » : « Nous en avons besoin. Les Français doivent mesurer ce que représente l'expérience socialiste ».

Une autre composante de l'U.D.F. participera elle aussi à l'actualité de cette fin de semaine : le parti radical. Si M. Didier Bariani en est à son deuxième mandat de président, sa tâche n'en est pas moins lourde. Tous ses efforts depuis un an et demi ont consisté à assurer la « survie » de son parti. Les élections municipales peuvent lui permettre de reconstituer son tissu d'élus locaux et l'aider à franchir un palier vers le retour à « une existence stable ».

L'importance de cet enjeu l'a incité à réunir, à cinq semaines du premier tour des élections municipales, son quatre-vingt-deuxième congrès.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

### Caton ou la « reconquête »

Le lancement publicitaire d'un ouvrage emprunte parfois des techniques grossières : un pseudonyme garant de la profondeur de la pensée et de la sagesse du raisonnement, un titre à la Cécile, une citation suffisamment ambiguë pour intriguer le chaland et faire des clics d'œil autant à la droite qu'à la gauche. La recette est éprouvée.

Aujourd'hui, Caton écrit donc de la « reconquête » avec, comme exergue, « Pour vaincre la gauche, il faudra se débarrasser de la droite ». Avec une verve parfois méchante, notre censeur veut toujours détruire Carthage. En fait, c'est surtout à l'ancien pouvoir qu'il réserve ses traits les plus durs. Le Caton d'aujourd'hui, qui lit beaucoup les livres politiques et les journaux, appartient en tout cas au sérail. L'auteur - il est sans doute unique, même si l'inspiration est collective - se classe

tout à la fois parmi les déçus du giscardisme, les dépités du gaullisme et les insatisfaits du socialisme. Cependant, la victoire de la gauche pourrait, quand même, être « un intermédiaire bête ». Encore faudrait-il de celle-ci faire bon usage.

Bien qu'il appelle l'opposition à se régénérer de fond en comble, notre moderne Caton reconnaît que le gouvernement est en train de remettre les morales à l'heure. Pour remplacer tous ceux qui, depuis tant d'années, alternent au pouvoir, il appelle de ses vœux l'évènement de ceux qui s'adresseront plutôt à « l'être » qu'à « l'avoir ». Que voilà une recette pleine d'événement pour remplir le « vide » qu'il craint de laisser à la gauche française !

A. P.

\* Caton : de la reconquête. Fayard, 272 pages, 59 francs.

### « Le 14 juillet 1989 »

Une photographie de M. Mitterrand bordée de tricolores en couverture, une signature cursive, celle de François-Marie Arouet, un titre clin d'œil pour ce 14 juillet 1989, ouvrage de politique-fiction. Quel auteur prétend se cacher sous la véritable nom de Voltaire ? On est loin d'un conte philosophique...

En quelque deux cent vingt pages, le lecteur passe du présent au futur et revient contre l'ancien président de la République à des réformes telles que la suppression du calendrier grégorien, histoire de « changer la vie des Français ».

Publié aux éditions Le Pré-aux-Claircs, présenté par Jean-Claude Simoen, vendu 69 F, le suspense s'achève par la victoire de M. Maury, l'opposition ayant été prise de court. Le scénario pourrait bien être conçu par un de ces hommes de l'opposition inquiets de l'avenir, pour qui l'échec de la gauche ne dépendrait pas seulement de ses propres erreurs.

Un nom circule : celui de M. Gérard Mantassier, ex-gendre de M. Giscard d'Estaing... qui l'a confirmé au micro de France-Inter.

A. Ch.

### A la Cour des comptes

#### M. FRANCIS RAISON EST NOMMÉ

#### PRÉSIDENT DE CHAMBRE

Le conseil des ministres du 26 janvier a approuvé la nomination, faite sur proposition du ministre de l'économie et des finances, de M. Francis Raison, conseiller maître à la Cour des comptes, en qualité de président de chambre.

(Né le 23 février 1920 à Lille (Pas-de-Calais), M. Francis Raison est entré à la Cour des comptes en juin 1946. Conseiller technique au ministère des finances et des affaires économiques (1953-1959), il a été par la suite chef du service des propositions au comité général du Plan. De novembre 1966 à avril 1968, il a exercé les fonctions de directeur du théâtre et des maisons de la culture auprès du ministre des affaires culturelles. Nommé conseiller maître à la Cour des comptes le 25 avril 1973, il a également été désigné comme administrateur de la bibliothèque publique d'information de Centre Beaubourg, en 1976, et comme administrateur de la S.N.C.F., en 1980.)

Ont été nommés, en qualité de conseiller maître : MM. Michel Galdemar, chef de mission de contrôle économique et financier ; Jean Charbonnel, conseiller référendaire ; Raymond Santini, conseiller référendaire ; Robert Lescure, contrôleur financier ; Gilbert Pierre, conseiller référendaire ; Arnaud Marval, conseiller référendaire ; Paul Borgeot, secrétaire général de l'Assemblée nationale.

• M. Jacques Fournier, administrateur civil, est nommé conseiller technique au cabinet de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer.

### M. LEBARON EST NOMMÉ

#### DIRECTEUR DU CABINET DE M. LABARRÈRE

M. Jean-Marie Lebaron a été nommé directeur du cabinet de M. André Labarrère, ministre des relations avec le Parlement. M. Lebaron succède à M<sup>me</sup> Marie-Aimée Latournerie, qui a demandé à être déchargée de ses fonctions.

(Né le 4 novembre 1945 à Issoudun (Indre), M. Jean-Marie Lebaron, licencié en droit, diplômé d'études supérieures de droit public et de l'Institut d'études politiques de Paris, est entré au Sénat comme administrateur en 1971, et au cabinet de M. Labarrère comme conseiller technique en juillet 1981. Membre du parti socialiste depuis 1968, militant du CERES, il n'exerce différentes responsabilités à la commission exécutive de la fédération de Paris et en bureau de la fédération des Hauts-de-Seine, département dans lequel il était présent aux succès aux élections législatives de mars 1978.)

### UNIVERSITÉ DE PARIS-SORBONNE (PARIS-IV)

7, rue Victor-Cousin 75005 Paris

### FORMATION CONTINUE

LANGUES : Anglais, Allemand, Italien, Grec moderne.

MÉTHODOLOGIE : Maîtrise de l'expression orale et écrite, analyse et synthèse de textes.

Inscript. jusqu'au 3 février

Tél. 329-12-13, poste 39-06

## Paul-Marie de La Gorce

## La prise du pouvoir par Hitler 1928-1933

Cette enquête historique renverse bien des clichés sur l'Allemagne des années 1928-1933. Elle montre ce que fut l'engrenage qui conduisit un pays libre, démocratique et moderne à la plus sombre des dictatures. Elle suggère aussi comment une crise économique exceptionnelle peut déboucher sur une catastrophe politique et, par là, elle prend une singulière actualité.

PLON



# HITLER POURQUOI?

Il y a cinquante ans, Hitler s'imposait à l'Allemagne. Au moment même où l'Allemagne réunissait tout ce que l'Occident pouvait secréter de créateurs, d'artistes, de philosophes et de savants ; où le génie allemand irradiait la civilisation même.

Comment Hitler, ce petit caporal lunatique et profondément névrosé a-t-il pu faire basculer l'Allemagne dans la folie ?

Comment l'un des régimes les plus barbares de l'histoire a-t-il pu s'ancrer dans l'un des pays les plus civilisés du monde ?

Aujourd'hui encore, l'avènement du nazisme constitue une énigme saisissante.

Cette semaine un dossier où l'irrationnel est partout présent, à lire absolument dans

LE NOUVEL **observateur** **DEMAIN**

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.



# POLITIQUE

## LA MORT DE GEORGES BIDAULT

### Un destin marqué par les guerres

Georges Bidault était né à Moulins le 5 octobre 1899, élève des jésuites de Turin puis étudiant à Paris, il est mobilisé en 1918, à dix-huit ans et demi, et sert dans l'infanterie pendant les derniers mois de la guerre. Rendu à ses études, il prépare l'agrégation d'histoire à laquelle il est reçu premier en 1925.

Il abandonne, en devenant professeur, ses fonctions au comité fédéral de l'Association catholique de la jeunesse française. Passionné de politique, il entre au parti démocrate populaire ; il deviendra membre de sa commission exécutive. Il acquiert un début de notoriété par les éditoriaux qu'il publie dans *l'Aube* à partir de 1931. Le jeune journaliste attaque vigoureusement l'action française, prend position sur l'affaire Salengro et se spécialise dans la politique extérieure. Qu'il s'agisse de l'Italie, de la guerre d'Espagne ou de l'immigration sans précédent dont la Tchétchévo-vasque est victime en 1938, c'est toujours à la dénonciation du fascisme et du nazisme qu'il emploie le meilleur de son talent.

En 1936, il essuie un échec électoral dans la circonscription de Domfront contre un député sortant, membre de la Fédération républicaine.

Parallèlement, il a poursuivi sa carrière dans l'enseignement. Professeur à Valenciennes, puis à Reims, il est nommé au lycée Louis-le-Grand, à Paris, en 1931. Ses élèves garderont de lui le souvenir d'un professeur particulièrement brillant.

Reprenant du service en 1940 comme sergent d'infanterie, et fait prisonnier dans la région de Soissons, il est libéré en juillet 1941 comme ancien combattant.

Dès son retour en France, il demande sa nomination au lycée du Parc à Lyon, et entre immédiatement au service de la Résistance. Il représente les démocrates chrétiens au sein du mouvement « Combat », puis entre au Conseil national de la Résistance (C.N.R.) dont il devient président en 1943, après la mort de Jean Moulin. Ses dons de persuasion et de conciliation lui permettent de maintenir la cohésion de ces résistants venus d'horizons opposés. Il participe activement à l'élaboration du programme du C.N.R.

Il laisse la présidence du C.N.R. à Louis Salengro, pour entrer, le 9 septembre 1944, dans le gouvernement

provisoire, où il succède comme ministre des affaires étrangères à M. René Massigli. Fin 1944, il accompagne le général de Gaulle à Moscou pour négocier et signer le pacte franco-soviétique. En juin 1946, il devient président du gouvernement provisoire, succédant à Félix Gouin, après le rejet, au référendum de mai, du premier projet de Constitution. Il restera en place jusqu'en décembre, se retirant après l'adoption de la Constitution de la IV<sup>e</sup> République pour laisser le gouvernement Blum assurer la transition jusqu'à l'élection présidentielle de janvier 1947. En 1949, il reprend la direction du gouvernement comme président du conseil. Il s'est fait élire député de la Loire en 1945 et sera constamment réélu jusqu'en 1958. Il est président du M.R.P. de mai 1949 à mai 1952, date à laquelle le congrès de Bordeaux lui confère le titre de « président fondateur ».

Candidat aux deux premiers tours de l'élection à la présidence de la République de décembre 1953, président du conseil désigné mais non investi, il est ministre des affaires étrangères dans les cabinets René Mayer et Laniel de janvier 1953 à juin 1954.

La politique qu'il a défendue dans les deux derniers gouvernements auxquels il a appartenu, l'hostilité passionnée de son parti à l'égard de Mendès France, conduisent Bidault à se ranger de plus en plus nettement aux côtés de ceux qui dénoncent la « politique des abandons ». Cette évolution contribue peu à peu à diminuer son audience au sein de son propre parti mais le rapproche des modérés et du centre droit.

L'affaire des fuites, en décembre 1954, l'opposera très vivement à M. François Mitterrand, alors ministre de Mendès France.

Délibérément hostile à la politique menée par le leader radical en Indochine et en Afrique du Nord, il sera de même au nombre des adversaires les plus actifs de la politique nord-africaine de M. Edgar Faure.

Pressenti par René Coty, il renonce à former le cabinet en avril 1958 dans la crise qui conduira au putsch du 13 mai à Alger et au retour de de Gaulle au pouvoir, le 13 mai. A Colombey, il est l'un des visiteurs du général dans les jours troubles et difficiles de ce mois, et l'un de ceux qui l'engagent le plus vivement à prendre le pouvoir. Cependant, il se sépare du M.R.P.

au mois de juin de la même année en fondant le mouvement Démocratie chrétienne de France sous l'égide duquel il est élu dans la sixième circonscription de la Loire en novembre. L'année suivante, il préside le bureau exécutif provisoire du Rassemblement pour l'Algérie française. Georges Bidault, qui avait déclaré en mai 1958 : « Je suis aux côtés du général de Gaulle », est rapidement conduit à s'opposer à la politique algérienne du nouveau chef de l'Etat. En janvier 1960, l'accès du territoire algérien lui est interdit. « Si la politique du 16 septembre (l'autodétermination) se poursuit, déclare-t-il, je ferai comme d'habitude avant moi, que j'ai aidé, et je passerai par-dessus les interdictions ».

Georges Bidault va dès lors évoluer de l'activisme politique à l'activisme tout court et passer dans une nouvelle clandestinité, peu après la signature des accords d'Evian, pour présider le « Conseil national de la Résistance » créé par Raoul Salan. On le dit en Suisse, en Italie ; des poursuites sont engagées contre lui. Son immunité parlementaire est levée à la suite d'un débat bouleversé à l'Assemblée nationale, le 5 juillet 1962. Exilé d'Italie, il se réfugie en Bavière, publiant diverses déclarations, toujours violemment hostiles au régime gaulliste. Comme il n'entend pas cesser son activité politique, il est finalement contraint de quitter la Bavière pour le Portugal, d'où il gagna le Brésil (comme paraissait le souhaiter le gouvernement français).

L'exil volontaire a obtenu un visa brésilien à condition de ne pas faire de déclaration politique ; ainsi observait-il une relative discrétion : « Je condamne le terrorisme. C'est avec les armes de la démocratie que je veux lutter pour les droits de l'homme et du citoyen, que l'actuel gouvernement français tyrannise », a-t-il l'occasion de déclarer. Il rentrera en France avec l'amnistie de 1968.

### Le président du C.N.R.

Les chefs des mouvements étaient d'accord pour condamner la présence des partis politiques dans le C.N.R., et même, avec des nuances, d'accord également contre l'idée de l'existence des partis dans la future vie politique française.

René Huchard, dans son histoire du C.N.R. : « Si les partis socialistes et communistes, étaient les seuls à s'être véritablement reconstitués, le nationaliste, le conservateur libéral, le radical-jacobin ou le chrétien-social restait tout aussi représentatif que le marxiste de l'esprit public français ».

Ce préambule n'est apparemment pas explicite pour le candidat de parti socialiste au remplacement de Jean Moulin et mandataire par le comité directeur clandestin pour répondre, Louis Salengro, représentant de la C.G.T. et alors « sympathisant » socialiste, mais apparemment, en arrivant dans le local de la rue du Cherche-Midi où nous avons rendez-vous, que la candidature de Georges Bidault avait été posée, avec la signification de défense des partis, de leur existence, de leur vie ultérieure. André Le Troquer, et moi-même, nous consultant d'un seul coup d'œil, ayant pris sur nous de voter pour le chrétien-social qu'il était, alors. Nous serons unanimement approuvés ensuite par les organismes du parti socialiste lorsque nous expliquerons notre attitude. Il s'agit bien d'une présidence politique.

En acceptant le principe d'une telle création, le général de Gaulle avait certainement des raisons différentes, nullement opposées à celles-là, mais complémentaires : assurer son autorité dans le difficile qui l'opposait au général de Gaulle, faire taire les conflits qui dressaient les uns contre les autres les dirigeants de certains mouvements. Aucun problème ne s'était posé concernant la présidence de ce « comité exécutif », devenu le C.N.R. D'un commun accord, sans discussion, chacun avait acquiescé aux directives du général de Gaulle ; elle devait revenir à Jean Moulin.

Après l'arrestation de celui-ci, la question du partage des fonctions se posait.

« Les chefs des mouvements étaient d'accord pour condamner la présence des partis politiques dans le C.N.R., et même, avec des nuances, d'accord également contre l'idée de l'existence des partis dans la future vie politique française ».

« Ce préambule n'est apparemment pas explicite pour le candidat de parti socialiste au remplacement de Jean Moulin et mandataire par le comité directeur clandestin pour répondre, Louis Salengro, représentant de la C.G.T. et alors « sympathisant » socialiste, mais apparemment, en arrivant dans le local de la rue du Cherche-Midi où nous avons rendez-vous, que la candidature de Georges Bidault avait été posée, avec la signification de défense des partis, de leur existence, de leur vie ultérieure. André Le Troquer, et moi-même, nous consultant d'un seul coup d'œil, ayant pris sur nous de voter pour le chrétien-social qu'il était, alors. Nous serons unanimement approuvés ensuite par les organismes du parti socialiste lorsque nous expliquerons notre attitude. Il s'agit bien d'une présidence politique ».

### Une allure décontractée

Georges Bidault remplit à la perfection son rôle, dans l'esprit même où avait été placée sa candidature.

Sa tranquillité apparente tranchait avec les dangers, qui nous entouraient et donnaient à nos entretiens une allure décontractée, qui

était certainement un élément de sécurité. Tantôt nous nous prominions dans les rues, tantôt nous nous retrouvions dans un café. Une fois, il me fit donner un rendez-vous dans l'église Saint-Pierre de Montrouge, en précisant devant quelle statue de sainte il se trouverait. Mon ignorance théologique me posa un problème supplémentaire.

« Ignorez-vous, quels rapports exacts il faisait sur nos conversations, mais j'ai tout lieu de croire qu'ils étaient impartiaux. En tout cas, si les rencontres entre le délégué du parti communiste et moi-même l'ont fait parfois sourire par leur ton, il ne me l'a dit que beaucoup plus tard, bien après la Libération. Et sa manière de conclure le débat — un des rares où il ne s'agissait pas de groupes de deux ou trois, mais où nous étions au complet, soit dix-huit personnes : huit représentants des mouvements, six des partis, deux des syndicats et deux secrétaires — constatait au contraire du programme du C.N.R. que nous élaborions fut assez prestigieuse : chacun crut, en quittant la librairie de François Gay, rue de Gergovie, qu'il avait participé à la rédaction de ce document, alors que, seule, Pierre Villon, délégué du Front national, et moi avions fait des suggestions qui ont été retenues ».

Les années ont passé. Et Georges Bidault a pris des options que j'ai combattues. Je ne l'ai pas revu depuis la guerre d'Algérie. Et je lui reproche encore aujourd'hui d'avoir donné au comité qu'il présidait alors le nom de Conseil national de la Résistance. Mais l'anachronisme serait adieu. Pour moi, Georges Bidault est, et demeurera le président du vrai Conseil national de la Résistance, du C.N.R., à l'époque où, justement, nous luttons en commun pour que nous soit redonné le droit de nous combattre.

DANIEL MAYER.

### Un intellectuel réfractaire

(Suite de la première page.)

Il continuait dans la même direction lorsque la démission du général de Gaulle eut fait de lui, de juin à décembre 1946, après Félix Gouin, le chef du gouvernement provisoire, et pendant un certain temps encore lorsqu'il reprit, après le bref intermède du ministère Blum, au début de 1947, la tête du ministère des affaires étrangères. Mais la confiance des quatre à Moscou, en mars 1947, devait le faire changer d'attitude. L'obstination de Staline à s'opposer au rattachement de la Sarre au marché français l'amena à écouter les appels du pied de Marshall et Bevin, qui pressaient la France de rejoindre le « monde libre » en voie de rassemblement.

### Bidault choisit son camp

Bien sûr Truman lançait la doctrine d'aide à la Grèce et à la Turquie et Marshall le plan qui portait leurs noms. « Le coup de Prague », le blocus de Berlin, donnaient à la guerre froide toute son ampleur. Bidault choisit son camp, celui de la résistance déterminée au communisme. Il est chef du gouvernement quand la France, en 1949, entre dans le pacte atlantique et revient aux affaires étrangères, en 1953, lorsqu'elle vit le drame de la guerre d'Indochine.

Il ne veut rien céder et croit, au cours d'une réunion à quatre à Berlin, au début de 1954, déceler que l'U.R.S.S. envisage d'abandonner Ho Chi Minh. « Je veux bien, devait-il dire un jour, qu'il aille enseigner la tactique révolutionnaire à Moscou. C'est dans cet état d'esprit qu'il dirige la délégation française à la conférence qui devait mettre fin, en juillet 1954, à la première guerre d'Indochine. Dien Bien Phu, et le refus des Américains de venir au secours de la terreur assise, le font tomber de haut. Il n'a plus dans son jeu, selon sa formule image, que « le deux de trèfle et le trois de carreau ». Il négocie, néanmoins, pied à pied, avec plus d'intelligence qu'on ne l'a trop souvent cru. Mais Molotov, un beau jour, fait comprendre, on ne peut plus clairement, que Bidault n'est plus pour le Kremlin un interlocuteur valable. Le gouvernement Laniel est renversé. Pierre Mendès France, qui lui succède, trouve aussi sur sa table le dossier de la Communauté européenne de défense, que Georges Bidault, trop

viscéralement patriote pour n'être pas un « européen » tiède, avait tenté de dépanner en négociant des « protocoles additionnels » qui limitaient la portée supranationale, mais pas assez aux yeux des gaullistes et de la droite traditionnelle pour rallier leur soutien.

Des circonstances de son éviction, Georges Bidault avait gardé une amertume profonde qui devait se muer en obsession, sinon en haine, lorsque de Gaulle, revenant au pouvoir et qui avait parlé un moment de faire appel à lui, se décide à accorder l'autodétermination à l'Algérie. Il n'a pas alors de mots assez forts pour prendre la défense de « la Croix contre le Croissant », pour condamner la politique d'« abandon », de « trahison » du général. Il rallie l'O.A.S. et prend, au nom de la continuité, la présidence d'un nouveau « Conseil national de la Résistance ». Poursuivre, il choisit de s'exiler d'abord au Brésil puis en Allemagne, mais il ne rassemble que quelques fidèles. L'amnistie générale de 1968 lui permet de rentrer en France, où il publie un livre, *D'une résistance à l'autre*, et une *Lettre du Président* périodique, sans beaucoup de lecteurs. La fin de sa vie, nourrie de nostalgies et de déceptions remémorées, a dû être bien triste.

Ceux qui ont connu Georges Bidault au temps de sa gloire, représentant de San-Francisco à Moscou, la France renaissante, incarnant le coq gaulois comme Churchill John Bull, oublieront ce qu'il était devenu pour ne se souvenir que d'un homme extraordinairement attachant, au courage d'autant plus remarquable qu'il émanait d'un corps frêle et maladroit, à la culture impressionnante, et qui, après avoir passé de longues années à enseigner, avec quel talent, l'histoire de France, a consacré le reste de sa vie à s'efforcer dans l'action et, sans mesurer les risques courus, à la continuer. Il déroulait parfois, avec ses étranges apophoresmes débités d'une voix coupante, du type : « les tuites remontent sur le toit » ; il mettait à la rédaction de ses discours un soin et une subtilité dont on peut penser qu'ils échappaient pour l'essentiel aux hommes politiques étrangers auxquels ils étaient destinés, et l'on aura tout dit en notant que le réalisme n'était pas le fort de cet idéaliste intégral. Mais quels dons, et quelle foi !

ANDRÉ FONTAINE.

### L'éditorialiste de « l'Aube »

A son arrivée, à Paris, Georges Bidault avait un charme presque irrésistible. Il venait de Reims où il était professeur d'histoire et de géographie. Il avait été nommé au lycée Louis-Le-Grand et il venait prendre place avec nous au parti démocrate populaire, à la revue *Politique* et, bientôt, à *l'Aube*, journal quotidien qui devait être fondé un peu tard, en 1932, pour les élections législatives. Georges Bidault et moi, car il était effectivement très aimable.

Bidault était, à cette époque, démocrate chrétien et catholique social. Nous voulions, lui et moi, rompre avec le milieu conservateur, ce qui n'était pas facile dans un régime parlementaire où les députés étaient élus au deuxième tour d'un scrutin d'arrondissement, qui obligeait les électeurs à prendre parti pour la droite ou pour la gauche. Nous voulions, nous assurer le double de la France : la tradition catholique de la monarchie et la tradition laïque républicaine et sociale.

### Un clivage nouveau

Nous voulions créer un parti du centre. Nous étions très loin du marxisme. Nous espérons parvenir à transformer les électeurs chrétiens en républicains intelligents et sociaux. Nous étions parvenus à venir de la représentation proportionnelle. Lorsque cette réforme fut adoptée, en 1945, après la Résistance, elle nous permit de fonder le grand mouvement dont nous avions tant de fois rêvé ensemble. En 1930, il n'y avait que dix-huit députés dans le groupe parlementaire du parti auquel nous appartenions. Ils étaient difficilement élus. Ils avaient du mérite à rester fidèles à notre programme. Ce que l'action parlementaire ne permettait pas de faire, l'action par la presse, parfois, nous le permettait qui nous laissait une plus grande indépendance. C'est pourquoi Bidault, jour au jour *l'Aube* — comme éditorialiste — un rôle important.

Le combat que nous menions pour défendre les institutions républicaines et promouvoir le progrès social prit toute sa signification à partir de l'arrivée de Hitler au pouvoir. Georges Bidault comprit fort bien la nature de la menace qui pesait sur le traité de Versailles, la démocratie et la paix, provoquant un clivage nouveau dans la classe politique française.

On vit des hommes de droite, en assez grand nombre, abandonner les valeurs nationales dont ils étaient les défenseurs et même le fameux nationalisme intégral de Maurras pour défendre la paix à tout prix. Ils dénonçaient, ainsi, qu'ils appartenaient plutôt à l'Internationale des fascistes qu'à la France et tout le vieux fond conservateur réapparaissait. La France républicaine n'était pas leur vraie patrie.

Bidault aida ses lecteurs à découvrir le sens politique de l'opération menée en Italie, en Allemagne et, bientôt, en Espagne par les nouveaux régimes politiques que ces

pays s'étaient donnés. Au moment du bombardement de Gernica, il révéla la vraie nature de l'événement qui détruisait, grâce à des avions allemands, la ville sainte des Basques. Au moment du débarquement de Franco, il m'engagea à quitter le parti démocrate populaire, où j'étais journaliste permanent, pour aller le rejoindre. Avec François Gay et quelques autres, nous fondâmes, à la veille de la guerre, un nouveau mouvement politique qui s'appela les « Nouvelles Equipes françaises ».

A cette époque, j'étais devenu journaliste à *Temps présent*, hebdomadaire fondé par les pères dominicains, par Maurras et Maritain, en octobre 1937. Je continuais à voir fréquemment Bidault. Je passais souvent la soirée avec lui et Louis Terrenoire, à l'*Aube* rue du Croissant, dans la pièce qui nous était affectée au-dessus de l'imprimerie. Bidault venait rédiger son éditorial quotidien. Je me souviens très bien de lui, assis, devant la table commune aux quatre personnes de la rédaction, devant les petites feuilles de papier vert, correctement coupées, sur lesquelles il écrivait, tous les articles et qu'il couvrait lentement d'une écriture ferme, cherchant avec application les affirmations capables d'entraîner l'adhésion du lecteur et de faire percevoir la véritable dimension de l'événement qu'il commentait.

La guerre approchait. Hitler développait point par point son plan comme il avait dit, dans *Mein Kampf* qu'il le ferait. Bidault voulait que l'on s'opposât à lui, même si cela comportait un risque de guerre. Il fallait aller vite. Nous n'attendrions pas le conflit armé. Il fallait tenter d'arrêter le mécanisme terrible qui refermait lentement les brèches de sa trame sur nous. J'étais bien d'accord avec lui.

### Une dernière campagne

Nous livrâmes une dernière campagne pour tenter d'arrêter la signature de l'accord de Munich, lui dans *l'Aube*, moi dans *Temps présent*. Elle était singulièrement difficile à mener pour nous, cette bataille. Nos lecteurs étaient pacifistes. Une partie des rédacteurs des journaux s'étaient égarés. Nous n'étions, ni lui patron de *l'Aube* ni moi de *Temps présent*. Nous finies de notre mieux. Nous allâmes voir Chamberlain de Ribes pour le convaincre de faire une dernière sautée de Dardes dont il était secrétaire d'Etat. Le soir du jour où nous apprîmes que les accords de Munich avaient été signés, nous étions réunis dans la salle de rédaction de *l'Aube*. Nous étions vaincus et la France allait, sans doute, être envahie. Nous savions, en outre, que l'opinion publique nous trahissait, le lendemain, de l'indifférence, de l'indifférence, de l'indifférence.

« Les années ont passé. Et Georges Bidault a pris des options que j'ai combattues. Je ne l'ai pas revu depuis la guerre d'Algérie. Et je lui reproche encore aujourd'hui d'avoir donné au comité qu'il présidait alors le nom de Conseil national de la Résistance. Mais l'anachronisme serait adieu. Pour moi, Georges Bidault est, et demeurera le président du vrai Conseil national de la Résistance, du C.N.R., à l'époque où, justement, nous luttons en commun pour que nous soit redonné le droit de nous combattre ».

DANIEL MAYER.

J'avais décidé de quitter Paris le lendemain pour ne pas assister, au retour du président Daladier, le ne devais jamais retrouver, avec Georges Bidault, l'unité de pensée que nous étions à ce moment-là. Je découvris beaucoup plus tard, c'est-à-dire seize ans après, au moment de la signature des accords de Genève sur l'affaire indochinoise, les raisons qui allaient nous entraîner peu à peu l'un et l'autre dans des directions différentes. Il avait adopté, alors, qu'il était devenu président du conseil et ministre des affaires étrangères, une attitude sur la guerre d'Indochine qui m'étonnait. Je lui en demandais l'explication, un jour que nous étions tous les deux dans un bureau de l'Assemblée nationale. Il me fit cette réponse qui me déconcerta : « Ce qui fait l'unité de ma pensée et de ma vie, dit-il, c'est la lutte contre le nationalisme indochinois et le nationalisme arabe comme et la lutte contre le nationalisme allemand ». Cette position qui, de mon point de vue, n'était pas logique et qui, en tout cas, n'était pas la sienne, devait, le rejeté peu à peu vers la droite qui restait, elle, colonialiste et qui, souvent même, avait cessé d'être chrétienne.

GEORGES HOURDIN.

lentilles

de contact

souples

C'est la joie de

VOIR NET

à l'œil nu.

Ysopic

80, bd Malesherbes

75008 Paris Tél. 663.88.32

Venez voir faire un essai

de contact gratuit

Ysopic



## POLITIQUE

### LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

**Les dirigeants du P.S. s'interrogent sur le profit qu'ils peuvent tirer de l'attitude de M. Chirac**

La commission P.C.-P.S. chargée de surveiller l'application de l'accord sur la préparation des élections municipales conclu entre les deux formations le 22 décembre a terminé ses travaux dans la nuit du mercredi 26 au jeudi 27 janvier. Pour sa part, le bureau exécutif du P.S., réuni mercredi 26 janvier, a publié un texte dans lequel il dénonce les « conséquences désastreuses » qu'aurait, s'il était appliqué, le plan adopté par le R.P.R., qui se propose notamment de stabiliser les effectifs de la fonction publique puis de revenir au niveau de 1972.

Cette proposition apparaît, selon le P.S., « d'une gravité exceptionnelle », car elle fait peser sur les salariés de la fonction publique et les usagers « la menace d'une régression politique, économique et sociale sans précédent ».

Un débat s'est engagé au sein du bureau exécutif sur l'opportunité de « radicaliser » ou non la campagne des élections municipales et, singulièrement, d'exploiter la « faiblesse » de certains socialistes, par le R.P.R. et son président, M. Chirac, selon eux, aurait rendu service à la gauche en l'aider à mobiliser ses militants et son électeur, par réaction au tour offensif et polémique qu'il a imprimé à la campagne, dimanche 23 janvier, lors du congrès extraordinaire du R.P.R.

Les proches de M. Pierre Mauroy comptent parmi les plus chauds partisans de cette radicalisation et de l'exploitation de la « maladresse » commise par M. Chirac. M. Daniel Percheron, premier secrétaire de la fédération du Pas-de-Calais, est intervenu dans ce sens. M. Marie-Joséphine Poullet, membre du cabinet du premier ministre, a développé une analyse selon laquelle la droite française, R.P.R. compris, deviendrait de plus en plus « vichyste ».

M. Paul Quilès paraît partager cette analyse. Le chef de file de la gauche à Paris a déclaré, jeudi 27 janvier : « Jacques Chirac est logique avec lui-même : après l'annonce d'un programme économique et social le plus à droite jamais présenté depuis Vichy, il entreprend des négociations avec l'extrême droite et le P.F.N. en vue de leur présence sur les listes d'opposition à Paris. Est-ce cela la marque de l'humanisme et du républicanisme qu'il veut donner à son organisation et à son action ? »

M. Michel de la Fournière a fait remarquer qu'une telle analyse est difficile à soutenir, dans la mesure où de nombreux gaullistes continuent de militer au R.P.R. M. de la Fournière, proche de la « maladresse » de M. Chirac n'en est pas une et que le comportement du président du R.P.R. s'inscrit dans une

opération interne à l'opposition. M. Chirac chercherait simplement, selon lui, à s'affirmer comme le premier des opposants, parce qu'il est menacé dans ce rôle par MM. Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre. Il ne lui paraît donc pas opportun de le valoriser outre mesure et de l'aider dans son entreprise.

#### L'union à Montluçon Laval et Angers

D'autre part, le bureau exécutif a décidé d'adresser des télégrammes aux sections locales de Montluçon, Laval et Angers, villes dans lesquelles les socialistes refusent de faire liste commune, au premier tour, avec le P.C.F. Le cas le plus épineux est celui de Montluçon, où le comité directeur du P.S. avait décidé que l'union devrait être réalisée dès le premier tour. Il s'agit, au terme des travaux de la commission P.C.-P.S. chargée d'assurer la « maintenance » de l'accord du 22 décembre, du dernier problème important posé aux socialistes.

Des accords ont été signés, en effet, entre les deux partis dans la Loire-Atlantique et le Rhône. Dans ce dernier département, le P.S. et le P.C.F. présenteront des listes d'union dans trente-deux villes de plus de trois mille cinq cents habitants. La situation demeure bloquée, cependant, à Vaulx-en-Velin, dont le maire sortant est communiste et où le désaccord porte sur la répartition des responsabilités au sein de la future municipalité.

Une situation analogue existe au Mans, où les socialistes s'étaient ralliés à la décision des instances nationales de leur parti en faveur d'une liste commune menée par le maire communiste sortant, mais en faisant valoir que l'électorat socialiste devrait être convenablement représenté dans la nouvelle municipalité (le Monde du 20 janvier). Or les communistes refusent d'abandonner le poste de premier adjoint et de garantir au P.S. un siège de plus qu'au P.C.F. dans le futur conseil municipal.

### VILLEURBANNE : les lieutenants du ministre en première ligne

De notre correspondant régional

Lyon. — En mars 1977, à la suite d'une primaire difficile à gauche (1), M. Charles Hernu (P.S.) avait conquis de haute lutte la mairie de Villeurbanne, deuxième ville du Rhône. Depuis, l'implantation socialiste n'a fait que se développer : le député — en 1978, M. Hernu lui-même — et, depuis 1981, son suppléant et premier adjoint, M. Jean-Jack Queyranne, ainsi que les trois conseillers généraux sont tous membres du P.S. Pour enrayer cette « marée rose », les partis de l'opposition misent sur un jeune candidat R.P.R., M. Michel Forien, trentenaire, cadre dans une entreprise de bâtiment.

M. Hernu a adopté pour sa campagne la stratégie de la défense élastique : il espère voir son adversaire, qui tente d'occuper le terrain et les médias, s'essouffler au combat. En attendant... ce sont les « lieutenants » du ministre qui vont à la bataille. « Je souhaite un débat public et contradictoire avec mon adversaire, sans a priori sur les thèmes. A ce jour, il n'a pas daigné me répondre », constate M. Forien.

Le candidat du R.P.R. essaie de porter le débat sur « la dérive de l'intolérance » que sous-entend, selon lui, l'attitude du maire sortant. Il aimerait voir aborder des questions précises, « comme par exemple le dossier sécurité ». Il se plaint : « Sur ce point, j'ai apporté des propositions, et une bonne partie d'entre elles sont reprises par nos adversaires. Comme remerciements, il [M. Hernu] m'a qualifié d'extrémiste de droite à tendance fasciste ».

Les autres thèmes de M. Forien sont l'« échec économique » de la municipalité sortante, l'animation qui est, selon lui, « autre chose que la création d'une multitude d'associations » ; les finances locales où il faut « montrer l'exemple » en refusant par exemple le procédé des « avalanches de vœux » ou des « pages de publicité », car « on ne peut pas gouverner des collectivités locales en jouant sur les fonds publics ».

M. Hernu ne semble pas autrement affecté par ces attaques. « Ma liste sera rajeunie, renouvelée et très féminine. Mes réalisations ? Vous n'avez qu'à regarder... » Ce sera sa seule confidence. Il préfère renvoyer ses interlocuteurs vers ses adjoints, dont M. Jean-Paul Bret, adjoint aux affaires culturelles et surtout secrétaire du comité de ville du parti socialiste.

M. Bret contre-attaque sur les moyens financiers « considérables » de la droite, qui aurait investi de 300 000 F à 400 000 F uniquement pour la pré-campagne. Quant au thème de l'insécurité, il amuse plutôt M. Bret : « Je crois savoir que le maire a plutôt une image répressive dans les milieux gauchistes ou écologistes (2) ». Et puis « Villeurbanne n'est ni Vénissieux, ni Vaulx-en-Velin. Nous avons démolé le ghetto d'Olivier de Serres ». Enfin, les critiques sur la gestion financière de la ville attirent cette réplique : « En 1976, la ville empruntait... pour rembourser les emprunts. Aujourd'hui, la part de la dette dans notre budget est passée de 16 % à 10 % ».

M. Michel Forien, qui aura comme numéro deux un ancien candidat malheureux de la droite, M. Michel Richelmy (C.N.I.P.), essaie de corriger le profil « usé » de son colistier, qui a été conseiller municipal de M. Etienne Gagnaire, ancien membre de la S.F.I.O., député réformateur en 1973 et dont personne ne revendique l'héritage. « Il fallait, dit M. Forien, qu'à Villeurbanne nous puissions constituer l'union de l'opposition. C'est fait avec M. Richelmy. Cela aurait pu l'être avec Tardieu ». Même rectifiée par une autre déclaration : « M. Richelmy s'était opposé à l'autocritique et au notable Gagnaire », cette petite phrase malheureuse est le type même de concession à ne pas faire à M. Hernu, qui, en bon laïcien, sait qu'une victoire se construit aussi à partir des erreurs de l'adversaire.

CLAUDE REGENT.

(1) En mars 1977, la liste P.S.-M.R.G. « Villeurbanne 2000 » de M. Hernu (29,4 %) précédait au premier tour la liste du P.C.F. (26,5 %) avant de l'emporter nettement (59,9 %) sur M. Etienne Gagnaire, maire (réformateur) sortant.

(2) Il y aura d'ailleurs une liste « verte » dirigée par M. Jean Brizet.

Les dirigeants de l'association de rapatriés, le Recours, regus par M. Courrière, secrétaire d'Etat, indiquent qu'un projet de loi sur les retraites des rapatriés devrait être adopté par un prochain conseil des ministres. Ils ont fait savoir au ministre « qu'ils ne pourraient rester indifférents les bras croisés devant les exactions vis-à-vis des rapatriés installés en Corse. Le 29 janvier, le Recours organise à Montpellier ses assises nationales ».

Communiqué

**AUJOURD'HUI EN LIBRAIRIE**

**CATON De la reconquête**

« Pour vaincre la gauche, il faudra se débarrasser de la droite. »

270 p. 59 F

FAYARD

### M. JACQUES CHIRAC ATTAQUE M. QUILÈS EN DÉNONCIATION CALOMNIEUSE

M. Chirac a décidé de déposer plainte pour « dénonciation calomnieuse » contre M. Paul Quilès, chef de file des candidats de l'union de la gauche, à Paris. Ce dernier avait en effet déposé une plainte contre M. Chirac pour, en infraction avec le code électoral, avoir fait distribuer, des dépliant de la municipalité relatifs au statut de Paris (le Monde du 23-24 janvier).

M. Chirac estime que M. Quilès sollicite abusivement l'article L.50 du code électoral, qui « interdit à tout agent de l'autorité publique ou municipale de distribuer des bulletins de vote, professions de foi et circulaires des candidats ». Le maire rappelle en effet que la campagne ne sera officiellement ouverte que le 18 février.

Il ajoute dans un communiqué : « Contrairement aux affirmations téméraires de M. Quilès, le dépliant distribué n'a pas été financé par la mairie de Paris, mais par l'association Union pour Paris. Je suis décidé à poursuivre en diffamation quiconque soutiendrait le contraire. » Cet incident dérisoire prouve une fois de plus la nervosité et le manque de réflexion de M. Quilès.

#### AU CONSEIL DES MINISTRES

Le conseil des ministres du 26 janvier, au sujet des affaires européennes, s'est étonné des conditions de livraison de blé américain à l'Égypte (lire page 28) et a pris acte avec satisfaction de l'accord sur la politique commune de la pêche.

Le conseil a, d'autre part, arrêté les grandes orientations du plan pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes (lire page 34), examiné le programme de mesures contre la pauvreté et adopté un projet de loi sur la sécurité des consommateurs (ces deux derniers sujets ont été traités dans le Monde du 27 janvier).

### MOQUETTES - REVÊTEMENTS MURAUX

**Soyez avares sur les prix,**

Et soyez satisfaits... sur toute la longueur !

**Artirec, le meilleur rapport qualité/prix :**  
Groupés, les distributeurs ARTIREC achètent mieux et moins cher la marchandise. Les clients en profitent.

**Artirec, des stocks gigantesques :**  
Groupés, les distributeurs ARTIREC peuvent exposer en permanence 500.000 m<sup>2</sup> de stock ! Ce que vous cherchez s'y trouve.

**Artirec, le choix grandeur nature :**  
Groupés, les distributeurs ARTIREC disposent de vastes surfaces de vente, sans décorum inutile, mais où les revêtements sont déroulés devant vous par des vendeurs conseillers. Choisissez en grandeur nature.

Pose et livraison assurées.

ARTIREC 4, bd de la Bastille

75007 Paris - Tél. : 340.7272

ARTIREC 8 10, imp. St-Sébastien

Intrigue 32 rue St-Sébastien

75011 Paris - Tél. : 355.66.50

ARTIREC 11, villa du Soleil

(attention, vérifiez que vous êtes bien

au 120, bd Gél Gravel)

94100 Saint-Maur - Tél. : 883.19.97

**ARTIREC**

Payez moins cher la qualité

RÉCUPARIS - 5/8, rue R. Solange  
11e d'Alsace 94710 Le Kremlin Bicêtre  
Tél. : 658.81.12

#### EXEMPLES PRIX TTC :

Moquettes synthétiques grandes marques	20 F à 49 F/M <sup>2</sup>
Moquette laine mélangée et pure laine "label Woolmark"	58 F à 119 F/M <sup>2</sup>
Revêt. plastique, dalles, coco, etc.	
Toile de jute, toile de lin	
toile de coton en 2,60 m	19 F à 49 F/M <sup>2</sup>
Tissu mural larg 2,70 m avec molleton contrecollé	69 F/M <sup>2</sup> (25 F/M <sup>2</sup> )
Textiles muraux	6 F à 16 F/M <sup>2</sup>
Daim, paille japonaise	14 F à 18 F/M <sup>2</sup>
Doupiou, piqué, soie, etc.	
- 5 % sur présentation de cette annonce	
Conditions spéciales aux professionnels	

**très larges sur la qualité !**

BINEAU MOQUETS

3 Ed Bineau (100 m Pte Champenot)

92300 Levallois - Tél. : 757.19.19

BINEAU MURAUX

12 bd Bineau (100 m Pte Champenot)

92300 Levallois - Tél. : 757.16.00

MOQUETTE DE LA REINE

109 bis, route de la Reine

97100 Boulogne - Tél. : 603.02.30

\* moquettes uniquement.



# Le Monde

# société

## ÉDUCATION

### APRÈS LA PUBLICATION DU RAPPORT LEGRAND

#### Trois grandes organisations syndicales précisent leurs positions sur la réforme des collèges

De nombreux enseignants, dans les collèges, critiquent les propositions formulées par M. Louis Legrand dans son rapport « Pour un collège démocratique » (le Monde du 7 janvier). Simultanément, les deux fédérations de syndicats d'enseignants les plus importantes, la Fédération de l'éducation nationale (FEN) et le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.) se sont livrées à une analyse détaillée du rapport en soulignant ses aspects positifs. Pour sa part, la C.G.T. a porté, sur ce rapport, un jugement d'ensemble plutôt favorable, mais assorti de réserves.

#### FEN : le plus effrayant, c'était l'immobilisation

« Avec le rapport Legrand, nous sommes entrés dans le vif du sujet. La FEN est satisfaite d'y retrouver ses préoccupations et ses objectifs », a déclaré M. Jacques Pommataux, secrétaire général de la FEN, en présentant les positions de la Fédération sur le projet de réforme des collèges, insiste sur son soulagement : « Nous avons beaucoup attendu, et voilà que de grands dossiers voient le jour. »

Plusieurs aspects de la transformation des collèges telle que la conçoit le rapport Legrand suscitent particulièrement l'approbation de la FEN : le travail par équipes, la coordination interdisciplinaire, la pédagogie différenciée, les relations à échanger entre élèves et enseignants, l'idée de faire du collège un lieu de vie. Le secrétaire général ne cache pas, pour autant, les inquiétudes de certains des syndicats, le SGEN en particulier. « Il y aura des revendications à formuler concernant les conditions de travail, les moyens à mettre en œuvre. Il est naturel que le changement suscite l'inquiétude, mais il est positif que soient prises en compte les heures de travail des enseignants qui ne sont pas des heures de cours. »

Pour M. Pommataux, « la FEN doit être capable de construire concrètement les étapes du changement, de penser la transition ». Et il est optimiste, car le Conseil national réuni le 20 janvier a permis de dégager « une convergence d'analyses nouvelles » entre les quarante-huit syndicats de la FEN.

Certes, « il y aura des conflits », a dit M. Pommataux, mais cela ne nous effraie pas. Ce qui était effrayant, c'était l'immobilisme. Pour établir le maximum de points de convergence, un bureau fédéral de la FEN est prévu en février.

#### SGEN - C.F.D.T. : les moyens de lutte contre l'échec scolaire

Transformer les collèges « avec les enseignants, les éducateurs et tous ceux qui y travaillent », M. Patrice Beghin, secrétaire général du SGEN-C.F.D.T., définit ainsi les objectifs de la réforme du premier cycle. Les interrogations légitimes que peuvent susciter les propositions du rapport Legrand, ajoute-t-il, ne doivent pas servir de prétexte au refus de changement et à l'immobilisme.

Les responsables du SGEN-C.F.D.T. insistent sur l'importance de la méthode que le ministère de l'éducation nationale devra choisir pour mettre en œuvre cette transformation progressive des collèges. « Ni parcellisation, ni contrainte, la réforme sera cohérente et incitative ou ne sera pas. » Les collèges sont un lieu d'enseignement, d'éducation et d'animation. Ces différents aspects ne seront remplis qu'avec un « réajustement » des horaires et des activités et un réel travail d'équipe, pour que la concertation devienne le « mode de travail normal des enseignants ». Le SGEN considère que le tutorat « relève d'une démarche contractuelle entre l'équipe éducative et les jeunes ». A la formule proposée par M. Legrand (16 heures hebdomadaires d'enseignement, plus 3 heures de concertation, plus 3 heures de tutorat), le SGEN préfère que tutorat et concertation ne soient pas morcelés et se combinent en un total de cinq heures.

Le syndicat C.F.D.T. estime que cette transformation des collèges ne pourra être effective sans une politique active de formation continue des personnels. Il souligne que si les mesures prises sont bien coordonnées, elles permettront de lutter contre toutes les formes de l'échec scolaire : les redoublements, les évictions, les orientations par l'échec, mais aussi l'ennui et le rejet des élèves ; les interrogations et les rancœurs des parents ; l'insatisfaction des enseignants.

#### C.G.T. : un jugement d'ensemble positif

« Le rapport Legrand sur les collèges constitue une base sérieuse pour une large discussion sur les mesures à prendre immédiatement. »

M<sup>me</sup> Lydia Brovelli, secrétaire de la C.G.T., présentait récemment aux journalistes les analyses et les propositions de sa confédération pour « changer l'école » et exposer les positions de celle-ci sur le rapport Legrand.

La C.G.T. veut surtout faire entendre la voix des travailleurs dans le débat ouvert sur la réforme des collèges. Dire « le désarroi et la méfiance » des parents, le sentiment d'échec des enfants des « classes populaires », qui refusent une école « trop souvent étrangère aux modes de vie, aux traditions, au langage, tenues, civiques, syndicales, professionnelles ». Et encore : il faut mettre l'accent davantage sur l'aide financière aux familles.

« Les parents d'élèves de l'U.N.A.A.P.E. hostiles aux projets sur les collèges... » Nous refusons le tortillard à voie unique », a déclaré M. Roland de Narbonne, président de l'Union nationale des associations de parents autonomes (U.N.A.A.P.E.), en dénonçant les mesures préconisées par le rapport Legrand sur les collèges, les premières réflexions de la mission Prost sur les lycées et en évoquant les menaces encourues, selon lui, par l'école privée. « Pendant que l'enseignement public continue de s'effriter, les responsables se perdent dans le rêve de bouleversements utopiques souvent coûteux et toujours dangereux », a ajouté M. de Narbonne en présentant les conclusions du dixième congrès de son organisation, réuni les 22 et 23 janvier à Paris. L'U.N.A.A.P.E., qui a obtenu 1,9 % des voix aux élections pour les conseils d'établissements en 1981-1982, a rappelé, au cours de son congrès, ses grandes options : défense de la famille, rôle prééminent des parents dans les choix éducatifs, protection d'une « élite vaste et non élitiste ».

## Le colloque « Recherches et familles »

### LES SCIENCES DE L'HOMME PEUVENT CONTRIBUER A FAIRE CROÎTRE LA LIBERTÉ

déclare M. François Mitterrand

M. François Mitterrand a ouvert, le mercredi 26 janvier, à l'UNESCO, le colloque « Recherches et familles » organisé jusqu'au 28 sur l'initiative du ministère de la recherche et de l'industrie et du secrétariat d'Etat chargé de la famille. Affirmant que la famille est « une valeur traditionnelle à préserver, mais dont il convient aussi de faciliter l'évolution », le président de la République a développé quatre thèmes de « grand changement », qu'il a soumis à la réflexion des participants et sur lesquels il attend des réponses.

Il s'agit d'abord de la démographie, puisque « les naissances restent insuffisantes pour assurer le renouvellement de la population ». Les aides financières, a précisé M. Mitterrand, sont indispensables mais je ne crois pas à la valeur d'une politique familiale qui s'y limiterait. Ne faut-il pas, à-t-il par exemple demandé, concilier le travail des deux parents avec leur rôle éducatif ?

Deuxième axe de changement, « l'attitude des femmes à l'égard de l'activité professionnelle, dans il faut tirer toutes les conséquences pour l'école, les institutions éducatives » et « plus largement, l'évolution de la répartition des rôles entre femme et homme... ».

Troisième évolution sur laquelle s'interroge M. Mitterrand, « la diversité des familles ». Même si « le couple marié avec ses enfants demeure la situation dominante », il y a, en effet, a-t-il relevé « près de huit cent mille femmes qui élèvent seules leur enfant. Un quart des mariages qui se font aujourd'hui connaîtront une séparation. Comment une société peut-elle faire tous leur place aux parents seuls chargés de famille ? Comment s'harmoniser chez les tout-petits ce qu'ils reçoivent de leurs parents, de la crèche, de la nourrice, et plus tard de la maternelle ? ».

Enfin, les modes de vie ont évolué avec la technologie, « qui doit, selon M. Mitterrand, être utilisée dans le sens d'une plus large liberté, d'une plus grande responsabilité ». Or, « comment l'école, en associant les parents, peut-elle faire face à cette évolution ? » D'autre part, « que faudrait-il pour rendre enfin la ville aux enfants et aux jeunes ? »

Après avoir lancé ces thèmes de réflexion, le président de la République a insisté sur sa volonté de « restaurer l'alliance de la science et de la démocratie. Comme toute science, les sciences de l'homme peuvent contribuer à faire croître la liberté », a-t-il conclu.

● **ERRATUM.** — Une phrase du rapport présenté par M<sup>me</sup> Paulette Hofman au Conseil économique et social (le Monde du 26 janvier) pouvait être attribuée à M. Jack Ralite, ministre de la santé. Il s'agit de la phrase : « La réflexion doit se poursuivre davantage sur les modalités de réalisation et de fonctionnement que sur le principe lui-même qui ne soulève aucune objection majeure. » Phrase qui est donc de M<sup>me</sup> Hofman, de même que la notion selon laquelle les réformes hospitalières ne se feraient pas « contre » les médecins.

## AÉRONAUTIQUE

### La mévente de l'Airbus

(Suite de la première page.)

« La production actuelle n'est pas vendue en totalité, et le nombre d'avions en stock augmentera en 1983 », observe le général Mitterrand, qui évalue à sept, actuellement, le nombre des Airbus non vendus à la fin de 1982. « Il reste, aujourd'hui, vingt et un avions à vendre sur la production à la fin de 1983 » et « il n'est pas du tout impossible que des contrats considérables soient remis en cause dans les semaines ou les mois qui viennent, si la situation des compagnies aériennes continue à se dégrader ».

Sans compter les avions vendus en option jugés « crédibles » sans plus les avions vendus mais dont le financement n'est pas réglé, on enregistre vingt et un Airbus non vendus en 1983, quarante et un en 1984 et soixante-dix-huit en 1985, soit plus de 19 % d'une production qui totalisera quatre cent sept Airbus cette année-là.

Si de nouvelles ventes n'étaient pas réalisées, conclut le général Mitterrand, il serait alors nécessaire de revoir en baisse le programme de production. Alors qu'on prévoyait, à la fin de 1981, une augmentation rapide de la cadence jusqu'à huit avions par mois en 1984 et 8,6 % en 1985, le dernier plan de production approuvé à la fin de 1982 se traduit par un plafonnement de la cadence mensuelle à six avions 1984.

En attendant, observe le président-directeur général de la SNIAS, « il est indispensable que le consortium européen Airbus-Industrie puisse offrir, aux compagnies qui souhaitent en acheter des avions, des conditions au moins équivalentes à celles qu'offre la concurrence. Cela suppose une participation extrêmement active des organismes financiers de tous les pays partenaires. Or, si cette volonté existe en France, on constate qu'il n'en est pas de même en Grande-Bretagne et surtout en République fédérale d'Allemagne. Dans ce dernier pays, non seulement cette volonté ne semble pas exister, mais surtout le système joue en sens contraire ».

#### Des doutes

Le général Mitterrand cite, à l'appui de sa thèse, « la liste des affaires compromises actuellement par la position restrictive des Allemands », qui porte sur plus de quatre avions, si l'on fait le total des affaires présentant des difficultés de financement.

« Au-delà des problèmes pratiques qu'elle nous pose dès aujourd'hui », note le président-directeur général de la SNIAS, « cette situation suscite le doute dans les pays partenaires et constitue certainement un frein au lancement du nouveau programme A-320 ».

Équipé de deux réacteurs C.F.M. 56-4 de ceux par le consortium franco-américain SNECMA-General Electric, cet avion court-moyen-courrier Airbus A-320, de cent cinquante places, est destiné à remplacer les Boeing-727, Boeing-737, Douglas DC-9, Caravelle et Bae-111. Le coût de ce programme est évalué, aux conditions économiques de 1982, à environ 1 850 millions de dollars (soit de l'ordre de 10 800 millions de francs). « Le lancement du programme, rappelle le

général Mitterrand, pourrait être décidé dans le second semestre de cette année pour un premier vol au printemps 1987 et une mise en service au printemps 1988. »

#### Phase critique

Dans sa lettre aux autorités gouvernementales, le frère du chef de l'Etat ne se contente pas d'insister sur le sort de l'Airbus A-320, qui reste en suspens à ce jour. Il profite de l'opportunité pour rappeler l'existence d'un autre projet d'avion, baptisé A-310-300 par les spécialistes.

Il s'agit d'une nouvelle version de l'Airbus A-310, ce bi-réacteur capable de transporter deux cent quinze passagers sur des étapes de 3 500 kilomètres, qui a fait son premier vol en avril 1982 pour une livraison aux compagnies clientes à partir d'avril prochain.

Or, note le général Mitterrand, l'avion américain concurrent, le Boeing-767, « a l'avantage d'avoir un rayon d'action supérieur » et « les compagnies aériennes sont de plus en plus intéressées par des rayons d'action élevés ».

« Pour conserver une part du marché suffisante, ajoute-t-il, il est nécessaire de développer une version à rayon d'action augmenté, l'A-310-300 », dont le prototype devrait voler en juillet 1983. Le rayon d'action devrait être augmenté de 1 500 kilomètres environ. Ce qui nécessite, des investissements de l'Airbus, une dépense supplémentaire de 180 millions de dollars (1 100 millions de francs), dont près du tiers à la charge de la France.

« Tant pour résoudre les difficultés immédiates que pour préserver le long terme, tout doit être fait pour permettre l'écoulement commercial des appareils dans la phase critique actuelle (1-3). Il me paraît nécessaire que les autorités politiques et administratives des trois pays partenaires, conclut le général Mitterrand, renforcent leur coopération, notamment pour le financement des ventes qui ne reçoit pas en Grande-Bretagne, et surtout en République fédérale d'Allemagne, toute la priorité nécessaire. »

Dans les milieux aéronautiques, on laisse entendre que la proposition du président-directeur général de la SNIAS de constituer un groupe de représentants « de haut niveau » des trois gouvernements impliqués et disposant « d'un pouvoir de décision très étendu », pour examiner le sort de l'Airbus, a reçu une approbation de principe des autorités françaises.

## Responsabilité

Des avions à 50 millions de dollars l'exemple en stock, dont l'immobilisation risque de coûter cher — en frais financiers — au point de replonger la SNIAS dans un nouvel endettement. Des cadences mensuelles de production sans doute trop accélérées, il y a quelques années déjà, et maintenant en dépit des signes évidents d'essoufflement du marché international de l'avion civil. Des modèles d'Airbus, comme le B-A, construits en trop grande série, et d'autre part, un nouveau modèle, l'A-300-600, qui perce difficilement.

S'il y a eu appréciation probante, tout optimisme, des besoins de la clientèle, la responsabilité n'est comblée que par un seul groupe d'intérêt économique : Airbus-Industrie. Mais elle relève aussi des industriels français, ouest-allemands et britanniques qui ne sont pas de simples sous-traitants du consortium européen et qui, surtout, ont mis en œuvre, en contrôlant, régulièrement, l'activité puisque l'y débloquent, chacun, un directeur général dans une commission exécutive.

Aujourd'hui, il est demandé à l'autorité politique d'engager toute sa responsabilité dans le renouvellement d'une crise qui est, tout à la fois, technique, commerciale et financière et dont on espère qu'elle sera momentanée. Il y a, explique-t-on, de la crédibilité et du prestige des autres productions à venir, dérivées de l'Airbus. Et il est bien vrai que le lancement éventuel du programme A-320, auquel M. Fiterman a rappelé son attachement, dépend du caractère honorable ou non des ventes des autres modèles d'Airbus à l'étranger.

L'image de marque de cette gamme d'avions doit-elle en souffrir, pourquoi ne pas envisager de louer les appareils non vendus, même si cette solution n'est pas la panacée ? D'autres constructeurs américains ont, déjà, proposé cette formule qui est, en fait, celle du « déstockage ». Plutôt que de dégrader des coupables, en la circonstance de l'autre côté du Rhin, il demeure que les industriels sont aujourd'hui devant des choix douloureux si la récession mondiale persiste : celui d'avoir à ajuster la cadence de la production en 1984 et au-delà, avec les risques inhérents d'une réduction des effectifs et de la durée du travail, ou d'avoir à brader les avions en consentant de graves sacrifices sur leurs prix à l'exemple de ce que, déjà, fait Boeing.

JACQUES ISNARD.

### M. Fiterman : Il faut construire l'A-320 dans des délais rapprochés

« Nous considérons le projet Airbus A-320 comme solide et nous sommes prêts à faire ce qu'il faut pour que cet avion soit construit dans des délais rapprochés », a affirmé M. Charles Fiterman, ministre des transports, mercredi 24 janvier, devant le Comité des relations publiques de l'aéronautique et de l'espace. Interrogé sur les hésitations et les doutes qui suscitent parfois le projet, le ministre a répondu que « c'est un domaine où se livre une guerre psychologique très dure » et où on assiste à « une propagation de nouvelles tendances par des irresponsables ».

Le choix d'un moteur, le mois dernier, a, selon le ministre, levé le dernier obstacle qui s'opposait à la construction de l'avion. Le financement de l'entreprise ne pose, a-t-il dit, « pas de problème difficile ». « Avec la France, qui s'est déjà prononcée, d'autres parties ont pris une position favorable, au financement. La partie britannique a même indiqué qu'elle était prête à aller au-delà de son niveau de participation aux programmes actuels. »

M. Fiterman a évoqué aussi la possibilité d'associer à la réalisation de l'A-320 de nouveaux partenaires : canadiens (de Havilland), néerlandais (Fokker) ou italiens (Aeritalia). Et, s'il le fallait, la France serait prête à lever son taux de participation au programme, ainsi que le gouvernement s'y est engagé depuis près de deux ans. « C'est une hypothèse que je pense, il ne sera pas nécessaire d'utiliser », a ajouté M. Fiterman, convaincu qu'« il y a des clients pour l'A-320 » et qu'« il n'est pas d'y avoir trop-plein ». Il estime

Comment la science s'est trompée

Livre : « Théorie étonnante de la mémoire et de l'oubli », 48 F., expéd. complée, M. Guéhenne, 131, boulevard de Paris, 83200 TULON.

# SCIENCE & VIE

## LE MÉCANISME DE LA MÉMOIRE

La mémoire de l'homme expliquée par celle des animaux ! Une équipe de chercheurs vient de faire d'étonnantes découvertes sur le système nerveux de l'escargot de mer qui vont permettre de mieux comprendre le mécanisme de la mémoire humaine. Dans le même numéro : le « papy-boom » de la fin du siècle, les béta-bloquants sur la sellette, les accidents de l'espace, etc.

En vente 11 F chez tous les marchands de journaux.



## Le Monde

Service des Abonnements  
75007 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4207-23

### ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

### FRANCE

324 F 519 F 715 F 910 F

### TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE 584 F 1 039 F 1 495 F 1 950 F

### ÉTRANGER

(par messagerie)

### 1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS 364 F 600 F 835 F 1 070 F

### 2 - SUISSE-TUNISIE

436 F 744 F 1 052 F 1 360 F

### Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : déclarations ou provenances (deux semaines ou plus) : au moins deux lettres à l'avance. Les demandes sans adresse ou sans nom avant leur départ.

Réserve la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'abonnement de réimpression, les souscriptions en capital de l'imprimerie.



JUSTICE

APRÈS L'ALLEMAGNE FÉDÉRALE, LA FRANCE

Klaus Barbie est l'objet de deux demandes d'extradition

Klaus Barbie, arrêté, mardi 25 janvier, à La Paz pour fraude financière, a payé l'amende de 10 000 dollars qui lui était infligée, mais de nouvelles accusations ont été portées contre lui par les autorités boliviennes. L'ancien criminel de guerre nazi aurait directement participé à la formation de groupes paramilitaires de droite liés au trafic de drogue en Bolivie. Klaus Barbie serait détenteur dans les

locaux administratifs de la prison de La Paz et non pas dans une cellule. Son avocat a estimé que l'arrestation de l'ancien patron de la Gestapo de Lyon était « illégale » et il a demandé des soins médicaux pour son client, qui souffrirait d'une grave maladie nerveuse. Après l'Allemagne fédérale, la France s'apprête à demander son extradition.

La France n'a pas perdu espoir d'obtenir l'extradition de Klaus Barbie, l'ancien chef de la Gestapo de Lyon, réfugié en Bolivie sous le nom de Klaus Altmann. Arrêté à La Paz, mardi 25 janvier, le « boucher de Lyon », soupçonné d'avoir torturé à mort Jean Moulin, ne fait actuellement l'objet que d'une seule demande d'extradition, celle de l'Allemagne fédérale.

La décision de la France de réclamer à son tour son extradition est prise, mais cette demande n'a pas encore été notifiée à la Bolivie. Il faudra un délai de trois semaines environ, estime le ministère de la justice.

La situation de Klaus Altmann-Barbie, au regard du droit français, est la suivante : condamné deux fois à mort par contumace, le 29 avril 1952 et le 25 février 1954, des condamnations aujourd'hui prescrites, il a fait l'objet, dès 1972, de l'initiative de Georges Pompidou, d'une demande d'extradition à laquelle les autorités boliviennes n'ont jamais donné suite.

En raison de cette prescription, le parquet de Lyon a fait rouvrir, le 12 février, une information, et le 3 novembre dernier M. Christian Riss, juge d'instruction, a délivré un mandat d'arrêt pour crimes contre l'humanité comportant les chefs d'inculpation suivants : assassinats, arrestations arbitraires, détentions et séquestrations arbitraires avec tortures corporelles, etc.

Dès l'arrestation de Klaus Altmann-Barbie, la France a décidé de redemander aux nouvelles autorités boliviennes l'extradition du criminel nazi. Mais il faut que cette demande, sur la base du mandat d'arrêt de M. Riss, soit mise en forme par le parquet de Lyon, puis transmise à la chancellerie, laquelle saisira ensuite le Quai d'Orsay pour notification officielle à La Paz.

Le fait que Klaus Barbie a aujourd'hui la nationalité bolivienne n'est pas un obstacle à son extradition. S'il est de règle qu'un pays n'extradite pas ses nationaux, il est courant, en revanche, qu'il le fasse

pour des faits commis avant l'acquisition de cette nationalité.

L'absence de convention d'extradition entre la France et la Bolivie, invoquée pendant des années par La Paz, n'est pas non plus un obstacle. Comme tous les pays, la Bolivie a une loi d'extradition sur la base de laquelle elle peut extraire Klaus Barbie, même en l'absence d'un accord sur ce point avec la France. Cette situation est courante en droit international.

L'Allemagne fédérale, dont la demande d'extradition est la seule actuellement notifiée à la Bolivie, a en apparence la priorité sur la France, puisque le Cour suprême de La Paz doit en principe examiner la demande allemande d'ici deux semaines. Cependant, la décision bolivienne d'extraire Klaus Barbie vers la R.F.A. pourrait prévoir l'extradition ultérieure de celui-ci vers la France, et rien ne s'opposerait dans cette hypothèse à ce que l'ancien chef de la Gestapo soit remis aux autorités françaises. — B.L.G.

Faits et jugements

Une victoire des abolitionnistes européens

Strasbourg. — La campagne pour l'abolition de la peine de mort menée par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe depuis 1973 vient d'aboutir. Cette abolition sera inscrite dans la convention européenne des droits de l'homme et fera l'objet du sixième protocole additionnel à ce texte international, qui sera ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe à partir du 28 avril prochain. C'est ce qu'a annoncé mardi M. Léo Tindemans, président en exercice du comité des ministres, en présentant devant les députés le bilan d'activité de l'organe ministériel.

Pour devenir partie au protocole qui affirme le principe de l'abolition de la peine de mort, les pays membres devront supprimer cette peine de leur législation. Le texte limite cependant l'obligation d'abolition au temps de paix, et les pays ayant conservé le châtiment suprême en cas d'état de guerre peuvent y adhérer. Seuls dix pays sur vingt et un Etats membres, dont la France, ont raté en droit cette peine de leur code pour le temps de paix comme pour le temps de guerre. (Corresp.)

● Un an d'emprisonnement avec sursis pour l'anesthésiste négligent. — Sa responsabilité ayant été retenue dans le décès de trois patients, M<sup>me</sup> Pitavy, le 7 février 1976, Solange Martinez, le 7 juin 1979, et Claire Blanc, le 30 décembre suivant, le docteur Joseph Falk, soixante-cinq ans, anesthésiste, a été condamné, le 26 janvier, à un an d'emprisonnement avec sursis par la treizième chambre correctionnelle de Paris (le Monde du 10 décembre). Les parents des victimes, parties civiles, obtiennent un total des dommages et intérêts de 655 000 F.

● Deux attentats à Nice. — Deux attentats à l'explosif, le premier contre l'office des H.L.M. et le second contre une succursale de la Société générale, ont été commis mercredi matin 26 janvier à Nice. Les deux explosifs, déclenchés à 3 h 30 et 4 heures, ont fait d'importants dégâts matériels. Ces attentats n'ont pas été revendiqués.

SPORTS

AUTOMOBILISME

LE RALLYE DE MONTE-CARLO

Walter Rohrl au-dessus du lot

De notre envoyé spécial

Monaco. — Le cinquante et unième Rallye de Monte-Carlo touche à sa fin. Avant les dix dernières épreuves spéciales du parcours Monaco-Monaco, qui sera disputé dans la nuit du jeudi 27 au 28 janvier, deux Lancia occupent les deux premières places. Celles de l'Allemand de l'Ouest Walter Rohrl et du Finlandais Markku Alen, qui compte l'Ouest 3 min. 25 sec. de retard sur son camarade d'écurie. Suivent deux Audi Quattro, celles du Suédois Stig Blomqvist et du Finlandais Hannu Mikkola, qui ont respectivement 8 min. 22 sec. et 11 min. 2 sec. de retard sur le champion du monde.

Les Renault-5 turbo encore en lice ont été des ennemis de tenue de route. Bruno Saby est sixième à 14 min. 51 sec. du premier ; Jean Ragnotti, pilote officiel, est à 17 min. 43 sec. et Dany Snobcock occupe la vingtième place à 57 minutes du premier.

Les ennuis des Renault-5 turbo

Les ambitions de Renault dans le championnat du monde se limitent, cette année, à une participation aux rallyes de Monte-Carlo, de l'Acropole, de la Côte d'Ivoire et au Tour de Corse, que la firme de Boulogne-Billancourt estime avoir « les meilleures chances de gagner ». Du moins l'estimait-elle jusqu'ici, car le Rallye de Monte-Carlo n'est pas encore terminé que déjà ses responsables s'inquiètent du comportement de la nouvelle Renault-5 turbo.

Vainqueur en 1981 dans la principauté de Monaco, Jean Ragnotti d'avait pour objectif cette année de rivaliser avec les Audi Quattro, les Lancia ou les Opel. Il s'agissait surtout pour lui de faire un bon résultat et d'améliorer la fiabilité du nouveau véhicule. Or les vicissitudes qui ont affecté la voiture ont contrarié les responsables de la Régie.

Née de l'expérience acquise en compétition, la Renault-5 turbo version 1983 se distingue de l'ancien modèle par une structure plus rigide de la coque, un train avant élargi et des roues plus larges. Baptisée à dessein « Tour de Corse », elle dispose toujours du moteur de 265 CV. Elle pèse 930 kilos, contre 870 kilos à la précédente. Elle a gagné, en revanche, en souplesse. Patrick Landon, responsable du département rallye, s'inquiétait pourtant avant le début de l'épreuve des défauts de jeunesse de la voiture.

Jean Ragnotti expliquait, mercredi 26 janvier, à l'arrivée à Monaco, qu'il avait des problèmes de tenue de route. « La voiture, disait-il, tressaute. Et la puissance du moteur ne peut pas être utilisée en raison de l'inadaptation de la nouvelle suspension aux pneumatiques ».

L'inquiétant, c'est que les trois autres R-5 ont aussi leur part d'ennuis : mauvaise tenue de route également pour Bruno Saby et Dany

Snobcock ; défaillance de la boîte de vitesses pour Jean-Luc Thérier, qui a dû abandonner. Il reste trois mois à Renault d'ici le Tour de Corse pour trouver les causes de ces défaillances.

GILLES MARTINEAU.

D'un sport à l'autre

RUGBY. — L'équipe de France qui rencontrera celle d'Ecosse, le 5 février au Parc des Princes, pour son deuxième match dans le Tournoi des cinq nations, aura la composition suivante : Blanco ; Sella, Belasacain, Codorniu, Estève ; Delage, Berbizier ; Rodriguez, Joinel, Rives ; Orso, Condom ; Poparemborde, Dintans, Dospital. Par rapport au premier match contre l'Angleterre, Didier Comberabero et Martinez ont perdu leur place au profit de Delage, dont ce sera la première sélection, et de Berbizier.

BASKET-BALL. — L'Association sportive de Villeurbanne s'est qualifiée pour les demi-finales de la Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe en battant Ljubljana par 119 à 95, le 25 janvier à Villeurbanne. En poule de quart de finale de la Coupe Korać, Monaco a pris une option sur la qualification en s'imposant à Belgrade 102 à 91, le 26 janvier. Malgré leurs victoires respectives contre Sibenik (Yougoslavie) 79 à 74 et contre Saragosse 86 à 73, Orthez et Tours ont perdu leurs dernières chances. Limoges, vainqueur d'Ostrovno 90 à 82, devra attendre son dernier match à Rome pour être fixé sur son sort.

TENNIS. — Yannick Noah a signé le 26 janvier à Lyon un contrat de 8 millions de francs pour trois ans avec la fabrique française de boyaux Babolat-Mallot-Witt (V.S.), qui occupe la première place mondiale du boyau naturel avec 35 % de la production. Au tournoi de Gajma (Brésil), comptant pour le Grand Prix, le junior français Loïc Courteau a créé la surprise du premier tour en éliminant le Paraguayen Victor Pecci, 6-1, 6-3, avant d'être battu au deuxième par le Suédois Mats Wilander, 6-1, 6-1.

aujourd'hui  
JEUDI 27 JANVIER  
VENDREDI 28 JANVIER  
SAMEDI 29 JANVIER  
LUNDI 31 JANVIER  
et jours suivants

SOLDES  
DES  
FOURRURES  
GEORGE V

MANTEAUX.	Vison dark	16-250F	11750 F
"	Vison dark allongé	22-350F	17250 F
"	Vison pastel	25-650F	19850 F
"	Vison pearl	25-650F	19850 F
"	Vison lunaire	31-250F	23450 F
"	Vison Black Diamond	42-950F	37250 F
"	Vison Koh-i-Noor	22-750F	18350 F
"	Patte de Vison dark	9-650F	7350 F
"	Renard argenté	62-350F	47850 F
"	Lynx canadien	75-000F	56000 F
"	Vison Blackglama	31-250F	23450 F
"	Marmotte canadienne	21-250F	15750 F
"	Renard bleu	12-550F	10750 F
"	Loup	15-650F	12150 F
"	Astrakan Swakara noir	9-850F	7450 F
"	Castor naturel	23-750F	17450 F
"	Castor rasé	13-250F	8750 F
"	Ragondin allongé	8-650F	6850 F
"	Queue de Vison dark	9-850F	7450 F
"	Pahmi	6-850F	5350 F
"	Murmel	5-250F	3850 F
VESTES	Vison dark mille raies	11-250F	8450 F
"	Renard roux	9-750F	7650 F
"	Renard bleu	5-350F	4250 F
"	Ragondin	5-450F	4250 F
"	Vison lunaire	14-650F	10750 F
"	Vison pearl mille raies	11-250F	7850 F
"	Coyote	8-950F	6850 F
"	Opossum et Marmotte	4-850F	3450 F
"	Astrakan Swakara noir	3-850F	2950 F
"	Murmel	3-750F	2850 F
"	Marmotte	3-450F	6350 F
"	Agneau Toscane	3-850F	2750 F
BLOUSONS	Vison dark	9-650F	7450 F
PELISSES.	Intér. Lapin rasé	32-50F	2450 F
"	Intér. flanc Marmotte	25-50F	1950 F
Manteaux longs du soir	Vison dark	50-000F	35650 F
	Vison Koh-i-noor	55-000F	41850 F

Larges facilités de paiement

FOURRURES  
GEORGE V  
40, Avenue George V  
Paris 8<sup>e</sup>

magasin ouvert sans interruption tous les jours  
de 9 h 30 à 19 h 00

VENTE AU DETAIL  
**tapis**  
**IRAN**  
**ORIENT**  
PRIX DE GROS  
maison  
de l'iran  
225.62.90  
65, Champs-Élysées  
25, prom. des Anglais - Nice

ANTIQUAIRE  
recherche  
Beaux meubles.  
Tableaux anciens. Horlogerie.  
Vases 1900 et 1930 et tous  
objets d'art et de décoration.  
Galerie de Lille. 25, rue de Lille,  
75007 Paris. Tél. : 261-23-80.

Handwritten signature or stamp.



## FAITS DIVERS

### L'ARRESTATION DE CINQ PERSONNES AU DOMICILE DE M. AHMED BEN BELLA EN FRANCE

#### Pour la police, une affaire de droit commun

Les cinq personnes interpellées mardi soir 25 janvier, à 20 heures, dans une villa, 78, rue Chevalier à Montmorency (Val-d'Oise), lieu de résidence de M. Ahmed Ben Bella, ancien président de la République algérienne, lorsqu'il séjourne en France, étaient toujours, ce jeudi matin 27 janvier, placées en garde à vue au siège de l'office central de répression du banditisme (O.C.R.B.), rue Saint-Honoré à Paris. Les enquêteurs avaient demandé et obtenu une prolongation de la garde à vue pour ces cinq personnes, toutes de nationalité algérienne, arrêtées après la découverte dans cette villa d'une quinzaine d'armes (soixante dernières éditions). Au terme de cette garde à vue, les policiers de l'O.C.R.B. devaient présenter les cinq hommes interpellés, jeudi 27 janvier dans l'après-midi, au procureur de la République de Pontoise (Val-d'Oise), chargé des suites à donner à cette affaire. De source officielle, on indiquait ce jeudi matin que, pour quatre des personnes interpellées, des mesures d'expulsion

pourraient éventuellement être décidées.

Cette affaire, considérée d'un point de vue policier comme une simple et banale affaire de droit commun, a débuté, ainsi que nous l'indiquons dans nos dernières éditions, par une enquête du S.R.P.J. de Lille ouverte après un hold-up commis le 5 juin 1981 contre la société Le béton S.A. à Prény-sur-Oise (Oise). Ce jour-là, deux hommes avaient commis un vol à main armée au préjudice de cette société, réussissant à s'enfuir avec un butin de 44 000 F.

Quelques jours après, le 12 juin, l'un des deux auteurs présumés de ce hold-up, Eric Courtaut, vingt-deux ans à l'époque, était arrêté par les policiers du S.R.P.J. de Lille. Mais ce n'est qu'un an plus tard que le second agresseur présumé devait être identifié. Le 9 juin 1982, un mandat d'arrêt était délivré contre M. Youssef Hachem, vingt-cinq ans,

par M<sup>me</sup> Béatrice Patrie, juge d'instruction à Senlis (Oise).

Ce personnage, qui, semble-t-il, était devenu entre-temps depuis huit mois environ un des gardes du corps de M. Ben Bella en France devait être localisé beaucoup plus tard. Les policiers de l'O.C.R.B., agissant sur commission rogatoire de M<sup>me</sup> Patrie, intervenaient mardi soir 25 janvier dans la villa de Montmorency, où ils savaient que depuis quelque temps déjà séjournait régulièrement M. Youssef Hachem. Il est possible d'ailleurs, bien que les enquêteurs se refusent à toute déclaration sur ce sujet, que l'opération de police n'ait été décidée qu'après le départ en Suisse de M. Ben Bella.

Au moment de leur intervention les hommes du commissaire Moréas, patron de l'O.C.R.B., entrés dans la villa immédiatement après M. Hachem ne devaient rencontrer aucune résistance de la part des cinq personnes présentes. M. Hachem devait être arrêté dans une pièce où les policiers trouvèrent accroché à une poignée de porte un pistolet mitrailleur. Par la suite, effectuant une perquisition générale, les enquêteurs devaient découvrir dans la villa seize armes, des pistolets Beretta notamment, des munitions, des gilets pare-balles et des talkies-walkies. Ils pro-

cédaient alors à l'interpellation des quatre autres personnes présentes dans la propriété. Bien que les identités de ces quatre personnes n'aient toujours pas été communiquées, il semble que parmi elles, outre un frère de M. Youssef Hachem, M. Mounapha Hachem, se trouve également M. Mohamed Yadi, cinquante-quatre ans, ancien directeur des douanes algériennes et ancien directeur général de la sûreté algérienne en 1964.

Aucune de ces personnes ne disposait d'un permis de port d'arme; elles pourraient donc se voir inculper de détention illégale d'armes de guerre. Sur ce sujet, M. Ben Bella, dans ses déclarations à l'Agence France-Presse, a confirmé qu'il détenait « pour assurer sa sécurité personnelle des armes à son domicile de Montmorency et que les autorités françaises en étaient parfaitement conscientes ». Concernant M. Youssef Hachem, l'ancien président algérien affirme n'avoir jamais été au courant de ses antécédents: « Il apparaît qu'une des personnes affectées à ma sécurité était recherchée par la police. C'est un accident, mais je n'ai pas l'habitude de réclamer leur casier judiciaire aux gens ».

#### Un moment choisi

« Une bonne occasion ». Tel est, en substance, le commentaire de divers responsables policiers après l'opération de l'O.C.R.B. Une affaire dont le prétexte est de droit commun, mais qui permet, par ricochet, de mettre en lumière les activités politiques multiformes de M. Ben Bella, ce qui ne sera pas pour déplaire aux autorités algériennes.

Les policiers des renseignements généraux, exerçant depuis longtemps une surveillance autour de M. Ben Bella. Afin d'identifier ses contacts politiques, d'apprécier ses ambitions internationales, de savoir si son activité militante était susceptible de déstabiliser l'ordre public français... Ils auraient, ainsi, constaté que M. Ben Bella disposait de « fonds importants », comptait « des appels internationaux », libérait « des prisonniers », le tout pour la cause « islamique » qu'il a désormais embrassée.

Ces surveillances avaient également permis d'établir que l'entourage de M. Ben Bella était armé. Il se confirmerait cependant qu'aucune autorisation n'avait été accordée par les autorités françaises pour ces armes. La protection éventuelle de M. Ben

Bella par des policiers français n'était pas du ressort du service des voyages officiels et de la protection des hautes personnalités, qui n'a en charge que des personnalités officielles représentatives des gouvernements en place mais, directement, du préfet de son département de résidence, le Val-d'Oise. Or, la préfecture de Cergy-Pontoise, on s'en souvient, est sous contrat avec M. Ben Bella et lui a même confié la mission de l'insé-  
Survenant, alors, dans ce climat, un hold-up, l'identification de l'un de ses auteurs, un mandat d'arrêt et enfin, le rapatriement par les R.G. de cet homme dans l'entourage de M. Ben Bella. Les R.G. pratiquant leur temps et « pilotant » quelque peu l'action de leurs collègues de l'O.C.R.B. L'objectif est simple: attendre que M. Ben Bella quitte la villa, et soit à l'étranger. Coup de semonce final donc, avec l'espoir que « puisque M. Ben Bella est en Suisse, il ne sera plus en mesure de nous gêner ». « Ce n'est pas mauvais que ce se passe maintenant », ajoute un autre responsable du ministère de l'Intérieur.

#### Doutes...

« Il est possible qu'il y ait un embryon de vérité dans la nouvelle affaire Ben Bella, mais les aspects politiques échappent de toute évidence les motifs policiers. Il y a belle lurette que Paris souhaitait ne plus voir séjourner en France l'ancien président algérien », nous a déclaré M. Mohamed Harbi, qui fut l'un des principaux conseillers politiques de M. Ben Bella lorsqu'il était au pouvoir et qui ne s'est politiquement séparé de lui qu'en 1980, après la libération de l'ex-chef d'Etat.

Quant au principal intéressé, il a affirmé, mercredi 26 janvier, à l'agence France-Presse en Suisse, pays où il séjourne souvent, qu'« Alger veut qu'il soit mis fin officiellement à mes activités politiques en France. Le Quai d'Orsay m'a envoyé quelqu'un, et le ministre de l'Intérieur, par le truchement du préfet du Val-d'Oise me l'a fait savoir (...). Il s'agit d'une vaste opération d'amalgamation politique (...). Il n'est pas com-  
mode d'expulser purement et simplement un ancien chef d'Etat ». Ainsi, tout en reconnaissant franchement qu'il avait des « activités politiques » en France, M. Ben Bella accuse en quelque sorte ce pays de manquer, sans vouloir l'avouer, à sa tradition d'accueil en faveur des réfugiés politiques, et cela sous la pression du régime algérien.

Le Quai d'Orsay, avant même ces déclarations, avait indiqué qu'à ses yeux la découverte d'armes dans la demeure de M. Ben Bella à Montmorency était « une affaire de droit commun ».

L'enquête en apprendra peut-être plus long, tant sur le plan politique qu'en ce qui concerne le « fait divers » lui-même. Mais ce n'est sans doute pas trop s'avancer de dire que l'on a déjà, à Paris, quelques raisons de douter de l'« innocence » absolue de la personnalité politique qu'est toujours Ahmed Ben Bella, à soixante-six ans, et après vingt-trois années passées dans les prisons françaises et algériennes, dont quinze ans par ordre de son successeur, le colonel Boumedienne.

Il n'y avait pas que les milieux diplomatiques algériens pour être au courant, à Paris, des sérieux remous

que l'ancien chef de l'Etat suscitait chez ses compatriotes expatriés en Europe, dont plus de huit cent mille vivent en France, et parmi lesquels il essayait, avec succès quelquefois dans les milieux ouvriers et étudiants, de recruter des partisans.

Parallèlement, et probablement en concordance avec l'émergence du mouvement islamiste en Algérie, M. Ben Bella, jadis musulman modéré, voire laïc, se faisait le défenseur d'un « conseil islamique » aux contours imprécis, ayant son siège à Londres et qui, d'après des sources arabes généralement bien informées, serait notamment financé par les régimes « éclairés » d'Islamabad et de Riyad... Flanqué de son épouse, une ancienne journaliste algérienne aux allures dégagées et désormais enveloppée d'un épais tchador, M. Ben Bella avait exposé ici et là depuis 1981, pour le compte de ce « conseil islamique », les vertus d'une « déclaration islamique universelle des droits de l'homme » qui, ainsi que le relevait l'analyste palestinien d'un institut helvétique de droit comparé, subordonnait tout à l'application de la loi islamique... Comme on dit en Egypte, patrie des premiers Frères musulmans, chez eux-ci « le revolver n'est jamais loin du Coran ».

Certains jugeront peut-être, déplacé de rappeler, après la découverte du petit arsenal de Montmorency, que M. Ben Bella commença sa carrière de nationaliste par le braquage de la grande poste d'Oran en avril 1949. En revanche, on pourrait s'entendre souligné si l'affaire a aussi un aspect politique, de n'avoir point trouvé, dans la villa de M. Ben Bella, d'armes plus destructrices que celles qu'y détenaient cinq compatriotes de l'ancien président: au cours d'un entretien avec la revue Politique internationale, durant l'été 1982, M. Ben Bella n'avait pas hésité à proclamer, concernant l'Etat juif: « Eh bien, je vais vous dire le fond de la pensée: s'il n'y a pas d'autre solution, alors que cette guerre nucléaire ait lieu, et qu'on en finisse une fois pour toutes [avec Israël] ».

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

#### SELON UN RAPPORT DE L'ONU

#### La consommation d'héroïne et de cocaïne a fortement augmenté en Occident

La consommation de drogues, notamment la cocaïne et l'héroïne, moins chères et plus disponibles sur le marché, a connu une nette progression en 1982 en Occident, indique le rapport annuel de l'organe international de contrôle des stupéfiants des Nations unies, publié le 27 janvier à Vienne (Autriche).

L'utilisation non médicale de la cocaïne est devenue l'un des problèmes majeurs de la toxicomanie. Elle ne touche plus seulement les couches aisées de la population, mais se répand dans d'autres milieux. Aux Etats-Unis, plus de quatre millions de consommateurs ont été recensés.

Le trafic de cocaïne a pour point de départ essentiel les régions andines: la feuille de coca, transformée en pâte de coca, (ou cocaïne base), passe alors en Colombie ou en Equateur, où elle est purifiée et transformée en chlorhydrate de cocaïne (produit fini). Certains pays producteurs se sont mis à transformer directement la cocaïne.

L'héroïnomanie s'est accrue considérablement en 1982 en Europe occidentale, contrairement à l'Europe de l'Est où, estime le rapport, l'abus des drogues dures est relativement limité. Le prix de l'héroïne a baissé en raison de l'abondance des récoltes de pavot des deux dernières années dans la région du « Triangle d'or » (Birmanie, Thaïlande, Laos) et des quantités croissantes d'héroïne produites dans plusieurs parties du Proche-Orient.

La plus grande partie de l'héroïne

base disponible en Europe occidentale provient du Proche-Orient. Pour le Maroc et de l'Afrique au sud du Sahara, demeure la principale source d'approvisionnement. Celui qui provient de Colombie est consommé aux Etats-Unis où les usagers habituels seraient 22,5 millions.

EXPOLANGUES  
AU GRAND PALAIS

visitez le  
STAND ARMÉNIEN

Exposition et diaporama  
sur la culture et la langue

CENTRE DE RECHERCHES  
SUR LA DIASPORA ARMÉNIENNE

ABO E Stand 31

### Pour ceux qui exigent d'en savoir plus...

## CLARTÉS

...50 volumes à dévorer.

#### CLARTÉS ouvre le dialogue...

Si vous êtes parmi les curieux, les chercheurs, passionnés par la vie, toujours avides de connaître, de comprendre...

Si vous êtes parmi ceux qui, ayant terminé leurs études, ont, encore et toujours, envie d'apprendre... ou de retrouver, très vite, des choses qu'ils ont su et qu'ils ont oubliées. Si vous êtes parmi ceux qui, par goût et par besoin, aimeraient avoir, sous la main, 24 heures sur 24, un ensemble encyclopédique complet, sans cesse remis à jour, avec les derniers chiffres, les dernières données, les dernières analyses...

Alors, CLARTÉS va vous passionner

C'est une Encyclopédie de lecture et de consultation. Facile à lire, largement illustrée.

#### 50 VOLUMES

- 18 000 pages
- 16 000 illustrations
- plus de 1 000 articles
- avec la collaboration de 500 spécialistes
- superbe reliure en reluskin avec fers originaux (gravure dorée).

VENDU DIRECTEMENT  
PAR L'ÉDITEUR



elle vous aidera à découvrir et à approfondir les grands sujets dont l'évolution bouleverse notre vie: la conquête de l'espace, le marxisme, l'écologie, la génétique, l'islam, l'informatique, etc. Mais aussi elle vous apportera un enrichissement unique dans la connaissance de l'Homme et de la Civilisation: l'Histoire, la Politique, la Littérature, les Arts...

Elle vous permettra de situer chaque événement dans son contexte avec ses origines, ses causes et ses prolongements.

Elle sera, pour vous, un moyen fiable d'acquiescer ou de confirmer une culture pratique et de comprendre l'évolution du monde dans lequel nous vivons.

Une actualisation  
chaque mois...

Un ingénieux système de cahiers mobiles permet d'actualiser l'Encyclopédie CLARTÉS.

Chaque mois, une série de « mises à jour » vient compléter l'ouvrage et le faire vivre au rythme de l'actualité et de l'évolution des connaissances. CLARTÉS, c'est une banque de données qui s'enrichit sans cesse. Ce mécanisme d'actualisation est unique en France.

CLARTÉS

### DECouvrez CLARTÉS

Ce dossier passionnant est

GRATUIT

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_ Age \_\_\_\_\_  
Profession \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_  
N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_  
Localité \_\_\_\_\_ Code Postal \_\_\_\_\_

A renvoyer à: Encyclopédie CLARTÉS, 42, rue Lincoln 75008 PARIS



# EXPO LANGUES



**ENSEIGNER, APPRENDRE  
PARLER  
DES LANGUES  
ÉTRANGÈRES**

Parler une langue étrangère est devenu une nécessité pour les citoyens du vingtième siècle. Au-delà des voyages, la vie professionnelle et culturelle oblige jeunes et adultes à maîtriser une ou plusieurs langues. L'acquisition de systèmes linguistiques différents favorise la perception que les jeunes ont du monde qui les entoure. L'anglais est la première langue étrangère que les élèves apprennent. Ils sont plus de 83 % à suivre cet enseignement alors que 13 % choisissent de s'initier à l'allemand. En classe de quatrième, au moment d'opter pour une seconde langue vivante, 43,1 % des élèves choisissent l'espagnol, et seulement 31,6 % l'allemand.

De la place des langues vivantes, de l'anjour qu'elles constituent, de la façon de les apprendre aux jeunes et aux adultes, il va être question, lors du Salon Expo Langues, organisé par le Centre de formation et de recherche pour l'enseignement et l'emploi des langues (CIRELL), du vendredi 28 janvier au mardi 1<sup>er</sup> février, au Grand Palais, à Paris. Éditeurs, organisateurs de séjours linguistiques, fabricants de matériel, instituts et associations vont présenter leurs programmes et leurs méthodes de travail à un moment où les formateurs s'interrogent et cherchent encore les moyens de mieux transmettre leur savoir, comme l'explique ci-dessous un enseignant.

## Un professeur de lycée témoigne : « Faire aussi travailler la mémoire »

**E**lle enseigne l'espagnol depuis une quinzaine d'années. À partir de son expérience dans des collèges et des lycées, une certifiée de province parle. Elle évoque les différentes méthodes d'apprentissage des langues vivantes, fait part de ses difficultés, de ses espoirs. Mais le professeur s'explique.

« De nombreuses années de contact et de présence avec des élèves vous permettent-elles d'apprécier l'enseignement actuel des langues vivantes ? »

« Le bilan de ces dernières années est complexe. Il peut paraître globalement négatif, car la plupart des élèves qui sortent d'une terminale de lycée ne savent pas s'exprimer correctement dans une langue usuelle et idiomatique. Mais des exemples nombreux montrent que quantité de jeunes qui, pour des raisons de loisirs ou de travail, vont à l'étranger « se débrouillent » et expriment aux enseignants le fait que les années d'apprentissage ont été profitables. Une réserve : ces jeunes sont peut-être plus motivés et se sont trouvés dans une situation qui les a contraints d'utiliser une langue étrangère.

« Comment enseigner ? »

« Depuis vingt ans, tout a été expérimenté dans le domaine de l'enseignement des langues vivantes. Complexes par les exemples étrangers ou l'on affirmait que tous les jeunes parlaient couramment une seconde langue en dehors de la langue maternelle, les enseignants français n'ont pas été réticents à l'expérimentation. Encouragés parfois par les inspecteurs généraux ou régionaux, contre eux, d'autres fois, ils ont essayé « l'expression orale spontanée », « les laboratoires de langues », « les méthodes audiovisuelles », « les méthodes issues des recherches structuralistes »...

« Que choisir ? »

« Enseigner une langue, c'est, dans l'éducation telle qu'elle est conçue, se placer à deux niveaux : le niveau de la langue elle-même, le niveau culturel. Les méthodes sont souvent préconisées par ceux qui ont le souci de l'effica-

cité abandonnent le second aspect pour ne privilégier que le premier. Ce sont en particulier les méthodes employées dans les laboratoires de langues, audiovisuelles. Elles visent à apprendre une langue par la répétition de structures figées que l'enseignant répète inlassablement jusqu'à ce qu'il les ait assimilées. Ces méthodes peuvent avoir un intérêt pour des personnes extrêmement motivées. Elles sont totalement inadéquates dans l'école. D'une part, le travail en laboratoire est un travail individuel, qui nécessite une forte motivation et que l'enseignant ne peut contrôler que partiellement. D'autre part, l'ennui qui s'ensuit de ce genre de cours, avec des jeunes, est vite insupportable pour tous. Enfin, du point de vue de la compréhension de l'individu, il n'est pas sûr que le message passe.

« L'efficacité de ces méthodes suppose que l'on ait recours que très exceptionnellement à la traduction. C'est pourquoi elles ont été abandonnées par la plupart des enseignants.

« Par vous aussi ? »

« Dans l'enseignement de l'espagnol, une des dernières méthodes en vue est celle de l'expression « orale spontanée ». Quelles raisons ont poussé les inspecteurs généraux à mettre en valeur cette méthode et à s'en faire les ardents propagandistes auprès des enseignants ? Les cours se réduisent bien souvent à un dialogue entre les bons élèves et le maître ; les mauvais ou les timides ne parlent pas. Il faut donc faire parler chacun, à partir de ce qui l'intéresse, avec le niveau de langue qu'il a, et s'il n'en a pas, lui fournir au fur et à mesure les matériaux linguistiques dont il a besoin. Le professeur est un vrai dictionnaire ambulatoire. Le danger, c'est que les élèves se contentent dans une expression un peu trop pauvre. Alors, l'enseignant intervient et donne des amorces de phrases qui doivent permettre d'enrichir le vocabulaire, l'expression, l'idée. La spontanéité diminue. Cette méthode, qui n'est pas à rejeter en bloc, est difficile à manier. En effet, elle a l'inconvénient de partir dans tous les sens et reste mystérieuse quant à la façon

de fixer les connaissances acquises, puisqu'elle n'a pratiquement pas recours à l'écrit. Les élèves qui ont de la mémoire se souviennent peut-être des tournures les plus employées et répétées en classe, mais beaucoup les oublient quand même.

« Faut-il revenir aux anciennes méthodes ? »

« L'apprentissage par cœur ? Peut-être pas, mais il s'agit de trouver des méthodes qui soient rigoureuses au niveau de la progression dans les acquisitions, qui essaient de fixer dans la mémoire des élèves des structures. Il s'agit alors de faire aussi travailler la mémoire. On a vécu trop longtemps, dans l'éducation, avec l'idée que le développement de l'intelligence, de la curiosité, allait de soi. Il semble que la valorisation, la pratique, l'exercice quotidien de la mémoire en sont le fondement. La mémoire s'use si l'on ne s'en sert pas, et, bien développée, elle est un atout dans la lutte contre les inégalités sociales et culturelles.

« Vous avez évoqué précédemment l'aspect culturel.

« C'est le second aspect d'une langue, l'ouverture à une autre culture, à une autre civilisation. Il s'agit d'une chance extraordinaire pour l'enseignant de langues vivantes, et il est indispensable pour l'élève que cette dimension soit toujours présente. Souvent, l'art, la musique, la politique, les coutumes, sont au cœur même de ce que les enseignants veulent transmettre aux jeunes.

« Quelles sont les difficultés auxquelles sont confrontés les enseignants ? »

« Elles sont dues aux tâtonnements des enseignants quant aux objectifs qu'ils se fixent, au flou des objectifs qui leur sont fixés. Cela est sensible plus particulièrement dans des classes comme les secondes, où sont accueillis des élèves provenant de collèges différents et ayant reçu un enseignement hétéroclite. Tous les cas de figure sont là : ceux qui savent parler, ceux qui ne savent pas ; ceux qui n'ont appris des conjugaisons, ceux qui ne les ont pas apprises ; ceux qui n'ont jamais fait de grammaire, ceux qui en ont fait ; ceux qui traduisaient, ceux

qui ne traduisaient pas ; ceux qui savent surtout parler, ceux qui savent surtout écrire...

« La coupure entre le second cycle et le premier n'a fait qu'aggraver ces différences. Que faire en seconde ? Tout reprendre ? C'est difficile, cela engendre l'ennui chez certains ; les disparités entre élèves ne se révèlent pas d'emblée, un moment assez long d'observation est indispensable. Pourtant, c'est souvent ce que chacun est contraint de faire avec ces méthodes.

« Il faut donc diminuer le nombre des élèves dans les classes de langue.

« Le problème des effectifs ne doit pas être minimisé, mais ce n'est pas toujours une excuse. Au-delà d'un certain seuil, il est pratiquement impossible de bien mener une classe de langue. Mais des classes à faible effectif sans méthodes plus efficaces ne résoudront pas tout.

« La formation des professeurs de lycée est en général suffisante. Les enseignants de langue ont souvent un niveau de langue très correct, des connaissances approfondies de la littérature, de la civilisation... Là où le bât blesse, c'est, bien sûr, le manque de temps de recherche sur les méthodes. Il serait indispensable de permettre à tous les enseignants de réfléchir à cette question, afin qu'une harmonisation soit possible.

« Et le rôle des examens. S'agit-il d'une véritable sanction ? »

« L'épreuve orale est un exercice complètement figé qui consiste à faire le commentaire d'un texte étudié en classe, choisi sur une liste d'une douzaine. Les élèves et les professeurs connaissent bien la règle du jeu. On prépare d'arrache-pied les commentaires, on les apprend plus ou moins par cœur, on les réécrit suffisamment pour que les élèves soient armés le jour du bac. Cela ne prouve pas pour autant qu'ils soient vraiment capables de comprendre ou de parler la langue. Mais, bien sûr, une modification de l'épreuve demanderait une modification de l'enseignement dans son ensemble.

Propos recueillis par  
par SERGE BOLLOCH.

### EXPO LANGUES

**LE FORUM QUOTIDIEN D'EXPOLANGUES.**  
Durant les 5 jours que durera Expolangues, des réunions et événements spectaculaires animeront un forum vivant ouvert au public. Plus de 20 manifestations feront se rencontrer des écrivains, des philosophes, des linguistes, des économistes, des représentants culturels, français et étrangers, et le grand public.

**VENREDI 28 JANVIER**

10 H 30 - 13 H **INSTITUT CULTUREL ITALIEN.**  
- Enseignement de l'italien langue étrangère.  
- langue et dialectes italiens.

14 H - 15 H 30 **MON ENFANT EST BILINGUE.**  
Animé par Monsieur Pierre CHANTEFORT.

16 H - 17 H **INFORMATIQUE, LANGUE ET CULTURE.**  
Animé par Monsieur GIFFRAIN.

17 H - 19 H **LA RICHESSE DE L'EUROPE : PLURALITÉ DES CULTURES - PLURALITÉ DES LANGUES.**  
Avec la participation de représentants du British Council, du Goethe Institut, du Haut Comité de la Langue Française, etc.

20 H - 22 H **LA FRANCE ET LES LITTÉRATURES D'EXPRESSION PORTUGAISE.**  
Table-ronde avec des traducteurs et des écrivains portugais, brésiliens et africains.

**SAMEDI 29 JANVIER**

10 H 30 - 12 H **LES SÉJOURS DE JEUNES À L'ÉTRANGER.**  
Animé par Monsieur Jean-Marc MIGNON et Monsieur Yves SIMON.

12 H - 13 H 30 **QU'EST-CE QUE LA LINGUISTIQUE ?**  
Film avec la participation de Raymond DEVOS, présenté par Monsieur Paul CHAUX.

13 H 30 - 15 H **ENSEIGNER L'ALLEMAND.**  
Animé par le CIRELL.

15 H - 18 H **GOETHE INSTITUT.**  
L'image du pays voisin dans les manuels de langues.

18 H - 19 H **LE RUSSO DANS LE MONDE.**  
Conférence animée par le Professeur

KOSTOMAROV, Docteur de l'institut Pouchkine à Moscou.

**DIMANCHE 30 JANVIER**

10 H 30 - 12 H **NOUVELLES RECETTES DU NOUVEAU PÉDAGOGUE ?**  
Animé par Monsieur Francis DEBYSER.

15 H - 17 H **SAVONS-NOUS ENSEIGNER LES LANGUES VIVANTES ?**  
Animé par Monsieur Pierre MOREAU.

17 H - 19 H **LES LANGUES RÉGIONALES ET UNIVERSITAIRES : ESPÉRANCES OU NOSTALGIES ?**  
Animé par Monsieur Henri GORDAN, auteur du rapport "Démocratie culturelle et droit à la différence".

**LUNDI 31 JANVIER**

10 H 30 - 12 H **LES LANGUES DANS LA FORMATION CONTINUE.**  
Animé par Madame Agnès BONNOT.

13 H 30 - 15 H **LES TRADUCTEURS ET L'ENTREPRISE.**  
Animé par Monsieur Jean-Pierre van Oeth, (CIRELL).

15 H 30 - 17 H **LES LANGUES DANS LES RELATIONS ÉCONOMIQUES.**  
Animé par Monsieur Christian VULLIEZ.

17 H - 19 H **LES LANGUES EN INDONÉSIE.**

**MARDI 1<sup>er</sup> FÉVRIER**

10 H 30 - 12 H **LANGUES NATIONALES, CRÉDILES ET LANGUE FRANÇAISE.**  
Animé par Monsieur Bernard CLERGEIE.

12 H - 13 H **DE LA LANGUE À LA CIVILISATION.**  
Débat animé par des enseignants de l'Institut national des langues et civilisations orientales.

13 H 30 - 15 H **700 MILLIONS D'HABITANTS, 14 LANGUES : L'INDO DALGALIAN, Docteur en linguistique.**

15 H 30 - 17 H **L'INFORMATIQUE AU SERVICE DE LA TRADUCTION.**

**1<sup>re</sup> SEMAINE INTERNATIONALE DES LANGUES ET DES CULTURES, GRAND PALAIS AV. WINSTON-CHURCHILL PARIS, DU 28 JANVIER AU 1<sup>er</sup> FÉVRIER 83.**

### Le Monde

sera présent à la première Semaine internationale des langues et des cultures, au Grand-Palais, à Paris, du vendredi 28 janvier au mardi 1<sup>er</sup> février. **STAND A 39**

---

### CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

**LA C.C.I.P. C'EST AUSSI**

**L'ENSEIGNEMENT DES LANGUES DANS LEUR DIVERSITÉ AU SERVICE DES HOMMES ET DES ENTREPRISES D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN**

Renseignements :  
B.I.O.P. (Bureau pour l'Information, l'Orientation, le Perfectionnement)  
Tél. : 766-72-73  
D.F.C. (Délegation à la Formation Continue)  
Tél. : 766-01-42  
47, rue de Tocqueville - 75017 PARIS

EXPO-LANGUES - 38-01/01-02-1983  
Stand C.C.I.P. : B40

---

### english home holidays

**SÉJOURS LINGUISTIQUES EN GRANDE-BRETAGNE**

Avec des spécialistes de la langue et du pays

**261.54.20.**

Venez nous voir à EXPO LANGUES : stand D 44

1983

Listen

Speak

code postal

localité

adresse

nom

prénom

pour recevoir une documentation complète, retournez ce coupon à : english home holidays, 30, rue Notre-Dame-des-Victoires - 75002 PARIS.



Les Editions  
Fernand Nathan  
vous attendent  
à Expolangues

Réception des visiteurs  
français et étrangers  
EXPOLANGUES PARIS  
Grand Palais  
stand n° 6  
Allée B

Méthodes  
de langues Nathan  
Clé International  
Vifi Nathan:  
logiciels de langues

## AAELP CENTRE DE FORMATION CONTINUE

Entraînement intensif en situation professionnelle  
ANGLAIS - AMÉRICAIN

Niveau requis: Moyen - Fort

### Objectifs:

- Spécialisation dans la langue des affaires
- Maîtrise de la langue parlée, vitesse de compréhension et d'intervention: débats, discussions, négociations, relations téléphoniques...
- Entraînement à différents types de situations: dialogues, réunions, colloques, congrès...

Encadrement et suivi pédagogique assurés par des enseignants moniteurs anglais et américains, spécialistes de la langue économique et commerciale.

Enseignement essentiellement basé sur les méthodes de simulation et d'animation.

AAELP 77, rue de Villiers 75002 PARIS 745.17.90

A la pointe de la technologie de l'enseignement

## LES LABORATOIRES DE LANGUES A.S.C.

2 000 laboratoires installés dans 50 pays

Simplicité de manipulation - Fiabilité  
Qualité du son - Très bon rapport qualité/prix

« A.S.C. electronic », distribué en France par:  
LA SONOTHEQUE, 7, Impasse Milord - Paris 19°  
Tél.: 229-15-83

## UN TRIMESTRE INTERCULTUREL

CANADA, AUTRICHE, IRLANDE, ESPAGNE

Echange pendant l'année scolaire

POUR ÉLÈVES DE QUATRIÈME OU DE SECONDE

AFS VIVRE SANS FRONTIÈRES: 69, rue de Rochecourant, 75009 PARIS - 285-04-64  
Association reconnue d'utilité publique

## ITALIE - STAND 19

Projections vidéo non-stop de nouvelles méthodes pour l'enseignement de l'italien.  
Renseignements stages, cours, séjours linguistiques.  
Samedi 29 janvier à 10 h 30 dans la salle des conférences du Salon:

Table-ronde sur:  
Rôle des techniques et des pédagogies nouvelles dans la diffusion de l'italien langue étrangère.

Avec la participation de:  
Madame V. D'ADDIO COLOSIMO (Université de Rome)  
Madame F. DECROISSETTE (C.I.R.R.M.I.)  
Madame N. GALLI DE PARATESI (Université de Rome)  
Madame C. PECCHIOLO (C.I.R.R.M.I.)  
Madame M. SOUTIR (C.I.R.R.M.I.)  
Monsieur U. VIGNUZZI (Université de Rome)  
Animateur: Monsieur P. NOARO de l'E.N.A.

## apprenez l'arabe

Langue DE CULTURE  
Langue DE 150 MILLIONS D'HOMMES  
Langue RÉVÉRÉE  
PAR 700 MILLIONS  
DE MUSULMANS  
Langue OFFICIELLE DE 22 ÉTATS  
Langue DES AFFAIRES

Une brochure sur l'enseignement de l'arabe  
est à votre disposition au stand n° D18  
INSTITUT DU MONDE ARABE

## LANGUAGE STUDIES

PARIS - LONDRES - BERKELEY

COURS D'ANGLAIS INTENSIFS POUR HOMMES D'AFFAIRES  
COURS INDIVIDUELS OU PETITS GROUPES

Pour tous renseignements, veuillez nous téléphoner au 260-53-70  
ou nous envoyer ce bon à l'adresse ci-dessous

LANGUAGE STUDIES, 350, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS  
Tél.: 260-53-70 Tlx 513.535 LSFP PAR.

Nom, prénom .....  
Age, profession .....  
Adresse .....  
désire recevoir une documentation sur les cours

## COMMENCER A L'ÉCOLE MATERNELLE ET ÉLÉMENTAIRE

# Un atout qui reste un privilège

C'EST une école coquette. Dans le bureau de son directeur, M. Henique, les plantes vertes ont un air astiqué. Les jolies roses de lady Di, la longue figure du prince Charles et le bébé sont sur tous les murs de cette classe de cours moyen deuxième année (CM 2) de l'école des Raguidelles à Suresnes (Hauts-de-Seine) commune où tous les écoliers de CM 1 et CM 2 font de l'anglais.

En octobre 1968, à la maternelle, les enfants avaient commencé cet apprentissage en moyenne section. Ils ont continué l'année suivante, et ensemble au cours préparatoire. Les parents des élèves qui, à un an près, n'avaient pas eu la chance de bénéficier de cet enseignement se sont alors émus: il y avait des privilégiés. Pour satisfaire tout le monde, sans pour autant élargir une expérience qui coûtait cher à la municipalité, les cours d'anglais ont été généralisés lorsque la « génération » expérimentale est arrivée au cours moyen, avec une enseignante diplômée d'anglais.

Quinze ans ont passé. Et tout le monde se dit très satisfait. Du directeur aux parents, en passant par l'institutrice qui regrette seulement que le lien se fasse si mal avec la première année de collège, où les professeurs d'anglais reprennent tout de zéro. « Comment, dans ces conditions, tirer un véritable bilan? », s'interroge-t-elle. « L'autre point noir, ce sont les méthodes. Il en existe de bonnes, mais les maisons d'édition ont cessé d'en publier de nouvelles quand elles ont vu que les expériences entreprises dans les années 60-70 ne s'étendaient plus, après le coup d'arrêt de la circulaire Fontanet de 1973. »

L'enseignement des langues vivantes dans les écoles maternelles et pré-élémentaires publiques concerne à peine 2 % des élèves, 29 000 en anglais, près de 57 900 en allemand. Les élèves d'allemand sont plus de 45 000 dans l'académie de Strasbourg et le département de la Moselle.

On ne peut plus guère parler d'expérience, après vingt ans. C'est en effet au début des années 60 que cet enseignement a connu son essor. Le nombre d'élèves concernés n'a pas beaucoup évolué: 80 000 en 1974, près de 100 000 aujourd'hui. Et le débat n'est pas terminé, entre partisans de l'apprentissage précoce des langues et les autres.

s'exprimer, même en jonglant avec la syntaxe, dans une langue étrangère », dit Mme Monnier, l'institutrice d'anglais.

Un témoignage qui confirme les analyses de Mlle Abbadie, inspectrice générale de l'éducation nationale, qui a suivi l'histoire chaotique

Ces découvertes, qui ont nourri l'enthousiasme des enseignants et des inspecteurs qui ont porté à bout de bras l'apprentissage précoce des langues, sont aujourd'hui partiellement contestées par d'autres neurophysiologistes, comme M. Whinston, qui considère qu'à cinq ans l'enfant acquiesce 90 % des possibilités du cer-

en rien à leur formation générale, au contraire! Une autre langue, c'est l'ouverture sur d'autres systèmes linguistiques, sur d'autres cultures. Cela élargit la perception du monde de l'enfant.

« En 1974, dans un rapport pour le ministère de l'éducation nationale, dit M. Girard, j'ai établi un bilan. J'y faisais, en conclusion, trois propositions chiffrées. Soit on généralise l'hypothèse lourde. Soit on maintient l'existant, soit on stabilise au niveau CM 1, CM 2. Aucune de ces propositions n'a été retenue. On a rien fait, les choses ont continué leur cours naturel. »

Les maternelles ont partout cessé de passer au CM 1 et CM 2, l'anglais a été dépassé par l'allemand depuis qu'une circulaire réglementait l'enseignement de l'allemand, alors que l'anglais dépend du bon vouloir des municipalités et de l'enthousiasme de tel ou tel.

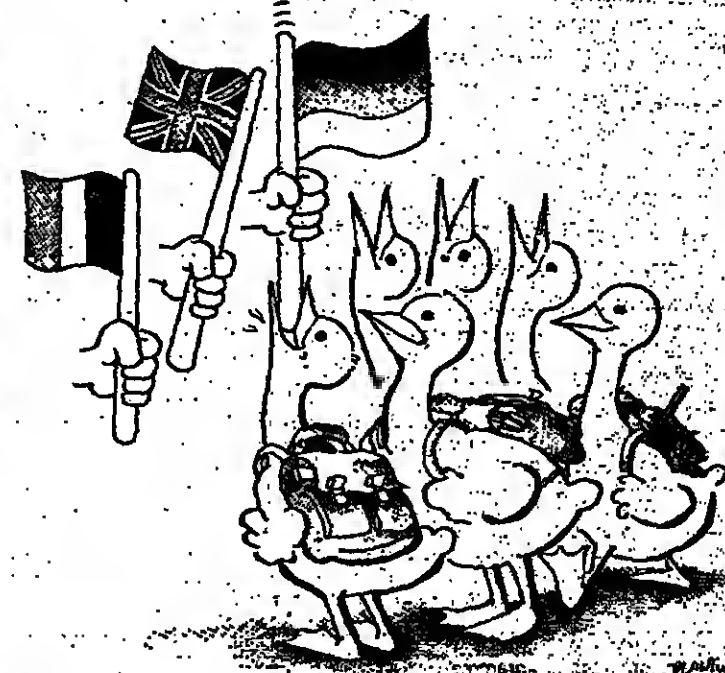
En 1978, M. Girard a mené une nouvelle enquête, visitant avec les inspecteurs pédagogiques d'anglais toutes les classes concernées. « Nous avons trouvé le pire et le meilleur, dit-il. Et cela confirme mes idées qu'un tel enseignement, pour être efficace, et il est évident qu'il ne le sera pas, doit répondre à un certain nombre de conditions. A savoir, une formation adéquate des maîtres, des horaires adaptés, une continuité, au sein du primaire et avec le secondaire, des méthodes progressives. Il faudrait que quelqu'un ait le courage et la volonté de prendre des décisions administratives », dit M. Girard. Mais il y a toujours des urgences plus urgentes, et rien ne se fait.

L'apprentissage précoce des langues, c'est le serpent de mer. On le ressort à chaque fois, qu'apparaissent des insuffisances dans les résultats obtenus dans le secondaire. Ce constat de l'inspecteur général d'anglais est largement partagé. Les possibilités sont à l'évidence limitées. Les raisons financières, humaines, pour ne pas les énumérer, sont évidentes, mais des raisons plus obscures semblent jouer. Les habitudes, le manque d'inspiration, le sentiment que c'est « du luxe ». « On les apprend d'abord correctement, les français », dit un parent d'élève.

D'un côté la méfiance, de l'autre deux convictions: plus on sait de langues, plus on peut en apprendre; plus on commence tôt, plus c'est facile.

Un atout qui reste encore un privilège.

G. B.



### Trop tôt ou trop tard

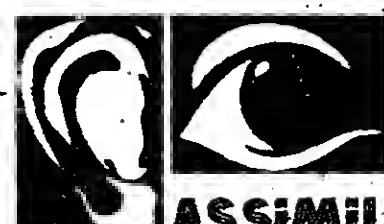
« On est un peu l'oiseau sur la branche », dit M. Henique. « Si nous avons pu continuer, c'est largement le fait du maître. » Tous les ans, accompagnés par leurs deux enseignantes, celle d'anglais et l'institutrice de la classe, les enfants d'un CM 2 partent trois semaines dans l'Ohio, les petits Américains rendent la visite. Il en coûte 1 200 F aux familles.

« On les voit, ceux qui vont partir, prendre une avance considérable sur les autres. Dans la cour, on les entend discuter avec leurs copains d'Amérique, comme s'ils avaient fait cela toute leur vie. Plus on est jeune, moins on a d'inhibitions à

de l'apprentissage précoce des langues vivantes. « Précoce, c'est déjà un jugement », dit-elle. « Les Scandinaves commencent l'anglais à huit ans. Et c'est déjà tard. Une étude de M. Penfield, neuro-physiologue, parue en 1959 au Canada, montrait que les enfants ont les plus grandes capacités audio-phonatoires entre trois et huit ans. Un enfant qui entend sous les phonèmes, les sonorités de toutes les langues. Puis, il perd cette souplesse et la langue maternelle impose sa loi. »

veau adulte et que, s'il existe une certaine corrélation entre maturation cérébrale et acquisition du langage, cela n'intervient guère pour l'apprentissage d'une seconde ou d'une troisième langue.

« Mais ce débat qui reste ouvert, dit M. Denis Girard, inspecteur général d'anglais, ne change rien à l'essentiel, sur quoi tous les spécialistes sont d'accord: les enfants sont aptes et disposés à l'apprentissage des langues très tôt. Toutes les études montrent que cela ne nuit



Sera heureux de vous accueillir

«EXPOLANGUES»  
du 28.01.83 au 01.02.83 - Grand Palais, à Paris.

En vente chez votre libraire-disquaire  
ou grand magasin

Centre de démonstration:  
11, rue des Pyramides - 75001 Paris Tél.: 260.40.66

## ÉTUDE DE LA LANGUE RUSSE

MANUELS ET DICTIONNAIRES

DURIN J., MERKOULOV I. - LE RUSSE VIVANT - 1. Cours audio-visuel.	48 F
Libre de l'élève. Cassette, 282 pages.	
Libre du maître ou de l'auto-élève. Avec 5 cassettes.	240 F
STEPANOVA E. - LE RUSSE À LA PORTÉE DE TOUS.	100 F
Manuel et 5 livres. Avec 25 disques souples.	
VANIEVA V. - MANUEL DE LANGUE RUSSE À L'USAGE DES FRANCOPHONES.	40 F
Pour débutants. 166, 436 pages.	
Disques: 5 disques 33 1 avec livre.	100 F
VIATUTINE M. - LA LANGUE RUSSE. Cours audio-visuel.	55 F
1 <sup>re</sup> année. Livre de l'élève.	
2 <sup>e</sup> année. Livre de l'élève et 5 disques souples.	55 F
3 <sup>e</sup> année. Livre de l'élève et 5 disques souples.	55 F
CHTOCHBA L. - Dictionnaire Russe-Français (50 000 mots).	75 F
GANCHINA K. - Dictionnaire Français-Russe (50 000 mots).	95 F
POTOZKAIA V. - Dictionnaire Russe-Français (25 000 mots).	30 F
POTOZKAIA V. - Dictionnaire Français-Russe (25 000 mots).	30 F

LIBRAIRIE DU GLOBE, 2, rue de Buci - 75006 PARIS  
CATALOGUE GRATUIT SUR DEMANDE



ÉCOLE EUROPÉENNE  
DE VACANCES SERA  
PRÉSENTE À LA PREMIÈRE  
SEMAINE INTERNATIONALE  
DES LANGUES ET DES  
CULTURES, à Paris au  
Grand Palais du 28 janvier  
au 1<sup>er</sup> février, stand n° D46

### SÉJOURS LINGUISTIQUES À PAQUES ET EN ÉTÉ

Pour jeunes de 11 à 18 ans  
(Angleterre, Allemagne, USA).  
- Accueil en famille.  
- 8 cours par jour pendant 2, 3  
ou 4 semaines.  
- Sports, voile, tennis, équitation.

### COURS D'ANGLAIS TOUTE L'ANNÉE

Pour adultes à partir de 18 ans.  
En Angleterre et aux États-Unis  
(Universités de New York et San Diego).  
- Début de session chaque lundi.  
- 1 à 50 semaines.  
- Tous niveaux d'enseignement.  
- 20 à 40 cours par semaine.  
- Hébergement en famille  
ou résidence universitaire.

### UNE ANNÉE SCOLAIRE AUX ÉTATS-UNIS

Pour jeunes de 15 à 17 ans.  
- Scolarité dans une high school  
américaine.  
- Hébergement en famille.

EF BON À DÉCOUPER ET À RETOURNER À:  
VACANCES, P. rue Duphot, 75001 Paris. Tél.: 261.50.22

Je désire recevoir gratuitement et sans engagement, votre documentation sur les séjours linguistiques:  
- Si pour l'été (15-18 ans) - Si pour l'année (15-18 ans)  
- Si une année aux États-Unis (15-17 ans)  
NOM .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....



مكتبة الأمل







# VACANCES JEUNES

## CHANTIERS DE JEUNES

## A mains nues

LES chantiers de jeunes ont moins la cote que dans les années 60. Même les chantiers internationaux, et même les chantiers « écoles ». Il n'en demeure pas moins un style de vacances qui conserve des adeptes enthousiastes : on y travaille de ses mains et on y est ensemble. L'association Études et Chantiers les a d'ailleurs baptisés « espaces de vie », car ils prouvent que « l'on peut intervenir, même modestement, sur les espaces que nous fréquentons et travailler ensemble pour que la nature et les hommes reconquerraient leurs droits ».

Fondée en 1962, Études et Chantiers reste l'association française de chantiers la plus importante par le nombre de jeunes qu'elle accueille — quatre mille environ — et par la variété des travaux qu'elle propose. L'évolution de ses conceptions et de ses réalisations est significative des désirs et des hésitations du petit monde du travail volontaire.

« Le chantier de jeunes était, à l'origine, une possibilité pour les associations de profiter d'une main-d'œuvre bénévole dans l'emploi donné accès à des subventions, raconte José Jacquemart, ancien président et trésorier de l'association. Certains responsables qui venaient du scoutisme ont aimé la région où ils vivaient. Ils sont tombés amoureux des Cévennes, par exemple, et du patrimoine architectural rural. La première dominante de notre action fut donc immobilière ».

Arriva la vague un brin gauchiste et très écologiste. Elle se préoccupait de la désertification en marche dans les campagnes. Elle voulait protéger les éphémères et les restanques. Elle ambitionnait de restaurer les eaux, des rivières. Sa dominante, à elle, fut l'environnement.

« A partir de 1975, les anciens marginaux qui avaient cheminé à nos côtés se sont agglomérés à l'association. Ils ont ouvert Études et Chantiers aux objectifs de conscience, aux routards et au pro-

blème général de l'insertion des jeunes dans la société. Notre troisième dominante est devenue l'action socio-éducative ».

On retrouve ces trois motivations, immobilière, écologique et sociale, dans les chantiers que programme l'association à travers la France. Il y a des chantiers de restauration, par exemple l'aménagement d'une ferme désaffectée à Thézac en Haute-Auvergne ; des chantiers rivières, par exemple le curage de la Sédelle dans le département de la Creuse ; des chantiers terrains de jeux, des chantiers sentiers ; des chantiers écologiques, par exemple l'installation de capteurs solaires à Copainville, dans la Mayenne, où la mise en valeur de la dune de Berck, dans le Pas-de-Calais.

« Nous choisissons les lieux et les thèmes de chantiers de façon à satisfaire d'une part le bailleur d'ouvrage, en général une collectivité locale ou une association, et d'autre part, bien sûr, nos jeunes, explique Patrice Branger, secrétaire général. Nous n'acceptons pas n'importe quel comme travail, car le temps est fini où l'on voulait faire pour faire, où l'on construisait une mosquée sans fidèles dans la Creuse. Très peu pour nous de creuser 20 mètres de canalisations qu'une pelleteuse réaliserait en une demi-journée au de démonter une baraque préfabriquée pour l'assembler un peu plus loin ! Notre chantier-type de 1983, ce sera de réhabiliter une maison du centre d'Yverres (Eure-et-Loire) pour la transformer en foyer de jeunes en difficulté et en maison communale pour les associations. Tous les corps de métier, toutes les nationalités, sont appelés à y travailler ».

C'est sur ce modèle que l'association a réussi la ferme-nord, à Zuydcoote (Pas-de-Calais), en six années. Construite en 1910 pour les besoins de ravitaillement du sanatorium Vancanwenbergh, cette ferme

a été restaurée par des volontaires : vingt jeunes environ par chantier ; trois animateurs qui se partagent la gestion, la technique et l'animation ; un projet de nettoyage ou de peinture bien expliqué dès le départ. Les adolescents (quatorze/dix-sept ans) travaillent vingt-cinq heures par semaine ; les jeunes (dix-sept/vingt-sept ans), trente-cinq heures. Cet emploi du temps préserve des loisirs suffisants pour les sports, les soirées et le reportage photographique sur le pays, permettant d'approfondir la connaissance que l'on peut avoir en quinze jours ou trois semaines.

Grâce aux chantiers et aux « volontaires à long terme », la ferme-nord est devenue un haut lieu de vie culturelle et sociale, un de ces parcs où l'on croise les enfants des centres aérés, des chercheurs en matière d'écologie littorale, des apprentis-jardiniers, des fans du cinéma, des marginaux à la recherche d'eux-mêmes.

La ferme a essayé des chantiers dans toute cette portion de Flandre. C'est-à-dire les pierres de l'église de Saint-Georges-sur-l'Artois, restaurer les fortifications de Vaudun à Dunkerque ou à Gravelines, retape les chapelles qui veillent aux carrefours. Études et Chantiers fait preuve dans le Nord d'une belle vitalité.

Un peu Conférence Saint-Vincent-de-Paul, un peu groupe de routards, ou de scouts, un peu ateliers nationaux, un peu universités d'été du bricolage, ces « espaces de vie » continuent de satisfaire tous les jeunes qui souhaitent, pièce-mêlée, se rendre utiles, s'initier à des techniques et, surtout, — par-dessus tout ! — rencontrer les autres dans un cadre reconnu par les adultes.

Le chantier a encore de beaux jours devant lui.

AL F.  
\* Études et Chantiers, 33, rue Campagne-Première, 75014 Paris. Tél. : (1) 322-15-61.

## Raid en Queyras

Saint-Véran est l'une des montagnes françaises encore préservées. L'Union nationale des centres sportifs de plein air (U.C.P.A.) utilise ce village, le plus haut d'Europe, comme base de départ pour des raids à ski s'adressant à des skieurs de bon niveau puisqu'il s'agit de parcours de 15 à 20 kilomètres par jour. Soleil et beauté garantis dans ce Queyras déjà méditerranéen. Sept jours : 1.185 francs sans transport. Départ le 20 février et le 27 mars.

\* U.C.P.A., 62, rue de la Glacière, 75013 Paris. Tél. : (1) 336-05-20.

## Chevauchées équestres

A Bujaleuf (Haut-Vienne), les jeunes de 9 à 13 ans peuvent s'initier au manège, ou, pour les plus cavaliers d'entre eux, chevaucher longue-mont sur les contreforts du plateau de Millevaches. Au cœur du Limousin, le comité d'accueil s'est installé dans ce centre équestre entouré de lacs et de forêts. Du 4 au 13 février (2.040 francs de Paris à Paris) et du 27 mars au 10 avril (3.015 francs de Paris à Paris).

\* Comité d'accueil. Tour Palatin, 17, rue de Choisy, 75013 Paris. Tél. : (1) 384-12-53.

## Une tranchée de planche

A 500 mètres du port de Bandol (Var), est ancrée une petite île. Bendor. Les stagiaires de 14-17 ans logent en hôtel et prennent leur repas au restaurant. Le reste du temps, ils sont sur l'eau ou dans l'eau. Cela dépend de leurs compétences de voileplanchistes. Enseignement par des moniteurs diplômés. Les combinaisons isothermiques et les planches à voile sont fournies. Trois heures d'équilibre par jour. Surtout si le mistral souffle. Du 27 mars au 5 avril (2.320 francs sans transport) et du 6 au 15 avril (2.260 francs sans transport).

\* Accueil des jeunes en France (A.J.F.), plateau Bendor, 119, rue Saint-Martin, 75004 Paris. Tél. : (1) 278-04-52.

## PARTIR

### Ski pour adultes

Crest-Volant est un petit village perché du Beaufortain (Savoie) sur la route du col des Saix. Les plus jeunes de 8-10 ans y pratiquent un ski alpin sans difficulté et peuvent même aller du ski nordique. Neige souple sur ce contrefort de la chaîne du Mont-Blanc. Du 27 mars au 8 avril : 2.450 francs de Paris à Paris tout compris sauf la location des skis et des chaussures.

\* Club des 4 vents, 1, rue Godin, 75006 Paris. Tél. : (1) 329-50-20.

### Une ferme en Berry

D'abord, il faut s'occuper des poules et des vaches. L'herbe pour les agneaux. Puis traire les vaches et apprendre à récurer les fromages. Faire la litasse. Pêcher le pain. Conduire le chariot de l'âne et — comble de bonheur — monter un poney. D'après le programme, les 7-12 ans qui ne voudraient pas devenir fermiers, au sortir d'un stage au château de la Roche, en Berry, souffriraient de chagrin. Du 4 au 13 février (2.040 francs de Paris à Paris) et du 27 mars au 10 avril (3.015 francs de Paris à Paris tout compris).

\* Château de la Roche, Anjouin, 36210 Chabris. Tél. : (1) 40-63-83.

### Le plus beau domaine skiable de France

Ce n'est pas la montagne des cartes postales et les immeubles y sont bien laids, mais Tignes et sa voisine, Val d'Isère, dont les remontées mécaniques ont été complètes, offrent le plus beau et le plus varié des domaines skiables de France. Sommet à 4.000 mètres. Fondue, Pistes noires. Pour les plus de 16 ans. Du 26 mars au 4 avril. 2.180 francs de Paris à Paris tout compris.

\* O.V.S.E., 46, avenue des Ternes, 75017 Paris. Tél. : (1) 574-23-23.

### Swashes

L'air est bon et d'odeur. La baie de Saint-Brieuc s'ouvre devant le parc de la villa qui accueille une quarantaine de jeunes de 11 à 13 ans. Au

programme : ping-pong, labo-photos, mini-golf, randonnées dans les landes, cyclotourisme, mais le tennis reste l'activité principale sous la houlette d'un animateur compétent. Du 27 mars au 10 avril (2.085 francs de Paris à Paris pour les moins de 12 ans, 2.167 francs pour les plus de 12 ans). Du 27 mars au 3 avril : 3.200 francs de Paris à Paris (1.116 francs de Paris à Paris pour les moins de 12 ans, 1.198 francs pour les plus de 12 ans).

\* Centre de coopération culturelle et sociale, 26, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 Paris. Tél. : (1) 261-53-84.

### Rencontrez les Banais

Le centre d'animation et de loisirs (C.A.E.L.) recherche des familles habitant Nogent-sur-Oise. Creil, Soissons et leurs environs qui accepteraient d'accueillir un(e) étudiant(e) chaque soir de la semaine du 6 au 15 février 1983. A la fin du séjour, une soirée « cabaret » réunira les Banais et leurs hôtes. Ceux-ci se verront rendre la monnaie de leur pièce, s'ils prennent le chemin de Coppenhague.

\* C.A.E.L., boulevard Branly, 60100 Nogent-sur-Oise. Tél. : (4) 471-49-30.

### En selle en Somme

Le Touring continue. Il organise, au printemps, des stages d'équitation à Ribemont-Mézières (Somme) de dix ou onze jours. Deux heures d'équitation par jour, initiation au tennis, ping-pong pour les 8-13 ans. Du 27 mars au 6 avril (2.390 francs de Paris à Paris tout compris), du 7 au 16 avril (2.190 francs de Paris à Paris tout compris).

\* Touring Club de France, 6-8, rue Firmin Gillot, 75737 Paris cedex 15. Tél. : (1) 532-22-24.

## PAYS DE GALLES ECOSSE

C.L.S. est un organisme britannique disposant de 2 centres d'accueil. Sa vocation est de compléter l'enseignement de l'Anglais par des séjours en famille. Les sites choisis, éloignés des régions industrielles et des concentrations massives d'étudiants français, permettent une meilleure compréhension de la langue, mais aussi des coutumes de peuples traditionnellement hospitaliers. Nous proposons également un programme de cours d'activités et d'excursions.

Partir de 2.790 F. pour 2 semaines (voyage compris depuis Paris).

C.L.S. CONNY LANGUAGE SCHOOL, 22, place Tolbiac, 69004 LYON. Tél. : (71) 83-01-75. Permanence de 9 h. à 12 h.

## Apprenez ITALIEN en vacances en Toscane.

Séjours linguistiques à Florence et Cortina.

• Cours le matin ;  
• Conférences socio-culturelles ;  
• Excursions ;  
• Visites guidées.  
Hébergement en famille d'accueil ou à l'hôtel.  
Inscription et renseignements : CENTRE KOINE, 27, rue Pandolfini, 69122 FLORENCE. Tél. : (71) 83-01-75. M. A. PARIS : 277-57-55.

**de USA - Angleterre - RFA**  
Garantie : un nombre limité de Français  
Adultes : Séjours intensifs en Universités.  
Juniors : Vacances en Collèges.  
Association VELA - 36, rue de Chézy 92200 Neuilly - Tél. : (1) 637-35-88

**une langue étrangère un séjour à l'étranger**  
avec le **CSLC** clermont-ferand  
Centre de Séjours Linguistiques et Culturels  
L'association CSLC organise des séjours linguistiques et culturels en France et à l'étranger. Les séjours sont adaptés à tous les niveaux de langue et à tous les âges. Les séjours sont organisés en famille d'accueil ou en pensionnat. Les séjours sont financés par des subventions et des cotisations des participants. Les séjours sont ouverts à tous les Français et à tous les étrangers. Les séjours sont organisés par CSLC, 10, rue de la République, 63000 Clermont-Ferrand. Tél. : (1) 62-11-46.

**FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES pour la vie professionnelle**  
Tous ceux qui ont étudié une langue (anglais, allemand, italien, espagnol, russe), quel que soit leur âge ou leur niveau d'études, ont intérêt à compléter leur qualification par une formation en langues, destinée à leur vie professionnelle. Cette formation peut être confirmée par un des diplômes suivants :  
- Chambre de commerce étrangère, compléments indispensables pour tous les emplois ;  
- B.T.S. traducteur commercial, attestent une formation de spécialiste de la traduction d'entreprise ;  
- Université de Cambridge (anglais), certifies de l'information, édition, secrétariat, hôtellerie, etc.  
Examinez chaque année dans les principales villes de France.  
Etudiez, cadres commerciaux et administratifs, ingénieurs, techniciens, secrétaires, représentants, comptables, etc., profitez de cette opportunité pour améliorer leur compétence et leurs chances.  
Documentation gratuite sur la préparation et les débouchés de ces diplômes, sur demande à : Langues et Affaires, services 2888, 35, rue Collange, 92303 Paris-La Plaine. Tél. : 273-51-55 (établ. privé à distance).

**COMITE D'ACCUEIL**  
FONDATION DU MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE  
17, rue de Choisy, 75013 PARIS (13)  
**SEJOURS linguistiques et sportifs**  
Cours intensifs pour Adultes.  
Internat et de vacances agréables (3, 5 ou 10 heures de cours par jour).  
1 à 4 semaines à Londres, Oxford ou Poole.  
Formule analogue pour étudiants et élèves : 2 semaines à partir de 2.050 F.  
584.12.55  
Brochure L.T.E. à g. gratuit à renvoyer à :  
M. A. DRESCH, 17, rue de Choisy, 75013 PARIS (13).

**ANGLETERRE**  
Cours intensifs pour Adultes.  
Pour combiner un stage d'étude intensif et de vacances agréables (3, 5 ou 10 heures de cours par jour).  
1 à 4 semaines à Londres, Oxford ou Poole.  
Formule analogue pour étudiants et élèves : 2 semaines à partir de 2.050 F.  
584.12.55  
Brochure L.T.E. à g. gratuit à renvoyer à :  
M. A. DRESCH, 17, rue de Choisy, 75013 PARIS (13).

**VACANCES SPORTIVES AU PRINTEMPS**  
En mars et avril, stages de ski de fond (900 F tout compris), de randonnées (600 F tout compris), de randonnées pédestres en Cévennes.  
Brochure sur demande à : LA BULLE, 07610 USGLADES - (75) 38-80-19.

**CAP MONDE**  
CONCEPT - LOISIRS  
SÉJOURS LINGUISTIQUES 12 - 18 ANS  
ANGLETERRE - ÉTATS-UNIS  
CAP MONDE - 65, avenue de Colmar 92500 RUEIL-MALMAISON - Tél. : (1) 749-83-24

**Grande-Bretagne - Irlande - U.S.A. - R.F.A.**  
L.A.L.C.F.S., association culturelle agréée par le ministère chargé du tourisme sous le n° 50120, membre fondateur de l'U.N.O.E.S.L., rappelle les possibilités qu'elle propose à tous les élèves de la 6<sup>e</sup> à la terminale, durant les congés scolaires de Pâques et d'été :  
- Formule A : cours + excursions et visites ;  
- Formule B : cours + activités sportives ;  
- Formule C : cours + excursions et visites ;  
- Formule D : séjour libre ;  
- Formule E : cours + activités artistiques ;  
- Formule F : vacances à la campagne ;  
- DE PLUS : cours intensifs pour adultes, toute l'année.  
L.A.L.C.F.S., 25, rue Gambetta, 78200 MANTES-LE-JOUE. Tél. : (1) 477-58-28.  
LYON. Tél. : (71) 824-30-42. MARSEILLE. Tél. : (91) 70-42-94.  
LILLE. Tél. : (20) 54-58-82. NANTES. Tél. : (40) 28-12-13.  
Nom : ..... Adresse : ..... Rue : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Souhaitez recevoir sans engagement la brochure de L.A.L.C.F.S. :  
□ Séjours à l'étranger □ Séjours à l'étranger □ Séjours à l'étranger

**SÉJOURS D'ÉTUDES ET DE VACANCES**  
Séjour linguistique pour élèves de 10 à 20 ans  
Cours quotidiens - Sports - Animation effective  
par professeurs - Voyage accompagné.  
21<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE  
NOËL - PAQUES - ÉTÉ Agr. n° 74.059  
ESTO 14, rue Clément Marot, PARIS (9) - Tél. : 723-70-58

**FORMATION CONTINUE**  
JAPONAIS - RUSSE - ARABE  
CHINOIS - HEBREU - INDO-CHINOIS  
et toute langue du domaine des Langues O  
Stages de 50 et 100 heures  
Renseignements et inscriptions auprès de :  
FORMATION CONTINUE DES LANGUES O  
104-106, quai de Clichy - 92110 CLICHY  
Tél. : 270-70-40 (poste 227), de 14 à 17 heures

**PAQUES AUX USA**  
★ 14/20 ANS ★  
Dans le New Jersey, 15 jours en famille hôte américaine.  
Cours, visites, excursions.  
Tout compris : F 6 130  
du 26 mars au 09 avril 83  
du 02 avril au 16 avril 83  
LE 4977  
FOL (1) 544.82.20  
13, rue de Grenelle - 75007 PARIS.

**ASSOCIATION CULTURELLE POUR LE TOURISME ET LES ÉCHANGES (ACTE International)**  
13, rue de la Gare, 75007-PARIS  
Agencement de Tourisme N° 79.106  
SÉJOURS LINGUISTIQUES : en Grande-Bretagne (en famille ou en pensionnat) ; aux États-Unis (en famille ou en « Campus » universitaire).  
SÉJOURS EN FAMILLE : en Thaïlande, au Japon, en Corée, à Hong-Kong et au Mexique : étudiants de 18 à 31 ans ; jeunes de 18 à 26 ans.  
VACANCES À LA FERME AU QUÉBEC : plus de 18 ans.  
VACANCES EN GRÈCE ET EN YOUGO-SLAVIE : plus de 18 ans.  
TRANSPORTS AÉRIENS À TARIF RÉDUIT : jeunes, étudiants et adultes.

**L'ANGLAIS TECHNIQUE TECHNICAL ENGLISH**  
Des ouvrages conçus et utilisés par  
L'ESAM (École Nationale Supérieure d'Arts et Métiers)  
FORMATION CONTINUE  
151, Bd de l'Hôpital 75013 PARIS  
Tél. : (1) 337-77-88  
Alfred FICHON  
5 titres disponibles  
• Aéronautique • Automobile  
• Informatique • Le monde des affaires • Affaires Internationales  
édités par  
Communications Actives  
34, rue de la Victoire 75009 PARIS  
Tél. : (1) 528-12-13.  
Marie-Jeanne DARDE

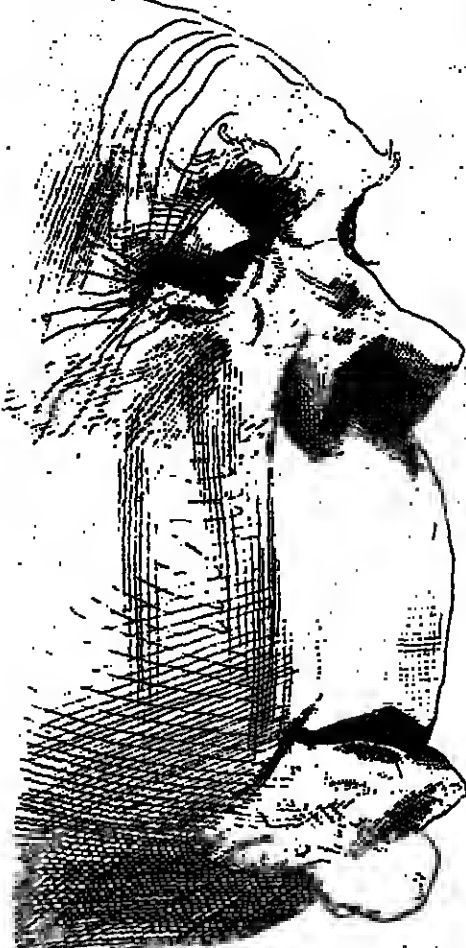
**LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC**  
Cours avec implications de l'anglais  
Documentation gratuite :  
EDITIONS DISQUES SRCA  
8, rue de Belfort - 75008 PARIS  
Édité par la S.A.R.L. le Monde  
Gérant :  
André Laurens, directeur de la publication.  
Anciens directeurs :  
Yves-René Laffont (1944-1968)  
Jacques Fauvet (1968-1982)  
Imprimerie :  
de "Monde"  
Yves-René Laffont, 6, rue de la Harpe  
PARIS-IX  
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire des journaux et publications : 27-437  
ISSN : 0395-2017



Le Monde

# LIVRES

## Une semaine avec Borgès



Dessin de DAVID LEVINE  
© Copyright New York Review-Opera Mundi

« C'EST le seul homme que je voudrais avoir toujours à côté de moi », dit Yves Bonnefoy de Borges en l'accueillant au Collège de France. Borgès se tient droit, un bâton noir à la main qu'on lui a donné à Dublin, où il s'est rendu il y a quelques mois pour le centenaire de Joyce. La tête un peu en arrière, ses yeux immenses ne cherchent plus la lumière. Quand il bouge la tête, il ne trouve pas des visages, il trouve des vis. Il tend la main, on sent aussitôt la douceur de l'être. A côté de lui, Maria Kodama, sa collaboratrice, une amie. Elle est jeune, très belle, il l'a connue enfant. Elle a les cheveux noirs et se, son père est japonais, sa mère argentine, elle parle mieux la langue des Saxons que le français.

Avant la « leçon » au Collège de France, dans un salon, viennent saluer Borgès, s'assoient près de lui quelques écrivains rares et secrets : Henri Michaux, ému, ému dans un manteau-cape long à carreaux marbrés, luttant de se tenir à la main, le crâne chauve, brillant, un oiseau de lune. Ils évoquent un écrivain persécuté en Argentine : Michaux demande à Borgès s'il peut encore travailler là-bas. « J'existe peu, dit-il, j'ai moins de réalité qu'un chanteur local. Je ne suis qu'un écrivain. C'est utile, répond Michaux. — Oui, sinon je ne serais pas ici, dit Borgès en souriant. Que voulez-vous qu'ils fassent contre moi ? Peut-on me mettre en prison ? Autrefois, quand c'était un pays cultivé, peut-être, mais maintenant je ne cours aucun risque. Je ne suis qu'un poète, vieux, aveugle, je ne suis donc que pittoresque. »

Il se tourne vers une autre voix : « J'ai la conviction d'être plus une superstition que quelque chose. On me parle beaucoup du suicide en ce moment. Les gens pensent peut-être que je devrais me suicider... Il y a des exemples : Sénèque, Pétrone, Virginia Woolf, j'ai traduit Orlando comme j'ai traduit les Palmiers sauvages. Quand j'étais directeur de la Bibliothèque de Buenos-Aires et qu'on volait les livres, j'étais ravi : ça prouvait qu'on voulait les lire. Ordonner une bibliothèque est une façon silencieuse d'exercer l'art de la critique. »

Cioran, le visage facéieux, vient à son tour s'asseoir à côté de Borgès. Il lui dit tout de go qu'il a une passion pour l'impératrice d'Autriche : « Celle qui a été assassinée. J'ai lu vingt livres sur elle. Ce qu'elle aimait Heine ! Quel grand poète ! » Borgès récite alors en allemand un poème de Heine. Cioran et Borgès comparent Heine à Goethe, qu'ils n'apprécient guère. « Là où l'on voit que l'allemand est une langue merveilleuse, poursuit Cioran, c'est que les textes qu'il rendent très bien ; en anglais, zéro. — Quelqu'un vient s'asseoir à la place de Cioran et relance l'étonnant monologue, cette voix sombre, voilée, légèrement argentine : « Pour écrire des poèmes, il faut être naïf et pas très intelligent. Ce qui compte surtout,

Invité par le président de la République et par le ministre de la culture, l'écrivain argentin Jorge Luis Borgès vient de passer dix jours à Paris. Au cours de son séjour, il a donné une « leçon-conférence-dialogue » au Collège de France, puis il a été reçu à l'Institut, au titre d'associé étranger de l'Académie des sciences

morales et politiques. A l'Élysée, M. François Mitterrand lui a remis la cravate de commandeur de la Légion d'honneur (voir le Monde des 15 et 19 janvier). François-Marie Banier, qui l'a accompagné dans ses promenades, évoque pour nous quelques instantanés de ce Borgès parisien.

c'est l'émotion. La prose est plus difficile. Dans la poésie, il y a une certaine innocence et on obéit à des règles : le dactyle, l'alexandrin. »

« LE MOMENT OU JE PARLE EST DÉJÀ LOIN DE MOI. » Peut-être savez-vous de qui est ce vers ? Personne ne le sait généralement. Boileau ! Tout le monde méprise Boileau et tout le monde le sait par cœur. C'est une vertu d'être insoluble. Le moment où je parle est déjà loin de moi. »

Borgès récite ce vers sur un autre ton, il le murmure : « C'est trop beau pour être de Boileau, il a dû le prendre chez les Latins ! Ça devrait être de Verlaine. La poésie c'est Verlaine, c'est Virgile. La douceur c'est si importante, si rare de nos jours. »

« Je suis un Européen né en exil »

Après avoir parlé pendant trois heures et répondu du tac au tac de la façon la plus impertinente aux questions les plus impertinentes, Borgès retrouve d'autres amis : « Je suis un Européen né en exil, j'ai une goutte de sang indien dans le nez, une goutte de sang portugais, des ascendances françaises, Belloc, très lointain sang français, peut-être apocryphe, et une goutte de sang juif, comme tout le monde. »

« Mon père était professeur de psychologie. Il a écrit quelques poèmes, un drame qu'il a détruit, un roman. Dans le fond, j'ai écrit un peu parce qu'il avait une destinée littéraire qu'il ne pouvait pas atteindre. C'est lui qui m'a appris que chaque langue était une musique, un instrument. En même temps, chaque langue est une façon de penser. »

Une foule dense, dans la nuit, l'attend dans la cour du Collège de France. Borgès apparaît dans son manteau à chevrons gris et noir. Il ressemble à ces diplomates élégants d'autrefois. Il monte en voiture, la foule s'écarte en silence et regarde partir le poète avec une émotion, un respect infinis.

Tous les matins, Borgès prend son petit déjeuner dans le jardin d'hiver de son hôtel. En passant devant la cage du perroquet de l'endroit, il s'arrête : « Dans l'aviation, en venant, j'ai beaucoup pensé à lui. Il était malade, il était à la clinique la dernière fois que je suis venu à Paris. Est-ce qu'il me regardait ? Comme regardent les oiseaux... de côté. » Borgès s'assoit et attend interminablement mais sans marquer la moindre impatience les croissants de Paris. « On passe la frontière, deux cents mètres plus loin, les croissants ne sont plus les mêmes. » Un café au lait brillant. Un grand verre d'eau pour finir. « Cette nuit, j'ai bien dormi. La nuit m'a même fait cadeau d'un cauchemar. Maintenant je ne me réveille plus pour eux : je les connais. Il y a celui du miroir, celui des livres dans les lignes oscillent, ondulent, vacillent et s'emmêlent. Dans mes rêves, je suis toujours à la Bibliothèque nationale de Buenos-Aires, ou à Montevideo, toujours dans le patelin-patelin, c'est un mot que je tiens de Genève, je suis un vieil étudiant genevois. Ces mots familiers, chaque famille, chaque pays a ses mots, son ambiance... L'ambiguïté est faite d'un même langage, de ces petits mots,

souvenirs partagés, allusions, c'est ça qui fait une patrie n'est-ce pas ? Mais Jacob est devenu catholique, je crois qu'alors il était un peu juif. Qu'est-ce que la Trinité ? Ce monstre théologique dépasse en monstruosité le dragon et la licorne. Dans mon pays, on demande à quelqu'un s'il est catholique ? Il répond : oui. On lui dit : alors vous croyez à la Trinité ? Non, mais je suis catholique. Alors vous croyez à l'absolution ? Non, mais je suis catholique ! Vous croyez à l'immaculée conception ? Non, mais je suis catholique ! Ma mère était catholique : elle ne croyait pas à l'enfer. »

Un œil bleu l'autre doré

« On admire le pape, c'est un politicien comme un autre. Il va au Mexique, il se fait photographier avec un sombrero. Drôle de religion, avec sa police, son autorité, ses fonctionnaires. On me dit : vous qui êtes onguenté, ne vous inquiétez pas : vous allez rencontrer Dieu. Ils vous tapent gentiment sur l'épaule, mais il y a tout à croire de Dieu ! La tête de Borgès se transforme selon qu'il écoute au qu'il enchante, on dirait qu'elle se déplace. Quand il parle le visage se détend, s'abandonne. Peut-on dire qu'un œil est bleu, l'autre doré ? Il docteur de la tête pour vous accompagner, puis-que son regard est occupé ailleurs. Ses lèvres remuent comme s'il vous soufflait ce qu'il vous lui dit. »

Un poème inédit  
LES JUSTES

Celui qui cultive son jardin.  
[comme voudrait Voltaire].  
Celui qui rend grâce parce qu'il y a la musique.  
Celui qui découvre avec plaisir [une étymologie].

Deux employés dans un faubourg du Sud jouant une modeste [partie d'échecs].  
Le céramiste qui bricole une [couleur et une forme].  
Le typographe qui compose avec son cette page qui peut-être [lui] déplaît.

Une femme et un homme qui lisent les derniers tracts d'un [certain client].  
Celui qui caresse une bête [indomptée].

Celui qui justifie ou assésse de [justifier le mal qu'on lui fait].  
Celui qui rend grâce parce qu'il y a Stevenson.  
Celui qui préfère que les autres [aient raison].

Ces gens, qui s'ignorent, sont [en train de sauver le monde].  
JORGES LUIS BORGÈS.  
traduit par Hector Bianciotti.

« Ce qui compte le plus dans la littérature, dit-il à propos de Gide, de Léautaud, de Bloy, c'est la sincérité, du moins de faire croire à la sincérité, peu importe si elle est feinte du moment que le lecteur y croit. »

Enfin arrive Hector Bianciotti, argentin comme lui. Spirituellement, c'est peut-être l'homme le plus proche de lui. Ils travaillent ensemble au volume Borgès qui entrera bientôt dans la Bibliothèque de la Pléiade. « J'ai tout de même passé toute ma vie à lire et à écrire, si l'on doit rester qu'une seule page, qu'on puisse la trouver ! »

Plutôt que de travailler à l'hôtel, Borgès tient à se rendre chez Gallimard. Là, il se met immédiatement en bras de chemise : « Comme ça, dit-il, si quelqu'un pousse la porte, il aura vraiment l'impression que nous travaillons sérieusement. » Bianciotti lit le poème en espagnol. Borgès écoute, la tête renversée légèrement en arrière, ses petites mains blanches et rondes posées sur la canne noire. Par moments, il sourit, surpris peut-être. Bianciotti lit une ou plusieurs traductions. Ils discutent d'un mot, d'une note. Borgès conteste une majuscule qu'un traducteur a mise à « autre », comme si c'était de Dieu qu'il s'agissait.

Borgès corrige : « Le seul autre jeu éternel auquel je jaisais allusion, c'était : faire l'amour. Minuscule ! Dieu n'est pas un jeu : c'est une satisfaction. » Bianciotti lit une autre page... « Je n'aime pas ce poème, dit froidement Borgès, prenez la plus mauvaise traduction, il la mérite. »

« Le premier poète qui a écrit un sonnet devait être considéré comme un hérétique. Il ne se doutait pas qu'il inventait une forme éternelle. Mètre des poèmes en musique, c'est une « blaspème » ! Si ce sont des poèmes, ils sont déjà en musique. Toute personne qui vient me visiter court le risque que je lui dicte un sonnet. »

Borgès, costume noir, manteau noir, cravate bleu nuit ornée de fleurs de lys, on le complimente sur son chape, sur ses boutons de gentleman. « Trop de chic, c'est un roman de Gyp. » Il cite un bout de dialogue de ce livre qu'il a dû lire il y a plus de cinquante ans, il ajoute : « Peindre de chic, c'est une expression française. Je crois, pour dire qu'on peint sans modèle. Littérature pense que c'est un mot allemand. » Il sourit et demande comment étaient écrits les poèmes hébreux, il compare le sud-ouest au chinois. Quelqu'un qui passe dit soudain devant lui un mot « plein de perspectives ». Borgès se penche, ravi : « Vous voyez, chacun peut être Shakespeare à un moment de sa vie. » Quand je disais à ma mère — elle est morte à quatre-vingt-dix ans, elle a eu peur de la dédicace, et puis son mémoire ne semblait plus à l'oubli, — elle me disait quand se ne lui plaisait pas. Un jour que je lui racontais un rêve, elle me dit : notons-le tout de suite, sinon tu vas le transformer. »

Quand j'étais petit, ma grand-mère m'appelle : « Je veux t'enseigner les mathématiques des Indiens. — Mais je ne vais y comprendre goutte. » Elle lève le main devant elle, montre son petit doigt, et commence à compter : un, deux, trois, quatre, elle s'arrête, il n'y avait pas de suite : l'infini commençait ou pouce. »

« Deux chauves qui se disputent un peigne »

« Autrefois, j'étais très inquiet pour mon pays, maintenant je suis désespéré. Les militaires qui nous gouvernent sont si incompetents, si ignorants... Ils se disputent toujours entre eux. Pendant la guerre des Malouines, ils étaient arrivés à ne plus se parler, ils se sont tout de même entendus pour faire la guerre ! Personne ne connaît ces îles. Il a fallu que nos militaires les aient conquises pour faire la guerre : les militaires chez nous sont beaucoup plus dangereux pour nos compatriotes que pour l'ennemi. Les Malouines, c'est la guerre de deux chauves qui se disputent un peigne. »

« Le jour où Monsieur Mitterrand m'a remis la cravate de commandeur de la Légion d'honneur, un journaliste argentin s'est exclamé : « Que dira para Argentina ! » (Quel jour pour l'Argentine !) Il leur faut des grands livres ! maintenant ! Comme nous n'avons plus personne, pas d'acteur, pas de chanteur, pas de cosmonaute, plus de gagnant de football, on s'est rabattu sur moi. Pourtant chez nous, tout le monde écrit : on publie n'importe quoi ! des livres sans queue ni tête : Mémoires d'un cuisinier mort, Merdolan, Merdolan. »

« A la sortie de l'Élysée, les télévisions l'attendent. C'est la nuit. De sa canne noire, Borgès cherche le rebord des marches. Il commence à descendre l'escalier : tout à coup, les projecteurs se dressent devant lui. Dans la lumière brillante, les questions fusent : « Que vous a dit le président de la République ? Comptez-vous vous rendre en Espagne et si vous y allez, dans quelle ville ? Que pensez-vous de la littérature mondiale ? — Je ne la connais pas », répond-il, détaché, comme si ce n'était pas lui Borgès. »

On sent pourtant, dans la voiture, qu'il est touché par l'accueil de la France : « Décoré par la Ville Lumière... »

FRANÇOIS-MARIE BANIER.  
(Lire la suite page 19.)

## la feuilleton

HENRI OU L'ÉDUCATION NATIONALE, de Jean Dutourd  
VOS ENFANTS NE M'INTÉRESSENT PLUS, de Maurice Maschino

## La faillite du siècle

UN peuple peut-il perdre en peu de temps « l'originalité de son caractère » ? Cette question posée par Stendhal à la fin de *Henry Brulard*, les années 80 y répondent par l'affirmative, pathétiquement. Notre génie propre, notre foi en lui, notre vocabulaire, nos concepts, notre pétillement étatique, s'appauvrissent à vue d'œil. Une étape vient d'être franchie ces jours-ci dans l'histoire de l'ébénisterie française : « Vroom-vroom, pas glou-glou ! » clèronne sur nos murs — ces nouveaux livres — la publicité pour une bagnole nationale. Les onomatopées de Tarzan, à côté, c'était Descartes ! Le pays le plus intelligent du globe ! La patrie de Diderot et de Voltaire !...

Cette crétinisation à des causes extra-scolaires : notre effaiblissement économique, l'invasion d'autres civilisations et langages, la dictature de la technique, l'éclatement du savoir, le son et l'image à tout va, l'indigence délibérée des discours politiques et du langage... Mais l'éducation ne fait plus obstacle, et subit le phénomène de plein fouet. L'école, qui fut la grande réussite du siècle dernier, sera-t-elle la faillite majeure du nôtre ? Deux livres dissemblables mais étonnamment convergents aident à réfléchir sur cette question décisive.

JEAN DUTOURD se défend d'avoir écrit, avec *Henri ou l'éducation nationale*, un pamphlet par roman interposé. Il faut toujours croire un écrivain quand il jure ses grands dieux que ses personnages et lui, ça fait deux. Bien que les opinions et le style du narrateur ressemblent, crachés, à ceux de l'auteur, que ce dernier laisse échapper des anachronismes — « Si tu continues à maigrir, tu finiras au sans », — qu'on reconnaisse sa nostalgie des jeunesses napoléoniennes, et qu'il paraisse bel et bien régler un compte personnel avec notre époque, notamment avec l'aspect soixante-huitard tel qu'il se voit à la gangrène des familles bourgeoises et lycées, le lecteur doit faire comme si un jeune homme de vingt ans dressait à la première personne, en 1974, le bilan de son époque.

Par Bertrand Poirot-Delpech

Cette convention correspond d'ailleurs à une réalité dont je peux témoigner personnellement, et qu'atteste l'enseignement du style honni par Dutourd qu'est Maschino : nombre de lycéens d'après mai, généralement les têtes de classe, ont soupé des singeries libertaires des années 70 et ont retrouvé goût au sérieux à l'ancienne.

L'action d'un tel roman compte pour peu. Elle se réduit à une fausse-couche de la sœur du narrateur et à une saloperie de son professeur de terminale, l'immonde Barragaud. Henri Chédévillat n'a pas la chance de son idole Bayle-Brulard de vivre au temps où l'on conquerrait un destin d'exception à la pointe de l'épée. Quittant son Dauphiné, Pessy, il émigre non à Milan mais... dans un hôtel crado de Vaugirard. L'écriture lui tient lieu d'aventure, et, faute de singularité fracassante, il cultive la conscience hautaine de son étrangeté dans un milieu, une époque, qu'il exécute.

A part le grand-mère, la famille Chédévillat lui paraît globalement incompréhensible et méprisable. Le père, un H.E.C. amateur de poules et de poléars, croit chic, depuis la chienlit de 68 où il s'ébrouait comme poisson dans l'eau, de n'exercer aucune prérogative, d'avoir l'air dans le coup, alors que son fils rêve d'une autorité façon dix-neuvième siècle et de cette preuve suprême d'amour paternel : l'incompréhension. La mère bavardait, sa moque d'être trompée, oriente bénévolement des incapables vers des métiers utiles dont elle ne sait rien et emmène gaiement sa fille se faire avorter en Hollande.

La fille, trotskiste flattant dans ses tricot sales et ses ambitions d'actrice, considère le sacrifice de la « éme » qu'elle porte en elle comme un ambêtement parmi d'autres, incapable qu'elle est de sentiments élevés, de respect de soi, d'exigence brûlante. Même la bonne espagnole a des « grâces de vachère » !

Au lycée, c'est le même aplatissement. Quarante-vingt-dix pour cent d'andouilles, de flammarde et d'irresponsables analphabètes exercent leur tyrannie policière sur une poignée d'aristocrates, dont le narrateur. Ils ont des excuses. Leur professeur de philo, l'infant Barragaud, cumule toutes les tares : ce « minus » s'appelle Jean-Loup (la honte !), il a un cou de poulet, une peau de grenouille, une voix de curé, il abuse des mots « praxis » et « pulsion ». Il est marxiste, cela va sans dire. Et torva, avec ça ! Les dièges qui, tel le narrateur, portent cravate, se lavent au savon de Marseille, lisent la Charteuse, refusent de toucher aux filles et de signer pour les grévistes de Renault, il les dénonce comme bourgeois humanistes, donc fascistes, ou proviseur, lequel a tenu tête en 68, mais couvre lâchement Barragaud au nom de l'opinion — ce désordre...

(Lire la suite page 19.)

## DIEUDONNÉ SOLEIL

On sort de ce roman le souffle coupé, ému, ravi, riant et pleurant à la fois.

Jean Raspail

Un roman d'aventures mirobolantes. Grandes rasades d'allégresse !

Patrick Grainville

un roman de  
**JEAN-MARIE DALLE**

ROBERT LAFFONT







## écrits intimes

## Gabriel Matzneff, l'aristocrate

## Entre le plaisir et la religion

Où connaît le goût de Gabriel Matzneff pour les écrits intimes depuis qu'il publie ses *Carnets noirs* commencent à l'âge de seize ans. Avec *L'archange aux pieds fourchus* (1963-1964) qui paraît, il relie les deux volumes précédents : *Cette comédie de l'homme* (1953-1962) et *Venus et Junon* (1965-1969).

« Vous appartenez à une génération qui peut tout dire », lui répétait Montherlant. Du côté du prêt-à-porter de la pensée, on ne s'est pas gêné, en effet, pour dire n'importe quoi à défaut de dire quelque chose. Pour un journal intime, il n'est pas sûr que Montherlant ait raison car, à le lire, on se sent exposé à la vindicte de ses contemporains. La mort, au contraire, prive les plaignants de recours, élimine le tranchant du jugement et de la confiance. Alors pourquoi donc Matzneff s'écrit-il quand il écrit : « Moi, quand on m'attaque, personne ne se sent insulté, personne ne prend ma défense » ? Doté d'un « tempérament de moustiquaire et de frondeur », il dispose d'une plume affûtée qui invite les plus proches à s'écarter.

Déjà, Montherlant lui conseillait la prudence dans l'expression de ses « pensées personnelles » : « Il vous en coûtera ». Mais la volonté de Gabriel Matzneff de donner un tour « personnel » à sa pensée n'est pas toujours couronnée de succès. Il cohabite avec tout un chacun dans la société et

n'échappe pas plus que d'autres aux effets de mode. Et s'il refuse de mêler sa voix dans ses ouvrages ou ses chroniques à celle des « procureurs », ce qui l'honore, il n'est pas juste nécessairement à tout coup.

Au cours des deux années que son journal évoque, nous suivons un homme jeune qui se fait, s'impose une esthétique de l'existence et même une intense « activité d'ordre ecclésiastique ». Il revendique hautement son appartenance à l'Eglise orthodoxe, « suppléant en l'Union soviétique », pour laquelle il ferraille dans ses chroniques de Combat, ce qui lui vaudra une escarmouche avec François Mauriac. Dans sa préface, Matzneff avoue que son « zèle » pour la religion est à présent loin de lui. Je confesse à mon tour que je me suis égaré dans les volutes d'encens et les digressions scolastiques. De même, les considérations sur l'Europe gréco-romaine et le monde antique cher à Montherlant rebutent-elles, quand on s'enfonce plus profondément dans la plèbe que de l'aristocratie. Tant pis si, dit Matzneff, « ce sont les serfs qui font les tyrans ».

Cet « émigré de l'intérieur » voyage beaucoup, à la manière de Byron, qu'il porte aux nues, en Italie et en Tchecoslovaquie, ce qui nous vaut l'évocation d'une savoureuse poignée de main entre Khrouchtchev et le jeune Français d'origine russe blanche. Cependant, l'essentiel du journal tient dans la chronique discrète mais

éclairante des amours de ce curieux « libertin » qui prétend « réconcilier Dionysos et le Ressuscité ». *L'archange aux pieds fourchus*, comme l'a nommé un journaliste, aime les très jeunes filles et les bons petits diables. Ces liaisons font toutefois souffrir comme les autres, « Goethe souffre de la même manière que son valet de chambre ». Il y a là quelque chose d'effectivement scandaleux...

Certes, l'ambition de Matzneff de se concevoir un destin d'homme libre non conforme, cela dût-il lui valoir la solitude, paraît respectable parce que courageuse. Et il dit vrai aussi lorsqu'il écrit que « se tenir (...) c'est se montrer affreusement mal élevé », mais le narcissisme qui parcourt ce journal au fil d'une prose limpide irrite et je ne suis pas convaincu que la réaction soit « séduisante » même « dans l'anarchisme aristocratique ».

Sans doute est-ce pour tromper la mort qu'il perçoit dans le reflet de son miroir, que Narcisse se réfugie parmi les jeunes vies ? Mais il est tout aussi évident qu'il aime les « masses » et les « bourgeois » anonymes d'attente pas, comme les âmes d'exception, la camarade qui agit ses gretots dans leurs pas.

BERNARD ALLIOT.

\* *L'ARCHANGE AUX PIEDS FOURCHUS*, Journal 1963-1964, de Gabriel Matzneff, La Table ronde, 234 pages, 72 F.

## le feuilleton

## La faillite du siècle

(Suite de la page 17.)

« Je ne voudrais pas avoir l'air de parti pris », a soin d'indiquer Henri. C'est fait. « Je me prends sans cesse à caricaturer », avoue-t-il encore. On s'en était aperçu. En bon lecteur de Stendhal, il sait que les créatures de fiction exigent, pour vivre, un minimum d'ambiguïté et de pitié de la part de l'auteur. Si ce dernier refuse l'une et l'autre à ses personnages, au point d'en faire des pantins-poussoirs, c'est bien la preuve qu'il vise moins à partager des incertitudes de romancier que des certitudes de polémiste, mis hors de lui par les sottises de son temps.

Parmi ces certitudes assénées rageusement : 68 fut une histoire de gâteaux en folie ; le sonnet de Vinteuil vaut Alfusser, Barthes et Foucault réunis ; il eût fallu avoir vingt ans en 1792 ou en 1830 ; la pilule, la mixité, la liberté sexuelle et la mini-jupe ont sacrifié l'amour ; l'égalité entre l'homme (chasseur) et la femme (proie) est une foutaise ; le travail de l'esprit suppose une chasteté baptême, et le bonheur familial un retour draconien aux préjugés. L'humanisme, au nom duquel notre époque est condamnée en bloc, veut que les hommes ne changent jamais, que tout passe, que l'histoire n'ait pas de sens, que les idéologies ne soient que des masques et des positions sans intérêt. Et gare à qui qualifierait ce credo de politique ! C'est celui qui lui dit qu'il est, comme on chantonne à l'école, Henri, lui, se contente d'être intelligent et noble, face à un ramassis de niais, raseurs, salauds et doctrinaires !

Imparable, en effet. C'est mon avis, et je le partage ! Après cela, le narrateur est mal venu d'invoquer le modèle de Stendhal, qui « abhorrait l'exagération », et de refuser celui de Sartre, parce que les âmes y seraient condamnées sans appel. Pour ce qui est de forcer le trait et d'explorer le rachat de l'adversaire, il ne craint personne. Mais tout le charme du rachat de l'adversaire, il le jette de sa belle prose de moraliste viennent de cette conviction paradigmatique de monopoliser le bon sens, d'avoir raison contre tous.

CONTRE tous ? Ce n'est pas sûr. La faillite de l'éducation ne s'observe pas seulement du dehors et du haut des valeurs du siècle dernier décriées universelles et immuables. Des esprits plus progressistes et immergés dans le monde scolaire font des constatations voisines.

Maurice Maschino est l'enseignant-type : trente ans de classes de philo au Maghreb puis en France, plusieurs terminales dans la banlieue parisienne, des livres sur son action pro-F.L.N. et sur la psychanalyse, des articles dans la presse de gauche... Il se réfère volontiers à Marx et à Freud, il écrit « sur le plan de », « réaliser que », « décryptage », « structures de concertation ». Bref, une espèce de Barragaud, mais inversé, comme il semble que soient devenus les Barragaud, le contraire d'un marxiste sectaire, fourbe et haineux : un libéral écolastique, ouvert, désarmé.

Vos enfants ne m'intéressent plus n'est pas une déclaration unilatérale de désamour, mais l'aveu d'un désarroi collectif. Sans statistiques ni sociologie, Maschino confesse simplement son malaise et celui de ses collègues et de ses élèves. A leur avis, le lycée est devenu un sinistre lieu de passage qui produit ignorance et gâchis. La plupart des enfants y viennent par convenance, indifférents, pas concernés, à la fois dépendants et blasés, convaincus d'agacer, incapables de lire, d'écrire, de concevoir une idée, un idéal. Les professeurs, de leur côté, ont l'impression déprimante que leur enseignement glisse sur la classe comme l'eau sur une tuile, qu'ils sèment dans le sable. Ils se sentent déclassés, pitoyables, inutiles, condamnés à une imposture morbide...

Ce malaise provient d'une crise de civilisation qui le dépasse et que le seul lycée ne peut enrayer. Maschino en est si conscient qu'il ne propose aucun remède.

Tout au plus cet homme de gauche rejoint-il, sur la fameuse « égalité des chances », des positions élitistes qu'il eût réprouvées voilà dix ans. Par réalisme et honnêteté, il admet qu'il est absurde de réunir dans une même classe un élève qui dévore Hegel et un autre qui sait à peine lire. Contre l'égalitarisme verbal naguère en vogue dans sa génération, il ne craint pas d'affirmer que « toutes les inégalités ne sont pas des injustices », qu'il ne combat pas l'inégalité en mettant sur le même banc un imbécile et un surdoué », et que, si le lycée veut être autre chose qu'une garderie, la sélection, dont on espérait faire l'économie, s'impose.

Une autre explication corrige ce que celle-ci semble avoir de réactionnaire. Si les élèves se demandent ce qu'ils font au lycée, n'est-ce pas parce qu'ils y voient une simple enclavure à l'A.N.P.E. ? S'ils n'ont rien à dire, n'est-ce pas parce que, contrairement à leurs aînés, ils se sentent pris sur le monde et sur leur propre destin ?

BERTRAND POIROT-DELPECH.

\* *HENRI OU L'ÉDUCATION NATIONALE*, de Jean Dutoit, Flammarion, 316 p., 65 F.  
\* *VOS ENFANTS NE M'INTÉRESSENT PLUS*, de Maurice Maschino, Hachette, 262 p., 69 F.

## rencontre

## Une semaine avec Borgès

(Suite de la page 17.)

Borgès se promène à Fontainebleau dans les jardins, visite le château : « Beaucoup plus beau que Versailles. Versailles est une folie, c'est la vanité, l'égotisme, les mauvaises proportions, Louis XIV. Tout cela laisse une impression de démeure ».

D'un mot, ou peut-être d'un son, d'une couleur, il passe à une autre idée, à une autre image, à un autre vers, un autre souvenir.

« 1983, il y a donc un siècle et trois ans que le tango est né au bord de la mer. Les instruments étaient le piano, le violon, la flûte. Les chansons étaient obscènes, truffées de vauriens. Une musique d'apaches, pas du tout une musique populaire. C'est en passant par la France que le tango est devenu sentimental et mondain. Mon oncle, qui était capitaine maritime, me parlait des prix qu'on payait au bordel autrefois. Une Française : cinq pesos, une Polonaise : trois pesos, une Argentine : un peso. Une Française vieillissante : le prix d'une Polonaise ou d'une créole ».

## Sa bibliothèque dans la tête

Comme Montaigne, Borgès n'est jamais sorti de sa bibliothèque, à ceci près que Borgès l'emporte avec lui dans sa mémoire. Il se souvient de tout. Quand il est heureux — et c'est souvent à Paris, semble-t-il, — il vous demande : « Préférez-vous la poésie épique ou lyrique ? ». Aussitôt, il récite cinquante vers de l'une, puis cinquante de l'autre. Des questions, encore des questions !

« Proust ? » Il se tait longuement, il est en France, il préférerait qu'on lui parle d'Henry James. Il s'en tire par : « J'ai le goût de l'épique, on ne trouve guère de l'épique chez Proust. Quand je pense au roman, je pense à Conrad. Il était polonais, il aurait pu écrire en français, il a choisi l'anglais à cause du vocabulaire maritime, plus vaste. Wells disait que Conrad parlait mal l'anglais, pourtant il l'écrivait mieux que lui. — Il y a des tourments très peu anglaises chez Conrad, lui objecte-t-on. — Tant pis pour l'anglais ».

« Alfred Jarry ? un imbécile. Pourquoi est-ce un classique français ? Ackett ? Je suis resté en dehors. Mon père disait que les livres n'étaient pas faits pour ennuyer ».

« Rabelais, c'est très espagnol. Les Espagnols parlent très mal l'espagnol, ils ne savent pas le prononcer. C'est peut-être pour ça qu'ils aiment tellement l'espagnol : pour eux, c'est une langue étrangère ».

« L'Emile de Rousseau ? Imbécile. A-t-on idée de faire un roman sur l'éducation d'un enfant ? »

On lui dit que Finnegans Wake vient enfin d'être publié en français. « Dix-sept ans pour l'écrire, vingt ans pour le traduire. Et le lecteur a une éternité pour ne pas le lire. J'aime Gens de Dublin, et les poèmes ».

« Maupassant ? Un journaliste qui racontait des anecdotes. Il a fini fou, il avait commencé bête ».

« Apollinaire ? Très joli, sauf quand il faisait des calligrammes. Écoutez Walt Whitman en français,

en espagnol, en allemand, vous le reconnaîtrez toujours ».

Borgès voudrait aller maintenant en Chine, et au Pakistan, à cause de Kipling. Il parlera longtemps de Kipling, du père de Kipling et des peintres préraphaélites.

Évoquer sa vie privée... Il vous dira qu'il a été marié pendant deux ans. « Il y a à peu près une quinzaine d'années de cela. Je ne sais plus exactement quand... J'ai des amis intimes, on ne s'est jamais fait de confidences. J'ai des amis mariés qui font vie conjugale le jeudi et le dimanche ; entre-temps, ils ne se valent pas, ils ne se parlent pas ou téléphonent. Comme ça, ça a l'air de très bien marcher. Le mariage devient une habitude, et peut-être une mauvaise habitude ».

« Quand on atteint mon âge, on est ailleurs, les contemporains sont morts, pushing up the daisies » (1) comme on dit en anglais.

L'année passée en Californie, Maria Kodama feuilleta un annuaire, elle aperçut sur une page des monogrammes, elle en parla à Borgès. « Trois compagnies s'occupaient de ces voyages en ballon, raconte-t-il. Nous appelons l'une d'elles. « Si vous voulez vous élever, nous dit-on, il y a un départ demain. Le lendemain à 5 heures du matin, après un long trajet en camion, nous étions sur le terrain. On a gonflé le ballon, quelques minutes plus tard nous nous sommes élevés dans le nuit, au-dessus d'une volée d'orchées dans le dôme du matin. Cinq personnes à bord du ballon, les bruits amplifiés de la terre qui se réveillait, la chaleur des gaz, le glacé des vents selon lesquels nous dérivions, une impression inoubliable. — Vous êtes prêt pour tous les départs. — Oui et pour tous les retours, surtout s'il s'agit de Paris ».

FRANÇOIS-MARIE BANIER

(1) Littéralement : « Pousser les marguerites vers le haut ». En français : « Manger les pissenlits par la racine ».

• H. BUSSON, le Religieux des écrivains	103 F
• E. CASSIRER, la Philosophie des lumières	75 F
• M. DELCOURT, les Grands Sanctuaires de la Grèce antique	46 F
• L. CERNHOF, l'Europe des Princes éclairés - 1763-1780	136 F
• H. von HOFMANNSTHAL, Lettres à Carl J. Bachmann	96 F
• A. RUS, les Religions grecque et romaine	55 F
• E. KRETSCHMER, Paradoxe et sensibilité	91 F
• E. MUCCIARELLI, le Mythe de la cité idéale	92 F
• M. P. NELSON, la Religion populaire dans la Grèce antique	51 F
• S. PETREMENT, le Dualisme chez Platon, les gnostiques et les manichéens	103 F
• P. PETTAZZONI, la Religion dans la Grèce antique	79 F
• C. RAMBOUX, Mythologie de la famille olympique	65 F
• M. REYMOND, de Michel-Ange à Tiepolo	92 F
• C. VALLAT, le Culte des sources dans la Gaule antique	97 F

CATALOGUE GRATUIT SUR DEMANDE  
Gérard Montfort Éditeur  
Saint-Pierre de Salerne, 27800 Brionne

Viens rencontrer Mitterrand, Walese et Gergis Kahn ;  
Viens boire l'eau des torrents de montagne dans les bistros  
parisiens, faire la guerre à l'Amérique, almer Marie...

VIENS LIRE DES CONTES SUR TA VIE

« TES VOILES ! »

CLAUDE COURANT

Ed. La Pensée universelle. En vente en librairie.

## Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections

manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre.  
Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement  
par presse, radio et télévision.Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle  
4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.Conditions fixées par contrat.  
Notre contrat habituel est défini par l'article 49  
de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle



PARUTIONS DE JANVIER 1983

Thomas BERNHARD

La cave - Un retrait

Traduit de l'allemand par Albert Kohn

Vladimir MAXIMOV

La ballade de Savva et autres nouvelles

Traduit du russe par Vladimir Barelitch  
Préface de Natalya Gorbanevskaya

Iris MURDOCH

La mer, la mer

Roman - Traduit de l'anglais par Suzanne Mayoux

Pavel REZNICEK

Le plafond

Roman - Traduit du tchèque par Erika Abrams  
Préface de Milan Kundera - Dessin de Pol Bury

GALLIMARD nrf

La grande tradition du roman  
indiscret se perpétue avecLES SOIRÉES  
DU GÉNÉRAL  
DE  
PHILIPPE DE JONAS

A LA MANIÈRE DE...

• Les 11 000 verges d'Apollinaire

• Aphrodite de Pierre Louys

« UN CHARMÉ insidieux et élégant. »

Gilles Costaz / LE MATIN

« UN ROMAN délicieusement

libertin, d'une drôlerie irrésistible. »

Gilles Pudlowski / PARIS-MATCH

ROBERT LAFFONT



## magazine littéraire

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées

FÉVRIER

### CENT ANS DE CRITIQUE LITTÉRAIRE

Sainte-Beuve, Proust, Gide, Paulhan, Bachelard, Maupassant, Barthes, Girard, Breton, Foucault, Deleuze, Serres, Lukacs, Macherey, Gracq, Genette, Blanchot, Marthe Robert, Starobinski.

Entretien : Thomas Bernhard

En vente en kiosque : 15 F

### OFFRE SPÉCIALE

8 numéros : 54 F

Cocherz sur la fiata ci-après laa numéros que vous choisissez

- Cette science humaine, la guerre.
- Théories du terrorisme, du Hôpital à Baader.
- Maupassant.
- J.-L. Borges.
- Jacques Prévert.
- La Baie Generation : Burroughs, Ginsberg, Kerouac.
- James Joyce : 14 dossier romanesque.
- Littérature italienne (1980-1981).
- Mishima.
- La littérature espagnole en liberté.
- Les angoisses de la science.
- Valéry Larbaud.
- Jean Genet par lui-même.
- Autour de la folie.
- Les romanciers anglais.
- Gabriel Garcia Marquez.
- Julien Gracq.
- Femmes, une autre écriture ?
- Le réveil de l'islam.
- Boris Vian.
- L'intellectuel et le pouvoir.
- Musil.
- Les écrivains de Montmartre.
- Écrivains du Brésil.

Nom : .....

Adresse : .....

Règlement par chèque bancaire ou postal.

## magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères 75007 Paris (France)

## lettres étrangères

# Ces prodigieuses dames anglaises

Il faut tout lire. De Jane Austen à Rosamond Lehmann. Absolument. Et sans risque de saturation. Car ces cinq romans anglais ont la séduction de l'innocence qui ne croit plus aux limites du convenable. Il y est question d'amour, d'argent, de conventions, de mariage, mais surtout, sourdement, de ce qui glisse sous les mots et les raisons : le désir.

L'Emma, de Jane Austen n'est pas seulement charmante, piquante. Elle est jeune, belle, riche et terriblement présomptueuse. Dans le village propre à réveiller toutes nos nostalgies d'« merry old England », où elle vit entre son père et quelques amis, Emma s'ennuie. Elle ne se sent pas douée pour « tomber amoureuse » comme n'importe qui, et dans son petit monde, il y a très peu de gens de son milieu social avec qui se lier. Alors elle rêve. Elle bâtit des intrigues dans sa tête, où sa petite protégée du moment doit, absolument, se faire épouser par tel jeune homme de bonne famille. Et Emma va de catastrophe en catastrophe. Elle, pour qui compte avant tout l'élégance, qui s'acharne à respecter les convenances, se conduit comme une écolière, coincée entre ses fantaisies entremetteuses et son sens des hiérarchies. Elle manipule les gens. Et se retrouve manipulée.

Cette Emma, qui se croit si fortement maîtresse de sa raison, comprend tout de suite, les demi-mots, les regards, les allusions propres au discours amoureux autorisé par son époque. C'est ainsi que sa pauvre protégée dérape de peine de cœur en chagrin d'amour. Contre Emma, Jane Austen fait triompher le sens des mots ; à l'aide de toutes ces conversations entortillées, emplies d'échos, de répétitions, de déformations, elle trace le paysage mental de ce petit univers étouffant du début du dix-neuvième, aimable, ironique, incroyablement cruel, et nous donne à entendre, par un discours indéfiniment repris du texte d'autrui, ce que parler veut dire.

Si l'on ne souhaite pas de choc brutal, on peut quitter Jane pour Nancy, et la jeune femme meurt, ah ! Quand la jeune femme meurt, sa cousine, si convenable, bérifère. Et sa mère, petit oiseau siffleur, s'amuse : « Il a été le grand amour de sa vie, tu sais. » « Oh ! mon chou, fit-elle avec tristesse. On le croit toujours ! Chaque fois qu'on aime, on croit que c'est le grand amour ! » Nancy Mitford est sans pitié. Elle a ce talent de mettre ses lecteurs du côté des cœurs froids, car son roman est méchamment anti-sentimental. Elle possède, la grâce

d'un classicisme de salon, cynique, cru et indifférent. Avec Elizabeth Bowen, on passe dans un monde où l'intelligence se défait pour se montrer telle qu'elle est souvent : une tentative éperdue pour rationaliser des désirs obscurs. S'il y est question d'argent et de convenances, c'est pour rendre plus sensibles les perversités de l'amour. Dans *Un monde d'amour*, deux femmes d'âge mûr, loin des certitudes de la jeunesse, se tiennent immobiles dans une relation de fascination réciproque. Elles ont aimé le même homme, mort désormais. L'une a vu sa vie organisée par l'autre. Que cache la dépendance financière, que cache la maîtrise désespérée de l'une, la mollesse agressive de l'autre ? Rien n'est clair, dans cette histoire limpide. Les sentiments sont troubles et tuss, seuls comptent les actes comme autant de symptômes. Semblablement, dans les *Cœurs détraqués*, E. Bowen met en scène, impeccablement, une tragédie familiale et terrible : la mise à mort de l'innocence. Une jeune fille par un impitoyable mariage, par un monde qui n'est pas le sien ; ce monde doré, codé, où les désirs s'exaspèrent de ne pouvoir être réalisés, car tout doit rester en place, quand on est bien marié, qu'on a une position. Anna, la belle-sœur de la jeune Portia, a trente ans ; elle est aimée, et se peut se passer de créer des relations tendues et malsaines avec des hommes qu'elle désire et méprise. Elle se sent menacée par Portia, son silence, ses regards. Elle va l'écraser avec une fureur tranquille.

JANE AUSTEN (1775-1817). - Fille d'un clergyman, avant-dernière-née de huit enfants, elle sut admirablement décrire les complications et les sentiments de la vie commune. Elle a écrit six romans : *Elmer et Marianne*, première version de *Raisons et Sentiments* (1795), *First Impressions* qui devint *Northanger Abbey* (1797), *Préjugés* (1796), *Suven qui devint *Northanger Abbey* (1797), Mansfield Park* (1811), *Emma* (1814), *Persuasion* (1816).

ELIZABETH BOWEN (1899-1973). - Née à Dublin, élevée dans le Kent, elle passa une grande partie de sa vie en France et en Italie. A partir de 1923, elle publie nouvelles et romans dans lesquels elle explore inlassablement les incertitudes du cœur.

En 10/18 : *Les Petites Filles*.

ROSAMOND LEHMANN (née en 1903). - Née à Londres. Son premier roman *Poussière* (1927) obtint immédiatement un succès retentissant. *Le Jour enséveli* date de 1953.

En 10/18 : *L'Invitation à la valse*, *Interpéries*.

NANCY MITFORD (1904-1973). Née à Londres, morte à Versailles. De famille aristocratique elle a évoqué avec esprit son milieu social.

En 10/18 : *L'Amour dans un climat froid*, *Le Cher Ange*.

A LIRE AUSSI :

IVY COMPTON-BURNETT (1892-1969). Fille de médecin. Après des études à l'université de Londres, elle mena une vie tranquille dans le quartier de Kensington et décrit la haute société et la bourgeoisie de l'Angleterre victorienne.

Considérée comme une des romancières les plus originales de son pays, elle est l'auteur de quinze romans, dont *Une famille et son chef* (1935) qui vient de paraître dans la collection « L'Imaginaire » chez Gallimard (1<sup>re</sup> édition : Gallimard 1954).

KATHERINE MANSFIELD (1888-1923). *Le Voyage indiscret*, 17 nouvelles (collection « Points-Scilicet »). De son vrai nom Kathleen Beauchamp, elle naît le 14 octobre 1888 à De son vrai nom Kathleen Beauchamp, elle naît le 14 octobre 1888 à Wellington, en Nouvelle-Zélande. Après des études au Queen's College de Londres, elle envisage d'abord une carrière de violoncelliste puis se tourne vers l'écriture et publie une première nouvelle en 1912. Elle suit l'enseignement de Gurdjieff, et meurt de tuberculose à l'âge de trente-quatre ans à Avon (Seine-et-Marne).

Un choix de *Poèmes* est paru récemment dans une plaquette bilingue chez Arfuyen (distribution Distique).

## L'impitoyable miroir de May Sinclair

A U début de ce siècle, la romancière anglaise May Sinclair remporta un vif succès dans son pays natal ainsi qu'aux Etats-Unis. Lorsqu'elle s'éteignit en 1946, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, elle avait publié vingt-quatre romans, six recueils de nouvelles, trois de poésies, à quoi il convient d'ajouter des études sur Platon, Descartes et surtout sur les seurs Brontë. En 1912, elle signa également un pamphlet, intitulé *Feminism*, dans lequel elle prenait fait et cause pour le vote des femmes. May Sinclair fut un personnage important de la scène littéraire anglaise et ses amis n'étaient pas des moindres : citons Ezra Pound, Dorothy Richardson, Henry James et John Galsworthy.

Quatre de ses romans furent traduits en français entre 1912 et 1948 (1). Mais ici, tout comme en Angleterre, son nom n'a guère dépassé le cercle de ses lecteurs contemporains. Il est vrai que le style de ses

premiers romans - qu'elle renia par la suite - était par trop caractéristique d'une époque. Vers la fin de sa carrière, May Sinclair changea pourtant complètement d'écriture. Des romans comme *Far End* ou *The Rector of the Wyck* traduisent cette évolution qui voit la romancière opter pour le resserré, l'économie de phrase, l'ellipse et le dépouillement. Le récit le plus significatif de cette veine est *Vie et Mort de Harriett Frean* dont les éditions Flammarion viennent de publier la traduction.

### Un idéal de perfection perversi

En un peu plus d'une centaine de pages, May Sinclair entend de dépeindre les soixante-huit années de l'existence d'une femme. Le récit s'ouvre sur une vision idyllique de l'enfance de Harriett Frean. Choquée par ses parents modèles, Harriett sublimine à ce point leur image qu'elle n'aspire plus qu'à la perfection. Jeune fille, elle refusera d'épouser l'homme qu'elle aime sous le prétexte que celui-ci doit se marier avec sa meilleure amie. Elle pense agir noblement, mais sa décision ruinerait en fait le destin de ce couple.

La vie de Harriett s'arrête quelque part ici. Le reste n'est plus

qu'un bref cheminement vers la vieillesse. Longtemps Harriett a cru réaliser son idéal de perfection en sacrifiant son bonheur à celui des autres. Au seuil de la mort, elle découvrirait cependant que son prétendu altruisme n'est que la forme déguisée d'un égoïsme sans borne.

Contrairement à bon nombre de ses prédécesseurs, May Sinclair n'invoque pas le poids du destin. Elle rend son héroïne entièrement responsable de ses actes. Mieux, elle le condamne. Ce portrait sévère est d'autant plus étonnant que la romancière joue du décalage existant entre le moi idéal de Harriett et une réalité beaucoup moins rose. Lorsque celle-ci comprendra la situation, il sera bien trop tard : la douce enfant sera devenue une vieille fille acariâtre qui, au nom du bien, fait le mal. Le style de May Sinclair prend ici toute sa valeur qui permet de restituer la course du temps, l'ennui de la vie. De plus, en laissant de côté l'aspect anecdotique de cette existence déterminante, la romancière n'en souligne que davantage la dimension à la fois tragique et dérisoire. Certes, on pourrait dire que réduire la destinée d'un personnage à un simple échec sentimental est exagéré. May Sinclair ne nous donne pourtant pas une leçon. Elle nous tend un miroir impitoyable.

BERNARD GENÈS.

\* *VIE ET MORT DE HARRIETT FREAN*, de May Sinclair. Préface et traduction de l'anglais par Diane de Margerie. Coll. Bibliothèque anglaise, Flammarion, 144 p., 45 francs.

## Tom Sharpe et sa poupée gonflable

L'Erromancier Tom Sharpe a certainement dû faire se retourner dans leurs tombes, quantes d'historicistes anglais. Avec cet *« Eton »*, c'est en fait un diabolique, sans rire, de la fine plaisanterie an dami-tante. « Evelyn Waugh et P.G. Wodehouse mariant la rapine, moi je travaille au coupe-coupe », aime-t-il à préciser, si l'on en croit son éditeur français, Wilt, son premier roman, traduit en français, nous livre un échantillon du talent de cet oiseau défilé. Et ce n'est pas triste !

Sharpe nous raconte les débuts d'un modeste enseignant avec son épouse Eva, puis avec la police qui l'accuse d'avoir tué celle-ci. Que s'est-il passé ? Le surnom Henry Wilt, à la suite d'une soirée passablement agitée, se débarrasse d'une poupée gonflable qu'on lui a jeté sur les bras. Il ne trouve rien de mieux à faire que de la précipiter dans un trou, sur un chantier situé à proximité de l'université. Entre-temps, comme sa femme l'a quitté pour aller passer quelques jours à la campagne, le pauvre Wilt est accusé d'homicide. L'aventure commence.

Tom Sharpe ne fait pas de détail. Il se livre à une violente satire de la petite bourgeoisie anglaise (on devrait dire après l'avoir lu : de la minuscule bourgeoisie) et surtout de sa « gent féminine » qui ne cesse de s'adonner à la méditation, à l'art floral, à la poterie, aux ventes de charité, etc. En face, le couple américain

n'est pas mieux loti - la femme notamment - qui, sous couvert de *« touché therapy »*, entend de convertir Eva aux charmes du lesbianisme. Tous, à part Wilt, parlent le langage des autres : celui des théoriciens, des revues spécialisées, des médias. N'est-ce pas un peu le bouchon ? En fait, les ne font qu'échouer au grand jour leur frustration et leur étroitesse d'esprit. Ces gens-là sont des singes. En 1970, ils parlaient de sexualité ; en 1981, de jogging ; en 1982, ils feront de la danse et ne jureront que par E.T. Comme les autres.

Seul le héros, Wilt, échappe à ce vent de folie, lui qui préfère ses pantoufles, son chien et sa maison. Cela ne signifie pas pour autant qu'il échappe aux sarcasmes de l'auteur. Au passage, Tom Sharpe en profite pour s'attaquer à l'hystérique américain moyen qui vient débâcher de brèves Anglaises anglophiles dans leur quotidien. C'est de bonne guerre. Mais il n'y a chez l'auteur aucune trace d'amarantisme ni d'altruisme : c'est un joyeux qui jette sur notre monde un regard amusé et cynique. Inutile de chercher dans son roman une morale. On n'y trouve que du rire !

B.G. \* *WILT*, de Tom Sharpe (trad. Wilt), traduit de l'anglais par François Dupuytren Desrosières. Ed. de Grasset, 322 pages, 69 francs.

## Jorge Luis BORGES

Fictions

Enquêtes

Œuvre poétique (1925-1965)

L'Auteur et autres textes

Discussion

L'Aleph

Le Rapport de Brodie

L'Or des tigres

Le Livre de sable

Livre de préfaces

Essai d'autobiographie

GALLIMARD

**L'UNIVERSITÉ DE LAUSANNE (Suisse)**  
ouvre une inscription pour la poursuite d'un poste de  
PROFESSEUR ASSOCIÉ (6 heures hebdomadaires) de  
**LANGUES ET LITTÉRATURES MÉDIÉVALES**  
Titre exigé : Doctorat en lettres, doctorat d'Etat ou à l'équivalent.  
Les lettres de candidature, avec curriculum vitae et liste des publications,  
doivent parvenir avant le 17 février 1983 au doyen de la Faculté des Lettres,  
bâtiment central, 1015 LAUSANNE.  
Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus à la même adresse  
(tél. : 19.41.21/48 31 25).

Lisez, offrez, (de 12 ans à 100 ans !)  
**LA DOUCEUR SUR LA TERRE**  
de Tatianna KLETZKY-PRADERE (275 pages)  
- Une promenade romantique au soleil des vacances ;  
- une région du Midi à découvrir ;  
- un certain art de vivre.  
**3 000 EXEMPLAIRES VENDUS EN 18 MOIS !**  
ENVOI IMMÉDIAT DÉDIÉ contre 59 F (chèque ou mandat). Port gratuit à  
T.R.P. - Corbina - Canclis - 11500 QUILAN.

**GUY DEBORD**  
**LA SOCIÉTÉ DU SPECTACLE**  
ÉDITIONS CHAMP LIBRE



Anglais

philosophie

## Le souffle libérateur du bouddhisme

● **Peut-on guérir l'homme de la modernité, en lui enseignant le détachement ? Un essai important de l'économiste français Serge-Christophe Kolm.**

A défaut d'être né bouddhiste, on peut toujours tenter de le devenir. Surtout si l'on se flatte d'être un esprit libre, rebelle à toute mystique, écœuré par les idéologies moribondes qui se disputent le « supplément d'âme » que nous accordons, comme un miserable pourboire, nos sociétés technobureaucratiques.

École de lucidité et de sérénité, le bouddhisme affiche un athéisme à toute épreuve : il n'offre aucune consolation, ne promet aucun au-delà, se moque des révérences, des dogmes, des hiérarchies et se garde bien d'accabler les humains avec des sordides notions de « péché » ou de « culpabilité ». Pratiquement, il n'a qu'un objectif : faire reculer (un peu) les bornes de la souffrance et du malheur. Comme c'est effectivement le seul objectif qui importe, il n'est peut-être pas inutile de prendre le bouddhisme au sérieux. C'est ce qu'a fait un économiste français réputé, Serge-Christophe Kolm, dans la somme qu'il publie au P.U.F. sous le titre : *Le Bonheur-Liberté ; bouddhisme profond et modernité*.

Avec l'ardeur d'un néophyte, Serge-Christophe Kolm entend prouver que, six siècles avant Jésus-Christ, le bouddhisme a inventé les concepts d'homme, de liberté, de bonheur, ainsi que la philosophie et l'esprit scientifique. De quel atterrir des générations d'hellénistes ! On imagine leur stupeur lorsqu'ils l'iront, sous la plume de Kolm, que le fameux « miracle grec » est d'abord géographique. « Le premier miracle grec de la Grèce, écrit-il, c'est d'être

la porte de l'Asie sur l'Europe, le seul entre l'Est et l'Ouest. Quant au non moins célèbre « génie grec », c'est d'abord celui de l'imitation, de l'adaptation et de l'entremise ».

Les hellénistes ne seront pas seuls dans leur perplexité. Les philosophes et les psychanalystes, s'ils lisent Kolm (et ils auraient tort de négliger son ouvrage, brouillon certes, mais aussi brillamment original et prometteur de ce fait à d'innombrables polémiques), découvriront au fil des chapitres quels penseurs s'accrochent le mieux à la sensibilité bouddhiste. Les noms de Schopenhauer et de Nietzsche sont, bien évidemment, les premiers qui viennent à l'esprit : l'un et l'autre ont explicitement joué le bouddhisme contre le judéo-christianisme.

En revanche, dans la liste des « bouddhistes incançonnés », on s'étonne de rencontrer Spinoza, Hume, Hegel, Marx, Husserl, Russell, Wittgenstein et, « number one », Jean-Paul Sartre. Passe encore pour Wittgenstein dont l'éloge du silence et la défiance à l'égard de toute métaphysique ont un parfum très zen. Mais Sartre ? C'est le plus bouddhiste des bouddhistes, répond Kolm, car pour lui, à chaque instant, l'homme recrée le monde en inventant sa liberté.

**Ni dieu, ni maître, ni ego**

Si l'auteur ménage les psychanalystes, il ne les traite pas moins avec condescendance : ce sont des amateurs, des bouddhistes du dimanche. D'une part, Freud a de l'inconscient une conception bien étriquée et, d'autre part, Jung, qui a pourtant pris la peine de faire un long séjour en Inde, en a ramené une riche moisson d'idées fausses. Reste que la psychanalyse, en expliquant que le bonheur ou la détresse d'un individu sont d'abord les résultantes de ses expériences et actions passées, re-

sonne avec l'essence de la pédagogie bouddhiste, exprimée métaphoriquement par la notion de mététempyose.

Est bouddhiste, nous dit Kolm, celui qui arrive à diminuer efficace-

lières : la création, la révélation, la foi, l'âme, le sacré, la sainteté, le blasphème, le sacrilège, la transgression, le moi. « Ni dieu, ni maître, ni ego », pourrait être sa devise. Le bouddhisme, à sa manière, est un



Dessin de Bérénice CLEVE.

ment son insatisfaction. Les meilleures pages de son essai sont celles où il explique comment le bouddhisme échappe à toutes les catégories mentales qui nous sont fami-

lières : la création, la révélation, la foi, l'âme, le sacré, la sainteté, le blasphème, le sacrilège, la transgression, le moi. « Ni dieu, ni maître, ni ego », pourrait être sa devise. Le bouddhisme, à sa manière, est un

lières : la création, la révélation, la foi, l'âme, le sacré, la sainteté, le blasphème, le sacrilège, la transgression, le moi. « Ni dieu, ni maître, ni ego », pourrait être sa devise. Le bouddhisme, à sa manière, est un

lières : la création, la révélation, la foi, l'âme, le sacré, la sainteté, le blasphème, le sacrilège, la transgression, le moi. « Ni dieu, ni maître, ni ego », pourrait être sa devise. Le bouddhisme, à sa manière, est un

lières : la création, la révélation, la foi, l'âme, le sacré, la sainteté, le blasphème, le sacrilège, la transgression, le moi. « Ni dieu, ni maître, ni ego », pourrait être sa devise. Le bouddhisme, à sa manière, est un

lières : la création, la révélation, la foi, l'âme, le sacré, la sainteté, le blasphème, le sacrilège, la transgression, le moi. « Ni dieu, ni maître, ni ego », pourrait être sa devise. Le bouddhisme, à sa manière, est un

face noire de la condition humaine derrière les oripeaux de la jouissance sans entrave et de l'ébriété scientifique, le bouddhisme reconnaît le tragique comme matière constitutive de la vie, de toute vie. Et son objectif unique vise à délivrer l'homme de la tyrannie de ses désirs et de ses angoisses.

A ce propos, on peut se demander avec Serge-Christophe Kolm si, dans un univers où la technique fonctionne de mieux en mieux et l'homme de moins en moins, le bouddhisme avec son art incomparable du détachement, reposant sur une métaphysique de la vacuité, ne serait pas précisément le remède à la fébrilité et à l'égoïsme de nos contemporains.

ROLAND JACCARD.

★ **LE BONHEUR-LIBERTÉ : BOUDDHISME PROFOND ET MODERNITÉ**, de Serge-Christophe Kolm, P.U.F., 637 pages, 150 francs.

## Carte d'identité

Né en 1939 à Paris, Serge-Christophe Kolm est un ancien polytechnicien. Il a longtemps enseigné aux États-Unis, notamment à Harvard et à Stanford. Il est maintenant professeur à l'École nationale des ponts et chaussées et directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales.

A la suite d'un malheur personnel, il fut amené à se réfugier dans un monastère bouddhiste, en Asie du Sud-Est. C'est là qu'il apprit à connaître le bouddhisme.

La plupart des ouvrages précédents de Serge-Christophe Kolm concernent l'économie. Signalons notamment : *Les Chocs financiers et monétaires* (Ed. Dunod, 1966), *L'état et le système des prix* (Ed. Dunod, 1970) et *Solutions socialistes* (Ed. Ramsay, 1978).

histoire

## « A moi, conte, deux mots... »

● **Une histoire des duels sous l'Ancien Régime.**

Le duel ? C'est d'Artagnan, c'est de Lagardère, c'est la botte de Nèvre ou le coup de Jarnac. Un grand moment de roman ou de film historique. Ah ! ces gaillards d'autrefois toujours prêts à se déchaîner !

Le livre de Michèle Cuélin fera découvrir à beaucoup que le duel, c'était bien plus que l'anecdote. D'abord parce qu'on y laissait vraiment sa peau, le plus souvent pour des futilités : il est peu de familles nobles qui n'aient été endeuillées par des duels à mort entre voisins, cousins ou même beaux-frères.

Ensuite et surtout, parce que cette rage de s'entre-tuer « pour l'honneur », qui a tenu en haleine durant trois siècles toute la société noble du pays, travaillait de front les pouvoirs du roi, de l'Eglise, du Parlement, qui tous trois s'entendaient à condamner, à réprimer, à combattre le duel par tous les moyens en leur possession. Rien n'y a fait ; ni les édits, ni les excommunications, ni même les condamnations à mort et les exécutions de duellistes trop provocants.

On peut attribuer le succès du duel entre gentilshommes, à partir des années mille, à deux facteurs concrets : un certain appui royal de plus en plus absolu. Dans cette perspective, les duels auraient « complété » des guerres civiles étrangères trop courtes pour épuiser le « désir de s'entre-tuer ». En parallèle, l'engagement en quelque sorte « spirituel » pour le noble art de

l'écriture, importé d'Italie en même temps que les épées légères.

A ces raisons de mode s'ajoutait le consensus de l'opinion, à laquelle ces combats fournissaient une chronique quotidiennement fertile en drames et en rebondissement, et l'alignement d'une fronde sans danger contre les pouvoirs. Le triomphe du Cid est fait pour une bonne part de ce consensus, et l'épisode du rattachement d'Alceste et d'Oronte par les maréchaux du roi, dans le *Misanthrope*, était parfaitement compris des contemporains comme la mise en scène des intentions de Louis XIV de mettre fin pacifiquement aux querelles d'honneur.

## Le destin d'Evariste Galois

A travers une documentation passionnante, c'est donc à une remise en cause de nos idées reçues faites sur le duel à l'époque classique que nous invite le livre de M. Cuélin. Elle le fait moitié en historienne de profession, moitié en romancière. Le récit est enlevé et, si l'on peut dire, vivant d'un bout à l'autre ; les analyses, solides sans être pesantes. Universitaire, l'auteur a le bon goût et la bonne grâce d'écrire le français de tout le monde. Pas de notes en bas de page (merci !), mais une bibliographie et un index, excellents. Un souhait : que l'auteur ne tarde pas trop à nous donner les deux livres qu'elle doit au public après celui-ci. D'abord une continuation (le duel de la Révolution à nos jours), puis, pourquoi pas, une réflexion sur le duel et les mentalités amoureuses !

Du duel à la vie d'Evariste Galois, la transition est trop facile : Galois, tenu à vingt ans par ses contemporains les plus perspicaces pour une intelligence mathématique exceptionnelle, mourut à cet âge, en 1832, d'un duel dont la genèse est encore à peu près inconnue. On ne sait pas de façon certaine quel fut son adversaire ; sans doute un très jeune homme, un ami, et comme lui un « républicain », ce qui rend l'affaire bien étrange. On ne comprend pas ce qui poussa les jeunes gens à s'en remettre à un procédé particulièrement barbare, et qui devait faire nécessairement un mort et un assassin : un pistolet chargé à balle, l'autre à blanc, et un seul coup de feu, à bout portant. On ne sait rien de la « coquette » (?) qui brouilla les deux amis (?) jusqu'à les amener à ce point de dénoncé. Mais, un peu ou tout à fait complot, la police de Louis-Philippe avait fait à une bonne affaire.

On ne récrit pas l'histoire. Mais on imagine avec un éblouissement l'homme extraordinaire qu'aurait pu devenir Evariste Galois sans ce duel : au moins un Einstein, doublé, qui sait ? d'un Lénine. En tout cas, une intelligence très au-dessus du commun.

Rédition complète du texte de 1956, le livre d'André Delmas regroupe et présente intelligemment les documents relatifs nombreux qui nous restent de cette fulgurante carrière. C'est un bon livre de fond.

JACQUES CELLARD.

★ **LE DUEL SOUS L'ANCIEN RÉGIME**, de Michèle Cuélin, bibliographie, index, Presses de la Sorbonne, 343 pages, 85 F.

★ **EVARISTE GALOIS, RÉVOLUTIONNAIRE ET GÉOMÈTRE**, d'André Delmas, Nouveau Commerce, 182 pages, 73 F.

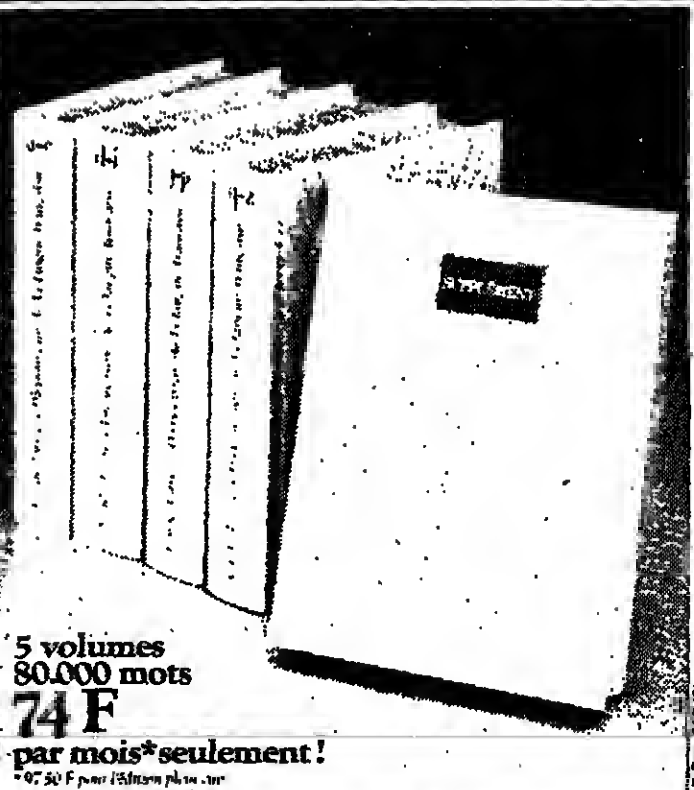
## LE LITTRÉ GRANDIT

**ÉVÉNEMENT : LE GRAND LITTRÉ S'ENRICHIT D'UN SUPPLÉMENT**

Aujourd'hui, vous avez 5 raisons de vous offrir le Grand Littré !

- 1) Toute la richesse de la langue française est désormais à votre disposition. Avec son volume de Supplément, le Grand Littré vous offre un trésor inégalé : plus de 80.000 mots, y compris tous les termes de l'Académie, de l'Institut, de l'Épique de Montaigne à celle de l'électronique... Plus que jamais, le Littré est l'ouvrage de référence indispensable dans chaque foyer.
- 2) Une mine prodigieuse de citations. « L'adjectif, substantif ou adverbe... » écrit Voltaire. Les cinq volumes du Grand Littré contiennent des centaines de milliers de citations d'auteurs classiques ou modernes.
- 3) Une édition prestigieuse dans votre bibliothèque. Monument de la langue française, le Littré sera également le joyau de votre bibliothèque, avec ses cinq volumes in-4, reliés en cuir, regroupant environ 7.400 pages, sous reliure soignée en pleine peau, avec titres, plats et tranche dorés.
- 4) Une offre exceptionnelle : 74 F par mois seulement ! Grâce au Bon de Commande ci-joint, vous pouvez acquérir les quatre volumes du Grand Littré plus le volume de Supplément en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement. Profitez vite ! \* 97,50 F pour l'édition pleine cuir.
- 5) Recevez votre Littré maintenant et payez le plus tard ! Vous pouvez recevoir tout de suite, les quatre volumes du Grand Littré plus, en prépublication, le Supplément, en échange d'un faible règlement de droits de réservation (85 F pour l'édition classique, 105 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir). Commandez-le vite !

Recommandé le bon guide à : **ENCYCLOPEDIA BRITANNICA** TOUS MANUSCRITS, 355, AVENUE DU MAINE, 75754 PARIS CEDEX 12.



**BON DE COMMANDE PERSONNEL**

TOUS MANUSCRITS, 355, AVENUE DU MAINE, 75754 PARIS CEDEX 12

OUI, je désire recevoir le Littré en cinq volumes dans la reliure de pleine cuir, ou je veux acheter les quatre volumes du Littré plus le Supplément en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement. Je vous envoie ci-joint le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option classique (reliure pleine cuir) : 100 F. Option de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) : 120 F. (à compléter par le règlement de 100 F pour l'édition classique, ou de 120 F pour l'édition de luxe reliée pleine cuir, à recevoir en 12 mensualités, à crédit, pour 74 F par mois seulement.)

Option édition de luxe (reliure pleine cuir) :



## MUSIQUE

**742.67.27**



# SPECTACLES

## théâtre

### LES SPECTACLES NOUVEAUX

IDA - Athénée (742-67-37), 21 h.  
LE VISON VOYAGEUR - Miché-  
lière (742-95-22), 20 h 30.

Les salles subventionnées  
et municipales

OPÉRA (742-57-30), 19 h 30 : La Bo-  
hème.

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20),  
20 h 30 : L'Avare.

CHAILLOT (727-81-15) Grand Théâtre  
20 h 30 : L'Assemblée musicale vivante  
(dir. V. Gribouval) ; 20 h 30 : Le Songe  
d'une nuit d'été.

ODÉON (325-70-32), 20 h 30 : Superdu-  
pion.

TEP (797-96-06), 20 h 30 : Pôles vert.  
RENAUD (727-12-35) Débats-  
Recherches Mises : 18 h 30 : J. Carqui-  
gini ; 20 h 30 : Débat en liaison avec  
l'exposition « Para-tel bon, demain ? ».

CLAUDE-VERDIER : 13 h : Psychiatrie sans  
gard-fous ; 16 h : Distorsion ; 19 h :  
Pierre Soulas ; 15 h : Hans/J. Asp - le  
temps des papiers dentaires ; 18 h : Chris-  
tian Leloir ; 17 h 30 : Jardins de ville ;  
Théâtre : « Des dérivés scéniques  
contemporains » ; 20 h 30 : Le Théâtre  
d'un face ; Concert : 18 h 30 : Une heure  
de musique de chambre du vingtième siè-  
cle, par les solistes de l'E.C.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-  
19-33), 20 h 30 : La Vierge joyeuse.

THÉÂTRE DE LA VILLE (724-22-77),  
20 h 30 : Les Fous-furieux ; 18 h 30 : Jacques  
Weber joue et chante Fanny.

Les autres salles

A DEJAZET (887-97-34), 20 h 30 : Les  
Taupes, de Tom Novembre ; 22 h 30 :  
Rosa ou les Épines de la passion.

ANTOINE (208-77-71), 20 h 30 : Coup de  
soleil.

ASTÈRE - THÉÂTRE (233-35-53),  
20 h 30 : Le Malentendu.

ATELIER (606-49-24), 21 h : L'amour  
tue.

ATHÉNÉE (742-67-27), 18 h 30 : Le Dé-  
sert.

BASTILLE (357-42-14), 21 h : Krollier.  
BOUFFES PARISIENS (296-60-24),  
20 h 30 : En sordine, les sardines.

CARTOUCHERIE, Théâtre du Soleil  
(374-24-08), 18 h 30 : La Nuit des rois ;  
Théâtre de la Tempête (326-36-36),  
20 h 30 : Le Roi des Aulnes ; 18 h 30 :  
Sibyl.

CITE INTERNATIONALE (589-38-69),  
Grand Théâtre 15 h et 20 h 30 : La Mère ;  
Ressort 20 h 30 : Les Larmes amères de  
Petra Von Kant.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES  
(770-08-15), 20 h 45 : Comédie passion.

COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22),  
20 h 30 : Noblesse et bourgeoisie.

DEUX-PORTES (361-49-92), 20 h 30 :  
Les Fourmières.

EDOUARD-VI (742-67-49), 21 h : La  
Dernière Nuit de Tobi.

ESCALIER D'OR (523-15-10), 20 h 30 :  
1981.

ESPACE-MARIS (271-10-19), 20 h 30 :  
Le Mariage de Figaro.

ESSAÏON (278-46-42), 19 h : Le Tombeau  
du père.

FONTAINE (874-74-40), 20 h 15 : Vive  
le Roman ; 20 h 30 : S. Joly.

GALLIE 45 (326-65-51), 21 h : A Sepa-  
rative Poire - After Magritte.

GRAND HALL MONTORGUEIL (296-  
04-06), 20 h 30 : La Fureur du roi Forcé ;  
NUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : La  
Cassandre chavire ; 20 h 30 : La Loge ;  
21 h 30 : Le Cinq.

LA ROUYÈRE (874-76-09), 21 h : Au  
soleil.

LIÈRE-THÉÂTRE (586-55-83),  
20 h 30 : Arrogance.

LUCERNAIRE (544-57-34), 19 h :  
Mousses ; 21 h : Six heures au plus tard ;  
22 h 15 : Tschéka ; 22 h 15 : Edou Clé-  
ment ; 20 h 30 : La Nôce. Petite salle,  
18 h 30 : Paroles françaises.

MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : La  
Désobéissance de Boethius.

MATHURINS (265-90-00), 21 h : L'Avan-  
tage d'être comique.

MOÛT, salle "Galerie" (225-20-74),  
21 h : L'Éducation de Rita.

MUGADOR (285-28-00), 20 h 30 : Un  
grand avocat.

MONTMARTRE (320-89-00), 21 h :  
Le Doute ; Petit Montmartre 21 h :  
Tous les jours.

NOUVEAUTES (770-52-76), 20 h 30 :  
L'Été sans fin.

OPÈRE (744-42-52), 20 h 30 : Sarah ou  
le Côté de la langouste.

PALAIS DES GLACES (607-49-93),  
20 h 30 : Mariage blanc.

PALAIS-ROYAL (237-59-81), 20 h 45 :  
Le Fils sur la lanterne ardue.

POÏÈME (548-92-97), 21 h : Le Butin.

SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 :  
Le Chacalier.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES  
(723-35-10), 20 h 45 : Les Enfants du  
dieu.

THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79) L.  
20 h 30 : Front ; 21 h 30 : Huis clos.

THÉÂTRE DES DÉCHARGEURS (236-  
60-42), 18 h 30 : Portraits d'amis ;  
20 h 30 : Vol, petit-dé ; (322-11-02),  
THÉÂTRE "DEJAZET" (727-12-35), 22 h :  
Les Balles d'acier ; 22 h : Pas de  
sensibilité dans l'organe.

THÉÂTRE DE L'ÉPICURIE (272-  
74-41), 18 h 30 et 20 h : Galie de  
chasseurs 1919 ; 20 h 30 : Cœur cruel.

THÉÂTRE DU MARAIS (278-03-53),  
20 h 30 : Le Minotaure.

THÉÂTRE DE PARIS (280-09-30), Pe-  
tite salle 20 h 30 : La Fuite en Chine.

THÉÂTRE DE LA PLAINE (842-  
30-55), 20 h 30 : Mille et une nuits.

THÉÂTRE PRÉSENT (289-02-55),  
20 h 30 : Fragments.

THÉÂTRE 23 (586-16-30), 20 h 30 : Scé-  
nario.

THÉÂTRE 14 (545-49-77), 21 h : Une pi-  
èce d'acier.

Pour tous renseignements concernant  
l'ensemble des programmes ou des salles  
**« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »**  
704.70.20 (lignes groupées)  
(de 11 heures à 21 heures,  
sauf les dimanches et jours fériés)

Jeudi 27 janvier

## cinéma

Les films marqués (\*) sont interdits aux  
moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-  
sept ans.

### La Cinémaèque

CHAILLOT (704-24-24)  
15 h, Robert Vautier (1906-1982) : Ma-  
rina, de A. Korda et Marcel Pagnol ; 19 h,  
homage à René Clair : Le Million ; 21 h,  
homage à F. Zemmou : Un homme  
pour l'éternité.

RENAUD (727-12-35)  
15 h, hommage à G. Minguzzi : C'e-  
st musica ; 17 h : Hans Christian An-  
dersen et la danseuse, de Ch. Vidor ; 19 h :  
la Calligraphie de l'amour, de Y. Bill.

LES EXCLUSIVITÉS

AMÉRICAIN INTERDIT (A. v.f.)  
(\*\*) : Rio-Opéra, 2 (742-82-54) ;  
U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08) ; Mar-  
boul, 8 (225-18-45).

AMITYVILLE II (LE POSSEDE) (A.  
v.a.) : Ermitage, 9 (359-15-71) ;  
(V.F.) : Montparnasse 83, 6 (344-  
14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-  
66-44) ; U.G.C. Gobelins, 13 (336-  
23-44).

ANNIE (A. v.a.) : Ambassade, 8 (359-  
19-08) ; (V.F.) : François, 9 (770-  
33-88) ; Sébastien, 19 (241-77-99).

LES DES AS (Fr.) : Berlitz, 2 (742-  
60-33) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ;  
Montparnasse Pathé, 14 (322-19-23).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE  
PERDUE (A. v.a.) : Georges-V, 9 (562-  
41-46) ; (V.F.) : 3 Hautmann, 9 (770-  
47-55).

VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 30 : L'Es-  
quadrille.

Les cafés-théâtres

AU SEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Toho-  
Bakut ; 22 h : Le Président.

BEAUBOURG (272-08-51), 19 h 30 :  
Sur une île flottante.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), 19 h 30 :  
15 h : Arouh = M.C. ; 21 h 30 : Phi-  
lippe Oguz ; Tout a changé ; 22 h 30 :  
Des bulles dans l'encier, - II ; 21 h 30 :  
Qui a tué Betty Grand ? ; 22 h 30 : Ver-  
sion originale.

CAFÉ DEJAZET (322-11-02), 19 h 30 :  
Laissez chanter les clowns ; 20 h 30 :  
Témo, voilà deux boulines ; 21 h 30 :  
Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 :  
L'amour, c'est comme un bateau blanc.  
- II ; 20 h 30 : Les blaveaux sont fai-  
gués ; 22 h : Une goutte de sang dans le  
glaçon.

CARÉ DE LA GARE (278-52-51),  
20 h 30 : H. Blanc ; 22 h : Tragédie au  
radar.

LE FANAL (233-91-17), 20 h : la Mi-  
nima ; 21 h 15 : J. Menand-Le Mo-  
nastier.

LA GAGNEUSE (367-62-45), 22 h : la Ga-  
gneresse.

PATACHON (606-90-20), 22 h 30 : Un  
sifflet dans la tête.

LE PETIT CASINO (278-36-50), 21 h :  
K. Lacour ; 22 h 30 : Douly ; L'Es-  
quadrille.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 :  
Tranches de vie ; 21 h 30 : Les Démons  
Loulous ; 22 h 30 : Elle voit des géants  
parce.

RESTO SHOW (588-00-81), 20 h 30 : la  
Chemin des dames ; 21 h 15 : Et si c'était  
vrai.

SENTIER DES HALLES (236-37-27),  
20 h 15 : On est pas des pigeons ; 22 h :  
Amant en emporte le bon.

SPLENDID SAINT-MARTIN (208-  
21-93), 22 h : Albert.

LE TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 :  
Phédon ; 21 h 30 : Apocalypses Na.

THÉÂTRE DE DIX HEURES (606-  
07-48), 18 h 30 : Auto-Censure ; 20 h 30 :  
Excusez-moi si je te coupe ; 21 h 30 : Les  
huitres ont des bérets ; 22 h 30 : Nitro  
Goldwyn-Pinson.

La danse

A DEJAZET (887-97-34), 18 h 30 : Salé-  
Succé, S. Rocken.

GALLIE A. OUDIN (271-83-45), 20 h :  
M. Vossen.

TH. DE PARIS (280-09-30), 20 h 30 :  
Lindsay Kemp Company.

Les concerts

LUCERNAIRE, 21 h : Abdelou, D. Gnio,  
S. Joly.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES,  
20 h : Ensemble vocal et instrumental la  
Chapelle Royale, dir. Ph. Herreweghe  
(Lully).

SALLE GAVEAU, 20 h 30 : Nouvel Or-  
chestre philharmonique, dir. E. Kivine  
(Faure, Mozart, Haydn).

SALLE PLEYEL, 19 h et 21 h :  
R. D'Arco, R. Cohen (Berthov-  
Brahms) ; 20 h 30 : Orchestre de Paris,  
dir. D. Barenboim (Wagner, Saint-Saëns,  
Brahms).

EGLISE SAINT-THOMAS-D'AQUIN,  
20 h 45 : P.M. Béard.

SALLE BERLIOZ, 20 h 30 : J.-M. Bouk,  
K. Shiba, N. Rivière (Weber, Kozel,  
Brahms).

RANELAGH, 20 h 30 : M.-P. Siruguet  
(Brahms, Messiaen).

SORBONNE, Grand Amphithéâtre,  
20 h 45 : Chœur national de Paris, Es-  
semble d'instruments anciens (Monte-  
verdi).

INSTITUT NÉERLANDAIS, 18 h 30 :  
Alderson Ensemble du Conservatoire  
de Rotterdam (Loewendijk, Trojan,  
Zwartjes).

SALLE CORTOT, 20 h 30 : R. Wipble  
(Ravel, Mozart, Brahms).

ALLIANCE FRANÇAISE, 20 h 30 :  
Opéra de Varsovie, dir. R. Szymanowski  
(Rudinski ; les Maîtres).

Jazz, pop, rock, folk

ARC (723-61-27), 20 h 30 : T. Gubich,  
O. Cals.

CASINO DE PARIS (285-00-39),  
20 h 30 : Bashung.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-  
65-05), 21 h 30 : F. Guin Swing Quartet.

CHAPPELLE DES LOMBARDS (327-  
24-04), 22 h 30 : Toure Kunda.

CLOITRE DES LOMBARDS (233-  
54-09), 20 h : P. Meigs, 22 h : Azquita.

DEPOT-VENTE (637-31-87), 21 h 30 :  
M. Pindat Big Band.

DUNOIS (584-72-00), 20 h 30 : T. Coo,  
A. Hadari, Ch. Laurence, B. Cornford,  
J.-P. Drouot.

PALACE (246-10-87), 22 h 30 : The Com-  
modores.

PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 :  
Champion Jack Dupree.

PETIT OPORTUN (236-01-36), 23 h :  
H. Terrier.

SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 : Cl.  
Luter.

VIEILLE HERBE (321-33-01), 20 h :  
Fabi.

20 - 30 JANVIER

BROCANTE

de

PARIS

160 antiquaires  
et brocanteurs  
Porte  
Champerret

## OPÉRA-COMIQUE

SALLE FAVART

### LES NOUVEAUX CONCERTS

JEUDI 10 FÉVRIER

18H30

RÉCITAL

J.-PH. COLLARD

CLEMENTI - FRANK

TCHAIKOVSKI - CHOPIN

20H30

CONCERT

SCHÖNBERG

STRAVINSKI

LES SOLISTES DE L'OPÉRA

A. RINGART - X. DEPRAZ

C. SCHNITZLER

22H30

MUSIQUE

TRADITIONNELLE

VIETNAMIENNE

avec l'Action Musicale

PHILIP MORRIS

LOCATION AUX QUINQUETS DE

118 A RER - RENSEIGNEMENTS

OPÉRA-COMIQUE - 256 12 20

## Centre Georges Pompidou

du 24 janvier au 28 février 1983

### "... des écritures scéniques contemporaines"

du 24 au 31 janvier : Théâtre d'en face

du 28 janvier au 2 février : Les Toto-Logiques

le 2 février : Rencontre Josef Svoboda avec Denis Bahlot

le 7 février : Débat animé par Anne-Marie Dugnat

du 9 au 13 février : Groupe Perspekt

du 21 au 28 février : Sortie de secours - André Ligeon Ligeonnet

Rens. 277.11.12 - loc. (7 jours à l'avance) 274.42.19 de 14h à 19h

# Appel

## à Monsieur le Président de la République Française

Monsieur le Président de la République,

Vous avez déclaré, en avril 1981 :

*"Les Français ont été habitués à consommer de l'image chère-  
l'œuvre de fiction à bon marché, au moyen du pillage des stocks de films par  
la télévision."*

*Si on résume, en effet, les constatations de la Commission de la  
Concurrence : 170 millions de spectateurs annuels dans les salles sont les  
otages de 4 milliards de téléspectateurs de films dont ils financent presque  
intégralement le programme favori : le cinéma..."*

Ce pillage continue : en 1982, la télévision n'a consacré que 2,6 %  
de son budget à l'achat de films de cinéma ; et pourtant elle en a diffusé  
près de 500, la plupart aux heures de grande écoute.

Malgré une certaine augmentation de la fréquentation, les entrées  
dans les salles restent encore très inférieures à ce qu'elles étaient avant la  
banalisation du cinéma à domicile par la télévision, et, tout en représen-  
tant neuf fois plus de recettes que celles résultant de la télévision, elles ne  
suffisent plus à amortir la production cinématographique. Cette situation  
met en péril le maintien de la création des œuvres.

La solution, vous l'avez, vous-même, indiquée dans les termes  
suivants :

*"Ce problème mérite de vraies réponses. Je souhaite une revalori-  
sation substantielle des droits de diffusion dont la moyenne doit atteindre le  
coût de production d'un téléfilm original..."*

C'est exactement ce que nous demandons.

L'enjeu est capital : c'est la présence du film français sur les écrans  
grands et petits de la France et du monde.

Nous vous adressons cet appel avec confiance puisque, selon  
votre propre conclusion :

*"C'est là une affaire de morale et un devoir d'Etat vis-à-vis des  
créateurs..."*

Le Bureau de Liaison  
des Industries Cinématographiques.



# SPECTACLES

**LE JAPON DE FRANÇOIS REICHEN-BACH** (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; Quai de la Seine, 5 (633-79-38) ; Elysées, 1 (359-36-14) ; Parisiens, 14 (329-88-11).

**LE JOURNAL DE CAMPAGNE** (Franco-italien) : Saint-Séverin, 5 (354-50-91).

**MAYA L'ABEILLE** (Antr. v.l.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

**MENAGE A TROIS** (A. v.o.) : Publicis-Elysées, 8 (720-76-23) ; V.F. : Paramount-Galaxie, 13 (580-18-03).

**LES MISÉRABLES** (Fr.) : Rotonde, 6 (633-08-22) ; Trois Haussmann, 6 (770-47-55).

**MORA** (Fr.) : Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10).

**LA NUIT DE SAN LORENZO** (Il. v.o.) : 14 Juillet-Parcasse, 6 (326-56-01) ; Biarritz, 6 (723-66-23).

**OFFICIER ET GENTILHOMME** (A. v.o.) : Gaumont-Halles, 11 (297-49-70) ; St-Michel, 5 (326-79-17) ; UGC Odéon, 6 (325-71-08) ; UGC Rotonde, 6 (633-08-22) ; Biarritz, 6 (723-66-23) ; Col-

sée, 8 (359-29-46) ; 14 Juillet-Beaubourg, 15 (375-79-79) ; Muret, 16 (651-99-73) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Boulevard, 2 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (318-23-44) ; Miramar, 14 (320-89-32) ; Mistinguo, 14 (359-32-43) ; Magic-Convention, 15 (828-20-64) ; Paramount-Mallot, 17 (758-24-24) ; Clichy-Patbé, 18 (522-46-01) ; Secrétan, 19 (241-77-99).

**L'OMBRE DE LA TERRE** (Fr.-It.) : Studio de la Harpe, 5 (634-05-77).

**PINK FLOYD THE WALL** (A. v.o.) : Quintette, 5 (633-79-38).

**PIRANHAS II** (A.) : Tourbillon, 20 (364-51-88).

**PLUS BEAU QUE MOI TU MEURS** (Fr.-J.) : Armande, 8 (359-19-08) ; Mistinguo, 14 (359-32-43).

**PRENDS TON PASSE-MONTAGNE** (Fr.) : 14 (329-90-10).

**LA RUE DE LA PLAGE** (Fr.) : Marbeuf, 8 (225-18-45).

**LA RUE DE LA PLAGE** (Jap. v.o.) : St-Amand des Arts, 6 (326-48-18).

## LES FILMS NOUVEAUX

**ANTONIETA**, film franco-mexicain de Carlos Saura, V.o. : Forum, 1 (297-53-74) ; Hantefouille, 6 (633-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6 (222-72-80) ; Monte-Carlo, 6 (225-09-83) ; Elysées-Litex, 8 (359-36-14) ; Parisiens, 14 (329-88-11) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-32) ; Montparnasse, 14 (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14 (340-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Clichy-Patbé, 18 (522-46-01).

**LES AVENTURES DE PANDA**, dessin animé japonais de Tomoo Fukuoka, V.F. : Richelieu, 2 (236-83-93) ; Templiers, 3 (272-94-56) ; Ambassade, 6 (359-19-08).

**CLEMENTINE TANGO**, film français de Caroline Roboh, Mistinguo, 14 (329-90-10) ; Hantefouille, 6 (633-79-38).

**LA FUTE EN AVANT**, film français de Christian Zerbib, Locomotive, 6 (544-57-34).

**LA MORT AUX ENCHÈRES** (M.), film américain de Robert Benmoun, V.o. : Gaumont-Halles, 11 (297-49-70) ; St-Germain Filles, 5 (633-63-20) ; Gaumont Champe-Élysées, 8 (359-04-67) ; Parisiens, 14 (329-88-11) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-32) ; Mistinguo, 14 (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14 (340-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Clichy-Patbé, 18 (522-46-01).

**LE PRINCE DU TIGRE : ROCKY III**, film américain de Sylvester Stallone, V.o. : Paramount-Odéon, 6 (325-59-83) ; Publicis Champe-Élysées, 8 (359-04-67) ; Parisiens, 14 (329-88-11) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-32) ; Mistinguo, 14 (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14 (340-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Clichy-Patbé, 18 (522-46-01).

**LE PRINCE DU TIGRE : ROCKY III**, film américain de Sylvester Stallone, V.o. : Paramount-Odéon, 6 (325-59-83) ; Publicis Champe-Élysées, 8 (359-04-67) ; Parisiens, 14 (329-88-11) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-32) ; Mistinguo, 14 (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14 (340-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Clichy-Patbé, 18 (522-46-01).

(296-80-40) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; Studio Alpha, 6 (354-39-47) ; UGC Odéon, 6 (325-59-83) ; Montparnasse 83, 6 (344-14-27) ; UGC Rotonde, 6 (633-08-22) ; Publicis Mistinguo, 8 (359-36-14) ; Ermitage, 8 (359-36-14) ; Normandie, 8 (359-36-14) ; UGC Boulevard, 2 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (318-23-44) ; Mistinguo, 14 (359-32-43) ; Magic-Convention, 15 (828-20-64) ; 14 (329-90-10) ; Miramar, 14 (320-89-32) ; Mistinguo, 14 (359-32-43) ; Paramount-Mallot, 17 (758-24-24) ; Images, 18 (522-46-01) ; Secrétan, 19 (241-77-99).

**LA REVANCHE DES HUMANOÏDES**, dessin animé français d'Alfred Barillet, Paramount-Odéon, 6 (325-59-83) ; Paramount-City, 8 (562-45-76) ; Paramount-Galaxie, 13 (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14 (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18 (606-34-25).

**LA TEMPÊTE**, film américain de Paul Mazursky, V.o. : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Odéon, 6 (325-59-83) ; UGC Rotonde, 6 (633-08-22) ; UGC Champe-Élysées, 8 (359-04-67) ; 14 (329-90-10) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-32) ; Mistinguo, 14 (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14 (340-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Clichy-Patbé, 18 (522-46-01).

**UN CHIEN DANS UN JEU DE QUILLLES**, film français de Bernard Guillou, Gaumont-Halles, 11 (297-49-70) ; Richelieu, 2 (236-83-93) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Normandie, 8 (359-36-14) ; Miramar, 14 (320-89-32) ; George V, 8 (362-41-66) ; Napoléon, 17 (380-41-48) ; LE BAL DES VAMPIRES (M. A. v.o.) : Champ, 5 (354-51-60).

**CABARET** (A. v.o.) : Noces, 5 (354-51-60).

**CASA BLANCA** (A. v.o.) : Action-La Fayette, 9 (878-80-50).

**LES CROUSILLONS** (A. v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8 (225-18-45).

**L'EMPIRE DES SENS** (M.) (Jap. v.o.) : U.G.C. Danton, 6 (329-42-62) ; V.F. : Armande, 8 (359-19-08) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59).

**EXASERVATO** (A. v.o.) : Escorial, 13 (707-25-04).

**LA FEMME AUX DEUX VISAGES** (A. v.o.) : Action-Christine bis, 6 (325-47-46).

**FREUD PASSION SECRÈTE** (A. v.o.) : Action-Christine bis, 6 (325-47-46).

**GILDA** (A. v.o.) : Olympia-St-Germain, 6 (222-87-33) ; Olympia-Balzac, 6 (561-10-60).

**L'HOMME AU MASQUE DE CIRE** (A. v.o.) : Action-Rive Gauche, 9 (354-47-62) ; Action-La Fayette, 9 (878-80-50).

**MAD MAX II** (M.) (A. v.o.) : Champs-Élysées, 8 (359-04-67) ; Miramar, 14 (320-89-32) ; Parisiens, 14 (329-88-11) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-32) ; Mistinguo, 14 (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14 (340-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Clichy-Patbé, 18 (522-46-01).

**LA MAMAN ET LA PUTAIN** (Fr.) : Olympia, 14 (329-90-10).

**LE MÉPRIS** (Fr.) : Forum, 1 (297-53-74).

**MÈRE JEANNE DES ANGES** (Pol. v.o.) : Olympia-Hil, 8 (726-34-15) ; Olympia-Rotonde, 6 (633-08-22).

**PANIQUE DANS LA RUE** (A. v.o.) : Contraste, 5 (325-78-37).

**PHANTOM OF THE PARADISE** (M.) (A. v.o.) : Clichy-Patbé, 18 (522-46-01).

**LE PORT DE L'ANCOISSE** (A. v.o.) : Action-La Fayette, 9 (878-80-50).

**LA POURSUITE IMPOSSIBLE** (A. v.o.) : Action-Christine, 6 (325-47-46) ; Action-La Fayette, 9 (878-80-50).

**PROVIDENCE** (Fr., Ang.) : V.o. : Forum, 1 (297-53-74) ; Studio Logos, 5 (325-42) ; Parisiens, 14 (329-88-11).

**LES QUATRE CAVALIERS DE L'APOCALYPSE** (A. v.o.) : Action-Christine bis, 6 (325-47-46).

**LA REINE CHRISTINE** (A. v.o.) : Action-Christine bis, 6 (325-47-46).

**TOM JONES** (Ang. v.o.) : Olympia-Luxembourg, 6 (633-79-77) ; Olympia-Balzac, 6 (561-10-60) ; Olympia-Entrée, 14 (542-61-42).

**TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUT JOUR VOULEZ SAVOIR SUR LE SEXE SANS JAMAIS OSER LE DEMANDER** (M.) (A. v.o.) : Studio de la Harpe, 5 (634-25-52) ; Parisiens, 14 (329-88-11).

**LE RUFFIAN** (Fr.) : Gaumont-Halles, 11 (297-49-70) ; Richelieu, 2 (236-83-93) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Ambassade, 6 (359-19-08) ; George V, 8 (362-41-66) ; Saint-Lazare-Parguier, 8 (357-35-43) ; Français, 9 (770-33-88) ; Masséville, 6 (770-25-86) ; Napoléon, 17 (380-41-48) ; Parvett, 13 (331-343-04-47) ; Furet, 13 (331-343-04-47) ; Gaumont-Sud, 14 (327-84-50) ; Bienvenu Montparnasse, 15 (828-20-64) ; 14 (329-90-10) ; Victor-Hugo, 16 (727-49-73) ; Gaumont-Courcelles, 15 (828-20-64) ; Gaumont-Mallot, 17 (758-24-24) ; Wepler, 18 (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20 (636-10-96).

**SUBWAY RIDERS** (A. v.o.) : Action-Christine, 6 (325-47-46).

**SUPERVIGILANS** (M.) (A. v.o.) : Studio Cujas, 5 (354-89-22) ; Hollywood-Boulevard, 9 (770-10-41).

**TELE MEZ** (v.o.) : Épée de Bois, 3 (375-57-47).

**LE TERRITOIRE** (A. v.o.) : V. Ang. : Forum, 1 (297-53-74) ; République-Cosmos, 11 (805-51-33) ; Olympia, 14 (329-90-10).

**TIR GROUPE** (Fr.) : Paramount-Opéra, 9 (878-80-50).

**TRAVAIL AU NOIR** (Ang. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; 14 (329-90-10) ; Richelieu, 2 (236-83-93) ; Parisiens, 14 (329-88-11) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-32) ; Mistinguo, 14 (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14 (340-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Clichy-Patbé, 18 (522-46-01).

**VICTOR VICTORIA** (A. v.o.) : Mistinguo, 14 (359-32-43) ; Saint-Michel, 5 (326-79-17) ; George V, 8 (362-41-66) ; Miramar, 14 (320-89-32) ; 14 (329-90-10) ; UGC Beaubourg, 15 (375-79-79) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-32) ; Mistinguo, 14 (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14 (340-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Clichy-Patbé, 18 (522-46-01).

**VIGILANTE** (A. v.o.) : Paramount-Odéon, 6 (325-59-83) ; Paramount-City, 8 (562-45-76) ; Paramount-Galaxie, 13 (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14 (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18 (606-34-25).

**UNE CHAMBRE EN VILLE** (Fr.) : Olympia-Luxembourg, 6 (633-79-77) ; Richelieu, 2 (236-83-93).

**LES UNES ET LES AUTRES** (Fr.) : Paris, 16 (288-62-34).

**WESTERN** (A. v.o.) : Paramount-Odéon, 6 (325-59-83) ; Paramount-City, 8 (562-45-76) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-32) ; Mistinguo, 14 (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14 (340-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Clichy-Patbé, 18 (522-46-01).

**YOL** (Turc. v.o.) : U.G.C. Danton, 6 (329-42-62) ; V.F. : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32).

**Les grandes reprises**

**AGENT X-27** (A. v.o.) : Action-Ecoles, 5 (325-72-07) ; Mac-Mahon, 17 (380-41-48).

**ALIEN** (M.) (A. v.o.) : Champs-Élysées, 8 (359-04-67).

**LES ARISTOCRATES** (A. v.l.) : Rex, 2 (236-83-93) ; Le Royale, 8 (265-82-66) ; Napoléon, 17 (380-41-48) ; Napoléon, 17 (380-41-48).

**LE BAL DES VAMPIRES** (M. A. v.o.) : Champ, 5 (354-51-60).

**CABARET** (A. v.o.) : Noces, 5 (354-51-60).

**CASA BLANCA** (A. v.o.) : Action-La Fayette, 9 (878-80-50).

**LES CROUSILLONS** (A. v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8 (225-18-45).

**L'EMPIRE DES SENS** (M.) (Jap. v.o.) : U.G.C. Danton, 6 (329-42-62) ; V.F. : Armande, 8 (359-19-08) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59).

**EXASERVATO** (A. v.o.) : Escorial, 13 (707-25-04).

**LA FEMME AUX DEUX VISAGES** (A. v.o.) : Action-Christine bis, 6 (325-47-46).

**FREUD PASSION SECRÈTE** (A. v.o.) : Action-Christine bis, 6 (325-47-46).

**GILDA** (A. v.o.) : Olympia-St-Germain, 6 (222-87-33) ; Olympia-Balzac, 6 (561-10-60).

**L'HOMME AU MASQUE DE CIRE** (A. v.o.) : Action-Rive Gauche, 9 (354-47-62) ; Action-La Fayette, 9 (878-80-50).

**MAD MAX II** (M.) (A. v.o.) : Champs-Élysées, 8 (359-04-67) ; Miramar, 14 (320-89-32) ; Parisiens, 14 (329-88-11) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-32) ; Mistinguo, 14 (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14 (340-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Clichy-Patbé, 18 (522-46-01).

**LA MAMAN ET LA PUTAIN** (Fr.) : Olympia, 14 (329-90-10).

**LE MÉPRIS** (Fr.) : Forum, 1 (297-53-74).

**MÈRE JEANNE DES ANGES** (Pol. v.o.) : Olympia-Hil, 8 (726-34-15) ; Olympia-Rotonde, 6 (633-08-22).

**PANIQUE DANS LA RUE** (A. v.o.) : Contraste, 5 (325-78-37).

**PHANTOM OF THE PARADISE** (M.) (A. v.o.) : Clichy-Patbé, 18 (522-46-01).

**LE PORT DE L'ANCOISSE** (A. v.o.) : Action-La Fayette, 9 (878-80-50).

**LA POURSUITE IMPOSSIBLE** (A. v.o.) : Action-Christine, 6 (325-47-46) ; Action-La Fayette, 9 (878-80-50).

**PROVIDENCE** (Fr., Ang.) : V.o. : Forum, 1 (297-53-74) ; Studio Logos, 5 (325-42) ; Parisiens, 14 (329-88-11).

# RADIO-TÉLÉVISION

## Jeudi 27 janvier

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Série : Julien Fontanes magistrat, de J. Cosme, réal. Lefranc, avec J. Morel, S. Artur, L. Contesseau.

Trois prostituées entreprennent de dépecer le réseau de prostitutionnel auquel elles appartiennent. Nos amis Julien Fontanes se charge de l'affaire.

22 h 5 Histoire des inventions : inventer pour user. Émission de D. Conelle.

N° 5 : Arquebuses du temps passé, guillemots de 1789, Kalachnikov, M-16, etc. Inventer pour en finir. Avec le colonel Roger, Frédéric Pouchet et le docteur Soublon : un documentaire allégre qui se voit comme une bande dessinée.

22 h 55 Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Magazine : Références, de M. Thonloz, présentation B. Langlois, réal. Destons.

Nouveaux magazines mensuel consacré aux activités portées aux droits de l'homme en France et à l'étranger.

21 h 40 Magazine : Les ardeurs du rock. Randy Newman, un samedi en décembre. L'impeccable spécial box.

23 h 15 Journal.

20 h 35 Cinéma sans visa.

Dé J. Lacouture et J.-C. Guillebaud.

20 h 40 Film : Le sourire de l'homme tourmenté. Film chinois de Y. Yang, Don Yun, avec L. Zhang, P. Heng, G. Fei, Y. Fan (v.o. sous-titrée).

En 1975, un journaliste sort d'un camp de rééducation.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cinéma sans visa.

Dé J. Lacouture et J.-C. Guillebaud.

20 h 40 Film : Le sourire de l'homme tourmenté. Film chinois de Y. Yang, Don Yun, avec L. Zhang, P. Heng, G. Fei, Y. Fan (v.o. sous-titrée).

En 1975, un journaliste sort d'un camp de rééducation.

## Vendredi 28 janvier

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 15 Vision phas.

12 h 15 HF 12.

12 h 30 Atout cœur.

13 h Journal.

13 h 50 Portes ouvertes : le GERFL.

14 h 5 h ont votre âge.

14 h 5 h ont votre âge.

18 h C'est à vous.

18 h 25 Le village dans les nuages.

18 h 50 Histoire d'un riva.

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 45 S'il vous plaît.

20 h Journal.

20 h 35 Variétés : Yves Duteil, réal. G. Job.

Au cours de son dernier passage à l'Olympia, le Maman d'Amédée, de Mistinguo, a fait sensation.

21 h 40 Série : Marcel Sylvestre.

De J.-J. Turbet et Ch. Watton. Réal. S. Kribes, avec C. Marchand, J.-L. Monval.

Théâtre 4. Mistinguo. Despreux : Sylvestre trouve cette fois du travail chez un metteur en scène. Il doit le débarrasser d'une actrice dont celui-ci ne veut plus.

22 h 30 Documentaire : Sculpteurs dans la ville.

De J. Vigoureux, réal. G. Pignol.

Métiers, plastiques, résines, verre, etc., sont les matériaux utilisés par la sculpture moderne, qui, dit-on, est en divorce avec le public.

23 h Journal et Cinq jours en Bourse.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 ANTOPE.

12 h Journal.

12 h 10 Jeu : l'Académie des neufs.

12 h 45 Journal.

13 h 35 Émissions régionales.

13 h 50 Série : La vie des autres.

14 h Aujourd'hui la vie.

Avec Armand Lamon.

15 h Série : Hurler.

15 h 45 Reprise : Lire c'est vivre.

De P. Dumayet, R. Bober, Gog et Magog (diffusé le 12 janvier à 22 h 15).

Un livre de Martin Buber, philosophe contemporain, sur la juif et le mouvement hassidique.

17 h Concours des chefs-d'œuvre en péril.

De P. de Lagarde.

(Reprise de l'émission du 2 janvier.)

17 h 45 Récap A 2.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 45 Le théâtre de Boulevard.

20 h Journal.

20 h 35 Feuilleton : Capitaine X.

Réal. B. Gantillon, avec P. Malet.

T.-A. Savoy, J.-P. Sautier.

Capitaine X est un héros et séduisant (naturellement) officier des services français aux prises avec des espions allemands ou anglais. Ils nous enverront à Yentis, Constantinople, le désert de Syrie. Et pourtant ce ne sera pas un voyage des plus grisants.

21 h 55 Appareils.

Variations sur le pouvoir, avec M. F. Girard (le Bon Plaisir) ; M.M. Y. Connac (le Juste Pouvoir) ; M. Lever (le Pouvoir et la Morale) ; M. Paillet (les Hommes du pouvoir).

22 h 55 Journal.

23 h 5 Ciné-club. Cycle fantastique : La fincée de Frankenstein.

Film américain de J. Whale (1935), avec B. Karloff, C. Olive, E. Lanchester, E. Theiger, V. Hobson (v.o. sous-titrée, N. Rediffusion).

Le monstre créé par le savant Frankenstein n'est pas mort et sème, malgré lui, la terreur. Un étrange impitoyable oblige son maître à lui fabriquer une compagne. Meilleur que le premier film présenté le 21 janvier, celui-ci offre un scénario délectable, une composition encore plus envoiement de Boris Karloff et une atmosphère de fatalité.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.

18 h 55 Tribune libre.

Mouvement socialiste autonome cochin.

19 h 10 Journal.

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 55 Dessin animé.

20 h Les jeux.

20 h 30 D'accord pas d'accord (I.N.C.) : L'affichage des prix, la C.S.C.V. sur le terrain.

regard l'ordre d'écriture un reportage favorable à la réélection de la révolution culturelle. Il cherche à dérouter. A partir d'un conflit d'intérêt de conscience individuelle, une violente critique des manipulations politiques sous la bande des quatre. Un film inédit et surprenant.

22 h 10 Débat.

Après la projection de ce film, réalisé par un jeune chinois de Shanghai en 1979 après la chute de la bande des quatre, et inédit en France, un débat sera organisé. À l'issue de ce débat, le film sera projeté à nouveau. Le débat sera animé par J.-L. Domenech, universitaire, sinologue et chercheur à la Fondation nationale des sciences politiques. Joris Ivens, chinois et notre collaborateur Alain Jacob, ancien correspondant à Pékin.

22 h 35 Journal.

22 h 45 Prélude à la nuit.

Émission de 7







	La ligne*	Le jour T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

# ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	Le jour T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,80	39,85
AUTOMOBILES	33,80	39,85
AGENDA	33,80	39,85

\* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

## OFFRES D'EMPLOIS

**SITB**

SSCI française, 400 personnes, leader dans le secteur Banques - Finances développe une nouvelle technique informatique.

## La bureautique avancée

Dans le cadre de cette activité nous menons actuellement des projets qui débouchent sur la réalisation du «Bureau du Futur». Celui-ci intégrera toutes les fonctions informatiques et Bureautiques d'aujourd'hui grâce à l'utilisation de matériels et de techniques de pointe:

- Réseau local.
- Télématique (accès et gestion de bases de données).
- Traitement du texte et des données.
- Messagerie électronique.
- Archivage informatique, recherche documentaire.

Pour concevoir et mener à bien ces réalisations pour des Banques, nous recherchons des **CHEFS DE PROJET, INGENIEURS SYSTEME, ANALYSTES** qui ont choisi l'informatique pour innover et souhaitent s'orienter vers de nouvelles opportunités. Connaissance WANG VS appréciée mais non exigée (formation assurée le cas échéant). Postes basés à Paris. Larges possibilités d'évolution.

Adresser dossier de candidature sous référence MW 183 à Pierre JOURDHUI  
SITB, 38 rue des Jeûneurs 75002 Paris.

### Produits détergents

## INGENIEUR CHIMISTE

### Responsable recherche et développement

Cette Société, filiale d'un très puissant groupe multinational étudie, fabrique et commercialise une gamme très complète de détergents destinés principalement au marché des collectivités. Dans ce domaine, elle occupe la première place.

Son expansion exceptionnelle la conduit à créer un poste d'Ingénieur Chimiste, Responsable du département Recherche et Développement «Détergents». Sa mission est complète: il participe à la définition des nouveaux produits en liaison avec le Marketing; il détermine les programmes de recherche et en assure la réalisation; il gère de façon autonome ses budgets, ses investissements et ses effectifs (une équipe d'ingénieurs et Techniciens spécialisés). Il est en relation fonctionnelle constante avec les services commerciaux, les clients et la production.

Pour ce poste très évolutif, nous souhaitons rencontrer un Ingénieur Chimiste expérimenté spécialiste des détergents. Diplômé ou autodidacte, il possède une expérience professionnelle significative dans ce domaine acquise de préférence dans un Service Recherche et Développement. Le poste est basé dans la banlieue Est de Paris.

Les conditions offertes, les perspectives de carrière concrètes et rapides, et l'intérêt technique du poste sont de nature à motiver un candidat de grande valeur.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf M 14538 E à

**EGOR INDUSTRIE**  
63 rue de Ponthieu 75008 Paris

PARIS LYON TOULOUSE MILAN PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

### SOCIETE D'INGENIERIE

(1 000 personnes)

### recherche

POUR LE POSTE D'ADJOINT AU DIRECTEUR  
DU DEPARTEMENT JURIDIQUE ET FISCAL

## Juriste d'entreprise

(environ 35 ans)

ayant acquis au moins 5 années d'expérience du DROIT DES AFFAIRES, notamment dans les domaines suivants:

- contrats commerciaux, nationaux et internationaux,
- études de gestion des contrats d'assurance,
- propriété industrielle,
- droit social,
- contentieux.

Ce poste nécessite une solide formation juridique (I.E.P., Maîtrise de Droit-DESS, DEA ou Doctorat), la pratique de l'anglais, le sens des responsabilités et une grande aisance dans les contacts.

Envoyer CV, photo et prétentions sous référence 1435 à

### SOURCES

16 rue Jean-Jacques Rousseau,  
75001 Paris (qui transmettra)

### TEMPS LIBRE

Cercle de loisirs offre revenus d'appoints à ses adhérents disponibles quelques heures par jour. Tél.: 589-80-85.

RACH. CADRE SUPERIEUR diplômé Grandes Ecoles, indéfectible pour missions ponctuelles, relations entreprises. 298-83-38.

**emplois régionaux**  
**THERMISTE BATIMENT**

Jeune ingénieur ou technicien spécialisé en économie d'énergie pour missions.

**INFORMATION ET FORMATION**  
10 ans à 50 ans.  
facilité de logement.

**URGENT**  
(3) 038-53-13.

Urgent, lycée privé sous contrat, Dreux, recherche

**PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES**  
21 h. Tél.: (37) 42-07-77.

**emplois internationaux**

Lycée français de Los Angeles recherche

**PROFESSEURS**  
français, philosophie, mathématiques, géographie, sciences naturelles, sciences sociales.

**INSTITUTRICES**  
Enseigner et photo, 3281 Overland Avenue, Los Angeles, California 90034.

### INFORMATIS

recherche

**INGENIEURS**  
ayant 3 à 5 ans d'expérience dans les domaines suivants:

**TELEPHONE**  
**RADIO-TELEPHONE**  
**SYSTEMES IBM**  
**«PROCESS» TEMPS REEL**

Importance Société de produits pharmaceutiques (branche chimie Est, Paris)

recherche pour un magasin de produits frais

**UN AGENT DE MAITRISE D'ENCADREMENT**

Expérience professionnelle et connaissances informatiques souhaitées.

Age minimum 30 ans. Esprit de synthèse. Sans signe des contacts humains et animation d'une équipe.

Proximité R.E.R. Avantages sociaux. Rémunération d'entreprise.

Adresser C.V., photo et prétentions à M. 52.892 B.L.E. 17 rue Lefebvre 93407 Vincennes Cedex qui transmettra.

### LA VILLE D'EPINAY-SOUS-SÉNART

recrute d'URGENCE

**UN SOUS-BIBLIOTHECAIRE**

Titulaire du C.A.F.B.

Env. C.V. à Monsieur le Maire d'Épinay-sous-Sénart, B.P. 82, 91800 Brunoy cedex ou tél. au 047-19-76, pour R.V.

**SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN AFFICHAGE** red. ASSISTANT

profil adéquat: 1 decroly pour post. dossiers comm. Dispon. immédiate.

Env. C.V. + photo + prêt. à: Gilles TEILLAC, COMECON, 8, rue de Berri, 75008 PARIS.

**ÉTABLISSEMENT FINANCIER** spécialisé dans la gestion de portefeuilles

**ACTUAIRE FINANCIER**

La candidate qui surs une connaissance approfondie du marché obligataire français sans charge.

- des interventions sur le marché secondaire;

- de la gestion des portefeuilles existants;

- du développement de la clientèle institutionnelle en liaison avec le département des émissions.

Bonne rémunération et intéressement aux résultats.

Avec C.V., détail et présentations. Env. s/m 7.516 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 6, rue des Italiens, 75009 Paris.

### BON MONTEUR PHOTO

- Travail, similitude connaissance travail d'incorporation en développement.

- Si capable salaire 6.000 F net.

- Essai sur 3 mois.

Téléphone: 726-18-78.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ COMPTABLE**

FEMME, capable assurer comptabilité générale sous surveillance expert.

Écrire indiquant âge, nat., diplômes, salaire demandé à: Société d'Études et de Gestion administrative, 6, rue Armand-Houssaye 75008 PARIS.

**STE DE CONSEIL EN AFFICHAGE** pour son Dépôt Cédal

un JNE CHEF DE PUBLICITE - formation H.C. - SUP. de CO ou équivalent;

- ayant déjà 2 ans exp. du monde publicitaire;

- souhaitant s'impliquer dans la prospection et la conduite de nouveaux budgets.

Env. C.V. + photo + prêt. à: VENEZ, 10 rue de Valenciennes, 8, rue de Berri, 75008 PARIS.

**secrétaires**  
TRAITEUR PARISIEN

recrute pour son service commercial

**SECRÉTAIRES EXPERIMENTÉES**

Adr. C.V., manuscrit + prêt. sous réf T 038035 M

85 bis rue Réaumur, PARIS-2.

**cours et leçons**

**MATH PHYSIQUE**  
VACANCES DE FÉVRIER

Stage intensif du 7 au 12-2. 8 élèves max. par groupe.

**MATH CONTACT**

16, rue de Mail, 75002 Paris. Téléphone: 1236-31-63.

**L.A.P.C.E.L** informe les cadres de l'ouverture de son stage:

**C.P.M.V.**  
MÉTIER D'OPÉRATEUR DE MARKETING

Le 28 février 1983 Ce stage de 12 semaines à temps complet est conventionné par le Ministère du Travail et de l'Emploi.

Il est également accessible aux cadres en activité au titre du congé sabbatique.

A.P.C.E.L., 30, rue du Plat 92100 Boulogne.

Tél. 502-17-71.

Pour étude sur les Français à l'étranger chercheurs sur région Paris contact avec François d'Éproument ou de passage à Paris. Écrire M. VATTIN école EDF 17, rue Albert-THOMAS 75130 LES MUREAUX.

L'ÉTAT offre de nombreuses possibilités d'emploi stable, bien rémunéré à toutes les échelles de la fonction publique.

Env. C.V. + photo + prêt. à: M. ZINCK Pascal, 5, rue de Sévigné, 91100 Tigery.

**typographe, mètre en page, imposeur, monteur papier/film** cherche place stable.

Tél.: 066-63-51, Melun.

**J. H. 26 ans** (étudiant en P.N.E.T.) et secrétaire médicale - direction administrative, chef comptable, recruteur, personnel, police, formation, formation (baccalauréat) - dactylo et bonnes connaissances anglaises. Écrire poste cadre intéressant, tous secteurs, dans société dynamique basée à PARIS.

**COLLABORATRICE** réponses, méthode et efficacité. Env. s/m 6.708 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 6, rue des Italiens, 75009 Paris.

## L'immobilier

### appartements vente

#### 1<sup>er</sup> arrdt

#### AVENUE OPÉRA

180 m<sup>2</sup>, état liv., 4 chbres, gde terrasse, direct. propriétaire. 325-53-08 (p. 18 à 325-19-00).

#### 4<sup>e</sup> arrdt

#### CŒUR MARAIS

dans GD HOTEL PARTIC. TTES SURFACES à rénover. PROPRIET. - 766-03-18.

#### 5<sup>e</sup> arrdt

#### VAL-DE-GRACE

Gd studio, 2 ch. 354-42-70.

#### NEUF

#### CONSTRUCTION EN COURS

IMM. TRÈS GRAND LUXE DE 29 APPARTEMENTS Livraison 1<sup>er</sup> trimestre 1988

#### JARDIN DES PLANTES

7 et 8, RUE POLYVAU

DU 2<sup>e</sup> AU 5<sup>e</sup> ÉTAGES et DUPLEX-TERRASSES

Prix moyen 18.000 F le m<sup>2</sup> ferme et définitif

APARTTEMENT TÉMOIN Tous les jours 14 h à 18 h

SAUF mercredi et dimanche

A.W.I. - Tél. : 267-37-37.

10 km RER LUXEMBOURG M<sup>2</sup> C. LEMOINE-MOINGE PRES LYCEE HENRY-IV

2 à 4 P. 43 à 97 m<sup>2</sup>

+ terrasses, park.

Tous les jours

sauf mardi et jeudi.

2, RUE LAROMIGUIÈRE

RECEV. 267-42-05.

**8<sup>e</sup> arrdt**

**MONCEAU. 522-95-20**

PPTAIRE vend très bel apt 6/7 P., 215 m<sup>2</sup>, serv. Parking.

**11<sup>e</sup> arrdt**

OBERKAMPF bon imm. 4<sup>e</sup> ét. droit des affaires et com. Opt. commerces int. Angl. arab. Exp. i assistance en domaines. Tél. : 283-00-00.

**RÉSIDENCE LES COURTILLES**

MÉNAGEMENT

Imm. neuf gd stand. 2 ch. 2 à 5 Ponds. Livraison immédiate. PRÉT CONVENTIONNÉ

PRÉMIER. Tél. 788-11-23.

**DEMANDES D'EMPLOIS**

J.F. 31 ans, titulaire maître de droit, prép. en cours: DEA, droit des affaires et com. Opt. commerces int. Angl. arab. Exp. i assistance en domaines. Tél. : 283-00-00.

**3 à 14 FÉVRIER 83**

Tél. : 273-06-50 le soir.

Jeune H. 22 ans, LANGUE MATERNELLE - ITALIENNE, culture supérieure, cherche emploi, école de la langue. Écrire Roberto BRIGANDI, 8, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

**CADRE administr.**, 36 ans, études, SUP-ECO. (D.E.A.), recherche poste à respons. P.M.S. P.M.L. secteur public. S. m. ORSAY, 91120 PALAISEAU.

Dactylo-magnéto/rectrice diplômée en droit, recherche travaux à la vacation.

Téléphone: 554-04-11.

**J. H. 26 ans** (étudiant en P.N.E.T.) et secrétaire médicale - direction administrative, chef comptable, recruteur, personnel, police, formation, formation (baccalauréat) - dactylo et bonnes connaissances anglaises. Écrire poste cadre intéressant, tous secteurs, dans société dynamique basée à PARIS.

**COLLABORATRICE** réponses, méthode et efficacité. Env. s/m 6.708 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 6, rue des Italiens, 75009 Paris.

#### 13<sup>e</sup> arrdt

#### MAISON INDÉPENDANTE

180 m<sup>2</sup>, état liv., 4 chbres, gde terrasse, direct. propriétaire. 325-53-08 (p. 18 à 325-19-00).

#### 14<sup>e</sup> arrdt

#### DENFERT 55 m<sup>2</sup> LIV. DÉLÉ

5<sup>e</sup> ET. ASS. - 320-73-37.

#### 15<sup>e</sup> arrdt

#### M. LAURENT S.A.

50 m<sup>2</sup>, état liv., 2 ch. 500.000 F. T. : 577-47-74.

#### 16<sup>e</sup> arrdt

#### 148, RUE DU THÉÂTRE

Petit immeuble neuf. Livraison début 1984.

#### STUDIOS AU 4<sup>e</sup> PÈGE

A partir de 12.700 F le m<sup>2</sup>.

M. LAURENT S.A., 772-53-12

Boulevard de Vau, 17, rue du Théâtre - 670-84-42, de 14 h à 18 h et mercredi et dimanche.

**17<sup>e</sup> arrdt**

**45, AV. VILLIERS**

M. MALECHERES DUPLEX avec MEZZANINE de 2-4-6 P. et STUDIOS. LUXUEUSE RÉHABILITATION. Vis. tous les jours 15 h à 19 h.

Tous les jours

sauf mardi et jeudi.

**18<sup>e</sup> arrdt**

**M. LAMARCK**

3/4 P. excellent état. 600.000 F. 264-71-85.

**BUTTES-MONTMARTRE**

RAVISSANT DUPLEX 2 P. 230.000 F. 323-95-20.

**32**

**Hauts-de-Seine**

Dans immeuble style

**HOTEL PARTICULIER**

beau 4<sup>e</sup> ét. cadre, sol, terrasse, limite NEUILLY-LEVALLOIS. Prop. immobilière. (après 19 h, 325-13-00).

**BOURG-LA-REINE**

200 mètres du métro

**DE PETITS IMMEUBLES**

DE TRÈS GRANDE CLASSE EN PIERRE DE TAILLE.

R. de ch. 4 et 4 étages du studio au 4<sup>e</sup> étages et 2 duplex de 4 et 5 Ponds. Livraison prévue 2<sup>e</sup> trimestre 1983. SPOL 350-14-30.

**95- Val-d'Oise**

Région TAVERNY, Pontoise, propriété 250 m<sup>2</sup>, est terrain 4000 m<sup>2</sup>.

S.I. - 988-82-37.

**95 CENTRE-VILLE MONTMARTRE**



# INFORMATIONS « SERVICES »

## VIVRE A PARIS

### Des stages de formation pour les chômeurs

Onze cents chômeurs parisiens pourront cette année suivre gratuitement des stages de recyclage professionnel. Le conseil général de Paris a en effet voté un crédit de 32 millions de francs pour financer cette opération.

L'Agence nationale pour l'emploi s'est aperçue que dans certains métiers l'offre d'emplois est supérieure à la demande. On manque par exemple de techniciens et de cadres moyens dans les professions de santé, dans les services commerciaux tournés vers l'exportation, dans l'entretien des chaudières, le moulage du plastique, la soudure, la pose du papier peint. D'où l'idée de proposer à des chômeurs ayant déjà une bonne expérience professionnelle dans un autre métier, de les former dans ces disciplines.

Pour ce qui est de la formation, l'Etat oriente ses efforts en priorité vers les jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans ainsi que vers les chômeurs de longue durée. Le département de Paris - c'est une décision politique de M. Jacques Chirac - a donc choisi d'aider plutôt les cadres relativement âgés.

Cinquante-sept stages de 400 à 1 200 heures - ils durent de trois à huit mois - seront organisés à Paris à partir du mois de mars. Ils pourront recevoir au total 1 100 élèves, soit un peu plus de 1 % de la masse des chômeurs recensés dans la capitale. La formation sera gratuite. Si certains candidats - il faut être chômeur homme ou femme, parisien et âgé de vingt à cinquante ans - sont sans ressources, ils recevront éventuellement une bourse dont le montant est calculé sur le SMIC.

La liste des stages - cela va de la réhabilitation de logements jusqu'à la publication en passant par la soudure, l'informatique, les procédures de commerce extérieur ou la comptabilité - est disponible dans tous les bureaux de l'A.N.P.E. On peut aussi téléphoner à S.V.P.-Information au 277-15-50. Quatre personnes installées dans l'immeuble du boulevard Morland répondront aux questions. - M. A.-R.

## BREF

### FORMATION PERMANENTE

**ANIMATEURS.** - La Fédération des centres de vacances familiales organise un stage de formation animateurs du 4 au 11 février, et un stage de perfectionnement animateurs du 4 au 9 février.

\* 3, rue des Deux-Bœufs, 75001 Paris. Tél. : 333-65-17.

### P.T.T.

**TÉLÉPHONE : UN GUIDE POUR LES NOUVEAUX ABONNÉS.** - Un guide-répertoire intitulé Mon téléphone a été remis aux nouveaux abonnés aux téléphones dans les régions de Rennes, Nantes, Poitiers, Bordeaux et Toulouse. Ce guide, dont la rédaction a été faite en concertation avec les associations d'usagers, est tiré à 800 000 exemplaires et sera distribué, à titre expérimental, pendant huit mois.

Les P.T.T. effectueront, en juin 1983, une enquête auprès

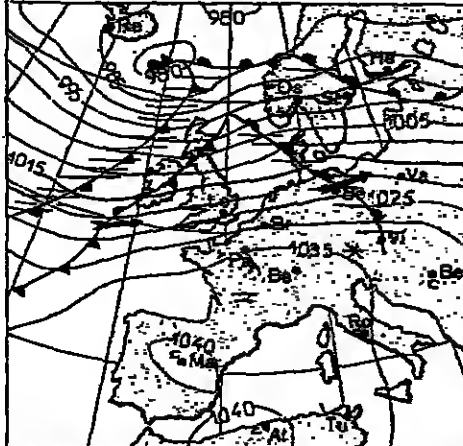
des usagers qui en auront bénéficié. Si les résultats se montrent favorables, la diffusion de ce guide pourrait être généralisée.

## VIVRE A PARIS

**MUSÉES : AUGMENTATION DES DROITS D'ENTRÉE.** - Les droits d'entrée dans certains musées nationaux sont majorés à compter du 1<sup>er</sup> février. On paiera 12 F, au lieu de 11 F, l'entrée au Louvre et au château de Versailles. Dans les musées des châteaux de Compiègne et de Fontainebleau, le droit d'entrée passe de 9 à 10 F, et de 8 à 9 F dans les musées suivants : galerie du Jeu de paume, Musée national des arts africains et océaniques, Musée des arts et traditions populaires, Musée d'art et d'essai du Palais de Tokyo, musée de Cluny, musée Guimet, musée Gustave-Moreau, Musée des monuments français, Musée de la Renaissance à Écouen, Musée des antiquités nationales à Saint-Germain-en-Laye.

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 27 à 8h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le jeudi 27 janvier à 8 heures et le vendredi 28 janvier à 8 heures.

Les hautes pressions d'Espagne prolongées par une dorsale vers la France maintiennent notre pays à l'écart de la partie active des perturbations qui circulent rapidement dans un flux d'ouest à sud-ouest, au nord du cinquantième parallèle.

L'air humide atteint cependant les régions du Nord et de l'Est. Vendredi, si l'on excepte les régions d'altitude et au sud des Alpes où le temps sera peu nuageux et frais, c'est un temps doux, très nuageux et humide qui prédominera le matin.

L'après-midi, des éclaircies apparaîtront entre la Loire et la Seine.

Le vent de sud-ouest, modéré dans l'intérieur sur la moitié nord, sera assez fort près des côtes.

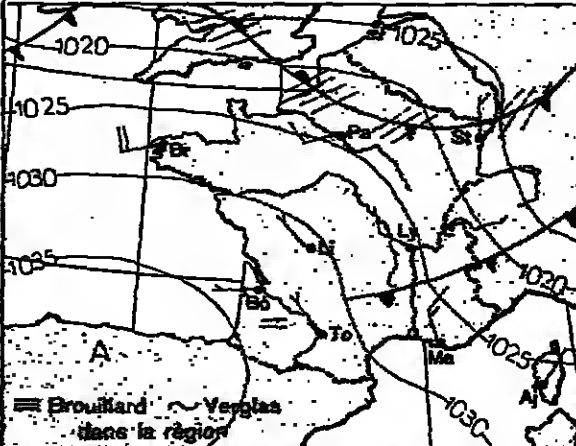
Les températures, toujours élevées pour cette période de l'année, avoisineront du nord au sud 11 à 4 degrés le matin, et 13 à 18 degrés l'après-midi.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer sera à Paris, le 26 janvier à 7 heures, de 1023,7 millibars, soit 772,3 millimètres de mercure.

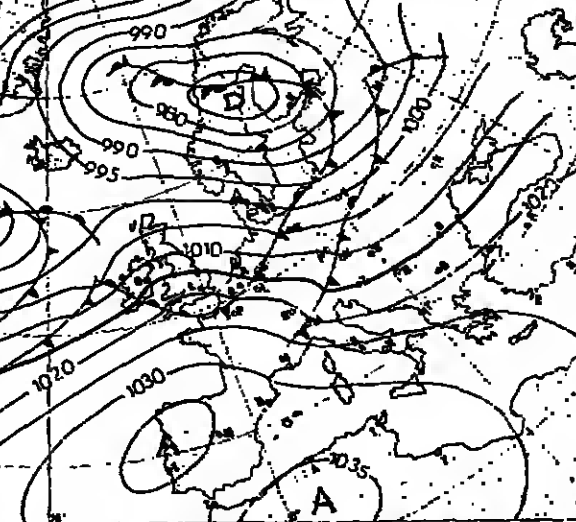
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 26 janvier; et le second, le minimum de la nuit du 26 au 27 janvier).

Ajaccio, 13 et 4 degrés; Biarritz, 18 et 8; Bordeaux, 17 et 5; Bourges, 15

PRÉVISIONS POUR LE 28.1.83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 28 JANVIER À 0 HEURE (G.M.T.)



et 5; Brest, 15 et 10; Caen, 16 et 10; Cherbourg, 13 et 10; Clermont-Ferrand, 15 et 4; Dijon, 10 et 2; Grenoble, 14 et 1; Lille, 12 et 9; Lyon, 12 et 0; Marseille-Marignane, 14 et 2; Nancy, 13 et 7; Nantes, 15 et 6; Nice-Côte d'Azur, 13 et 5; Paris-Le Bourget, 14 et 5; Pau, 20 et 5; Perpignan, 16 et 6; Rennes, 16 et 8; Strasbourg, 11 et 8; Tours, 14 et 6; Toulouse, 13 et 1; Pointe-à-Pitre, 28 et 23.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 16 et -1 degré; Amsterdam, 9 et 9; Anvers, 11 et 2; Berlin, 9 et 5;

Bonn, 10 et 8; Bruxelles, 10 et 10; Le Caire, 14 et 7; Les Canaries, 19 et 17; Copenhague, 7 et 5; Dakar, 36 et 20; Djibouti, 14 et 4; Genève, 8 et -2; Jérusalem, 5 et -1; Lisbonne, 18 et 6; Londres, 12 et 11; Luxembourg, 9 et 5; Madrid, 18 et -3; Managua, 2 et 0; Nairobi, 29 et 16; New York, 2 et 0; Palma-de-Majorque, 15 et 2; Rome, 13 et 3; Stockholm, 6 et 5; Tenez, 15 et 5; Tunis, 15 et 5.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 27 janvier:

### DES DÉCRETS

« Relatif aux modalités d'application des dispositions du code du travail concernant la durée du travail dans les entreprises de transport routier.

« Relatif à l'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux inspecteurs de la police nationale recrutés avant la date d'entrée en vigueur du décret du 30 août 1977.

« Modifiant le décret du 2 septembre 1954 portant statut particulier des corps du service des lignes des postes et télécommunications.

### UN ARRÊTÉ

« Portant création, à la S.N.C.F., d'une commission nationale mixte de sécurité de l'exploitation du chemin de fer.

## PARIS EN VISITES

### SAMEDI 29 JANVIER

« Exposition la rue de Lille », 14 heures, 121, rue de Lille, M<sup>re</sup> Zujovic.

« Notre-Dame de Paris », 14h30, portail central, M. Jacomet.

« Rodin », 15 heures, 77, rue de Varenne, M<sup>re</sup> Brosais (Caisse nationale des monuments historiques).

« La Cour de cassation », 15 heures, 11, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

« Musée de la préfecture de police », 15 heures, 1 bis, rue des Carmes (M<sup>re</sup> Fernandez).

« La vie de Rodin », 15 heures, 77, rue de Varenne (Histoire et archéologie).

« De Carthage à Kairouan », 10 h 15, entrée de l'exposition, Petit Palais (P.-Y. Jasier).

## CONFÉRENCES

### SAMEDI 29 JANVIER

15 heures, amphithéâtre Bachard, Sorbonne, 1, rue Victor-Cousin, M.-D. Colin : « Relations de l'homme et de l'univers » (Université populaire de Paris).

15 h 30, 21 bis, rue Notre-Dame-des-Victoires : « Jérusalem trois fois promise » (Atlantis, projection).

« Le couvent et le jardin des Carmes », 15 heures, 70, rue de Valenciennes (Paris et son histoire).

« Le Marais éclairé », 18 heures, devant l'église Saint-Gervais M<sup>re</sup> Rouch-Gain.

## loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER TOUTS CUMULS COMPRIS AUX BILLETS ENTIERS

### TRANCHE DE LA NAVIGATION DE PLAISANCE

TIRAGE N° 06 DU 25 JANVIER 1983

TERMINAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER	TERMINAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER
1	111 141 301 83 051 38 121	0 000 500 500 10 000 10 000	5	635 2 305	600 2 100
2	1 912 42 972	2 000 10 000	6	6 76 016 206 636 1 006 21 206 182 826	100 300 600 600 600 2 100 10 100 4 000 100
3	158 283 429 472 510 642 912 5 472 9 202 37 912 302 602	500 500 500 500 500 500 500 5 000 5 000 10 000 1 000 000	7	605 988 1 288 2 350 9 725	200 500 2 000 2 000 2 000
4	454 634 00 354 59 474 98 544	0 000 500 10 000 10 000 10 000	8	28 1 680	200 2 000
5	5 25 345	700 300 500	9	28 1 680	200 2 000

PROCHAIN TIRAGE SAMEDI 29 JANVIER 1983

TRANCHE DU PRIX D'AMÉRIQUE

LOT N° 04 2 5 8 20 34 44

NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE 22

PROCHAIN TIRAGE LE 2 FÉVRIER 1983 VALIDATION JUSQU'AU 1<sup>er</sup> FÉVRIER 1983

## LE 59<sup>e</sup> PRIX D'AMÉRIQUE

Idéal Du Gazeau comme en 1981

Le 30 janvier à Vincennes, devant des dizaines de milliers de spectateurs, va se disputer le 59<sup>e</sup> Prix d'Amérique, l'authentique championnat du monde des trotteurs. La course que tout éleveur rêve de gagner un jour. Ce rêve, deux normands, MM. H. et G. Fradin, l'ont réalisé grâce à un cheval noir, produit d'Alain 111 et Vénus du Gazeau. Un cheval qui débute, à deux ans, par une victoire à Saint-Malo dans le Prix des Géraniums, sous les couleurs de M.F.J. Morin, qu'il n'a jamais quittés. Depuis ce 26 août 1976, l'Idéal du Gazeau est dirigé par Eugène Lefèvre; c'est avec lui que ce trotteur exceptionnel a été champion du monde en 1981 et 1982 et qu'il a remporté son premier Prix d'Amérique en 1981 également.

Le 30 janvier, l'Idéal du Gazeau va tenter de triompher à nouveau. Sa préparation a été menée progressivement. Un peu comme celle d'Elzéar qui, en 1980, battit l'Idéal du Gazeau dans le Prix d'Amérique.

Le Prix d'Amérique est également le premier sweepstake 1983 de la Loterie Nationale.

Rappelons que plus de 22 000 000 de francs sont destinés aux gagnants de cette tranche. Parmi les nombreux lots offerts à cette occasion, les plus importants sont le gros lot de 3 000 000 de francs, 2 lots de 750 000 francs, 2 lots de 250 000 francs, 1 lot de 200 000 francs, 2 lots de 100 000 francs, 6 lots de 70 000 francs, 5 lots de 40 000 francs, 31 lots de 20 000 francs, etc. Pour avoir des chances de gagner, il suffit d'acheter billets ou dixièmes (25 francs le dixième, 230 francs le billet entier).

Le tirage a lieu la veille de la course : samedi 29 janvier et détermine selon les modalités habituelles, les numéros gagnants et les chevaux affectés à chaque séria de billes.

# OFFICIERS MINISTÉRIELS

et ventes  
par adjudication

POUR CETTE RUBRIQUE, S'ADRESSER  
7, rue de la Harpe  
75001 PARIS  
261.51.52

Vente Palais de Justice PARIS, lundi 14 février 1983 à 14 heures  
**PROPRIÉTÉ GARGENVILLE** (Yvelines), 75, rue Danielle-Casanova. MAISON de 60 m<sup>2</sup> au sol. Rez-de-chaussée : élev. s/cave; couloir, salle à manger, 1 pièce, cuisine, w.c.; 1<sup>er</sup> étage : 3 chambres, cab. toilette, GRENIER au-dessus. Bât. de 30 m<sup>2</sup> s/cave, usage ATELIER av. GRENIER au-dessus. JARDIN LIBRE DE LOCATION.

MISE À PRIX 250.000 F. S'adresser M<sup>re</sup> COPPER-ROYER, Avocat, 1, rue G.-Berger, tél. 766-21-03. DOMAINES, Bureau 218 (2<sup>e</sup> ét.), 11, rue Tronchet, PARIS (8<sup>e</sup>), tél. 266-91-40, poste 815 et pour visiter sur place le 5 février 1983 entre 11 heures et 12 heures.

Vente s/saisie immobilière. Palais de Justice CRÉTEIL, jeudi 10 février 1983, 9 h 30  
**APARTEMENT IVRY-SUR-SEINE (94)** Jean-Dorsey 2 pièces, cuisine, w.c., commun, CAVES. Jouissance partie JARDIN.

MISE À PRIX 100.000 F. S'adresser M<sup>re</sup> J.-Y. LABOS, Avocat, 87, avenue du Général-Leclerc. Tél. : 327-09-98.

Vente sur licitation au Palais de Justice d'EVRY (91) rue de Mazères le Mardi 8 Février 1983 à 14 heures  
**PAVILLON à SAVIGNY-SUR-ORGE (91)** rue de Docteur-Bourrier, numéro 57

MISE À PRIX : 400.000 F avec faculté de baisse à deux reprises d'un quart. Consignation indispensible pour enchérir. Renseignements : M<sup>re</sup> TRUXILLO et AKOUN, avocats ass. à EVRY, 4, boulevard de l'Europe. Téléphone : 079-39-45.

VENTE s/saisie. Immob. Pal. de Justice Créteil, jeudi 3 février 1983, à 9 h 30

## UN APPARTEMENT

de 4 p. princ. au 1<sup>er</sup> ét., avec garage, cave, grenier et la jouiss. exclusive de 2 parcelles de terrain, situées à CHENNEVIERES-S/MARNE (94)

69, avenue de Coudray  
MISE À PRIX : 85.000 F

S'adr. M<sup>re</sup> BETHOUT et LÉOPOLD-COUTURIER, av. ass. à PARIS (8<sup>e</sup>), 14, rue d'Anjou, 265-92-75. M<sup>re</sup> PINOT, huiss. Paris, 12, r. Bayen. Ts avocats pr. Trib. Cde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. Sur les lieux pour visiter.

Vente au Palais de Justice de PARIS Lundi 14 février 1983, 14 h

## LOGEMENT PARIS 16<sup>e</sup>

21 m<sup>2</sup> env. Entrée, 2 pces, 6 ét. avec asc.

26, rue Gustave-Coubert  
LIBRE DE LOCATION  
MISE À PRIX : 60.000 F

S'adr. M<sup>re</sup> COPPER ROYER, avocat PARIS (17<sup>e</sup>), 1, rue G.-Berger, tél. 766-21-03. DOMAINES, Bureau 218, 2<sup>e</sup> ét., 11, rue Tronchet, PARIS (8<sup>e</sup>), tél. 266-91-40, poste 815. Et pr vis. s/pl., le 5 février 1983 entre 14 et 15 heures.

Vente Palais Justice PARIS, lundi 14 février 1983, 14 heures

## IMMEUB. D'HABITATION MAGNY-EN-YEXIN (95)

(115 m<sup>2</sup> élev. s/cave partiel. rez-de-chaussée, 2 étages. Grenier partiel au-dessus.)

SEUL LE 2<sup>e</sup> ÉTAGE EST LIBRE DE LOCATION.  
MISE À PRIX 160.000 F. S'adr. M<sup>re</sup> COPPER-ROYER, Avocat, 1, rue G.-Berger, tél. 766-21-03. DOMAINES, Bureau 218 (2<sup>e</sup> ét.), 11, rue Tronchet, PARIS (8<sup>e</sup>), tél. 266-91-40, poste 815 et pour visiter sur place le 5 février 1983 entre 16 heures et 17 heures.

Vente Palais de Justice Paris, lundi 14 février 1983, 14 heures

## LOGEMENT PARIS-11: 12-14, cité POPINCOURT

42 m<sup>2</sup>, 4<sup>e</sup> étage, bâtiment sur cour; entrée, 2 pièces, cuisine, débarras, 2 CAVES. LIBRE DE LOCATION

M. A PRIX 100.000 F. S'adresser M<sup>re</sup> COPPER-ROYER, Avocat, 1, rue G.-Berger, tél. 766-21-03. DOMAINES, Bureau 218, 2<sup>e</sup> étage, 11, rue Tronchet, Paris (8<sup>e</sup>), tél. 266-91-40, poste 815. Et pour visiter s/place le 5 février 1983 entre 10 heures et 11 heures.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice d'EVRY (91) le Mardi 15 février 1983 à 14 heures

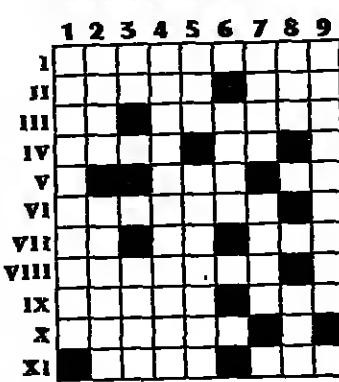
## IMMEUBLE A BURES-SUR-YVETTE

(Essonne)  
Cadastral section C, numéro 2265 pour 2.325 mètres carrés

MISE À PRIX : 500.000 F  
S'adr. au Ct de M<sup>re</sup> G. PAVIE, Avocat à EVRY (91), imm. - Le Mazière -, rue de Mazères, téléphone 077-57-72.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3373



### HORIZONTALEMENT

I. Conduit parfois à un refroidissement quand on sort la nuit à découvert. - II. Monture de grand prix. Trois lettres pour deux timbres. - III. Démonstratif. Sujet empli d'un dit drôle quand il plume les autres. - IV. Affronter les périls ou les puritains. Conducteur de travaux de mine. - V. Rejeta ce qu'on prétendit lui faire avaler. Très actif sur le plan industriel. - VI. Achète ce qu'il ne veut pas louer. - VII. Le plaisir du berger. En finesse. La plus longue d'une pléiade, mais pas la plus haute. - VIII. Rupteur de contact. - IX. Procéder à un travail constructif ou dégradant. Ville d'eau à caractère incertain. - X. Coordonner. - XI. Ne dure qu'un temps. Ville où les amoureux d'une certaine clair-voie feraient volontiers leurs vingt-huit jours.

### VERTICALEMENT

I. Occupent un siège à l'Académie. - II. Qui voyant la vie en rose est en passe de devenir noir. Mouvement de scission ouvrière. - 3. Le Roi-Soleil des grands siècles pharaoniques. Fit preuve de détermination. - 4. Individu sans aveu n'hésitant pas, cependant, à se mettre à table. - 5. Sport que les débutants peuvent pratiquer allongés. Mal placés pour le savoir. - 6. Étude brillante dans des salles obscures. - 7. Pas forcément lue quand elle est arrêtée. Finie dans la chénaie. - 8. Association noire dont les réunions sont souvent blanches. Mut. baissable quand il s'agit des autres. - 9. Les dernières tiennent toujours la première place.

### Solution du problème n° 3372

#### Horizontalement

1. Riverain. - II. Houré. Née. - III. Anec. Gros. - IV. Pi. Sprint. - V. Sèche. - VI. On. Pulpe. - VII. Semelle. - VIII. Isolier. Ur. - IX. Etre. Ode. - X. Sot. Aune. - XI. Peinture.

#### Verticalement

1. Rhapsodies. - 2. Ionien. Stop. - 3. Vue. Sorte. - 4. Érésipèle. - 5. Ri. Plume. An. - 6. Grélier. Ut. - 7. INRI. PL. O.N.U. - 8. Néon. Eluder. - 9. Este. Erc.

GUY BROUTY.



## AFFAIRES

## Aux États-Unis

## Dix sociétés informatiques vont coopérer dans la recherche

Dix des principales sociétés informatiques américaines ont décidé d'unir leurs efforts pour constituer une société commune de recherche sur les micro-ordinateurs. Sous la pression de la concu-

rence japonaise, les États-Unis révisent ainsi quelques-uns de leurs dogmes et cherchent à copier certaines des méthodes qui ont contribué aux succès de l'industrie japonaise.

## Une nouvelle stratégie industrielle

Après avoir conquis sans coup férir le marché américain de l'électronique grand public, puis celui des ordinateurs personnels (64 K), effectuant des percées importantes dans le domaine des grands ordinateurs compatibles et des périphériques, les firmes japonaises n'ont pas caché leur ambition de s'attaquer aux autres créneaux de l'informatique. Longtemps sceptiques, voire condescendants sur les capacités des Japonais à rattraper leur retard dans ces domaines, les chercheurs et les industriels américains ont pris conscience du danger en 1982. Parti de la Silicon Valley (Californie), berceau américain de la créativité dans les nouvelles technologies, le « mouvement de résistance » a fait tache d'huile et trouvé des échos favorables dans les milieux politiques.

La contre-offensive américaine comporte deux volets. Le premier a été illustré par la récente victoire dans l'affaire d'espionnage industriel qui a éclaté au début de l'été 1982. Main dans la main, le F.B.I. et I.B.M., agissant par les fuites vers le Japon constatées sur ses derniers matériels, ont piégé le groupe japonais Hitachi. L'affaire a coïncidé avec une attitude plus restrictive de la part de certaines universités américaines dans l'accueil des ressortissants japonais, et plus généralement avec le renforcement des contrôles sur les ventes de matériels sensibles et les transferts de technologie vis-à-vis des pays de l'Est, mais aussi de l'Europe.

Si ce premier volet se veut défensif, le second revêt un caractère

offensif. Dans un climat de concurrence, chaque firme menait jusqu'à présent ses propres recherches. La coopération des équipes techniques était l'exception et réservée à quelques projets de l'administration (Pentagone, NASA, etc.). Or les coûts de recherche et développement ne cessent de croître en électronique. L'idée a donc germé parmi les grandes firmes du secteur d'unir leurs forces pour mener des recherches en commun sur des thèmes précis.

Il s'agit là d'une méthode qui a fait ses preuves depuis quinze ans au Japon et que l'on tente d'adopter en France depuis quelques années. Sous l'égide du MITI, les groupes nippons coopèrent au stade de la recherche sur des projets ponctuels. Une fois les études achevées, chacun, copropriétaire des brevets de base, fabrique, adapte et commercialise les matériels comme il l'entend. Le dernier projet japonais en date concerne la cinquième génération d'ordinateurs.

## Cent millions de dollars

Prendant au sérieux ce nouveau défi du MITI, plusieurs fabricants américains de circuits intégrés et d'ordinateurs ont mis sur pied, dans le courant de l'été, une sorte de coopération de recherche pour étudier les composants de base de cette cinquième génération. Une vingtaine de millions de dollars ont été affectés à cette coopération pour les premières études.

Dans la foulée, une quinzaine de firmes engagées dans des négociations pour rééditer l'opération dans le domaine, cette fois, des micro-ordinateurs. L'accord de principe acquis fin août s'est transformé cette semaine en accord définitif.

Dix sociétés, et non des moindres (Control Data, Advanced Micro Devices, Digital Equipment, Harris, Honeywell, Motorola, N.C.R., National Semiconductor, R.C.A. et Sperry-Univac), vont constituer une société commune de recherche « afin d'essayer de maintenir la prééminence américaine en micro-électronique ». Baptisée Micro Electronics and Computer Technology, dotée d'un budget initial d'environ 100 millions de dollars, elle sera uniquement consacrée à la recherche et se spécialisera dans un premier temps sur les problèmes d'architecture des systèmes informatiques, de productivité des logiciels, et de dessin assisté par ordinateur.

On remarquera qu'I.B.M. ne figure pas parmi les « coopérateurs ». Il est vrai que le géant de l'informatique dispose de moyens financiers et humains supérieurs à ceux de ses concurrents. Mais, il a dû, lui aussi, réviser sa stratégie. Reconnaissant ne « pouvoir tout faire », I.B.M. a soulevé des liens techniques et financiers avec d'autres firmes du secteur, au premier rang desquelles figure Intel, un des principaux fabricants de circuits intégrés.

Le département de la justice des États-Unis a donné sa bénédiction à la création de Micro Electronics and Computer Technology. Un feu vert qui est révélateur de la nouvelle approche qui se fait jour aux États-Unis en matière de législation antitrust (abandon du procès contre I.B.M.) et de développement industriel.

Un vaste débat s'est ouvert ces derniers mois outre-Atlantique, l'instigation de ceux que l'on appelle

les « néo-libéraux » ou « nouveaux démocrates ». Cette école de pensée compte de nombreux adeptes dans les rangs du parti démocrate et dans les milieux d'affaires, notamment ceux qui gravitent autour des industries de pointe. Ils militent pour une politique plus interventionniste de la part du gouvernement. Ils souhaitent notamment la mise en place d'une véritable politique industrielle — mot jusqu'à présent inconnu aux États-Unis — associant pouvoirs publics, industriels et syndicats afin de restaurer la compétitivité de l'industrie américaine.

Dans le programme qu'ils ébauchent, ils font une large part à la formation et à l'éducation de la main-d'œuvre aux nouvelles technologies : aux exonérations fiscales pour les industries de pointe, ils préconisent la mise en place d'un vaste système d'aide à l'exportation, pouvant être complété par des mesures « provisoires » de réduction des importations.

Bref, il s'agit, pour ces néo-libéraux, de mettre en place un « new deal » version 1983, afin de rendre les États-Unis plus forts, plus agressifs, sur les marchés mondiaux, comme en témoignent les ambitions d'A.T.T. La création de « task forces » industrielles, la coopération entre les firmes sur la recherche avec la bénédiction et l'aide de l'administration, sont autant des moyens pour atteindre ce but.

Indiscutablement, les idées néo-libérales commencent à séduire outre-Atlantique. A tel point que le président Reagan... en a repris une partie à son compte dans son dernier message de l'Union (accroissement des aides à l'exportation, notamment).

Pour la Japon comme pour l'Europe, l'avertissement est clair. Même si le premier peut être flattré de voir le « maître américain » copier certaines de ses méthodes, même si en France d'aucuns éprouveront une satisfaction intellectuelle à voir les États-Unis reprendre des idées avancées dans maints discours du gouvernement socialiste, il reste que cette nouvelle stratégie industrielle, qui vise à préserver la suprématie américaine sur les industries de demain, peut se révéler redoutable. L'Europe, toujours délaissée, risque d'en faire les frais.

J.-M. QUATREPOINT.

## FIAT ET BENDIX SIGNENT UN ACCORD DANS LA ROBOTIQUE

L'industrie mondiale de la robotique se concentre. Avec l'arrivée dans ce secteur des multinationales comme I.B.M. ou Westinghouse (qui vient de racheter Unimation), les autres sociétés multiplient les accords pour acquérir une dimension mondiale. Coman, filiale spécialisée de Fiat, cherchait, pour cette raison, une introduction sur le marché américain. Elle vient de prendre 10 % dans une nouvelle filiale de commercialisation de Bendix, créée pour l'occasion. En échange, Bendix (5,5 milliards de dollars de chiffre d'affaires, spécialisée dans les équipements automobiles et les machines-outils) prend 30 % des actions de Coman. Fiat ramènera sa participation à 70 %. Coman, un des leaders européens de ces marchés, vend l'essentiel des biens d'équipement produits par la firme automobile italienne.

## SOCIAL

## LA RETRAITE A SOIXANTE ANS

(Suite de la première page.)

L'importante avancée de cette réunion est que les 20 % consentis à soixante-cinq ans aujourd'hui le resteront à soixante ans demain. Une proposition de P.O. a permis un déblocage sur ce point. M. Marchetti a cependant jugé que les cadres risquaient d'être « les seuls du système » en ne pouvant prétendre aux 70 % promis par M. Mitterrand. Le délégué général de la C.G.C. a ainsi fait mine d'oublier que, depuis l'accord du 6 juin 1976 les cadres qui cotisent à une caisse spéciale, l'AGIRC, cotisent également « au premier rang » (sur la partie de la rémunération inférieure au plafond de la Sécurité sociale) à l'ARRCO. D'autre part, le jeu de la suppression de coefficients d'anticipation, qui concerne également les caisses de cadres, les cadres de la AGIRC devraient toucher à soixante ans ce qu'ils touchaient à soixante-cinq ans, cependant la prise en compte, par le régime complémentaire, d'un salaire moyen calculé sur l'ensemble de la carrière, n'aboutit pas toujours à un niveau global de retraite égal à 70 % de la rémunération. Cela vaut pour tous les salariés.

La teneur de l'accord, sous réserve de la convention financière qui devra être conclue avec l'État, précise le rôle du Fonds transitoire qui devra assurer le financement du surcoût de dépenses entraîné par cette réforme pour les régimes complémentaires. À partir de 1988 ou 1987, ce Fonds devrait dégager des excédents de trésorerie résultant de l'extinction progressive de la garantie de ressources. La répartition de ces excédents n'a pas été discutée. Le projet prévoit que la structure financière des régimes complémentaires sera renforcée par des emprunts en vue d'assurer le remboursement aux régimes complémentaires et d'alimenter sa trésorerie.

La voie est laissée libre à l'AGIRC et à l'ARRCO pour y soumettre ou non. Pour M. Marchetti, le financement devra être assuré par des cotisations des salariés et des entreprises. Une prolongation de la durée de ce fonds au-delà des sept ans prévus n'est pas exclue. M. Marchetti fait clairement entendre qu'il n'était pas question « de signer un texte pour nous empêcher que dans sept ans la structure financière est en faillite ».

Une autre avancée, plus limitée, a été réalisée sur le problème difficile de ceux qu'on appelle « les partis ». Il s'agit de personnes qui, ayant acquis des droits supérieurs d'une caisse de retraite complémentaire, n'y sont plus rattachés à soixante ans, n'entrant plus d'activité et n'étant pas inscrits au chômage. La question est de savoir si ces « partis » pourront équilibrer leurs droits sans qu'on leur effectue un coefficient de réduction. Le patronat a accepté de ne pas appliquer d'abattement aux chômeurs indemnisés ou non — ce qui fait craindre au ministère des affaires sociales que des personnes s'inscrivent au chômage à 60 ans dans le seul but de liquider complètement leur pension. Mais le cas d'autres catégories n'est pas exclu. Les salariés âgés de 55 ans ou d'âge avancé, installés comme artisans) restent en suspens.

Si le patronat a élargi le champ des salariés concernés par l'accord (en ne se bornant pas à l'UNEDIC, mais en incluant des salariés qui après 30 ans dans le privé par exemple seraient devenus agents d'une collectivité locale), trois questions ont été renvoyées à de nouvelles discussions qui suivront la conclusion de l'accord général. Il s'agit de problèmes des carrières courtes (salariés n'ayant pas les 37,5 années d'assurance nécessaires, comme les mères de famille) et de la création d'une allocation de remplacement pour les salariés licenciés de plus de 60 ans ayant les 37,5 années mais ne recherchant d'emploi. Il faudra procéder à l'indispensable harmonisation des 45 régimes de retraite complémentaires que regroupe l'ARRCO.

MICHEL NOBLECOURT.

## COMMERCE INTERNATIONAL

## APRÈS LA VENTE DE FARINE AMÉRICAINE À L'ÉGYPTE

## La Commission européenne refuse de discuter des exportations de céréales avec les États-Unis

De notre correspondant

Après les réactions immédiates de MM. Chrysos et Chaudernagor, l'affaire du contrat de 1 million de tonnes de farine américaine destinée à l'Égypte a provoqué, mercredi 26 janvier, l'étonnement du conseil des ministres, à Paris. Le communiqué du conseil précise : « Cet accord [entre l'Égypte et les États-Unis], est intervenu dans des conditions qui sont contraires à l'esprit de modération dans lequel les conversations avaient été engagées entre la Commission européenne et les États-Unis ».

Bruxelles (Communauté européenne). — La Commission européenne, qui a délibéré mercredi 26 janvier du dossier, a décidé de marquer son mécontentement à la suite de l'exportation par les États-Unis, à prix très bas, de 1 million de tonnes de farine vers l'Égypte, sur le marché traditionnel de la C.E.E. Cette exportation a été d'autant plus ressentie — comme une provocation — qu'elle se produit alors qu'un groupe de travail euro-américain a reçu mission de trouver des arrangements amiables aux différends qui surgissent entre les deux parties en matière de commerce international.

M. Thorn, président de la Commission, a été chargé de faire savoir aux autorités américaines que, dans les conditions ainsi créées, il n'y

avait plus lieu de débattre, dans les discussions bilatérales C.E.E.-États-Unis, des réimpositions formulées par Washington à propos des exportations européennes de farine ou de blé. En d'autres termes, on ne va pas se donner le ridicule de faire semblant de rechercher des solutions amiables dans ce secteur, alors que les États-Unis, dans le même temps, inondent le marché et prennent à la Communauté ses meilleurs clients.

Avant que ne commencent les discussions agricoles euro-américaines, Washington avait introduit une plainte devant le GATT à propos des exportations communautaires de farine. La Commission indique qu'elle attend le résultat des réflexions du GATT et se réserve le droit d'y soumettre elle-même, le cas échéant, l'affaire égyptienne.

S'agissant du commerce du blé et de la nécessité de stabiliser les prix, elle demande, comme elle l'avait fait lors de la session du groupe de travail bilatéral des 10 et 11 janvier, une réunion du groupe des cinq principaux pays exportateurs (C.E.E., États-Unis, Australie, Canada, Argentine).

La rencontre du groupe euro-américain est prévue pour le 10 février. La Commission attendra alors des États-Unis l'engagement que, par souci d'éviter une escalade dangereuse, ils s'abstiendront de répéter des coups du type du contrat égyptien. — Ph. L.

## FAITS ET CHIFFRES

## Affaires

● Dimec obtient un contrat important en Arabie Saoudite. — La société Dimec-Viel, d'origine américaine, a obtenu un contrat de 400 millions de dollars (près de 3 milliards de francs) pour la construction de bâtiments pour la garde nationale saoudienne.

● C.D.F. Chimie vend sa technologie à Eastman Kodak. — Les deux firmes viennent de conclure un accord aux termes duquel la société française concède à l'entreprise américaine la licence de son procédé pour la fabrication de polyéthylène linéaire. Ce procédé sera utilisé dans l'unité de Longview (Texas).

## Automobile

● Chrysler vend sa participation dans la société sud-africaine SIGMA. — Chrysler vient de vendre sa participation de 25 % dans la firme automobile sud-africaine SIGMA à la société Anglo-American et à sa filiale Anglo-American Industrial Corporation (AMIC), qui détient désormais 100 % de SIGMA. Il s'agit essentiellement du bien que le montant de la transaction ne soit pas connu — de fournir un peu d'argent frais à la société Chrysler. SIGMA, avec 16,9 % du marché sud-africain, assemble et distribue des Peugeot 305 et 205, des Citroën CX 2400 et des japonais Mazda 323, RX 7 et Mitsubishi Colt Galant (Le Monde du 12 octobre).

## Communautés européennes

● Les aides françaises au textile et à l'habillement ne sont pas compatibles avec les règlements de la C.E.E. — La Commission de Bruxelles a décidé de les interdire à l'annonce du mercredi 26 janvier à Bruxelles. Le gouvernement français avait accordé, à compter du

printemps dernier, pour un an (renouvelable une fois), des allègements de 10 % à 12 % des charges sociales aux entreprises du textile et de l'habillement qui, au moins, maintiennent les travailleurs qu'elles emploient ou qui augmentent leurs investissements.

● Debut d'antidumping contre des produits chimiques des États-Unis. — La Commission européenne a décidé, le 26 janvier, d'imposer immédiatement un droit antidumping provisoire de 37,6 % sur des produits dérivés de phénol et d'acétone en provenance des États-Unis.

## Siderurgie

● Restructuration de la sidérurgie allemande. — Bonn a demandé aux entreprises sidérurgiques de réfléchir, sans tarder, aux propositions « des sages » de création de deux groupes. Le gouvernement allemand insiste en même temps sur les subventions accordées par les autres pays qui provoquent des « distorsions massives de concurrence » menaçant la sidérurgie allemande. Bonn pourrait demander une protection des autorités de Bruxelles. — (Reuter.)

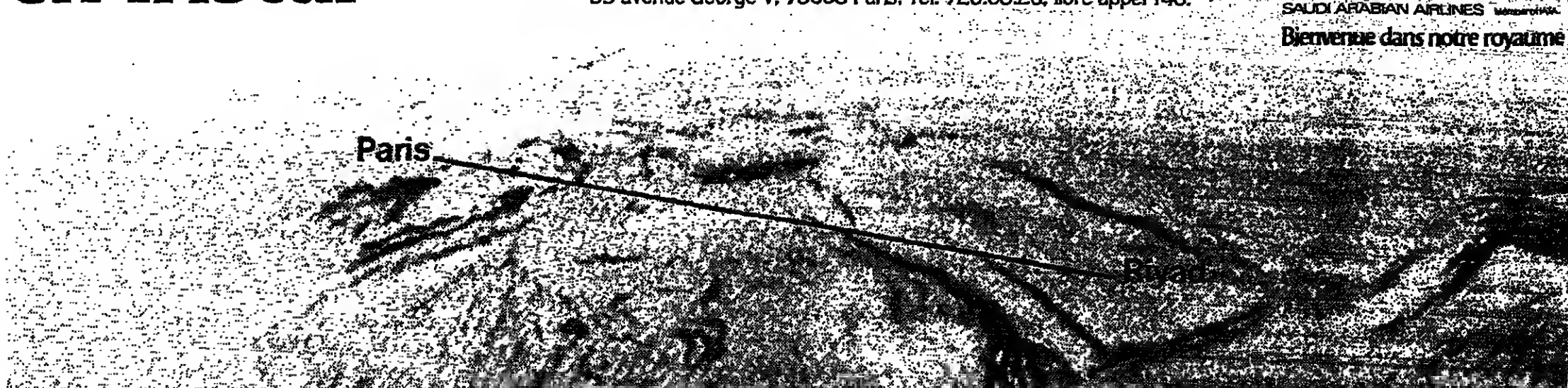
## Social

● Le Secours catholique juge les décisions prises par le Conseil des ministres, le 26 janvier, pour « lutter contre la pauvreté et la précarité » positives mais « regrette » que le problème du logement social n'ait pas été abordé. A.T.D.-Quart-Monde, plus réservé, estime que ces mesures « ne peuvent en aucun cas avoir des effets durables si elles ne garantissent pas à chaque citoyen et à sa famille une reconnaissance comme travailleur ».

## La voie royale: Paris-Riyad tous les jours en TriStar

Pour tous renseignements, consultez votre agence de voyages ou Saudia.  
55 avenue George V, 75008 Paris. Tél. 720.68.20, libre appel 146.

**saudia**  
SAUDI ARABIAN AIRLINES  
Bienvenue dans notre royaume





## AGRICULTURE

LES PAYSANS ET SALARIÉS APPELÉS AUX URNES LE 28 JANVIER

### Les élections aux chambres d'agriculture permettront d'apprécier l'état des forces syndicales

M. Valéry Giscard d'Estaing vient de ne pas rendre service à la F.N.S.E.A. (1) et à son président, M. Guillaume. Dans une lettre circulaire qu'il a signée avec d'autres élus du Pays de Dôme, il invite les agriculteurs « à ne pas confondre la politique agricole que les élus sociaux-démocrates veulent mettre en place ».

Quelque 3,5 millions d'électeurs individuels (attachés à l'agriculture comme producteurs ou salariés) et 53 000 groupements professionnels pour lesquels le vote est indirect, sont appelés à participer au renouvellement complet des chambres.

C'est la réforme des modalités d'élection, décidée par décret par le ministre de l'Agriculture, qui donne à ces scrutins son ton politique. Négociée selon le ministère, imposée selon la F.N.S.E.A., cette réforme porte essentiellement sur le remplacement du scrutin majoritaire de liste, avec lequel toute liste majoritaire était élue en bloc, par un scrutin proportionnel départemental de liste, au plus fort reste. Ce dernier mode permet aux syndicats minoritaires, reconnus par le gouvernement depuis mai 1981, d'être représentés au sein des chambres. L'actuel président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture M. Perrin avait jugé cette réforme « incompréhensible, injuste, fautive, incohérente ».

M. Guillaume est allé répétant que cette réforme avait pour unique objet d'affaiblir la F.N.S.E.A. et de contester ainsi sa représentativité. Le président de la F.N.S.E.A. a dès lors mené une campagne électorale tambour battant, avec trente meetings en province et déplacements en avion privé. Il a aussi refusé d'indiquer le coût de cette mobilisation générale.

L'objet de cette réforme voulue depuis le début du septennat c'est, pour le gouvernement, de pouvoir enfin compter les troupes paysannes, savoir qui représente quoi et, par là, de mieux affiner son discours politique à la réalité, politique précisément, des campagnes.

#### Des calculs délicats

L'objectif est clair. La traduction du résultat des élections sera moins aisée; et le calcul en pourcentage des scores réalisés par les différents syndicats agricoles n'aura rien de simple.

Dans le camp des organisations traditionnelles (F.N.S.E.A., C.N.J.A., l'actuelle APCA et la C.N.M.C.C.A.), la situation paraît simple puisqu'elles sont présentes dans des listes « Unité et Force paysanne ». Mais on retrouve également, par endroits, des listes concurrentes, qui n'en sont pas moins formées par des adhérents de la F.N.S.E.A. Dans le Maine-et-Loire, par exemple, où les producteurs spécialisés, estimant qu'ils n'étaient pas assez représentés dans la liste de la F.D.S.E.A., ont constitué une liste concurrente. Dans les Alpes-de-Haute-Provence, cinq listes se rattachent à la F.D.S.E.A. et une du C.D.J.A., adhérent de C.N.J.A.

La lecture des résultats ne sera pas moins difficile dans les autres rangs. Le MODEP, la C.N.S.T.P., la F.N.S.P. et la F.F.A. présentent certes des listes homogènes, en plus ou moins grand nombre, mais aussi des listes d'union à géométrie variable ou encore soutiennent des candidats d'appellations diverses.

#### UN CLASSEMENT DIFFICILE

Dans son classement alphabétique des forces en présence, le ministère de l'Agriculture distingue entre les listes syndicales (présentées par les seuls syndicats) et les listes d'union, où l'on retrouve des candidats présentés par des organisations professionnelles (Crédit, Coopérative, Mutualité) avec ou sans les syndicats.

Les listes où apparaît le sigle U.F.P. (Union et Force paysanne) sont celles qui ont souscrit à la plateforme commune à la F.N.S.E.A., au C.N.J.A. et à la C.N.M.C.C.A. Les autres listes F.D.S.E.A.-C.D.J.A. regroupent des listes départementales où les candidats sont en accord avec les deux centrales ou en opposition.

**LISTES SYNDICALES.** - 1. C.N.S.T.P. 45 (+ 12 listes d'entente); 2. F.F.A. 32 (+ 1 liste d'entente avec le MODEP); 3. F.D.S.E.A.-C.D.J.A. 12; 4. F.D.S.E.A.-C.D.J.A.-U.F.P. 63; 5. F.N.S.P. 24 (+ 14 listes d'entente); 6. MODEP 56 (+ 13 listes d'entente); 7. Listes d'entente C.N.S.T.P. et/ou MODEP et/ou F.N.S.P. 18.

**LISTES D'UNION.** - 8. U.F.P. 21; 9. Autres listes d'union 20; 10. Divers 17.

Et pour ce faire il leur demande « ardemment de voter et de faire voter » pour la liste « Unité et Force paysanne », qui regroupe les forces de la F.N.S.E.A., du C.N.J.A. et officiellement celles de la C.N.M.C.C.A. M. Guillaume a eu beau répondre le 25 janvier qu'il « ne s'intéressait pas à l'attitude des hommes politiques », cette anecdote exprime bien le caractère éminemment politique que revêtent les élections aux chambres d'agriculture qui se dérouleront dans toute la France, vendredi 28 janvier, à l'exception des quatre chambres d'outre-mer pour lesquelles le vote aura lieu le 28 février.

#### DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS AUX REGISTRES VARIÉS

Institué en 1924, les chambres départementales d'agriculture (90 en France métropolitaine, 4 outre-mer) sont des établissements publics administratifs qui jouent un rôle consultatif et assurent aussi des missions de service public. Elles emploient environ 6 000 agents, dont la moitié comme agents de développement et la moitié dans l'administration.

Le budget cumulé des chambres s'élevait à 1,2 milliard de francs environ en 1982, dont un peu plus de la moitié provient de la taxe pour frais de chambres d'agriculture acquittée par les propriétaires fonciers. Une chambre peut intervenir dans de nombreux domaines selon les besoins locaux : développement agricole (notamment l'élevage, la formation professionnelle, comptabilité, gestion, tourisme rural ou encore laboratoires d'analyses, services fonciers, aménagement rural, etc.).

A la différence des chambres de commerce, mais à l'instar des chambres de métiers, les salariés y sont représentés, qu'ils soient salariés d'exploitation ou salariés des organisations et coopératives agricoles (mais pas ceux des industries).

Depuis la réforme, chaque chambre comprendra entre 45 et 54 membres, dont 22 pour les exploitants, 12 ou 13 pour les groupements professionnels agricoles, 7 à 12 pour les salariés (au lieu de 2 à 6 précédemment), 2 pour les anciens exploitants, 1 à 4 pour les propriétaires forestiers, 2 pour les propriétaires et usagers.

L'émergence des autres sensibilités syndicales sur l'ensemble du territoire et leur sortie de leurs terroirs d'origine.

Le succès lui-même de la F.N.S.E.A., dont M. Guillaume ne manquera pas de se targuer, mérite attention. Pour plusieurs raisons, l'essentiel étant que le climat d'opposition qui entourait le dirigeant de la F.N.S.E.A. n'est pas partagé par l'ensemble des paysans qui suivent cette centrale.

Le soutien officiel accordé par le mouvement coopératif et mutualiste aux listes « Unité et Force paysanne » a été obtenu, à la surprise, en fin de réunion à la C.N.M.C.C.A. Certains dirigeants, ils nous l'ont dit, croyaient qu'il ne s'agissait que d'appeler les agriculteurs à voter. Des résistances locales dans les coopératives ou dans certaines caisses de crédit agricole sont apparues. Elles sont dues au caractère réaliste de ceux des agriculteurs auxquels la rupture de la cogestion fait craindre une perte de pouvoir dans l'ordre de l'économie agricole. Elles s'opposent à l'intransigeance des dirigeants syndicalistes « purs et durs ».

● Réduction volontaire de la production d'œufs. - Le Comité interprofessionnel de l'œuf (C.I.O.), réuni à Rennes le mercredi 26 janvier, a décidé de réduire la production en réduisant immédiatement entre 2 et 3 millions de pondueuses. Cette réforme se fera sur la base du volontariat avec une indemnisation partielle des producteurs par l'interprofession. Pour éviter des importations pendant cette période, le C.I.O. demande aux pouvoirs publics de faire preuve de vigilance. Enfin, pour assurer un meilleur contrôle des investissements et des moyens de production, le comité souhaite être consulté sur toute nouvelle demande de permis de construire de poulaillers industriels. (Corresp.)

● La Sica-Vins Midi-Pyrénées, que dirige M. Jean-Baptiste Doumeng, a cessé son activité et a été mise en liquidation conventionnelle le mardi 25 janvier.

## MONNAIES

DOLLAR ET OR EN HAUSSE

Le dollar était en hausse jeudi matin 27 janvier sur les marchés des changes. A Paris, il cotait 6,91 F (contre 6,8250 la veille) et à Francfort 2,4350 DM (contre 2,4150). Le franc se comportait bien au sein du S.M.E., la devise allemande valant à Paris 2,8336 F. Les brusques variations qui se manifestent sur le cours de la devise américaine traduisent les nombreuses incertitudes qui pèsent sur le marché s'il n'est pas la confusion des experts. On s'interroge sur l'ampleur de la baisse éventuelle du pétrole et sur ses effets.

Dans la mesure où la conséquence la plus importante parait être à court terme, l'aggravation de la crise de liquidité du fait de la baisse attendue des recettes pétrolières de plusieurs gros pays débiteurs, la perspective d'un nouveau repli des cours de l'or noir joue en faveur de la devise américaine. Elle joue au contraire au détriment de la livre sterling qui depuis le début de la semaine a retrouvé son niveau historique le plus bas atteint en octobre 1976. La monnaie britannique, ce jeudi, ne valait plus que 1,5365 dollar contre 1,5460, mercredi en fin de journée.

Le cours de l'once d'or, qui avait été fixé mercredi après-midi à 486,50 dollars à Londres, s'est rendu à Rome où il devait rencontrer le ministre des finances.

Signalons encore que le ministre mexicain des finances, M. Jesus Silva Herzog, qui s'était entretenu en début de semaine avec M. Delors puis s'était rendu à Londres, s'est rendu à Rome où il devait rencontrer le ministre des finances.

JACQUES GRALL.

(1) Pour s'y retrouver dans le labyrinthe des sigles : F.N.S.E.A. (1945) : Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles; C.N.J.A. (1947) : Centre national des jeunes agriculteurs; C.N.M.C.C.A. (1953) : Confédération nationale de la mutualité, de la coopération et du crédit agricoles; APCA : Assemblée permanente des chambres d'agriculture; MODEP (1959) : Mouvement de défense des exploitants familiaux; C.N.S.T.P. (juin 1981) : Confédération nationale syndicale des travailleurs paysans; F.N.S.P. (avril 1982) : Fédération nationale des syndicats paysans; F.F.A. (décembre 1969) : Fédération française de l'agriculture.

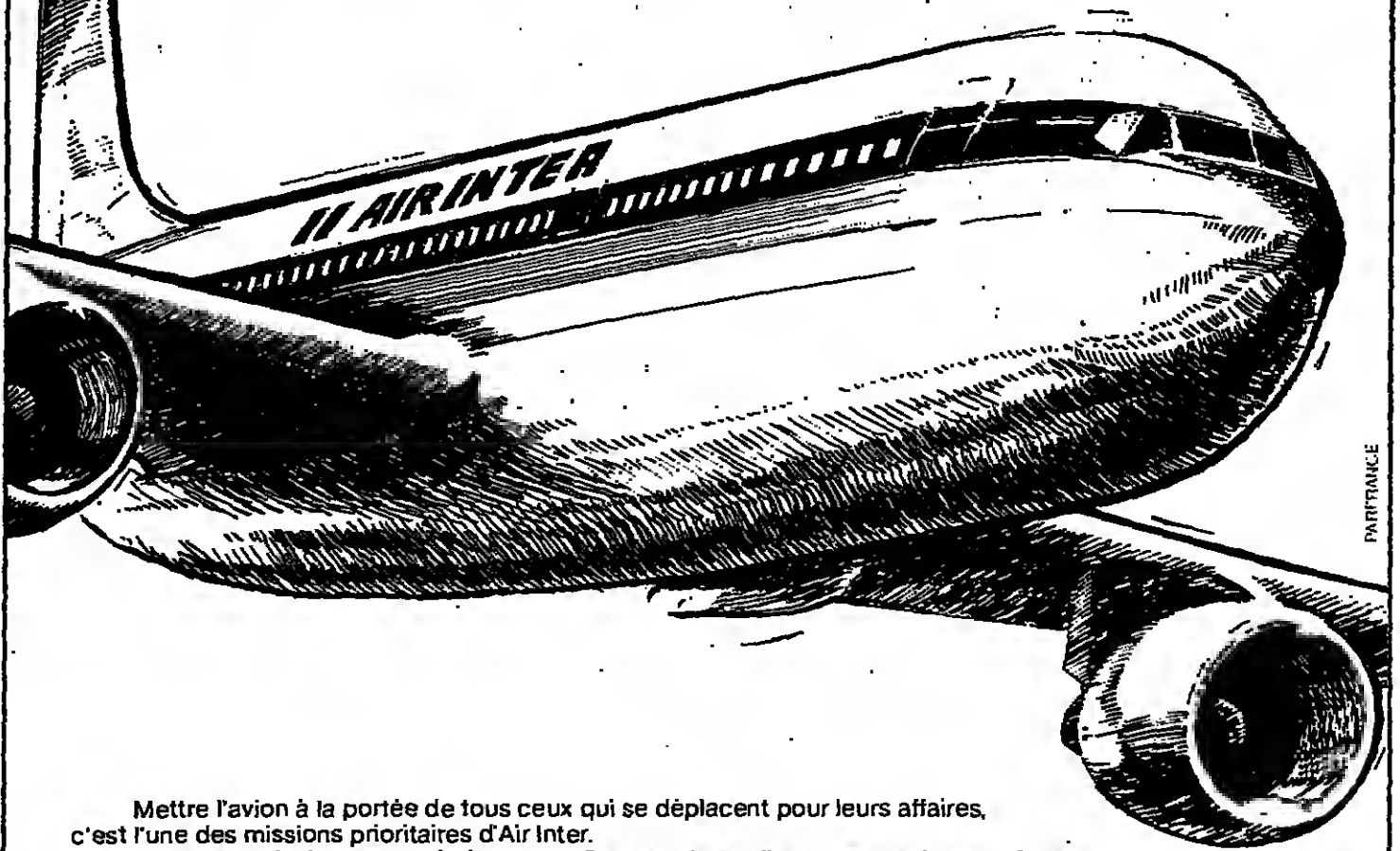
#### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
SE-LL	6,9050 6,9100	+ 180 + 210	+ 380 + 420	+ 1090 + 1120
Scm	5,8820 5,8880	+ 70 + 100	+ 175 + 220	+ 530 + 650
Yen (100)	2,9170 2,9210	+ 130 + 150	+ 270 + 300	+ 850 + 920
DM	2,4330 2,4370	+ 150 + 165	+ 325 + 350	+ 970 + 1025
Flora	2,5705 2,5740	+ 150 + 160	+ 310 + 330	+ 930 + 990
FR (100)	14,0200 14,0400	+ 120 + 130	+ 250 + 280	+ 800 + 850
FS	3,6575 3,6630	+ 260 + 285	+ 560 + 590	+ 1550 + 1640
L (1 000)	4,9240 4,9380	- 280 - 290	- 640 - 650	- 2140 - 1950
£	10,0090 10,0220	+ 70 + 120	+ 130 + 150	+ 660 + 850

#### TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 7/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8
SE-LL	8 7/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8
DM	4 7/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
Flora	4 7/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
FR (100)	11 1/2	12 1/2	12 3/4	13 3/4	13 3/4	14	14	14 1/2	14 1/2
FS	1 1/2	2	2 5/16	2 7/16	2 7/16	2 7/16	2 7/16	2 7/16	2 7/16
L (1 000)	17	17	17 3/4	18 1/4	18 1/4	18 1/4	18 1/4	18 1/4	18 1/4
£	11 1/4	11 3/8	11 1/2	11 5/8	11 1/2	11 5/8	11 1/2	11 5/8	11 1/2
F. franc	13 1/4	14	14 3/4	15 1/2	16 3/4	17 1/2	19	19 3/4	19 3/4

**SI NOS TARIFS AUGMENTENT MOINS VITE QUE LE COÛT DE LA VIE C'EST POUR DONNER DES AILES A VOS AFFAIRES**



Mettre l'avion à la portée de tous ceux qui se déplacent pour leurs affaires, c'est l'une des missions prioritaires d'Air Inter.

Pour mener à bien cette mission, notre Compagnie applique une politique tarifaire qui se traduit chaque année par un taux moyen d'ajustement de ses tarifs inférieur à celui du coût de la vie. Résultat : en dix ans, le « plein tarif » Air Inter a diminué de près de 15 %, en francs constants.

Cet abaissement relatif de prix est à comparer à la hausse des tarifs internationaux : en 1970, Paris-Lyon et Paris-Genève coûtaient le même prix — aujourd'hui, Paris-Lyon coûte 476 F et Paris-Genève 845 F !

Ce n'est qu'un exemple. Mais il explique très bien pourquoi un nombre chaque jour plus grand de responsables choisissent Air Inter pour donner des ailes à leurs affaires.

**AIR INTER**  
NOTRE MONDE C'EST LA FRANCE

us les jours  
soudia



# PRESSE

POINT DE VUE

LA RÉFORME DU STATUT

## Pour que vivent les journaux

**D**E mai 1981 à décembre 1982 le gouvernement et le Parlement, négligeant les autres secteurs de la communication, ont conduit une vaste réforme de l'audiovisuel. Les radios libres, comme les chaînes de télévision et la radio d'Etat, sont mises sous la tutelle d'une Haute Autorité, entre que l'on jugera, peu à peu, à ses fruits.

Il est temps désormais de mettre en chantier l'étude des modifications du régime juridique et économique de l'entreprise de presse après qu'auront été pendant deux ans, reconduites, pour l'essentiel, les dispositions budgétaires antérieures.

Sans doute le président de la République, lorsqu'il reçut les dirigeants de la Fédération nationale de la presse française, prit-il soin d'écrire le spectre d'un « statut de la presse » que l'opposition s'appropriait déjà à dénoncer comme un assésinat de la démocratie. Les bonnes âmes l'elles crient au loup quand rien ni personne ne les menace, mais se sont tués alors que se perpétuaient jadis les mauvais coups de la concentration.

Une presse diversifiée et, s'il se peut, prospère. Cet objectif ne sera pas atteint sans que soient fondamentalement améliorées les conditions de vie des journaux. Souhaitons, sans angélisme excessif, qu'un accord sur quelques points essentiels rassemble tous ceux pour qui l'intérêt de la presse ne se confond pas avec leurs seuls intérêts privés.

On a tout dit et tout écrit sur l'ordonnance du 26 août 1944, dont les dispositions essentielles sont bafouées, parce qu'elles sont inapplicables selon les uns, parce que la volonté du législateur est, pour les autres, délibérément trahie.

Il n'est plus temps d'alimenter cette querelle. Si on néglige l'avis de ceux qui souhaitent embrouiller les esprits, il apparaît clairement que le gouvernement du général de Gaulle, peu soucieux de voir renaitre les mœurs de l'avant-guerre, voulut, en août 1944, interdire les concentrations excessives à la prise de contrôle de plusieurs titres par un seul homme. Mais l'intention peut être limpide et la formulation maladroite ou peu conforme aux réalités juridiques.

Tout est donc simple. C'est, après une large concertation, au gouvernement de préparer et au législateur d'adopter un nouveau texte plus soigneusement fondé, mais toujours fidèle à l'esprit qui prévalut à la Libération.

Il ne faut ni plus ni moins qu'un statut de l'entreprise clairement défini, propre à contraindre toute concentration abusive, bref ce qu'aux États-Unis on appellerait une loi anti-trust. Une fois les nouvelles règles du jeu admises et connues, une large amnistie de fait ou de droit devrait couvrir les errements passés, tant il est vrai que les coupables sont en l'espèce beaucoup plus nombreux que les rares inculpés.

### Le mythe de la discrimination

Tous les titres inscrits à la Commission paritaire des journaux et publications bénéficient d'un régime fiscal et postal préférentiel. Les conséquences sur le budget de l'Etat de ces allègements ne sont pas négligeables car plusieurs milliers de quotidiens, d'hebdomadaires ou de mensuels bénéficient de cette aide indirecte.

Lorsque, dans les milieux professionnels de la presse, on suggère que toutes les publications ne sont pas dignes de la même sollicitude, on est sûr de provoquer un superbe tollé. Et pourtant ! Le simple bon sens, lui aussi suffit : s'il est bon que la collectivité favorise l'accès à des publications qui contribuent au débat politique, économique, éducatif, culturel, il n'y a aucune justification au maintien d'avantages accordés à des centaines de titres qui se situent à mille lieues de l'intérêt général défini par les textes.

Écoutons les trompettes de l'indignation.

Premier thème : la presse est une at indissociable. Introduire la moindre discrimination, c'est laisser place à l'arbitraire, voire à l'horreur ! — à l'arbitraire politique. « En tant que président de la Fédération nationale de la presse écrite », écrit M. Maurice Bujon, je ne pourrais, en tout état de cause, accepter le principe d'une confrontation des points de vue que

Le gouvernement a décidé de mettre en chantier une réforme du statut juridique et économique de la presse écrite (le Monde du 13 janvier). Celui-ci concerne notamment la propriété des entreprises de presse avec la controverse sur l'ordonnance du 26 août 1944, qui a valu à M. Robert Hersant son inculpation, — et les aides financières qui leur sont accordées par la puissance publique.

Nous publions ci-dessous une première contribution au débat qui va s'engager. Son auteur, tenu en raison de ses fonctions à l'obligation de réserve, y traite essentiellement du régime des aides financières.

Par SYLVESTRE

dans la mesure où j'aurais l'assurance qu'il n'y aura pas de velléité de procéder à des discriminations.

On ne fera pas au distingué directeur de l'Idf l'injure de croire qu'il a oublié toutes les discriminations actuelles. De nombreuses publications sont écartées par la commission paritaire car des conditions strictes de périodicité et de contenu sont clairement établies par les textes et la jurisprudence. Un seul exemple : tout journal dont le public est occupé plus des deux tiers de sa surface par des titres de sa surface est exclu du régime des franchises fiscales et postales. Qu'est-ce là, sinon une limitation qui sert à discriminer ? Où est le scandale, sinon, peut-être, dans une trop grande tolérance ?

Deuxième thème : tous les titres, quel que soit leur contenu, ne subissent qu'un régime d'avantages fiscaux et postaux. La moindre diminution de ces « franchises » conduirait à leur disparition et à l'instauration d'une véritable censure.

Mais, lorsqu'un produit industriel est livré au public moyennant une T.V.A. de 18,60 %, est-il pour autant frappé d'une interdiction de vente ? Lorsqu'un éditeur expédie ses livres au tarif postal des imprimés, l'accès au service public de la distribution lui est refusé ? Il n'est nullement question d'empêcher de paraître les publications destinées à un public spécialisé ou qui n'ont à présenter aucun alibi politique, économique, intellectuel ou culturel. Il s'agit de les laisser se vendre à leur juste prix, sans intervention du législateur et sans aide des pouvoirs publics.

Entre l'« intérêt général » et la « récréation » — pour reprendre deux termes des textes de base, — la jurisprudence a trop négligé le pre-

mier au profit d'une extension démesurée du second. Il en faut peu pour tout remettre en ordre et dégrader ainsi, au profit de la presse « nécessaire », des ressources budgétaires appréciables.

### De la T.V.A., s'il en faut, aux bénéfices, s'il en reste

Depuis qu'il existe des taxes sur le chiffre d'affaires, les journaux en étaient exonérés. Mais la généralisation de la T.V.A. entraînera des effets absurdes pour ceux qui en étaient dispensés. Faut-il avoir adopté comme ailleurs, et notamment en Grande-Bretagne, le « taux zéro », il fut décidé d'assujettir les quotidiens et les hebdomadaires politiques à 2,10 % (30 % du taux réduit de 7 %) et les autres périodiques à 7 %. Il était toutefois prévu une période de transition, qui expirait en décembre 1981, pendant laquelle on appliquait un taux provisoire de 4 %.

Le gouvernement de M. Pierre Mauroy, à l'initiative de M. Georges Flicot, a, par deux fois, en 1982 et 1983, proposé au Parlement de reconduire ce taux provisoire. On mesure, à cette occasion comme en cent autres, combien le gouvernement est malhabile à faire valoir les aspects positifs de sa politique.

L'autre pièce maîtresse du dispositif fiscal propre à la presse est l'article 39 bis du code général des impôts, souvent enterré et toujours resuscité, qui permet aux quotidiens, aux hebdomadaires et aux mensuels politiques de provisionner

une partie importante de leurs bénéfices à condition de les consacrer aux investissements. Élément indispensable de la reconstruction des entreprises de presse après la guerre, il a en outre empêché, ou au moins retardé, la prise de contrôle des journaux par les groupes financiers.

Mais ce dispositif doit être aujourd'hui, il faut avoir le courage de le dire, profondément modifié. Tout d'abord l'heure des superprofits est passée. A quoi sert d'exonérer des bénéfices absents ? La presse quotidienne de Paris est économiquement fragile. Certains quotidiens régionaux, jadis modèles de prospérité, se trouvent maintenant dans le « rouge ». Or les journaux soumis à la redoutable concurrence des anciens et des nouveaux médias électroniques ont d'urgents et profonds besoins d'investir. Rationaliser ces investissements, mettre, là où cela est possible, les forces en commun, pérenniser par des pressions budgétaires la modernisation indispensable d'entreprises qui ne dérogent pas dans leur propre exploitation une marge brute suffisante, telles sont les voies à explorer.

L'indispensable néo-régime du pouvoir politique doit conduire à soumettre des règles simples et strictement définies plutôt que des aides individuelles et ponctuelles, directes ou indirectes, qui portent à l'insécurité et ceux qui donnent et ceux qui reçoivent.

### Pour quelques centimes de plus

Qu'on ne nous fasse pas de fausses idées, c'est au premier rang que figure l'allègement des taxes postales. Dotée d'un budget autonome, la P.T.T. accepterait mal, cependant de voir ses ressources considérablement amoindries, en raison du déficit engendré par la distribution des journaux. De plus, la presse, acceptée, en mars 1979, le principe d'une réduction des tarifs qui la conduisit à prendre en charge, progressivement, le tiers du déficit qui lui est imputable. Depuis cette date, les tarifs postaux de la presse sont majorés chaque année de 11,5 %, qui s'ajoutent aux augmentations découlant de l'inflation.

Cette situation était peut-être acceptable lorsque la presse pouvait déterminer librement ses prix de vente et d'abonnement. Mais lorsque les prix sont bloqués, comme l'en dernier, ou mis sous surveillance, comme actuellement, de telles augmentations, allant jusqu'à 25 % par an, sont, au sens propre du terme, intolérables. Que dire enfin des conséquences dévastatrices sur les tarifs hebdomadaires ? A sa régleme, encore une année ou deux, et la presse française diffusée par abonnements disparaîtra des marchés étrangers.

Le budget des postes a, nous dit-on, ses exigences légitimes. Sans doute. Mais dans le cadre de la même enveloppe budgétaire, plusieurs solutions peuvent être envisagées : une taxation différenciée, par exemple, selon le poids de la rédaction et celui de la publicité, à l'exemple de ce qui se pratique aux États-Unis, sans oublier la répercussion bénéfique sur les charges postales d'une meilleure définition de la presse d'intérêt général.

Qu'il faille un nouveau statut juridique et fiscal pour les entreprises de la presse écrite, il n'y a pour le nier que les partisans fétides du statu quo — on sait ce qu'on aura — ou les tenants du libéralisme sauvage.

Un large consensus est donc possible. En voici le « préavis ». Qui donc veut écrire, dans le « Juste pour-voir », « Comment empêcher les puissances d'argent ou encore des conneries de s'approprier l'information ? Comment éviter le poids excessif de la publicité ? Comment assurer un droit réel d'expression à toutes les tendances de l'opinion (...) ? A la bonne heure ! Voilà de vraies et bonnes questions ! Des questions pour un pouvoir démocratique... » C'est M. Yves Carrière, qui, avant d'être P.-D.G. de l'Agence Havas de 1979 à 1981, fut l'un des plus proches collaborateurs de M. Gauguier d'Estwing. Cédons, un instant, à l'esprit « polémiste » en remarquant combien ces bonnes et vraies questions ont peu reçu de bonnes et vraies réponses sous le précédent septennat. Et ratapons le temps perdu.

JUSQU'AU 10 FEVRIER

**Talbot SAMBA**

**SAMBA CABRIOLET**  
6 CV, 1360 cm<sup>3</sup>, 5 vitesses, 157 km/h.  
Sans apport initial, roulez plein ciel et avec plaisir.  
Consommations aux 100 km (normes UTAC) : 5,5 l à 90 km/h, 7,2 l à 120 km/h et 8,4 l en parcoures urbain. (Jantes en alliage léger en option.)

**SAMBA RALLYE**  
2 carburateurs double corps, 176 km/h compte-tours, 5 vitesses... Sans apport initial, roulez "à fond" la SAMBA.  
Consommations aux 100 km (normes UTAC) : 5,5 l à 90 km/h, 8,7 l à 120 km/h et 9,8 l en parcoures urbain.

**SAMBA GLS**  
1360 cm<sup>3</sup>, 6 ou 7 CV, 159 ou 168 km/h.  
Sans apport initial, roulez avec brio.  
Consommations aux 100 km (normes UTAC) : Samba GLS 6 CV, 5,4 l à 90 km/h, 7,0 l à 120 km/h et 8,4 l en parcoures urbain. Samba GLS 7 CV, 5,9 l à 90 km/h, 7,5 l à 120 km/h et 9,3 l en parcoures urbain. (Jantes en alliage léger en option.)

**SAMBA LS et GL**  
Modèle présenté SAMBA GL  
4,6 litres aux 100 km à 90 km/h, 6,3 litres à 120 km/h, 5,8 litres en parcoures urbain... Sans apport initial, roulez à l'économie et dans le confort.

**TALBOT SAMBA**

*Un constructeur sort ses griffes*

(Publicité)

**RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE LA PÊCHE**  
**OFFICE NATIONAL DE LA MÉTÉOROLOGIE**

**AVIS D'APPEL À LA CONCURRENCE NATIONALE ET INTERNATIONALE N° 03/83 CTM/SM/ONM**

Un Appel à la Concurrence Nationale et Internationale est lancé en vue de l'acquisition de charges de soude et ferri suivantes :

- 10.000 charges alcalines (soudé),
- 7.000 charges de silicium (métal granulé),
- 10.000 charges de silicium (métal en poudre).

Le présent Appel à la Concurrence s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des revendeurs, représentants de firmes et autres intermédiaires et est conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

A cet effet, les soumissionnaires étrangers doivent joindre à leurs dossiers un certificat délivré par la chambre de commerce et d'industrie du lieu de leur résidence, attestant qu'ils ont effectivement la qualité de fabricant ou de producteur.

En outre, conformément à la circulaire n° 21-DC/CDMP du 3 mai 1981 de M. le Ministre du commerce, les offres doivent être accompagnées des pièces et documents suivants :

- les statuts de l'entreprise ainsi que la liste des principaux actionnaires ou associés,
- les situations fiscales en Algérie et dans le pays de leur siège social,
- une liste des principaux gestionnaires de l'entreprise,
- les bilans des deux dernières années,
- l'attestation de non-recours à des intermédiaires, conformément à l'article 12 de la loi 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur,
- la répartition du capital social lorsque le soumissionnaire est une société anonyme.

Les firmes intéressées peuvent retirer le cahier des charges en s'adressant à ONM, CENTRE TECHNIQUE ET DU MATERIEL - SERVICE DES MARCHÉS - GRIFFI - DAR-EL-BEIDA - ALGER.

Les offres établies conformément aux exigences du cahier des charges doivent parvenir sous double pli cacheté et recommandé au plus tard le 12 février 1983.

Toutes offres qui parviendront après cette date sans considération comme valables.

L'enveloppe extérieure devra être enveloppée, sans en-tête, sigle ou cachet portant l'unique mention : OFFICE NATIONAL DE LA MÉTÉOROLOGIE - CENTRE TECHNIQUE ET DU MATERIEL - SERVICE DES MARCHÉS - B.P. 153 - DAR-EL-BEIDA - ALGER, Appel à la Concurrence Nationale et Internationale n° 03/83 CTM/SM/ONM. A NE PAS OUVRIR.

Les candidats restant engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix jours.

**LES FOURRURES MALAT**

**FABRICANT FOURREUR GARANTIE DE CONFIANCE**

**SOLEDÉS de 15 à 25 %**

Grand choix de pelisses

**CRÉDIT SOFINCO**

47, rue La Fayette, 75008 PARIS - M. Le Pôleur - Tél. 578.50.61



## CONJONCTURE

### La CNUCED propose une nouvelle concertation entre pays riches et pays pauvres

Genève. — Aucun progrès sensible n'a été enregistré depuis la dernière CNUCED (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement) qui s'est déroulée à Manille en 1979. La situation des pays pauvres s'est détériorée.

Le fonds commun des produits de base sur lequel tant d'espoirs reposaient n'est pas opérationnel. Les pays industrialisés ne manifestent pas d'enthousiasme pour des accords de produits qui ont pu être conclus et qui, à leur sens, n'entrent pas dans le cadre du fonctionnement habituel des marchés mondiaux. Quant aux pays du tiers-monde, ils sont, selon la CNUCED, incapables de formuler suffisamment de propositions concrètes.

Il a donc paru urgent au secrétaire de la CNUCED — fante de pouvoir proposer un remède miracle — de lancer des idées qui serviraient de base à sa conférence mondiale qui doit se tenir à Belgrade du 6 au 30 juin. A cet effet, la CNUCED a rendu publics le 25 janvier deux rapports ayant principalement trait à la

De notre correspondante  
crise actuelle des matières premières.

Le problème est crucial puisque l'effondrement des prix de ces produits est tel que certains d'entre eux sont tombés « à leur niveau le plus bas en termes réels depuis un demi-siècle ». Beaucoup de produits de base n'ont pas atteint en 1982 la moitié de leur niveau enregistré en 1950. Dans l'ensemble leurs prix réels ont baissé de 13 % en 1981 et de 17 % durant les neuf premiers mois de 1982. La perte des ressources à l'exportation pour les pays du tiers-monde est estimée à près de 8 milliards de dollars pour 1981. Durant la période 1980-1982, l'effondrement des prix des matières premières, qui constituent souvent la principale source de revenus des pays pauvres, représente une perte d'environ 21 milliards de dollars.

Pour renverser cette tendance, estiment les experts de la CNUCED, les pays pauvres et les pays consommateurs devraient pour ce faire né-

gocier une série d'accords intérieurs sur les produits de base, puis sur des mesures de stockage et de régulation de l'offre, ce qui aurait pour effet de soutenir les prix.

La réalisation d'un tel programme permettrait, toujours selon la CNUCED, d'augmenter d'environ 20 milliards de dollars sur une période de trois ans les recettes d'exportation des pays du tiers-monde producteurs de produits de base. Une telle opération reviendrait à 9 milliards de dollars, soit 17 % du montant des exportations des quinze principaux produits de base (la moitié du total des exportations non pétrolières des pays en développement).

Parmi les sources de financement, la CNUCED prévoit les recettes existantes du fonds commun, des ressources provenant du Fonds monétaire international, des prêts de la Banque mondiale, d'autres organismes internationaux, d'un financement provenant des pays de l'Est ainsi que de taxes spéciales sur le cours des principaux produits.

ISABELLE VICHNIAC.

Une confirmation  
de l'INSEE

### LA HAUSSE DES PRIX EN DECEMBRE A ETE DE 0,9 %

La hausse des prix en décembre a été de 0,9 %, a confirmé l'INSEE, mercredi 26 janvier. En un an, de décembre 1981 à décembre 1982, l'augmentation a été de 9,7 %. Pour décembre, l'indice s'établit à 330,1 (base 100 en 1970) contre 327,3 en novembre.

● Les prix alimentaires ont progressé de 0,6 % en décembre, les œufs (+ 2,6 %), les volailles (+ 1,3 %), les produits de la pêche (+ 1,1 %) et les boissons non alcoolisées (+ 1,2 %) enregistrant les plus fortes hausses. Les corps gras et beurres, en revanche, continuent de baisser (- 1,7 %).

● Les prix des produits manufacturés ont augmenté de 0,7 % en un mois d'une façon assez homogène. Seul le poste papeterie-librairie-journaux enregistre une progression légèrement supérieure à la moyenne (+ 1 %).



RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE  
COMPAGNIE DES PHOSPHATES DE GAFSA

### AVIS DE PRÉSÉLECTION INTERNATIONAL N° P 3300

La Compagnie des Phosphates de Gafsa se propose de lancer un appel d'offres pour l'exécution des opérations suivantes :

- A. — Organisation et mise en place d'un système de gestion des stocks et de magasins.
- B. — Formation des techniciens des ateliers centraux en moteurs Diesel et transmissions hydrauliques.
- C. — Formation du personnel d'entretien et de dépannage des instruments et de la régulation des usines.
- D. — Formation du personnel de conduite et d'entretien de la carrière de Kef Schahar et de l'extension de celle-ci.
- E. — Optimisation de l'exploitation des mines souterraines, des usines et de la gestion financière.
- F. — Gestion administrative du personnel.
- G. — Etude de la réhabilitation des anciennes usines, des recettes et des pannes d'homogénéisation du secteur est.

Dans ce but, la compagnie procédera à la présélection des soumissionnaires agréés pour participer à cet appel d'offres par la procédure suivante : Les différents soumissionnaires doivent présenter avant le 28/2/83 un dossier incluant leurs références et le curriculum vitae de l'ensemble du personnel proposé pour lesdites opérations ainsi que leur acceptation des cahiers des charges qui pourront être retirés dès la parution de cet avis, contre le paiement de la somme de 100.000 D (cent dinars) auprès du service général de la Compagnie des Phosphates de Gafsa sis au 9 de la rue du Royaume d'Arabie-Séoudite, Tunis.

Les dossiers de soumissions rédigés en langue française, en six exemplaires, devront être adressés sous pli scellé au nom de Monsieur le Directeur des Achats de la Compagnie des Phosphates de Gafsa, 2130 Meilaoui (Tunis).

L'enveloppe extérieure devra obligatoirement porter la mention « ne pas ouvrir ».

Producteurs, distributeurs, consommateurs.

# Aujourd'hui nous négocions

# la preuve: les produits "approuvé"

Des producteurs et des distributeurs ont proposé d'apporter à leurs produits ou à leurs services des avantages supplémentaires. Des Organisations de Consommateurs nationales ont approuvé cette initiative. Pour l'amélioration de la qualité, ils ont signé ensemble, sous l'égide du Ministère de la Consommation, un contrat de droit privé.

Les produits ou services bénéficiant de ces contrats sont appelés produits "approuvé". Ils sont reconnaissables à un signal "approuvé" et offrent des avantages en plus. Par exemple, si un produit bénéficie d'une amélioration de sa résistance à l'usure et d'une extension de ses conditions de garantie, c'est un produit "approuvé".



### Voici les premiers contrats pour l'amélioration de la qualité:

ABSORBA PORON: Brassières et chemises américaines. Pyjamas "Dors bien".  
BERCHET: Micromath. Micromusic • MEILLAND RICHARDIER: Tous rosiers de jardin • SMOBY: Camion Bricolo. Brouette 1010. Mosaform. Sapin musical.

**SOUS L'EGIDE DU MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION.**



## ÉTRANGER

En R.F.A.

## La balance des paiements courants excédentaire pour la première fois depuis 1978

De notre correspondant

Bonn. — En présentant le rapport annuel de son ministère, le comte Lambsdorff, ministre de l'économie, s'est référé à une économie « sur laquelle on pouvait compter et à laquelle on pouvait faire confiance ». C'est pourquoi le rapport ne contient pas de mesures spéciales pour relancer l'emploi. Il prévoit au contraire un chômage moyen touchant 2,35 millions de personnes avec une pointe à 2,5 millions. Il pronostique une croissance zéro au total, le creux de la vague devant être atteint cet hiver et une légère reprise s'annonçant au printemps. Les salaires ne devraient pas augmenter de plus de 3,5 % (alors que les négociations dans la métallurgie se sont ouvertes sur une base de 6,5 %) et l'inflation se tenir autour de 4 %. La demande retrouverait une certaine vigueur. Les achats de voitures ont fait un bond en décembre. Le bâtiment, favorisé par un hiver très doux et par des mesures adéquates, repartirait d'un bon pied. Le gouvernement fédéral, les Länder et les communes sont invités à ne pas attendre pour mettre en chantier les investissements prévus.

Si le ton du rapport reste modéré, les résultats du commerce extérieur font état d'une situation exceptionnelle. La République fédérale a obtenu en 1982 le plus gros excédent commercial de son histoire : 51,2 milliards de deutschemarks (27,7 en 1981). Pour la première fois depuis 1978, la balance des paiements courants traduit un surplus de 7,5 milliards de deutschemarks contre des déficits de 16,6 milliards en 1981 et 29,5 milliards en 1980. Il est vrai que l'excédent commercial est dû pour une certaine part au fléchissement des importations, qui n'ont progressé que de 2 % sur l'année précédente, tandis que les exportations augmentaient de 8 % pour un total de

427,8 milliards de deutschemarks. Si cette tendance se confirmait, l'excédent de la balance des comptes courants pourrait atteindre 10 milliards de deutschemarks cette année (1).

## Un projet contesté

Ce rapport du ministère de l'économie ne fait pas l'unanimité. Le projet qu'il esquisse d'un plan de retraite avancée est mal vu du patronat. On trouve que, malgré son relatif optimisme, il ne fait pas assez de place aux « libres forces du marché ». Du côté des syndicats, on lui reproche sa « passivité » en matière d'emploi. Le président du syndicat de la métallurgie, M. Loderer, réclame « un programme d'emploi à moyen terme d'une vaste ampleur reposant principalement sur les investissements publics ». Le comte Lambsdorff se défend d'avoir fait de la publicité électorale avec ce rapport. « La reprise que nous prévoyons, dit-il, ne doit rien au financement de l'État. Je pense d'accord avec mon collègue Lahnstein, que les années 80 ne devraient pas être celles des finances publiques, mais des investissements privés. Mais ce bel accord est rompu depuis la chute de M. Schmidt, et M. Lahnstein, aujourd'hui, accuse le rapport d'être « un document électoral enjolivé de chimères d'experts ».

ALAIN CLÉMENT.

(1) En décembre, la balance commerciale a été excédentaire de 6,4 milliards de deutschemarks (+ 4,8 milliards en novembre). La balance des paiements courants a été excédentaire pour la première fois de 5,3 milliards de DM (les Allemands voyageant peu en décembre).

Aux Etats-Unis

## Le déficit du commerce extérieur a été de 42,7 milliards de dollars en 1982

Le commerce extérieur des Etats-Unis a été déficitaire de 3,36 milliards de dollars en décembre (- 4,1 milliards en novembre). Le déficit de l'ensemble de l'année 1982 a atteint le montant record de 42,7 milliards de dollars. Le déficit le plus élevé avait été enregistré en 1978 avec 42,4 milliards de dollars. Par rapport à 1981 (- 39,6 milliards de dollars), le résultat de 1982 en dollars courants est en augmentation de 7,8 %. Mais sur une reprise de la croissance aux Etats-Unis, qui suscite un supplément d'importations, les pouvoirs publics prévoient une augmentation de 60 % environ du déficit de la balance commerciale en 1983.

Le mauvais résultat de 1982 s'explique essentiellement par une baisse extrêmement importante des exportations (- 21,5 milliards de dollars), soit - 9,2 % par rapport à 1981, tandis que les importations ont reculé dans une moindre proportion (de 18,5 milliards de dollars, soit de 6,8 %).

Les achats de produits pétroliers ont diminué de 17 milliards de dollars en 1982. Le secrétaire au Trésor, M. Donald Regan, a déclaré devant la commission économique mixte du Congrès qu'il fallait s'attendre à une « détérioration accentuée (de la balance commerciale) en raison du niveau récemment atteint par le dollar et de sérieux problèmes rencontrés par les partenaires commerciaux des Etats-Unis ».

M. Regan a cependant affirmé qu'il fallait éviter le protectionnisme, mais que les Etats-Unis devaient s'efforcer de trouver un juste équilibre entre la protection de leurs industries et la promotion des exportations des autres pays, en particulier les pays en voie de développement ayant des dettes importantes. Dans son message sur l'état de l'Union (le Monde du 27 janvier), le président Reagan a annoncé qu'il demanderait les pouvoirs nécessaires pour engager de nouvelles négociations en matière commerciale, pour renforcer le financement des exportations et accorder des subventions plus élevées, afin, a-t-il dit, d'obtenir « une part plus équitable pour les fermiers et les industriels américains qui vendent à l'étranger ».

Ainsi, les financements accordés à l'exportation par l'Export Import Bank seront accrus, ce qui modifie la position précédemment adoptée par l'administration fédérale, qui, depuis deux ans, s'opposait à un accroissement des moyens financiers de cet organisme.

torisé la Grèce à dévaluer de 7 % la drachme verte pour convertir un montant national des prix agricoles exprimés en ECU, après la dévaluation de la drachme de 35,5 % le 9 janvier dernier. La dévaluation du taux vert se traduit par une hausse des prix agricoles de 7,5 %. Le gouvernement grec avait souhaité une dévaluation complète de la drachme verte afin d'éliminer la totalité des montants compensatoires monétaires négatifs qui frappent les exportations hellènes.

● Les prix agricoles vont augmenter en Grèce. — Les Dix ont su-

## ÉNERGIE

## Les pays du Golfe menacent de diminuer le prix de leur pétrole

Après le choc provoqué, lundi 24 janvier, par l'échec de la conférence de l'OPEP et l'annonce par le ministre saoudien du pétrole d'une baisse imminente des prix du pétrole britannique, les milieux professionnels semblent plongés dans une grande perplexité. Pour le moment, aucune décision de baisse, des prix n'a été prise, chaque pays produisant semblant attendre que l'autre se décide pour « plonger » à son tour.

Tandis qu'à Londres, les autorités et les compagnies productrices en mer du Nord s'efforcent de résister aux pressions à la baisse du marché en affirmant que la Grande-Bretagne ne prendra pas l'initiative d'une baisse mais suivra le marché, plusieurs pays du Golfe ont menacé de réduire leurs prix. Ainsi M. Al Othaim, ministre du pétrole des Emirats arabes unis, a déclaré, mercredi 26 janvier, que les pays du Golfe (Arabie Saoudite, Koweït, Émirats et Qatar) pourraient être contraints de baisser leurs prix et d'augmenter leur production dans « les prochaines semaines ». J'avais averti que nous pourrions recourir au remède ultime qui est de guérir par la conté-

● Les prix des produits pétroliers devraient de nouveau diminuer en France en février. — L'application de la formule automatique de fixation des prix devrait, compte tenu de la baisse du dollar par rapport au franc au cours du mois de janvier et de la stabilité — suivie depuis le début de la semaine d'une vive baisse — des cours des produits pétroliers sur le marché libre, entraîner le 10 février une baisse de plusieurs centimes des prix de l'essence, du super et peut-être du fuel.

CRÉTEIL - 29-30 JANVIER

7<sup>e</sup> EXPOSITION INTERNATIONALE MINÉRAUX

FOSSILES - PIÈRES NOBLES

VENTE - ÉCHANGE

SALLE DES FÊTES DU MONT-MESLY

N° 101 bis, route de Châtillon - 77100 Châtillon

7, RUE G-DUHAMEL, 94000 CRÉTEIL

## TOURNOI DES CINO NATIONS

Irlande-France à Dublin du 18 au 20/2/83

2.890 F

ANICOM (S.E.T.I.), 25, rue La Boétie, 75008 Paris - Tél. : 268-15-70. Lic. A962.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CAISSE NATIONALE DES AUTOROUTES

56, rue de Lille, 75007 Paris

## EMPRUNT DU 24 JANVIER 1983

15,20%

Emission de 320.000 obligations de 5.000 F

Prix d'émission : 4937 F

Jouissance : 7 février 1983

Durée de l'emprunt : 10 ans

Amortissement à la fin de la 10<sup>e</sup> année

soit le 7 février 1993

Cependant la CNA pourra procéder chaque année au rachat par anticipation de 10% maximum des titres émis restant en circulation.

Taux de rendement actuariel brut :

15,25%

Les intérêts de ces titres

figureront parmi les revenus

ouvrant droit à l'abattement

de 50% par an

Une note d'information

(voir C.O.B. n° 8327 du 20/01/83)

est à la disposition du public

Clôture sans préavis

Souscrivez à l'emprunt de la CNA

Vos fonds sont placés dans des valeurs sûres et à rendement élevé

CNA

UNIBAIL

Le conseil d'administration s'est réuni le 25 janvier 1983 et a pris connaissance des premiers résultats ayant trait à l'exercice 1982.

Le chiffre d'affaires hors taxes est de 727,3 millions contre 635,1 (plus 15 %).

Le montant hors taxes des commandes est de 876,2 millions contre 780,5 (plus 12 %), dont 19 % en exportation directe.

Le carnet de commande augmente de 149,9 millions.

Pour les activités aéronautiques, le chiffre d'affaires hors taxes est de 421,2 millions contre 352,9 (plus 19 %).

Le montant hors taxes des commandes reçues est de 523,7 millions contre 453,2 (plus 16 %).

Pour l'activité informatique et instrumentation, le chiffre d'affaires hors taxes est de 306,1 millions contre 282,2 (plus 8 %).

Le montant hors taxes des commandes reçues est de 352,5 millions contre 327,3 (plus 8 %).

Le résultat net de la société, après l'impôt, amortissements et provisions, qui était de 35,5 millions pour l'exercice 1981, sera supérieur à ce chiffre.

Le conseil d'administration s'est réuni le 25 janvier 1983 et a constaté que, par suite de la conversion de 21 724 obligations au cours de l'exercice écoulé, le capital social se trouve porté à 1 156 531 100. La prime de conversion émise, comme les autres précédentes, n'est pas en réserve, le montant des capitaux propres s'établit à 255 millions.

Le conseil a par ailleurs examiné la situation du patrimoine financier des produits, pour l'exercice 1982, soit de 46 millions de francs, soit une couverture de près de 25 % par rapport à l'exercice 1981. Il a représenté plus de 23 % du chiffre d'affaires total, dont les redevances de crédit-bail constituent l'essentiel avec 148 millions.

Une évaluation prudente, établie par les services de la société, des immatériels qui composent ce patrimoine au 31 décembre 1982, conduit à une valeur de 480 millions, à rapprocher de leur valeur nette comptable : 16 millions, soit 464 millions.

Les comptes de l'exercice 1982 seront présentés au conseil le 22 février prochain. Le résultat comptable devra permettre de proposer une nouvelle progression de la distribution.

## RÉGIONS

## Haute-Normandie

## La révolte des ramasseurs de champignons

De notre correspondant

Evreux. — Dans le massif forestier de Conches-Breteuil, qui couvre plusieurs milliers d'hectares du département de l'Eure, la cueillette des champignons et le ramassage du bois mort appartiennent aux usages et coutumes depuis des temps immémoriaux. C'est l'ordre du pays d'Ouche cher à La Verendrye. Depuis quelques semaines, les « manants » s'y agitent, car les propriétaires forestiers entendent leur interdire l'accès de la forêt en vertu de l'article 331-2 du code forestier, appliqué depuis 1980, pour ne pas troubler la présence du gros gibier, dont le droit de chasse se monnaie de plus en plus cher, avec des actions se vendant de 10 000 à 20 000 F, voire davantage (1).

La révolte dure depuis que des ramasseurs de champignons se sont vu dresser procès-verbal par les gendarmes, cela après de multiples incidents avec les gardes. Une pétition diffusée dans les villages du canton de Breteuil a recueilli près de neuf cents signatures. Pour la défense des ramasseurs de champignons, 97 % des personnes contactées ont signé volontiers.

Avec l'appui des élus, au cours d'une réunion groupant une centaine de personnes, est né un Comité de défense des usages pacifiques de la forêt, qui entend faire valoir la bienfaisance du ramassage des champignons, du bois mort, du droit de passage...

Son président, M. Jarny, s'en prend aux grands propriétaires, qui, dit-il, « doivent comprendre que, même si un décret-loi enlève au peuple les plus petits privilèges, il serait pour eux de bonne politique de reconnaître aux habitants des communes des environs certains droits dont ils n'ont que faire eux-mêmes et qui ne sauraient remettre en cause leur droit fondamental à la propriété ».

Pour éviter la jacquerie qui menace, M. Luc Tineau, député socialiste de la circonscription, a promis d'intervenir à l'Assemblée nationale.

LÉONCE MOUTARDIER.

(1) N.D.L.R. : Des situations de ce genre se retrouvent dans plusieurs régions, notamment dans le Massif Central.

## Bretagne

## LES PORTS DE PLAISANCE DU MORBIHAN EN DÉFICIT

(De notre correspondant)

Vannes. — Lors du dernier conseil général du Morbihan, il y eut quelques mouvements de mécontentement chez les élus socialistes lorsque M. Raymond Marcellin, député U.D.F., président de cette assemblée, annonça qu'il consentait une avance de 3 750 000 F au Syndicat des ports de plaisance et bases.

● Ceux qui-bénéficient de ces investissements de loisirs peuvent payer, ont dit les élus socialistes. Cette avance revient à subventionner chaque place de bateau de plaisance pour 1 250 F. Le département a déjà investi 50 000 à 60 000 F pour les créer. — M. Marcellin lui, depuis 1968, le promoteur en Morbihan de cette création de ports de plaisance. Depuis 1968, 157 millions de francs ont été déboursés

## TRANSPORTS

## M. Fiterman dénonce une « tendance au catastrophisme »

Evocant la situation du transport aérien français, mercredi 26 janvier, devant le Cercle des relations publiques de l'aéronautique et de l'espace, M. Charles Fiterman, ministre des transports, a laissé percer un certain optimisme. « Il ne faut certes pas sous-estimer le sérieux de cette situation, a-t-il déclaré. Mais je considère qu'elle ne saurait justifier pour autant cette sorte de tendance au catastrophisme exprimée ici ou là, ce plaisir morbide à toujours proclamer que le pire est certain, ou presque. Il y a là une démarche qui va de l'inquiétude au fatalisme, et du fatalisme à l'abandon. Nous la récusons fermement ».

M. Fiterman a appelé à une « rigueur nécessaire » à mettre « au service d'une stratégie réaliste de

conquête — ou de reconquête — des trafics, de recherche de nouvelles clientèles, ce qui commande de maintenir l'emploi, de préserver l'outil de travail ». Compétitivité, politique commerciale audacieuse, optimisation des flottes, organisation toujours plus rationnelle de l'activité, deviennent autant d'impératifs qui doivent guider les transports aériens.

## Deux objectifs pour l'aviation civile

Rappelant à ce propos que « l'objectif du gouvernement n'est nullement de nationaliser l'ensemble du transport aérien », M. Fiterman a

avertir que « toute assurance commerciale en même temps des obligations : il appartient aux dirigeants du transport aérien, dans le cadre d'une saine concurrence, d'assumer leurs responsabilités ».

Pour sa part, le gouvernement se fixe deux objectifs en matière d'aviation civile : le maintien et, dans la mesure du possible, l'accroissement de la part de la France dans le transport international, et une réponse toujours meilleure aux besoins intérieurs en matière de desserte et d'aménagement du territoire ; étant entendu que, dans ce domaine, les progrès doivent se faire « de manière rationnelle », en liaison avec les besoins réels et les moyens financiers des régions et des collectivités locales.



Le prix de leur pétrole

ERAUX

FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

# MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

26 janvier

Nette reprise

A l'instar de Wall Street, où le marché new-yorkais a opéré un net redressement mardi, la Bourse de Paris a sensiblement progressé dans le sillage des valeurs de second rang.

L'échec de la conférence de l'OPEP à Genève continue à susciter de multiples interrogations dans les milieux financiers - et, surtout, sur les marchés des changes -, mais il semble bien, à présent, que les spécialistes aient repris leurs esprits après la douche froide de lundi et mardi.

Si la baisse des prix du brut risque de peser rapidement sur les économies internationales, qui n'ont pas besoin de ce fardieu supplémentaire, la France devrait au moins en tirer avantage au niveau de sa balance commerciale, fait-on valoir autour de la corbeille.

Du côté des actions de sociétés pétrolières, l'heure est encore aux comptes, et Esso perd 2,4 %, à titre d'exemple, tandis que Péroles BP amorçe un redressement en s'ajustant 3 % de hausse.

Le bâtiment, par contre, pâtit de la crainte de voir les pays producteurs freiner leurs programmes d'investissements. Bouygues, Dumez et Aulaville d'Entreprise perdent 2 % à 2,5 % tandis que les boursiers semblent éprouver quelques craintes à propos de Géophysique.

Parallèlement, Moteurs Leroy-Somer, Générale de fonderie, C.S.F., Hachette, Sanofi, Perrier, Moulinex et Peugeot gagnent 4 % à 9 %.

Au total, l'indice cote instantané progresse de 1,1 %.

Sur le marché de l'or, le lingot s'est traité à 108 100 F (-550 F) et le napoléon à 126 (-3 F). A Londres, l'once d'or s'est inscrite à 488,25 dollars l'once contre 485 F la veille.

Nos réplis du dollar, à 6,8250 F (contre 6,9175 mardi midi), le dollar-titre baissant à 8,45 F environ (contre 8,46/49 F).

NEW-YORK

Hésitant

Le marché new-yorkais est apparu relativement hésitant mercredi, et les indicateurs ont évolué en dents de scie tout au long de la séance jusqu'à ce que l'indice Dow Jones des Industrielles clôture la journée sur une baisse de 4,04 points, à 1 037,99.

Pour l'instant, le message sur l'état de l'Union prononcé mardi par le président Reagan n'a pas eu d'impact particulier sur la cote. Finalement, le plus intéressant s'est passé ailleurs, soit dans les observations en faisant allusion aux suggestions formulées quelque temps plus tard par l'hot de la Maison Blanche à l'occasion d'une rencontre avec des chefs d'entreprise du Massachusetts. Le président Reagan a, en effet, estimé, au cours de cette discussion informelle, « au risque de provoquer de vives réactions », que dans le contexte fiscal propre aux Etats-Unis, l'existence de l'impôt sur les bénéfices des sociétés était très difficilement justifiable.

Voilà un sujet de réflexion - pour l'instant un simple stade de la suggestion - qui fera plaisir à la communauté financière, où l'on commence à se faire à l'idée de voir les finances publiques subir un déficit budgétaire colossal pour l'année en cours, 600 milliards de dollars en 1983, contre 40 milliards l'année précédente.

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcoa	31	30 1/2
Amstar	28 1/8	28 1/8
Boeing	37 3/8	37 3/8
Chrysler	31 1/2	31 1/2
Eastman Kodak	31 1/2	31 1/2
GenCorp	31 1/2	31 1/2
General Motors	31 1/2	31 1/2
IBM	31 1/2	31 1/2
Intel	31 1/2	31 1/2
Johnson & Johnson	31 1/2	31 1/2
McDonald's	31 1/2	31 1/2
Merck & Co.	31 1/2	31 1/2
Microsoft	31 1/2	31 1/2
Motorola	31 1/2	31 1/2
Oracle	31 1/2	31 1/2
Rockwell International	31 1/2	31 1/2
Sony	31 1/2	31 1/2
Spacelabs	31 1/2	31 1/2
Texas Instruments	31 1/2	31 1/2
United Technologies	31 1/2	31 1/2
Walt Disney	31 1/2	31 1/2
Xerox	31 1/2	31 1/2

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

EPEDA BERTRAND-FAURE - Le premier fournisseur européen de sièges pour automobiles, considéré également comme le numéro un français sur le marché de la literie (Epeda et Mérimis), et qui s'est récemment diversifié en prenant le contrôle du bagagerie DeSey, se présente comme un acteur majeur dans la société Autocoussin et indirectement dans Cousin Frères, filiale à 70 % d'Autocoussin. Spécialisée dans la fourniture de structures métalliques et de matériaux pour sièges automobiles, Autocoussin réalise un chiffre d'affaires annuel voisin de 170 millions de francs avec un résultat d'exploitation (après amortissements) de 30 millions de francs environ, les caractéristiques financières de Cousin Frères - un fabricant de mécanismes pour sièges auto - étant sensiblement identiques. En prenant le contrôle à 60/65 % d'Autocoussin, Epeda Bertrand-Faure entend renforcer son potentiel technologique pour offrir aux constructeurs un produit - des sièges automobiles - dont le processus de fabrication est intégralement assuré par le groupe. Cette opération sera financée en partie par une augmentation de capital de 12,4 millions de francs sur la base d'une action nouvelle de 100 F, la 600 F, jouissance du 1<sup>er</sup> janvier 1983, la souscription étant ouverte du 31 janvier au 3 mars prochain inclus.

GÉNÉRALE OCCIDENTALE - Le groupe a réalisé un bénéfice net (après impôts et intérêts minoritaires) de 99,7 millions de francs pendant le premier semestre de l'exercice en cours 1982/1983 contre un résultat net (non consolidé) de 38,1 millions de francs pour la période correspondante de l'exercice précédent. La comparabilité de la comparaison est compromise par le fait que les profits de change obtenus ont permis de compenser les effets de la réorganisation et du déplacement des activités aux Etats-Unis grâce à la société Grand Union. Pour le premier semestre 1982/1983, le chiffre d'affaires consolidé ressort à 13,58 milliards de francs.

INDICES QUOTIDIENS  
(BSE, base 100 = 31 oct. 1982)  
Valeurs françaises ..... 103,9 104,8  
Valeurs étrangères ..... 101,1 103,2  
Cote des AGENTS DE CHANGE  
(base 100 = 31 oct. 1982)  
Indice général ..... 103,2 103,6  
TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE  
Effets papiers du 27 janvier ..... 12,1/2 %  
COURS DU DOLLAR A TOKYO  
Dollar (en yen) ..... 233,70 237,90

## BOURSE DE PARIS

Comptant

26 JANVIER

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	26/1	
3 %	27	0 970	Duguesmont	100	100	Navig. (Rég. ché)	50	50	R. N. Manque	7 25
5 %	4 932	4 932	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 45-54	1 471	1 471	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 55-64	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 65-74	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 75-84	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 85-94	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 95-04	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 05-14	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 15-24	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 25-34	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 35-44	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 45-54	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 55-64	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 65-74	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 75-84	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 85-94	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 95-04	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 05-14	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 15-24	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 25-34	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 35-44	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 45-54	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 55-64	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 65-74	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 75-84	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 85-94	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 95-04	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 05-14	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 15-24	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 25-34	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 35-44	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 45-54	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 55-64	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 65-74	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 75-84	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 85-94	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 95-04	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 05-14	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 15-24	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 25-34	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 35-44	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 45-54	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 55-64	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 65-74	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 75-84	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 85-94	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 95-04	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 05-14	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 15-24	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 25-34	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 35-44	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 45-54	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 55-64	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 65-74	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 75-84	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 85-94	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 95-04	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 05-14	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 15-24	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 25-34	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 35-44	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 45-54	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 55-64	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 65-74	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 75-84	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 85-94	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 95-04	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 05-14	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 15-24	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 25-34	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 35-44	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 45-54	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 55-64	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 65-74	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 75-84	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 85-94	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 95-04	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 05-14	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 15-24	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 25-34	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 35-44	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 45-54	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 55-64	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 65-74	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 75-84	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 85-94	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 95-04	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 05-14	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 15-24	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 25-34	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 35-44	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 45-54	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 55-64	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 65-74	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 75-84	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 85-94	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 95-04	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 05-14	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 15-24	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 25-34	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 35-44	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 45-54	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 55-64	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 65-74	1 130	1 130	Dubouché S.A.	106	106 20/20	Macif	321 80	330	R. N. Manque	41000
5 % amort. 75-84	1 130	1 130	Dubouché S.A.							



## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

1. L'HOMME : « Une philosophie de la personne », par Christian Delcampagne ; « Antonio Negri, lecteur de Spinoza », par Christian Descombes ; « Les chemins de l'orgueil », par Patricia Lachet.

### ÉTRANGER

3. EUROPE
- 3-4. AFRIQUE
- 5-6. AMÉRIQUES
6. ASIE
7. L'Indochine reste un foyer de tensions.
8. DIPLOMATIE
9. M. Genscher aux États-Unis.

### POLITIQUE

7. La P.R., le C.D.S. et les radicaux considèrent les élections municipales comme des « hors-d'œuvre ».
8. La mort de Georges Bidault.
9. La préparation des élections municipales.

### SOCIÉTÉ

10. ÉDUCATION : la position des syndicats après la publication du rapport Lagard.
11. JUSTICE : la France demande l'extradition de Klaus Barbie.
12. FAITS DIVERS : après l'arrestation de cinq personnes au domicile français de M. Ben Bella.

### LE MONDE DES LIVRES

17. LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT - DELPECH : La fin du siècle ; Une semaine avec Borges.
18. LA VIE LITTÉRAIRE.
19. ÉCRITS INTIMES : Gabriel Metzner, l'aristocrate.
20. LETTRES ÉTRANGÈRES : Ces prodigieuses dames anglaises.
21. PHILOSOPHIE : Le souffle libérateur du bouddhisme.

### CULTURE

22. CINÉMA : Tempête, de Paul Mazursky.
23. MUSIQUE : Le MIDEM classique à Cannes.
24. VARIÉTÉS : Alain Bashung au Casino de Paris.
25. COMMUNICATION : le développement de la télématique.
26. INSTITUT.
27. PRESSE : Point de vue : « Pour que vivent les journaux », par Sylvester.

### ÉCONOMIE

28. AFFAIRES : des sociétés informatiques américaines coopèrent dans la recherche.
29. AGRICULTURE.
30. ÉTRANGER : la balance des paiements excédentaires en R.F.A. ; le déficit du commerce extérieur en 1982.
31. CONJONCTURE : la CNUCED propose une nouvelle concertation entre pays riches et pays pauvres.
32. RÉGIONS.

33. RADIO-TELEVISION (24) : Informations « SERVICES » (27) : « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés ; Loterie nationale ; Loto.
34. Annonces classées (26) ; Carnet (25) ; Marchés financiers (33).

## Les dates du baccalauréat 1983

Les dates des épreuves écrites du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du baccalauréat de technicien sont publiées au Journal officiel du 26 janvier. Le principe d'une « date nationale », rétabli en 1982 après deux années d'étalement des dates par zones, est maintenu pour 1983. Le calendrier est donc le même partout, à l'exception de l'académie des Antilles-Guyane.

● Baccalauréat de l'enseignement du second degré (séries A, B, C, D, E) : les épreuves écrites auront lieu le mercredi 15, le jeudi 16 et le vendredi 17 juin.

● L'épreuve écrite de philosophie (terminales A, B, C, D) aura lieu le vendredi 10 juin.

● Baccalauréats de technicien : les épreuves écrites auront lieu le lundi 13, le mardi 14 et le mercredi 15 juin.

● Dans les Antilles-Guyane, les épreuves écrites du baccalauréat de l'enseignement du second degré au-

A B C D E F G

## L'insertion professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans

- Développer l'enseignement technique
- Lier contrat de travail et formation

Le conseil des ministres du 28 janvier a arrêté les grandes orientations du plan pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes de seize à vingt-cinq ans défini par le premier ministre. Il s'agit de prolonger l'action éducative de l'école et de l'université, de faciliter l'insertion professionnelle des jeunes sans emploi et d'améliorer l'orientation. Ce plan prendra son plein effet dès la rentrée scolaire de 1983.

D'autre part, les soixante-deux missions locales d'accueil et d'orientation pour les jeunes de seize à dix-huit ans, qui tenaient leur première rentrée à Paris les 25 et 26 janvier, verront leur action étendue aux seize-vingt-cinq ans.

S'attaquer au chômage, mais aussi mieux préparer les jeunes aux métiers d'avenir et en particulier à l'utilisation des technologies nouvelles, tels sont les objectifs de ce plan « ambitieux », selon l'expression de M. Mauroy, qui sera mis en œuvre de 1984 à 1988, au cours du IX<sup>e</sup> Plan. Un million de jeunes de moins de vingt-cinq ans sont sans emploi, 420 000 d'entre eux n'ont aucune qualification. On ne peut se contenter, dit-on au gouvernement, de traiter socialement ce problème des jeunes. C'est un devoir de leur proposer une formation, voire un emploi. De fait, le gouvernement s'apprête à élargir, dès la rentrée scolaire de 1983, les mesures existantes pour les 16-18 ans aux 16-25 ans qui seront alors six cent mille.

Premier volet de ce plan, le développement de l'enseignement technique (secondaire et supérieur). Les LEP (lycées d'enseignement professionnel), pivot central, verront leurs effectifs et leurs moyens augmenter dès la rentrée prochaine — cela, en concertation avec les ministères concernés. Cet enseignement se fera en alternance avec des séjours sur le terrain, en entreprise.

Deuxième volet : l'appel au volontariat, en particulier, celui des militaires. Les appelés du contingent, s'ils le veulent, pourront se transformer en formateurs de leurs collègues appelés (1). Tout jeune, sans emploi à l'issue du service, pourra prolonger son séjour sous les drapeaux en attendant de trouver un travail. D'une façon générale, la formation et l'insertion sur cette dernière seront considérablement développées pendant le service national. Et les jeunes pourront, s'ils le veulent, faire ce service dès l'âge de dix-huit ans.

Mais les efforts les plus importants porteront sur l'insertion dans la vie professionnelle. A cet effet, les entreprises, les services de l'Agence nationale pour l'emploi, ceux du système éducatif, sont appelés à se mo-

biliser. Formation jusqu'à dix-huit ans, insertion après, tels sont les mots-clés des nouvelles orientations pour l'aide aux jeunes. Les futurs stagiaires seront rémunérés. Mais comment ? Rien n'est encore précisé.

Les contrats « emploi-formation » seront développés. Un nouveau contrat « emploi-adaptation » sera mis en place pour les jeunes ayant déjà une formation. Contrairement à la « mise à niveau » pour un poste de travail bien précis, cette « adaptation » concernera un métier.

Enfin, « une nouvelle forme de contrat de travail accompagné d'une formation sera mise en œuvre par des conventions conclues entre l'Etat et les grandes entreprises, les groupements professionnels ou les employeurs de l'économie sociale ». Ce sera sans doute le point central de la concertation avec le patronat.

Aux assises de Villapinta, en décembre, le C.N.P.F. avait proposé un marché : l'embauche de six cent mille jeunes sortant de l'école contre un allègement des charges des entreprises. Sur cet allègement, rien ne changeant n'est encore décidé.

Dans l'immédiat, le premier ministre suggère aux chefs d'entreprises de financer ces nouveaux contrats sur les 0,1 % de l'actuelle taxe d'apprentissage. Encore faudra-t-il modifier la réglementation en ce sens. Les mesures envisagées feront l'objet d'une proposition de loi à débattre à la session parlementaire du printemps. Un comité interministériel, sous la présidence de M. Mauroy, suivra la préparation et la mise en œuvre de ce plan professionnel pour les 16-25 ans.

DANIELE ROUARD.

- (1) La conférence des grandes écoles réunie récemment a souligné une telle formule qui pourrait permettre aux élèves des grandes écoles d'ingénieurs de participer, s'ils le veulent, à des enseignements technologiques. (Le Monde du 27 janvier.)

## Les négociations progressent lentement chez Renault

La situation était calme aux usines Renault de Flins et de Billancourt ce 27 janvier alors que se poursuivaient des provocations, dans les deux usines comme au niveau central de la Régie, entre la direction et les syndicats.

Au niveau de la Régie, la négociation en cours porte sur la politique salariale pour 1983. Un accord est intervenu sur une augmentation générale des salaires de 8 % pour l'année. Une partie — 2 % — serait accordée dès le 1<sup>er</sup> février. A cette hausse pourrait s'ajouter, au 1<sup>er</sup> février, c'est l'objet de la discussion — un complément mensuel uniforme dont le montant envisagé se situe entre 60 et 120 F.

● A Flins, les discussions devaient se poursuivre jeudi après-midi sur le montant de la prime réclamée par les grévistes de l'atelier de peinture. Il pourrait être de 155 F pour les pistoletiers, se situer entre 55 F

et 85 F pour les autres catégories de cet atelier. L'atelier d'électrolyse reste bloqué, sans qu'on y négocie. Mais le centre-ville fonctionne à nouveau, les grévistes ayant obtenu une prime mensuelle de 84,50 F et demandant l'indemnisation des jours de grève.

● A Billancourt, à l'atelier de sellerie toujours en grève, c'est la prime de 155 F pour tous qui fait l'objet de la négociation.

Cette négociation à double niveau correspond à la fois au cadre fixe par le P.D.G., M. Hano, et aux revendications de certains syndicats. Ainsi, mercredi, la C.F.D.T. avait demandé : l'ouverture dans les prochaines heures de négociations à la fois centrales et décentralisées. Les cégétistes avaient critiqué la C.G.T., qui est « totalement désespérée ».

Pour M. Bergeron, secrétaire général de F.O., le conflit s'explique principalement par « l'existence de règles générales » sur les salaires et les classifications à la Régie, et par la « surenchère » entre certains syndicats. Il estime que la direction de la Régie devrait « en liaison avec l'Union des industries métallurgiques et minières aborder l'examen sérieux et rapide des conséquences des évolutions technologiques et leur prolongement sur les classifications ».

### PEUGEOT POURRAIT SE RETIRER DE MATRA AUTOMOBILES

Le groupe Peugeot envisage de se retirer de Matra Automobiles dont il détient 45 % des capitaux. Matra, selon l'Agence économique et financière (Agel), reprendrait l'intégralité des parts de Peugeot tout en cherchant un nouveau partenaire. Peugeot avait renouvelé en 1979 l'accord qui liait depuis 1969 Matra à Chrysler-France (devenu Talbot). Talbot continuait d'assurer distribution, après-vente, marketing et publicité de la Rancho et des sportives (Bagheera puis Murema).

La chute des ventes de Matra Automobiles passées de 17 200 voitures en 1979 à 8 600 voitures en 1982 a provoqué des pertes croissantes : 40 millions de francs en 1980 et 120 millions en 1982.

### A Reims

## La C.G.T. censure le rédacteur en chef de « l'Union » et s'oppose à l'entrée de l'administrateur judiciaire

Le conflit s'aggrave au quotidien champenois l'Union, en attendant l'arrivée de l'administrateur judiciaire nommé par le tribunal de commerce de Reims, M. Hubert Lafont, qui devait prendre ses premiers contacts avec le journal jeudi 27 janvier.

Le syndicat du Livre C.G.T. — qui a pris le pouvoir par la force à l'Union et a désigné un « directeur » composé de quatre ouvriers imprimeurs, installé à la place des gérants légaux — a décidé, à la suite d'une assemblée générale, de s'opposer à l'entrée de l'administrateur judiciaire. Il a d'autre part refusé de publier dans l'édition du 27 janvier un éditorial du rédacteur en chef, M. Pascal Sellier, où celui-ci critiquait notamment le comportement du « directeur » et donnait son analyse de la situation.

Le directeur, dans un communiqué publié à la « une » du journal, affirme : « Une partie des journalistes a rejoint le camp de la droite dans son combat pour conquérir le journal. Cette attitude correspond à celle des journalistes qui, pour quelque argent supplémentaire, ont quitté l'Union pour travailler pour l'Est républicain ».

Le rédacteur en chef a indiqué à sa rédaction qu'il ne pouvait pas « cautionner cet acte de censure caractérisée ». Il a annoncé que, puisqu'il n'était pas en état moral et matériel de faire son travail, il cessait d'assurer ses fonctions, « tout en

demeurant à la disposition » de l'administrateur judiciaire.

De son côté, la section de l'Union du syndicat national des journalistes (S.N.J.) a publié un communiqué dans lequel elle affirme vouloir s'opposer « à toute mesure s'inscrivant dans un processus de liquidation de l'Union », et se déclare « prête à discuter d'un plan d'économie à condition qu'il soit accompagné d'un plan de redressement ». Lors de la réunion de la rédaction, certains membres de la C.G.T. et de la C.F.D.T. n'excluaient pas une grève d'avertissement de vingt-quatre heures.

Les milieux de l'opposition continuent d'exprimer leur vif désaccord avec la situation créée à l'Union par la prise de contrôle de la C.G.T. C'est le cas notamment de M. Philippe Malaud, ancien ministre, président du Centre national des indépendants (« le coup de force se relie à une série d'autres faits analogues, à l'initiative de la C.G.T. (qui) se traduit par la remise en cause de l'état de droit dans notre pays ») ; du Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés (CIEL) (il « dénonce les dangers d'un mécanisme qui soumettrait toute entreprise de presse en difficulté à la mainmise de la C.G.T. ») ; de Mme Brigitte Gros, sénateur (Gauche démocratique) des Yvelines (« La majorité au pouvoir vient de se livrer à une nouvelle « mise au pas » de l'information en France (...) Le premier ministre a accepté d'être placé devant le fait accompli »).

### ANCIEN DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'O.M.S.

## Le docteur Marcolino Candau est mort

De notre correspondant

Génève. — Le docteur Marcolino Candau, qui avait dirigé l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) de 1953 à 1973, est décédé à Genève à l'âge de soixante-deux ans. Son successeur, le docteur Malher, lui rendant hommage, l'a qualifié de « grand architecte de l'infrastructure de l'O.M.S. sans lequel il n'aurait pas été possible de poser l'une après l'autre les pierres du grand édifice de la santé pour tous d'ici à l'an 2000 ».

Il semble évident que ce que l'O.M.S. compte de plus remarquable

elle le doit, en effet, en grande partie à ce Brésilien chaleureux, combatif, persévérant, doté du tempérament d'un véritable prédateur. Le docteur Candau ne craignait ni les formules choc ni les domaines nouveaux. Ainsi à une époque où pour la plupart des membres de l'O.M.S. les objectifs se limitaient à la lutte contre la malaria, il affirmait que « les préjugés peuvent tuer des millions d'êtres humains et devenir des éliminés comme tous les autres êtres ».

En 1957, il formulait le vœu que tout projet nucléaire, même pacifique, soit élaboré et exécuté en liaison étroite avec les responsables de la santé publique. C'est sur son impulsion qu'en janvier 1970 l'O.M.S. a lancé un appel demandant l'arrêt des recherches sur les armes chimiques et biologiques. En outre, le docteur Candau a été effrayé de faire admettre l'idée que les toxicomanes étaient des malades, qu'il convenait de soigner plutôt que de punir.

La situation sanitaire et démographique du tiers-monde demeurait sa préoccupation majeure. Ainsi, il a révisé qu'en 1965 quatorze pays d'Afrique pour plusieurs millions d'habitants ne possédaient aucune école de médecine. Il a rappelé à l'Occident alors prospère que l'on déplorait dix millions de lépreux de par le monde, comme il a reconnu que la campagne mondiale engagée pour la réduction du paludisme n'avait pas porté les fruits espérés. En 1960, plus d'un milliard d'êtres humains étaient atteints par ce fléau ou vivaient sous sa menace (ce chiffre approche actuellement les deux milliards). Enfin, il ne manquait aucune occasion d'affirmer que les virus, les microbes, les mouches et les rats n'avaient pas besoin de visa pour traverser les frontières établies par les hommes et que, pour être vraiment efficace, l'O.M.S. se devait d'être universelle. En somme, pour mériter son nom, l'O.M.S., selon le docteur Candau, devait rejeter tout fait politique à son action, laquelle n'a de sens que si elle est vraiment mondiale.

ISABELLE VICHNIAC.

### En Iran

## vingt-deux membres DE L'UNION DES COMMUNISTES ONT ÉTÉ EXÉCUTÉS

Vingt-deux membres de l'Union des communistes iraniens ayant participé à l'attaque contre Anzoli, le nom Caspienne, il y a un an ont été exécutés, mercredi matin 26 janvier dans cette ville. Les membres de cette organisation marxiste organisés en maquis dans les forêts, d'où leur nom de « Jangali » — combattants des forêts — avaient tenté de prendre le contrôle d'Anzoli dans la nuit du 25 janvier 1982. Il y avait eu soixante-dix tués parmi les forces de l'ordre, selon les bilans officiels de l'époque.

Le procès de vingt-huit d'entre eux s'est déroulé il y a deux semaines à la prison d'Evin de Téhéran, sous la conduite de l'ayatollah Guhani, le juge islamique de cette prison. Vingt et un ont été condamnés à mort et exécutés mercredi matin à Anzoli en présence des familles des agents des forces de l'ordre tués dans ces affrontements. Les sept autres ont été condamnés à diverses peines de prison. Une autre personne, une femme, jugée à Anzoli, figure parmi les condamnés exécutés mercredi. — (A.F.P.).

### Au Maroc

## LES RESPONSABILITÉS DU GÉNÉRAL DIAMI PARTAGÉES ENTRE QUATRE OFFICIERS

Rabat (A.P.). — A la suite du décès du général Ahmed Diami, le roi Hassan II a nommé le colonel-major Mohamed Cberkaoui, jusqu'alors commandant de la garde royale, au poste de directeur du cabinet des aides de camp du souverain. Le colonel Abdelhak Kadiri, directeur général de la Sécurité nationale, est nommé à la tête de la Direction générale des études et de la documentation (contre-espionnage). M. Hamid Boukhari, gouverneur, devient directeur général de la Sécurité nationale. Le colonel-major Abdelaziz Benani a été nommé commandant par intérim de la zone Sud. Toutes ces fonctions étaient assumées conjointement par le général Diami.

## LES « AMIS DE LA R.A.S.D. » APPELLENT À UN RASSEMBLEMENT DEVANT L'AMBASSADE DU MAROC

Au cours d'une conférence de presse organisée, le 25 janvier, à Paris, par l'association des amis de la R.A.S.D. (République arabe saoudienne démocratique), son secrétaire général, M. Thomas Jallaud, a lancé un appel à M. Mitterrand pour que, au cours de sa visite au Maroc, « la France ne donne en aucun cas le sentiment de cautionner un expansionnisme marocain », mais, au contraire, « réaffirme le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui dans les frontières héritées de la colonisation ».

Tout en constatant que la France a rééquilibré sa politique avec l'Algérie, la Mauritanie et le Maroc, il a déclaré que « le Sahara occidental reste un pays pauvre, malgré quelques gestes symboliques, appréciables, d'égards du Front Polisario ». Soulignant la gravité de l'intervention américaine aux côtés du Maroc, M. Jallaud, qui réclamait dans le passé l'arrêt de l'aide militaire française à Rabat, se contentait de demander maintenant « qu'aucun nouveau contrat de fournitures militaires ne soit signé tant que ce pays poursuit l'occupation du territoire sahraoui ».

A cette occasion, l'association a appelé à un rassemblement, ce jeudi 27 janvier à 18 h 30, devant l'ambassade du Maroc à Paris, pour réaffirmer « le soutien à la lutte du peuple sahraoui pour son droit inaliénable à vivre libre et en paix dans son pays ».

# SOLDES

DERNIERS JOURS  
la totalité du rayon pardessus hommes  
et manteaux dames  
soldés avec une remise de 30 %

# NICOLL

La tradition anglaise du vêtement.  
à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820

مكتبة المجلد